

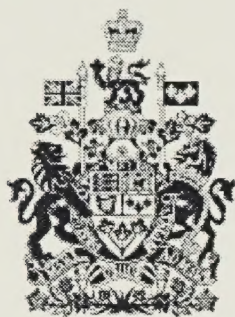
Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115502577>









CANADA

13

RECUEIL DES TRAITÉS 2012/1 TREATY SERIES

---

## INDEX

### RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA

Traités bilatéraux – 2012

Traités multilatéraux – 2012

---

## INDEX

### CANADA TREATY SERIES

Bilateral Treaties – 2012

Multilateral Treaties – 2012

---









CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 2012/1 TREATY SERIES

---

**INDEX**

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA (RTC)

Traités bilatéraux – 2012

Traités multilatéraux – 2012

---

**INDEX**

CANADA TREATY SERIES (CTS)

Bilateral Treaties – 2012

Multilateral Treaties – 2012

---









## TRAITÉS BILATÉRAUX – 2012

### AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

#### SCIENCE

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne

Paris, le 15 décembre 2010

Entrée en vigueur le 28 mars 2012

RTC 2012/8

Arrangement entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la participation du gouvernement du Canada au Programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunication « ARTES »

Paris, le 29 novembre 2012

Entrée en vigueur le 29 novembre 2012

RTC 2012/26

Arrangement entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la participation du gouvernement du Canada au Programme-enveloppe d'observation de la terre

Paris, le 29 novembre 2012

Entrée en vigueur le 29 novembre 2012

RTC 2012/27

Arrangement entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la participation du gouvernement du Canada au Programme européen d'exploration spatiale « AURORA »

Paris, le 29 novembre 2012

Entrée en vigueur le 29 novembre 2012

RTC 2012/28

Arrangement entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la participation du gouvernement du Canada au Programme européen de recherche et d'application en sciences physiques et sciences de la vie dans l'espace

Paris, le 29 novembre 2012

Entrée en vigueur le 29 novembre 2012

RTC 2012/29

Arrangement entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la participation du gouvernement du Canada au Programme de composante spatiale de la surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité

Paris, 29 novembre 2012

En vigueur le 29 novembre 2012

RTC 2012/30

Arrangement entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la participation du gouvernement du Canada au Programme général de technologie de soutien de l'Agence spatiale européenne

Paris, 29 novembre 2012

En vigueur le 29 novembre 2012

RTC 2012/31

Arrangement entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la participation du gouvernement du Canada au Programme européen d'activités préparatoires en matière de transport et d'exploration humaine

Paris, 29 novembre 2012

En vigueur le 29 novembre 2012

RTC 2012/32

## **COLOMBIE**

### **IMPOSITION**

Convention entre le Canada et la République de Colombie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Lima, le 21 novembre 2008

Entrée en vigueur le 12 juin 2012

RTC 2012/14

## **COSTA RICA**

### **AIR**

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Costa Rica

San Jose, le 11 août 2011

Entrée en vigueur le 27 avril 2012

RTC 2012/10



**IMPOSITION**

Accord entre le Canada et la République du Costa Rica sur l'échange de renseignements en matière fiscale

San José, le 11 août 2011

Entrée en vigueur le 14 août 2012

RTC 2012/19

**DOMINIQUE****IMPOSITION**

Accord entre le Canada et le Commonwealth de la Dominique sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Roseau, le 29 juin 2010

Entrée en vigueur le 10 janvier 2012

RTC 2013/3

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE****COMMERCE**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique prolongeant l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa version amendée

Washington, le 23 janvier 2012

Entrée en vigueur le 20 avril 2012

RTC 2012/9

**CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE**

Accord cadre sur les opérations intégrées transfrontalières maritimes d'application de la loi entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique

Detroit, le 26 mai 2009

Entrée en vigueur le 11 octobre 2012

CTS 2012/25

## **PÊCHES**

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un accord amendant le chapitre 4 de l'Annexe IV du Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant le saumon du Pacifique

Washington, le 15 et le 16 octobre 2012

Entrée en vigueur le 18 décembre 2012

RTC 2012/33

## **ISRAËL**

### **COOPÉRATION**

Accord sur la coopération bilatérale en recherche et développement industriels entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'État d'Israël

Jérusalem, le 10 juillet 2011

Entrée en vigueur le 21 février 2012

RTC 2012/6

## **JORDANIE**

### **COMMERCE**

Accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie

Amman, le 28 juin 2009

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2012

RTC 2012/22

### **ENVIRONNEMENT**

Accord sur l'environnement entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie.

Amman, le 28 juin 2009

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2012

RTC 2012/23



**TRAVAIL**

Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et le Royaume hachémite de Jordanie

Amman, le 28 juin 2009

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2012

RTC 2012/24

**ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ**

Accord de reconnaissance mutuelle entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique concernant l'évaluation de la conformité de matériel de télécommunication

Honolulu, le 12 novembre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2012

RTC 2012/13

**PAYS-BAS (ARUBA)****IMPOSITION**

Accord entre le Canada et le Royaume des Pays-Bas en ce qui concerne Aruba sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Ottawa, le 20 octobre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2012

RTC 2012/12

**RÉPUBLIQUE SLOVAQUE****PROTECTION DES INVESTISSEMENTS**

Accord entre le Canada et la République slovaque concernant la promotion et la protection des investissements

Bratislava, le 20 juillet 2010

Entrée en vigueur le 14 mars 2012

RTC 2012 2012/7

## **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

### **PROTECTION DES INVESTISSEMENTS**

Accord entre le Canada et la République tchèque concernant la promotion et la protection des investissements

Prague, le 6 mai 2009

Entrée en vigueur le 22 janvier 2012

CTS 2012/5

## **ROUMANIE**

### **BIENS**

Accord entre le Canada et la Roumanie concernant les locaux diplomatiques

Bucarest, le 11 mars 2011

Entrée en vigueur le 7 mai 2012

RTC 2012/11

## **ROYAUME-UNI (GUERNESEY)**

### **IMPOSITION**

Accord entre le gouvernement du Canada et les États de Guernesey, agissant en vertu d'un mandat du gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Saint Peter Port, le 19 janvier 2011

Entrée en vigueur le 18 janvier 2012

RTC 2012/4

## **SAINTE-LUCIE**

### **IMPOSITION**

Accord entre le Canada et Sainte-Lucie sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Castries, le 18 juin 2010

Entrée en vigueur le 20 juillet 2012

RTC 2012/18



## SINGAPOUR

### IMPOSITION

Protocole amendant la Convention entre le Canada et la République de Singapour, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Singapour le 6 mars 1976

Singapour, le 29 novembre 2011

Entrée en vigueur le 31 août 2012

CTS 2012/20





## TRAITÉS MULTILATÉRAUX – 2012

### NAVIGATION

Convention internationale de 1995 sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille

Londres, le 7 juillet 1995

Entrée en vigueur pour le Canada le 29 septembre 2012

RTC 2012/21

### STUPÉFIANTS

Amendements à l'annexe I de la Convention internationale contre le dopage dans le sport

Paris, le 15 novembre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012

RTC 2012/2

### TRAVAIL

Convention concernant le travail forcé ou obligatoire  
(telle qu'elle a été modifiée par la Convention portant revision des articles finals, 1946)

Genève, le 28 juin 1930

Entrée en vigueur pour le Canada le 13 juin 2012

RTC 2012/15

Convention concernant les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail

Genève, le 21 juin 1976

Entrée en vigueur pour le Canada le 13 juin 2012

RTC 2012/16

Convention concernant le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail

Genève, le 15 juin 2006

Entrée en vigueur pour le Canada le 13 juin 2012

RTC 2012/17

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2013

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités  
du ministère des Affaires étrangères,  
du Commerce et du Développement  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada  
Ottawa, ON K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/1  
ISBN : 978-1-100-54593-6

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2013

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division  
of the Department of Foreign Affairs,  
Trade and Development  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services  
Canada  
Ottawa, ON K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/1  
ISBN: 978-1-100-54593-6













© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2013

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division  
of the Department of Foreign Affairs,  
Trade and Development  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Catalogue No: FR4-2012/1  
ISBN: 978-1-100-54593-6

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services  
Canada  
Ottawa, ON K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2013

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités  
du ministère des Affaires étrangères,  
du Commerce et du Développement  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

N° de catalogue : FR4-2012/1  
ISBN : 978-1-100-54593-6

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Editions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada  
Ottawa, ON K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

MULTILATERAL TREATIES – 2012

LABOUR

Convention concerning Forced or Compulsory Labour  
(as modified by the Final Articles Revision Convention, 1946)  
Geneva, 28 June 1930  
Entry into Force for Canada 13 June 2012  
CTS 2012/15

Convention concerning Tripartite Consultations to Promote the  
Implementation of International Labour Standards  
Geneva, 21 June 1976  
Entry into Force for Canada 13 June 2012  
CTS 2012/16

Convention concerning the Promotional Framework for Occupational  
Safety and Health  
Geneva, 15 June 2006  
Entry into Force for Canada 13 June 2012  
CTS 2012/17

NARCOTICS

Amendments to Annex I of the International Convention against  
Doping in Sport  
Paris, 15 November 2011  
Entry into Force 1 January 2012  
CTS 2012/2

NAVIGATION

International Convention on Standards of Training, Certification and  
Watchkeeping for Fishing Vessel Personnel, 1995  
London, 7 July 1995  
Entry into Force for Canada 29 September 2012  
CTS 2012/21





## TRANSNATIONAL CRIME

Framework Agreement on Integrated Cross-Border Maritime Law  
Enforcement Operations between the Government of Canada and the  
Government of the United States of America  
Detroit, 26 May 2009  
Entry into Force 11 October 2012  
CTS 2012/25

**SLOVAK REPUBLIC****INVESTMENT PROTECTION**

Agreement between Canada and the Slovak Republic for the Promotion  
and Protection of Investments  
Bratislava, 20 July 2010  
Entry into Force 14 March 2012  
CTS: 2012/7

**UNITED KINGDOM (GUERNSEY)****TAXATION**

Agreement between the Government of Canada and the States  
of Guernsey, under Entrustment from the Government of the United  
Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, for the Exchange of  
Information on Tax Matters  
Saint Peter Port, 19 January 2011  
Entry into Force 18 January 2012  
CTS 2012/4

**UNITED STATES OF AMERICA****COMMERCE**

Agreement between the Government of Canada and the Government  
of the United States of America Extending the Softwood Lumber  
Agreement between the Government of Canada and the Government of  
the United States of America  
Washington, 23 January 2012  
Entry into Force 20 April 2012  
CTS 2012/9

**FISHERIES**

Exchange of Notes between the Government of Canada and the  
Government of the United States of America constituting an agreement  
amending Chapter 4 of Annex IV of the Treaty between the Government  
of Canada and the Government of the United States of America  
concerning Pacific Salmon  
Washington, 15 and 16 October 2012  
Entry into Force 18 December 2012  
CTS 2012/33

Protocol amending the Convention between the Government of Canada and the Government of the Republic of Singapore for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income, done in Singapore on 6 March 1976  
Singapore, 29 November 2011  
Entry into Force 31 August 2012  
CTS 2012/20

**TAXATION**

**SINGAPORE**

Agreement between Canada and Saint Lucia for the Exchange of Information on Tax Matters  
Castries, 18 June 2010  
Entry into Force 20 July 2012  
CTS 2012/18

**TAXATION**

**SAINT LUCIA**

Agreement between Canada and Romania concerning Diplomatic Premises  
Bucharest, 11 March 2011  
Entry into Force 7 May 2012  
CTS: 2012/11

**PROPERTY**

**ROMANIA**

Agreement between Canada and the Kingdom of the Netherlands in respect of Aruba for the Exchange of Information with respect to Tax Matters  
Ottawa, 20 October 2011  
Entry into Force 1 June 2012  
CTS 2012/12

**TAXATION**

**NETHERLANDS (ARUBA)**



JORDAN

COMMERCE

Free Trade Agreement between Canada and the Hashemite Kingdom of Jordan  
Amman, 28 June 2009  
Entry into Force 1 October 2012  
CTS 2012/22

ENVIRONMENT

Agreement on the Environment between Canada and the Hashemite Kingdom of Jordan.  
Amman, 28 June 2009  
Entry into Force 1 October 2012  
CTS: 2012/23

LABOUR

Agreement on Labour Cooperation between Canada and Hashemite Kingdom of Jordan  
Amman, 28 June 2009  
Entry into Force 1 October 2012  
CTS 2012/24

MEXICO

CONFORMITY ASSESSMENT

Mutual Recognition Agreement between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States for Conformity Assessment of Telecommunications Equipment  
Honolulu, 12 November 2011  
Entry into Force 1 June 2012  
CTS 2012/13

Arrangement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning the Participation by the Government of Canada in the European Programme for Life and Physical Sciences and Applications in Space  
Paris, 29 November 2012  
Entry into Force 29 November 2012  
CTS 2012/29

Arrangement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning the Participation by the Government of Canada in the Global Monitoring for Environment and Security Space Component Programme  
Paris, 29 November 2012  
In Force 29 November 2012  
CTS 2012/30

Arrangement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning the Participation by the Government of Canada in the General Support Technology Programme of the European Space Agency  
Paris, 29 November 2012  
In Force 29 November 2012  
CTS 2012/31

Arrangement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning the Participation by the Government of Canada in the European Transportation and Human Exploration Preparatory Activities Programme  
Paris, 29 November 2012  
In Force 29 November 2012  
CTS 2012/32

ISRAEL

COOPERATION

Agreement on Bilateral Cooperation in Industrial Research and Development between the Government of Canada and the Government of the State of Israel  
Jerusalem, 10 July 2011  
Entry into Force 21 February 2012  
CTS 2012/6

**DOMINICA**

**TAXATION**

Agreement between Canada and the Commonwealth of Dominica for the Exchange of Information with Respect to Tax Matters  
Roseau, 29 June 2010  
Entry into Force 10 January 2012  
CTS 2012/3

**EUROPEAN SPACE AGENCY**

**SCIENCE**

Cooperation Agreement between the Government of Canada and the European Space Agency  
Paris, 15 December 2010  
Entry into Force 28 March 2012  
CTS 2012/8

Arrangement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning the Participation by the Government of Canada in the Advanced Research in Telecommunications Systems “ARTES” Programme  
Paris, 29 November 2012  
Entry into Force 29 November 2012  
CTS 2012/26

Arrangement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning the Participation by the Government of Canada in the Earth Observation Envelope Programme  
Paris, 29 November 2012  
Entry into Force 29 November 2012  
CTS 2012/27

Arrangement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning the Participation by the Government of Canada in the European Space Exploration Programme “AURORA”  
Paris, 29 November 2012  
Entry into Force 29 November 2012  
CTS 2012/28

Agreement between Canada and the Czech Republic for the Promotion  
and Protection of Investments  
Prague, 6 May 2009  
Entry into Force 22 January 2012  
CTS 2012/5

**INVESTMENT PROTECTION**

**CZECH REPUBLIC**

Agreement between Canada and the Republic of Costa Rica for  
the Exchange of Information on Tax Matters  
San José, 11 August 2011  
Entry into Force 14 August 2012  
CTS 2012/19

**TAXATION**

Agreement between the Government of Canada and  
the Government of the Republic of Costa Rica on Air Transport  
San Jose, 11 August 2011  
Entry into Force 27 April 2012  
CTS 2012/10

**AIR**

**COSTA RICA**

Convention between Canada and the Republic of Colombia for the  
Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion  
with respect to Taxes on Income and on Capital  
Lima, 21 November 2008  
Entry into Force 12 June 2012  
CTS 2012/14

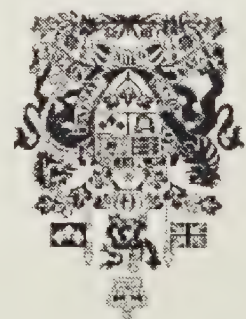
**TAXATION**

**COLOMBIA**

**BILATERAL TREATIES – 2012**







CANADA

TREATY SERIES 2012/1 RECUEIL DES TRAITÉS

## INDEX

CANADA TREATY SERIES (CTS)

Bilateral Treaties – 2012

Multilateral Treaties – 2012

## INDEX

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA (RTC)

Traités bilatéraux – 2012

Traités multilatéraux – 2012



GA1  
E7A10  
-767



CANADA

TREATY SERIES 2012/1 RECUEIL DES TRAITÉS

## INDEX

CANADA TREATY SERIES

Bilateral Treaties – 2012

Multilateral Treaties – 2012

## INDEX

RECUEIL DES TRAITÉS DU CANADA

Traités bilatéraux – 2012

Traités multilatéraux – 2012





CANADA

TREATY SERIES 2012/2 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## NARCOTICS

Amendments to Annex I of the International Convention against  
Doping in Sport

Paris, 15 November 2011

Entry into Force 1 January 2012

---

## STUPÉFIANTS

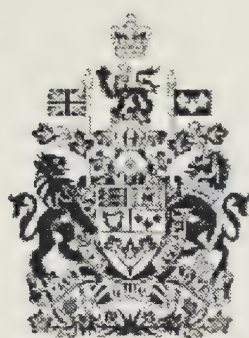
Amendements à l'annexe I de la Convention internationale contre le  
dopage dans le sport

Paris, le 15 novembre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012

---





CANADA

TREATY SERIES 2012/2 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## NARCOTICS

Amendments to Annex I of the International Convention against  
Doping in Sport

Paris, 15 November 2011

Entry into Force 1 January 2012

---

## STUPÉFIANTS

Amendements à l'annexe I de la Convention internationale contre le  
dopage dans le sport

Paris, le 15 novembre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012

---



## THE 2012 PROHIBITED LIST

### WORLD ANTI-DOPING CODE

Valid 1 January 2012

In accordance with Article 4.2.2 of the World Anti-Doping Code all *Prohibited Substances* shall be considered as "*Specified Substances*" except Substances in classes S1, S2, S4.4, S4.5 and S6(a) and *Prohibited Methods* M1, M2 and M3.

### SUBSTANCES AND METHODS PROHIBITED AT ALL TIMES (IN- AND OUT-OF-COMPETITION)

## PROHIBITED SUBSTANCES

### S0. NON-APPROVED SUBSTANCES

Any pharmacological substance which is not addressed by any of the subsequent sections of the List and with no current approval by any governmental regulatory health authority for human therapeutic use (e.g. drugs under pre-clinical or clinical development or discontinued, designer drugs, veterinary medicines) is prohibited at all times.

### S1. ANABOLIC AGENTS

Anabolic agents are prohibited.

#### S1.1 Anabolic Androgenic Steroids (AAS)

(a) Exogenous\* AAS, including:

**1-androstenediol** (5 $\alpha$ -androst-1-ene-3 $\beta$ ,17 $\beta$ -diol),  
**1-androstenedione** (5 $\alpha$ -androst-1-ene-3,17-dione), **bolandiol**  
 (estr-4-ene-3  $\beta$ , 17 $\beta$ -diol), **bolasterone**, **boldenone**, **boldione**  
 (androsta-1,4-diene-3,17-dione), **calusterone**, **clostebol**, **danazol**  
 (17 $\alpha$ -ethynyl-17 $\beta$ -hydroxyandrost-4-eno[2,3-d]isoxazole),  
**dehydrochlormethyltestosterone** (4-chloro-17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -  
 methylandrosta-1,4-dien-3-one), **desoxymethyltestosterone**  
 (17 $\alpha$ -methyl-5 $\alpha$ -androst-2-en-17 $\beta$ -ol), **drostanolone**, **ethylestrenol**  
 (19-nor-17 $\alpha$ -pregn-4-en-17-ol); **fluoxymesterone**,  
**formebolone**, **furazabol** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -methyl-



## LISTE DES INTERDICTIONS 2012

### CODE MONDIAL ANTIDOPAGE

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012

En conformité avec l'article 4.2.2 du Code mondial antidopage, toutes les *substances interdites* doivent être considérées comme des « substances spécifiées » sauf les substances dans les classes S1, S2, S4.4, S4.5 S6(a), et les *méthodes interdites* M1, M2 et M3.

### SUBSTANCES ET MÉTHODES INTERDITES EN PERMANENCE (EN ET HORS COMPÉTITION)

#### SUBSTANCES INTERDITES

#### S0. SUBSTANCES NON APPROUVÉES

Toute substance pharmacologique non incluse dans une section de la *Liste* ci-dessous et qui n'est pas actuellement approuvée pour une utilisation thérapeutique chez l'Homme par une autorité gouvernementale réglementaire de la Santé (par ex. médicaments en développement préclinique ou clinique ou qui ne sont plus disponibles, drogues à façon, médicaments vétérinaires) est interdite en permanence.

#### S1. AGENTS ANABOLISANTS

Les agents anabolisants sont interdits.

##### S1.1 Stéroïdes anabolisants androgènes (SAA)

(a) SAA exogènes\*, incluant :

**1-androstènediol** (5 $\alpha$ -androst-1-ène-3 $\beta$ ,17 $\beta$ -diol) ; **1-androstènedione** (5 $\alpha$ -androst-1-ène-3,17-dione); **bolandiol** (estr-4-ène-3 $\beta$ ,17 $\beta$ -diol); **bolastérone**; **boldénone**; **boldione** (androsta-1,4-diène-3,17-dione); **calustérone**; **clostébol**; **danazol** (17 $\alpha$ -éthynyl-17 $\beta$ -hydroxyandrost-4-eno[2,3-d]isoxazole); **déhydrochlorméthyltestostérone** (4-chloro-17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -méthylandrosta-1,4-diène-3-one); **désoxyméthyltestostérone** (17 $\alpha$ -méthyl-5 $\alpha$ -androst-2-en-17 $\beta$ -ol); **drostanolone**; **éthylestrénol** (19-nor-17 $\alpha$ -prégn-4-en-17-ol); **fluoxymestérone**; **formébolone**; **furazabol** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -méthyl-

5 $\alpha$ -androstano [2,3-c]-furazan), **gestrinone**, **4-hydroxytestosterone** (4,17 $\beta$ -dihydroxyandrost-4-en-3-one), **mestanolone**, **mesterolone**, **metenolone**, **methandienone** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -methylandrosta-1,4-dien-3-one), **methandriol**, **methasterone** (2 $\alpha$ , 17 $\alpha$ -dimethyl-5 $\alpha$ -androstane-3-one-17 $\beta$ -ol), **methyldienolone** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -methylestra-4,9-dien-3-one), **methyl-1-testosterone** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -methyl-5 $\alpha$ -androst-1-en-3-one), **methylnortestosterone** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -methylestr-4-en-3-one), **methytestosterone**, **metribolone** (methyltrienolone 17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -methylestra-4,9,11-trien-3-one), **mibolerone**, **nandrolone**, **19-norandrostenedione** (estr-4-ene-3,17-dione), **norboletone**, **norclostebol**, **norethandrolone**, **oxabolone**, **oxandrolone**, **oxymesterone**, **oxymetholone**, **prostanazol** (17 $\beta$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androstano [3,2-c]pyrazole), **quinbolone**, **stanozolol**, **stenbolone**, **1-testosterone** (17 $\beta$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androst-1-en-3-one), **tetrahydrogestrinone** (18 $\alpha$ -homo-pregna-4,9,11-trien-17 $\beta$ -ol-3-one), **trenbolone**, and other substances with a similar chemical structure or similar biological effect(s).

(b) Endogenous\*\* AAS when administered exogenously:

**Androstenediol** (androst-5-ene-3 $\beta$ , 17 $\beta$ -diol), **androstenedione** (androst-4-ene-3,17-dione), **dihydrotestosterone** (17 $\beta$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androstan-3-one), **prasterone** (dehydroepiandrosterone, DHEA), **testosterone**,

and their metabolites and isomers, including but not limited to:

**5 $\alpha$ -androstane-3 $\alpha$ ,17 $\alpha$ -diol**, **5 $\alpha$ -androstane-3 $\alpha$ ,17 $\beta$ -diol**, **5 $\alpha$ -androstane-3 $\beta$ ,17 $\alpha$ -diol**, **5 $\alpha$ -androstane-3 $\beta$ ,17 $\beta$ -diol**; **androst-4-ene-3 $\alpha$ ,17 $\alpha$ -diol**, **androst-4-ene-3 $\alpha$ ,17 $\beta$ -diol**, **androst-4-ene-3 $\beta$ ,17 $\alpha$ -diol**, **androst-5-ene-3 $\alpha$ ,17 $\alpha$ -diol**; **androst-5-ene-3 $\alpha$ ,17 $\beta$ -diol**, **androst-5-ene-3 $\beta$ ,17 $\alpha$ -diol**, **4-androstenediol** (androst-4-ene-3 $\beta$ ,17 $\beta$ -diol), **5-androstenedione** (androst-5-ene-3,17-dione), **epi-dihydrotestosterone**, **epitestosterone**, **3 $\alpha$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androstan-17-one**, **3 $\beta$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androstan-17-one**, **7 $\alpha$ -hydroxy-DHEA**, **7 $\beta$ -hydroxy-DHEA**, **7-keto-DHEA**, **19-norandrosterone**, **19-noretiocholanolone**.

*For purposes of this section:*

\* “exogenous” refers to a substance which is not ordinarily capable of being produced by the body naturally.

\*\* “endogenous” refers to a substance which is capable of being produced by the body naturally.

5 $\alpha$ -androstano[2,3-c]-furazan); **gestrinone**; **4-hydroxytestostérone** (4,17 $\beta$ -dihydroxyandrost-4-en-3-one); **mestanolone**; **mestérolone**; **métérolone**; **méthandiénone** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -méthylandrosta-1,4-diène-3-one); **méthandriol**; **méthastérone** (2 $\alpha$ , 17 $\alpha$ -diméthyl-5 $\alpha$ -androstane-3-one-17 $\beta$ -ol); **méthylédiénolone** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -méthylestra-4,9-diène-3-one); **méthyl-1-testostérone** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -méthyl-5 $\alpha$ -androst-1-en-3-one); **méthylnortestostérone** (17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -méthylestr-4-en-3-one); **méthyltestostérone**; **métribolone** (méthyltriénolone 17 $\beta$ -hydroxy-17 $\alpha$ -méthylestra-4,9,11-triène-3-one); **mibolérone**; **nandrolone**; **19-norandrostènedione** (estr-4-ène-3,17-dione); **norbolétone**; **norclostébol**; **noréthandrolone**; **oxabolone**; **oxandrolone**; **oxymestérone**; **oxymétholone**; **prostanazol** (17 $\beta$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androstano [3,2-c]pyrazole); **quinbolone**; **stanozolol**; **stenbolone**; **1-testostérone** (17 $\beta$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androst-1-ène-3-one); **tétrahydrogestrinone** (18 $\alpha$ -homo-prégna-4,9,11-triène-17 $\beta$ -ol-3-one); **trenbolone** et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s).

(b) SAA endogènes\*\* par administration exogène :

**Androstènediol** (androst-5-ène-3 $\beta$ ,17 $\beta$ -diol); **androstènedione** (androst-4-ène-3,17-dione); **dihydrotestostérone** (17 $\beta$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androstane-3-one); **prastérone** (déhydroépiandrostérone, DHEA); **testostérone**

et les métabolites et isomères suivants, incluant sans s'y limiter :

**5 $\alpha$ -androstane-3 $\alpha$ ,17 $\alpha$ -diol**; **5 $\alpha$ -androstane-3 $\alpha$ ,17 $\beta$ -diol**; **5 $\alpha$ -androstane-3 $\beta$ ,17 $\alpha$ -diol**; **5 $\alpha$ -androstane-3 $\beta$ ,17 $\beta$ -diol**; **androst-4-ène-3 $\alpha$ ,17 $\alpha$ -diol**; **androst-4-ène-3 $\alpha$ ,17 $\beta$ -diol**; **androst-4-ène-3 $\beta$ ,17 $\alpha$ -diol**; **androst-5-ène-3 $\alpha$ ,17 $\alpha$ -diol**; **androst-5-ène-3 $\alpha$ ,17 $\beta$ -diol**; **androst-5-ène-3 $\beta$ ,17 $\alpha$ -diol**; **4-androstènediol** (androst-4-ène-3 $\beta$ ,17 $\beta$ -diol); **5-androstènedione** (androst-5-ène-3,17-dione); **épi-dihydrotestostérone**; **épitestostérone**; **3 $\alpha$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androstane-17-one**; **3 $\beta$ -hydroxy-5 $\alpha$ -androstane-17-one**; **7 $\alpha$ -hydroxy-DHEA**, **7 $\beta$ -hydroxy-DHEA**, **7-keto-DHEA**, **19-norandrostérone**; **19-norétiocholanolone**.

*Pour les besoins du présent document :*

\*

« exogène » désigne une substance qui ne peut pas être habituellement produite naturellement par l'organisme humain.

\*\*

« endogène » désigne une substance qui peut être produite naturellement par l'organisme humain.



**S1.2. Other Anabolic Agents, including but not limited to:**

**Clenbuterol, selective androgen receptor modulators (SARMs), tibolone, zeranol, zilpaterol.**

**S2. PEPTIDE HORMONES, GROWTH FACTORS AND RELATED SUBSTANCES**

The following substances and their releasing factors are prohibited:

- 1. Erythropoiesis-Stimulating Agents [e.g. erythropoietin (EPO), darbepoetin (dEPO), hypoxia-inducible factor (HIF) stabilizers, methoxy polyethylene glycol-epoetin beta (CERA), peginesatide (Hematide)];**
- 2. Chorionic Gonadotrophin (CG) and Luteinizing Hormone (LH) in males;**
- 3. Insulins;**
- 4. Corticotrophins;**
- 5. Growth Hormone (GH), Insulin-like Growth Factor-1 (IGF-1), Fibroblast Growth Factors (FGFs), Hepatocyte Growth Factor (HGF), Mechano Growth Factors (MGFs), Platelet-Derived Growth Factor (PDGF), Vascular-Endothelial Growth Factor (VEGF), as well as any other growth factor affecting muscle, tendon or ligament protein synthesis/degradation, vascularisation, energy utilization, regenerative capacity or fibre type switching;**

and other substances with similar chemical structure or similar biological effect(s).

**S3. BETA-2 AGONISTS**

All beta-2 agonists (including both optical isomers where relevant) are prohibited except salbutamol (maximum 1600 micrograms over 24 hours), formoterol (maximum 36 micrograms over 24 hours) and salmeterol when taken by inhalation in accordance with the manufacturers' recommended therapeutic regime.

## **S1.2 Autres agents anabolisants, incluant sans s’y limiter :**

**Clenbutérol, modulateurs sélectifs des récepteurs aux androgènes (SARMs), tibolone, zéranol, zilpatérol.**

## **S2. HORMONES PEPTIDIQUES, FACTEURS DE CROISSANCE ET SUBSTANCES APPARENTÉES**

Les substances qui suivent et leurs facteurs de libération sont interdits :

1. **Agents stimulants de l'érythropoïèse**  
[par ex. érythropoïétine (EPO), darbépoétine (dEPO), méthoxy polyéthylène glycol-époétine bêta (CERA), péginasatide (Hématide), stabilisateurs de facteurs inductibles par l'hypoxie (HIF)];
2. **Gonadotrophine chorionique (CG) et hormone lutéinisante (LH)**, interdites chez le *sportif* de sexe masculin seulement;
3. **Insulines;**
4. **Corticotrophines;**
5. **Hormone de croissance (GH), facteur de croissance analogue à l'insuline-1 (IGF-1), facteur de croissance dérivé des plaquettes (PDGF), facteur de croissance endothélial vasculaire (VEGF), facteur de croissance des hépatocytes (HGF), facteurs de croissance fibroblastiques (FGF), facteurs de croissance mécaniques (MGF)**, ainsi que tout autre facteur de croissance influençant, dans le muscle, le tendon ou le ligament, la synthèse/dégradation protéique, la vascularisation, l'utilisation de l'énergie, la capacité régénératrice ou le changement du type de fibre;

et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s).

## **S3. BÊTA-2 AGONISTES**

Tous les bêta-2 agonistes (y compris les deux isomères optiques s'il y a lieu) sont interdits sauf le salbutamol (maximum 1600 microgrammes par 24 heures), le formotérol (maximum 36 microgrammes par 24 heures) et le salmétérol administrés par inhalation conformément au schéma d'administration thérapeutique recommandé par le fabricant.



The presence in urine of salbutamol in excess of 1000 ng/mL or formoterol in excess of 30 ng/mL is presumed not to be an intended therapeutic use of the substance and will be considered as an *Adverse Analytical Finding* unless the *Athlete* proves, through a controlled pharmacokinetic study, that the abnormal result was the consequence of the use of the therapeutic inhaled dose up to the maximum indicated above.

#### **S4. HORMONE AND METABOLIC MODULATORS**

The following are prohibited:

1. **Aromatase inhibitors** including, but not limited to: **aminoglutethimide, anastrozole, androsta-1,4,6-triene-3,17-dione (androstatrienedione), 4-androstene-3,6,17-trione (6-oxo), exemestane, formestane, letrozole, testolactone;**
2. **Selective estrogen receptor modulators (SERMs)** including, but not limited to: **raloxifene, tamoxifen, toremifene;**
3. **Other anti-estrogenic substances** including, but not limited to: **clomiphene, cyclofenil, fulvestrant;**
4. **Agents modifying myostatin function(s)** including but not limited to: **myostatin inhibitors;**
5. **Metabolic modulators: Peroxisome Proliferator Activated Receptor  $\delta$  (PPAR $\delta$ ) agonists (e.g. GW 1516), PPAR $\delta$ -AMP-activated protein kinase (AMPK) axis agonists (e.g. AICAR).**

#### **S5. DIURETICS AND OTHER MASKING AGENTS**

Masking agents are prohibited. They include:

**Diuretics, desmopressin, plasma expanders (e.g. glycerol, intravenous administration of albumin, dextran, hydroxyethyl starch and mannitol), probenecid, and other substances with similar biological effect(s). Local application of felypressin in dental anaesthesia is not prohibited.**

La présence dans l'urine de salbutamol à une concentration supérieure à 1000 ng/mL ou de formotérol à une concentration supérieure à 30 ng/mL sera présumée ne pas être une utilisation thérapeutique intentionnelle et sera considérée comme un *résultat d'analyse anormal*, à moins que le *sportif* ne prouve par une étude de pharmacocinétique contrôlée que ce résultat anormal est bien la conséquence de l'usage d'une dose thérapeutique par inhalation jusqu'à la dose maximale indiquée ci-dessus.

#### **S4. MODULATEURS HORMONAUX ET MÉTABOLIQUES**

Les substances suivantes de substances sont interdites :

1. **Inhibiteurs d'aromatase, incluant sans s'y limiter :**  
aminoglutéthimide, anastrozole, androsta-1,4,6-triène-3,17-dione (androstatriènedione), 4-androstène-3,6,17 trione (6-oxo), exemestane, formestane, létrozole, testolactone;
2. **Modulateurs sélectifs des récepteurs aux œstrogènes (SERM), incluant sans s'y limiter :** raloxifène, tamoxifène, torémifène;
3. **Autres substances anti-œstrogéniques, incluant sans s'y limiter :** clomifène, cyclofénil, fulvestrant;
4. **Agents modificateurs de(s) la fonction(s) de la myostatine, incluant sans s'y limiter :** les inhibiteurs de la myostatine;
5. **Modulateurs métaboliques :** les agonistes du récepteur activé par les proliférateurs des peroxyosomes  $\delta$  (PPAR $\delta$ ) (par ex. GW 1516) et les agonistes de l'axe PPAR $\delta$ -protéine kinase activée par l'AMP (AMPK) (par ex. AICAR).

#### **S5. DIURÉTIQUES ET AUTRES AGENTS MASQUANTS**

Les agents masquants sont interdits. Ils incluent :

**Diurétiques, desmopressine, probénécide, succédanés de plasma** (par ex. glycérol, administration intraveineuse d'albumine, dextran, hydroxyéthylamidon et mannitol), et autres substances possédant un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s). L'application locale de la félypressine en anesthésie dentaire n'est pas interdite.

Diuretics include:

**Acetazolamide, amiloride, bumetanide, canrenone, chlorthalidone, etacrynic acid, furosemide, indapamide, metolazone, spironolactone, thiazides (e.g. bendroflumethiazide, chlorothiazide, hydrochlorothiazide), triamterene, and other substances with a similar chemical structure or similar biological effect(s) (except drospirenone, pamabrom and topical dorzolamide and brinzolamide which are not prohibited).**

The use *In-* and *Out-of-Competition*, as applicable, of any quantity of a substance subject to threshold limits (i.e. formoterol, salbutamol, morphine, cathine, ephedrine, methylephedrine and pseudoephedrine) in conjunction with a diuretic or other masking agent requires the deliverance of a specific Therapeutic Use Exemption for that substance in addition to the one granted for the diuretic or other masking agent.

## **PROHIBITED METHODS**

### **M1. ENHANCEMENT OF OXYGEN TRANSFER**

The following are prohibited:

1. Blood doping, including the use of autologous, homologous or heterologous blood or red blood cell products of any origin;
2. Artificially enhancing the uptake, transport or delivery of oxygen, including, but not limited to, perfluorochemicals, efaproxiral (RSR13) and modified haemoglobin products (e.g. haemoglobin-based blood substitutes, microencapsulated haemoglobin products), excluding supplemental oxygen.

Les diurétiques incluent :

**Acétazolamide, amiloride, bumétanide, canrénone, chlortalidone, acide étacrynique, furosémide, indapamide, métolazone, spironolactone, thiazides (par ex. bendrofluméthiazide, chlorothiazide, hydrochlorothiazide), triamtérène, et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s) (sauf la drospirénone, le pamabrome et l'administration topique de dorzolamide et brinzolamide, qui ne sont pas interdits).**

L'usage *en compétition*, et *hors compétition* si applicable, de toute quantité d'une substance étant soumise à un niveau seuil (c'est-à-dire formotérol, salbutamol, morphine, cathine, éphédrine, méthyléphédrine et pseudoéphédrine) conjointement avec un diurétique ou un autre agent masquant requiert la délivrance d'une autorisation d'usage à des fins thérapeutiques spécifique pour cette substance, outre celle obtenue pour le diurétique ou un autre agent masquant.

## MÉTHODES INTERDITES

### M1. AMÉLIORATION DU TRANSFERT D'OXYGÈNE

Ce qui suit est interdit :

1. Le dopage sanguin, y compris l'utilisation de produits sanguins autologues, homologues ou hétérologues, ou de globules rouges de toute origine.
2. L'amélioration artificielle de la consommation, du transport ou de la libération de l'oxygène incluant, sans s'y limiter, les produits chimiques perfluorés, l'éfaproxiral (RSR13) et les produits d'hémoglobine modifiée (par ex. les substituts de sang à base d'hémoglobine, les produits à base d'hémoglobines réticulées), mais excluant la supplémentation en oxygène.



**M2. CHEMICAL AND PHYSICAL MANIPULATION**

The following are prohibited:

1. *Tampering*, or attempting to tamper, in order to alter the integrity and validity of *Samples* collected during *Doping Control* is prohibited. These include but are not limited to urine substitution and/or adulteration (e.g. proteases);
2. Intravenous infusions and/or injections of more than 50 mL per 6 hour period are prohibited except for those legitimately received in the course of hospital admissions or clinical investigations;
3. Sequential withdrawal, manipulation and reintroduction of any quantity of whole blood into the circulatory system.

**M3. GENE DOPING**

The following, with the potential to enhance sport performance, are prohibited:

1. The transfer of nucleic acids or nucleic acid sequences;
2. The use of normal or genetically modified cells.

**SUBSTANCES AND METHODS PROHIBITED  
IN-COMPETITION**

**In addition to the categories S0 to S5 and M1 to M3 defined above, the following categories are prohibited *In-Competition*:**

**PROHIBITED SUBSTANCES****S6. STIMULANTS**

All stimulants (including both optical isomers where relevant) are prohibited, except imidazole derivatives for topical use and those stimulants included in the 2012 Monitoring Program.\*



## M2. MANIPULATION CHIMIQUE ET PHYSIQUE

Ce qui suit est interdit :

1. La *falsification*, ou la tentative de *falsification*, dans le but d'altérer l'intégrité et la validité des *échantillons* recueillis lors du *contrôle du dopage*, est interdite. Cette catégorie comprend, sans s'y limiter, la substitution et/ou l'altération de l'urine (par ex. protéases).
2. Les perfusions intraveineuses et/ou injections de plus de 50 mL par période de 6 heures sont interdites sauf celles reçues légitimement dans le cadre d'admissions hospitalières ou lors d'examens cliniques.
3. Le fait de successivement prélever, manipuler et réintroduire n'importe quel volume de sang total dans le système circulatoire est interdit.

## M3. DOPAGE GÉNÉTIQUE

Ce qui suit, ayant la capacité potentielle d'améliorer la performance sportive, est interdit :

1. Le transfert d'acides nucléiques ou de séquences d'acides nucléiques;
2. L'utilisation de cellules normales ou génétiquement modifiées;

<b>SUBSTANCES ET MÉTHODES INTERDITES EN COMPÉTITION</b>
---

**Outre les catégories S0 à S5 et M1 à M3 définies ci-dessus, les catégories suivantes sont interdites *en compétition* :**

### SUBSTANCES INTERDITES

#### S6. STIMULANTS

Tous les stimulants (y compris les deux isomères optiques s'il y a lieu) sont interdits, à l'exception des dérivés de l'imidazole en application topique et des stimulants figurant dans le Programme de surveillance 2012.\*

Stimulants include:

(a) Non-Specified Stimulants:

**Adrafinil, amfepramone, amiphenazole, amphetamine, amphetaminil, benfluorex, benzphetamine, benzylpiperazine, bromantan, clobenzorex, cocaine, cropropamide, crotetamide, dimethylamphetamine, etilamphetamine, famprofazone, fencamine, fenetylline, fenfluramine, fenproporex, furfenorex, mefenorex, mephentermine, mesocarb, methamphetamine(d-), p-methylamphetamine methylenedioxyamphetamine, methylenedioxymethamphetamine, modafinil, norfenfluramine, phendimetrazine, phenmetrazine, phentermine, 4-phenylpiracetam (carphedon), prenylamine, prolintane.**

A stimulant not expressly listed in this section is a Specified Substance.

(b) Specified Stimulants (examples):

**Adrenaline<sup>\*\*</sup>, cathine<sup>\*\*\*</sup>, ephedrine<sup>\*\*\*\*</sup>, etamivan, etilefrine, fenbutrazate, fencamfamin, heptaminol, isometheptene, levmetamfetamine, meclofenoxate, methylephedrine<sup>\*\*\*\*</sup>, methylhexaneamine (dimethylpentylamine), methylphenidate, nikethamide, norfenefrine, octopamine, oxilofrine, parahydroxyamphetamine, pemoline, pentetrazol, phenpromethamine, propylhexedrine, pseudoephedrine<sup>\*\*\*\*\*</sup>, selegiline, sibutramine, strychnine, tuaminoheptane, and other substances with a similar chemical structure or similar biological effect(s).**

*	The following substances included in the 2012 Monitoring Program (bupropion, caffeine, nicotine, phenylephrine, phenylpropanolamine, pipradol, synephrine) are not considered as <i>Prohibited Substances</i>
**	Local administration (e.g. nasal, ophthalmologic) of <b>Adrenaline</b> or co-administration with local anesthetic agents is not prohibited.
***	<b>Cathine</b> is prohibited when its concentration in urine is greater than 5 micrograms per milliliter.
****	Each of <b>ephedrine</b> and <b>methylephedrine</b> is prohibited when its concentration in urine is greater than 10 micrograms per milliliter.
*****	<b>Pseudoephedrine</b> is prohibited when its concentration in urine is greater than 150 micrograms per milliliter.

Les stimulants incluent :

(a) Stimulants non spécifiés :

**Adrafinil, amfépramone, amiphénazole, amphétamine, amphetaminil, benfluorex, benzphétamine, benzylopiérazine, bromantan, clobenzorex, cocaïne, cropropamide, crotétamide, diméthylamphétamine, étilamphétamine, famprofazone, fencamine, fenétylline, fenfluramine, fenproporex, furfénorex, méfénorex, méphentermine, mésocarbe, méthamphétamine (d-), p-méthylamphétamine, méthylènedioxyamphétamine, méthylènedioxméthamphétamine, modafinil, norfenfluramine, phendimétrazine, phenmétrazine, phentermine, 4-phenylpiracétam (carphédon), prénylamine, prolintane**

Un stimulant qui n'est pas expressément nommé dans cette section est une substance spécifiée.

(b) Stimulants spécifiés (exemples) :

**Adrénaline<sup>\*\*</sup>, cathine<sup>\*\*\*</sup>, éphédrine<sup>\*\*\*\*</sup>, étamivan, étiléfrine, fenbutrazate, fencamfamine, heptaminol, isométhéptène, levmetamfétamine, méclofenoxate, méthyléphédrine<sup>\*\*\*\*</sup>, méthylhexaneamine (diméthylpentylamine), méthylphenidate, nicéthamide, norfénefrine, octopamine, oxilofrine, parahydroxyamphétamine, pémoline, pentétrazole, phenprométhamine, propylhexédrine, pseudoéphédrine<sup>\*\*\*\*\*</sup>, sélégiline, sibutramine, strychnine, tuaminoheptane, et autres substances possédant une structure chimique similaire ou un (des) effet(s) biologique(s) similaire(s).**

\* Les substances figurant dans le Programme de surveillance 2012 (bupropion, caféine, nicotine, phényléphrine, phénylpropanolamine, pipradrol, synéphrine) ne sont pas considérées comme des *substances interdites*.

\*\* L'usage local (par ex. par voie nasale ou ophtalmologique) de l'**adrénaline** ou sa co-administration avec les anesthésiques locaux ne sont pas interdits.

\*\*\* La **cathine** est interdite quand sa concentration dans l'urine dépasse 5 microgrammes par millilitre.

\*\*\*\* L'**éphédrine** et la **méthyléphédrine** sont interdites quand leurs concentrations respectives dans l'urine dépassent 10 microgrammes par millilitre.

\*\*\*\*\* La **pseudoéphédrine** est interdite quand sa concentration dans l'urine dépasse 150 microgrammes par millilitre.

## S7. NARCOTICS

The following are prohibited:

**Buprenorphine, dextromoramide, diamorphine (heroin), fentanyl and its derivatives, hydromorphone, methadone, morphine, oxycodone, oxymorphone, pentazocine, pethidine.**

## S8. CANNABINOIDS

Natural (e.g. cannabis, hashish, marijuana) or synthetic delta 9-tetrahydrocannabinol (THC) and cannabimimetics [e.g. “Spice” (containing JWH018, JWH073), HU-210) are prohibited.

## S9. GLUCOCORTICOSTEROIDS

All glucocorticosteroids are prohibited when administered by oral, intravenous, intramuscular or rectal routes.

<b>SUBSTANCES PROHIBITED IN PARTICULAR SPORTS</b>
---

## P1. ALCOHOL

Alcohol (ethanol) is prohibited *In-Competition* only, in the following sports. Detection will be conducted by analysis of breath and/or blood. The doping violation threshold (haematological values) is 0.10 g/L.

- Aeronautic (FAI)
- Archery (FITA)
- Automobile (FIA)
- Karate (WKF)
- Motorcycling (FIM)
- Powerboating (UIM)



## S7. NARCOTIQUES

Ce qui suit est interdit :

**Buprénorphine, dextromoramide, diamorphine (héroïne), fentanyl et ses dérivés, hydromorphone, méthadone, morphine, oxycodone, oxymorphone, pentazocine, péthidine.**

## S8. CANNABINOÏDES

Le  $\Delta$ 9-tétrahydrocannabinol (THC) naturel (par ex. le cannabis, le haschisch, la marijuana) ou synthétique et les les cannabimimétiques [par ex. le “Spice” (contenant le JWH018, le JWH073), le HU-210] sont interdits.

## S9. GLUCOCORTICOÏDES

Tous les glucocorticoïdes sont interdits lorsqu’ils sont administrés par voie orale, intraveineuse, intramusculaire ou rectale.

<b>SUBSTANCES INTERDITES DANS CERTAINS SPORTS</b>
---

## P1. ALCOOL

L’alcool (éthanol) est interdit *en compétition* seulement, dans les sports suivants. La détection sera effectuée par éthylométrie et/ou analyse sanguine. Le seuil de violation (valeurs hématologiques) est 0,10 g/L.

- Aéronautique (FAI)
- Automobile (FIA)
- Karaté (WKF)
- Motocyclisme (FIM)
- Motonautique (UIM)
- Tir à l’arc (FITA)



## P2. BETA-BLOCKERS

Unless otherwise specified, beta-blockers are prohibited *In-Competition* only, in the following sports:

- Aeronautic (FAI)
- Archery (FITA) (also prohibited *Out-of-Competition*)
- Automobile (FIA)
- Billiards (all disciplines) (WCBS)
- Boules (CMSB)
- Bridge (FMB)
- Darts (WDF)
- Golf (IGF)
- Ninepin and Tenpin bowling (FIQ)
- Powerboating (UIM)
- Shooting (ISSF, IPC) (also prohibited *Out-of-Competition*)
- Skiing/Snowboarding (FIS) in ski jumping, freestyle  
aerials/halfpipe and snowboard halfpipe/big air.

Beta-blockers include, but are not limited to, the following:

**Acebutolol, alprenolol, atenolol, betaxolol, bisoprolol, bunolol, carteolol, carvedilol, celiprolol, esmolol, labetalol, levobunolol, metipranolol, metoprolol, nadolol, oxprenolol, pindolol, propranolol, sotalol, timolol.**

## P2. BÊTA-BLOQUANTS

À moins d'indication contraire, les bêta-bloquants sont interdits *en compétition* seulement, dans les sports suivants.

- Aéronautique (FAI)
- Automobile (FIA)
- Billard (toutes les disciplines) (WCBS)
- Boules (CMSB)
- Bridge (FMB)
- Fléchettes (WDF)
- Golf (IGF)
- Motonautique (UIM)
- Quilles (Neuf- et Dix-) (FIQ)
- Ski (FIS) pour le saut à skis, le saut *freestyle/halfpipe* et le *snowboard halfpipe/ big air*
- Tir (ISSF, IPC) (aussi interdits *hors compétition*)
- Tir à l'arc (FITA) (aussi interdits *hors compétition*)

Les bêta-bloquants incluent sans s'y limiter :

**Acébutolol, alprénolol, aténolol, bétaxolol, bisoprolol, bunolol, cartéolol, carvédilol, céliprolol, esmolol, labétalol, lévobunolol, métipranolol, métoprolol, nadolol, oxprénolol, pindolol, propranolol, sotalol, timolol.**

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995

Fax: (613) 954-5779

Orders only: 1-800-635-7943

Catalogue No: FR4-2012/2

978-1-100-54188-4

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995

Télécopieur : (613) 954-5779

Commandes seulement : 1-800-635-7943

Numéro de catalogue : FR4-2012/2

978-1-100-54188-4







A1  
A10  
T67

Gov't



## CANADA

TREATY SERIES 2012/3 RECUEIL DES TRAITÉS

---

### TAXATION

Agreement between Canada and the Commonwealth of Dominica for  
the Exchange of Information with Respect to Tax Matters

Roseau, 29 June 2010

Entry into Force 10 January 2012

---

### IMPOSITION

Accord entre le Canada et le Commonwealth de la Dominique sur  
l'échange de renseignements en matière fiscale

Roseau, le 29 juin 2010

Entrée en vigueur le 10 janvier 2012

---





CANADA

TREATY SERIES 2012/3 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TAXATION

Agreement between Canada and the Commonwealth of Dominica for  
the Exchange of Information with Respect to Tax Matters

Roseau, 29 June 2010

Entry into Force 10 January 2012

---

## IMPOSITION

Accord entre le Canada et le Commonwealth de la Dominique sur  
l'échange de renseignements en matière fiscale

Roseau, le 29 juin 2010

Entrée en vigueur le 10 janvier 2012

---

**AGREEMENT  
BETWEEN  
CANADA  
AND  
THE COMMONWEALTH OF DOMINICA  
FOR THE EXCHANGE OF INFORMATION  
WITH RESPECT TO TAX MATTERS**

CANADA and THE COMMONWEALTH OF DOMINICA, desiring to facilitate the exchange of information with respect to taxes, have agreed as follows:

**ARTICLE 1**

**Object and Scope of this Agreement**

1. The Parties, through their competent authorities, shall provide assistance through exchange of information that is foreseeably relevant to the administration and enforcement of the domestic laws of the Parties concerning taxes covered by this Agreement. Such information shall include information that is foreseeably relevant to the determination, assessment and collection of such taxes, the recovery and enforcement of tax claims, or the investigation or prosecution of tax matters. Information shall be exchanged in accordance with the provisions of this Agreement and shall be treated as confidential in the manner provided in Article 8.
2. The rights and safeguards secured to persons by the laws or administrative practice of the requested Party remain applicable to the extent that they do not unduly prevent or delay effective exchange of information.

**ARTICLE 2**

**Jurisdiction**

A requested Party is not obligated to provide information which is neither held by its authorities nor in the possession or control of persons who are within its territorial jurisdiction.

**ACCORD**  
**ENTRE**  
**LE CANADA**  
**ET**  
**LE COMMONWEALTH DE LA DOMINIQUE**  
**SUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS**  
**EN MATIÈRE FISCALE**

**LE CANADA** et **LE COMMONWEALTH DE LA DOMINIQUE**, souhaitant faciliter l'échange de renseignements en matière fiscale, sont convenus des dispositions suivantes :

**ARTICLE PREMIER**

**Objet et champ d'application du présent accord**

1. Les parties, par l'entremise de leurs autorités compétentes, s'accordent une assistance par l'échange de renseignements vraisemblablement pertinents pour l'administration et l'application de la législation interne des parties relative aux impôts visés par le présent accord. Ces renseignements sont ceux qui sont vraisemblablement pertinents pour la détermination, l'établissement et la perception de ces impôts, pour le recouvrement et l'exécution des créances fiscales ou pour les enquêtes ou poursuites en matière fiscale. Les renseignements sont échangés conformément au présent accord et traités comme confidentiels selon les modalités prévues à l'article 8.
2. Les droits et protections dont bénéficient les personnes en vertu des dispositions législatives ou réglementaires ou des pratiques administratives de la partie requise restent applicables dans la mesure où ils n'entravent ou ne retardent pas indûment l'échange effectif de renseignements.

**ARTICLE 2**

**Compétence**

La partie requise n'a pas obligation de fournir des renseignements qui ne sont ni détenus par ses autorités ni en la possession ou sous le contrôle de personnes relevant de sa compétence territoriale.



## ARTICLE 3

### Taxes Covered

1. The taxes which are the subject of this Agreement are, in the case of Canada, all taxes imposed or administered by the Government of Canada, and in the case of the Commonwealth of Dominica, all taxes imposed or administered by the Commonwealth of Dominica, at the date of signature of this Agreement.
2. This Agreement shall also apply to any identical or substantially similar taxes imposed after the date of signature of this Agreement in addition to or in place of the existing taxes.
3. Furthermore, the taxes covered may be expanded or modified by mutual agreement of the Parties in the form of an exchange of letters.
4. The competent authorities of the Parties shall notify each other of any substantial changes to the taxation and related information gathering measures covered by this Agreement which may affect their obligations pursuant to this Agreement.

## ARTICLE 4

### Definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless otherwise defined:
  - (a) the term “Party” means Canada or the Commonwealth of Dominica as the context requires;
  - (b) the term “competent authority” means:
    - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or the Minister’s authorised representative;
    - (ii) in the case of the Commonwealth of Dominica, the Minister for Finance or the Minister’s authorised representative;
  - (c) the term “person” includes an individual, a company, a trust, a partnership and any other body of persons;
  - (d) the term “company” means anybody corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;

## **ARTICLE 3**

### **Impôts visés**

1. Les impôts visés par le présent accord sont, dans le cas du Canada, tous les impôts établis ou administrés par le gouvernement du Canada, et dans le cas du Commonwealth de la Dominique, tous les impôts établis ou administrés par le Commonwealth de la Dominique, à la date de signature du présent accord.
2. Le présent accord s'applique aussi aux impôts identiques ou analogues qui seraient établis après la date de signature du présent accord et qui s'ajouteraient aux impôts existants ou les remplaceraient.
3. En outre, les impôts visés peuvent être élargis ou modifiés d'un commun accord entre les parties, sous la forme d'un échange de lettres.
4. Les autorités compétentes des parties se notifient toute modification substantielle apportée aux mesures fiscales et aux mesures connexes de collecte de renseignements visées par le présent accord qui peut avoir une incidence sur leurs obligations en vertu du présent accord.

## **ARTICLE 4**

### **Définitions**

1. Aux fins du présent accord, sauf définition contraire :
  - a) le terme « partie » désigne le Canada ou le Commonwealth de la Dominique, selon le contexte,
  - b) l'expression « autorité compétente » signifie :
    - i) dans le cas du Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé;
    - ii) dans le cas du Commonwealth de la Dominique, le ministre des Finances ou son représentant autorisé;
  - c) le terme « personne » inclut une personne physique, une société, une fiducie, une société de personnes et tout autre groupement de personnes;
  - d) le terme « société » signifie toute personne morale ou toute entité considérée fiscalement comme une personne morale;

- (e) the term “publicly traded company” means any company whose principal class of shares is listed on a recognised stock exchange provided that its listed shares can be readily purchased and sold by the public. Shares can be purchased or sold “by the public” if the purchase or sale of shares is not implicitly or explicitly restricted to a limited group of investors;
- (f) the term “principal class of shares” means the class or classes of shares representing a majority of the voting power and value of the company;
- (g) the term “recognised stock exchange” means any stock exchange agreed upon by the competent authorities of the Parties;
- (h) the term “collective investment fund or scheme” means any pooled investment vehicle, irrespective of legal form;
- i) the term “public collective investment fund or scheme” means any collective investment fund or scheme provided the units, shares or other interests in the fund or scheme can be readily purchased and sold, or readily purchased and redeemed, by the public. Units, shares or other interests in the fund or scheme can be readily purchased, sold or redeemed “by the public” if the purchase, sale or redemption is not implicitly or explicitly restricted to a limited group of investors;
- j) the term “tax” means any tax to which this Agreement applies;
- k) the term “applicant Party” means the Party requesting information;
- l) the term “requested Party” means the Party requested to provide information;
- m) the term “information gathering measures” means laws and administrative or judicial procedures that enable a Party to obtain and provide the requested information; and
- n) the term “information” means any fact, statement or record in any form whatever.



- e) l'expression « société cotée » signifie toute société dont la catégorie principale d'actions est cotée sur une bourse reconnue, les actions cotées de la société devant pouvoir être achetées et vendues facilement par le public. Les actions peuvent être achetées ou vendues « par le public » si l'achat ou la vente des actions n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs;
- f) l'expression « catégorie principale d'actions » signifie la ou les catégories d'actions représentant la majorité des droits de vote et de la valeur de la société;
- g) l'expression « bourse reconnue » signifie toute bourse déterminée d'un commun accord par les autorités compétentes des parties;
- h) l'expression « fonds ou dispositif de placement collectif » signifie tout instrument de placement groupé, quelle que soit sa forme juridique;
- i) l'expression « fonds ou dispositif de placement collectif public » signifie tout fonds ou dispositif de placement collectif dont les parts, actions ou autres participations peuvent être facilement achetées et vendues, ou facilement achetées et rachetées, par le public. Les parts, actions ou autres participations au fonds ou dispositif peuvent être facilement achetées, vendues ou rachetées « par le public » si l'achat, la vente ou le rachat n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs;
- j) le terme « impôt » signifie tout impôt auquel s'applique le présent accord;
- k) l'expression « partie requérante » signifie la partie qui demande les renseignements;
- l) l'expression « partie requise » signifie la partie à laquelle les renseignements sont demandés;
- m) l'expression « mesures de collecte de renseignements » signifie les dispositions législatives et réglementaires ainsi que les procédures administratives ou judiciaires qui permettent à une partie d'obtenir et de fournir les renseignements demandés;
- n) le terme « renseignement » désigne tout fait, énoncé ou document, quelle que soit sa forme.

2. As regards the application of this Agreement at any time by a Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

## ARTICLE 5

### Exchange of Information Upon Request

1. The competent authority of the requested Party shall provide upon request information for the purposes referred to in Article 1. Such information shall be exchanged without regard to whether the conduct being investigated would constitute a crime under the laws of the requested Party if such conduct occurred in the territory of the requested Party.

2. If the information in the possession of the competent authority of the requested Party is not sufficient to enable it to comply with the request for information, that Party shall use all relevant information gathering measures to provide the applicant Party with the information requested, notwithstanding that the requested Party may not need such information for its own tax purposes.

3. If specifically requested by the competent authority of the applicant Party, the competent authority of the requested Party shall provide information under this Article, to the extent allowable under its domestic laws, in the form of depositions of witnesses and authenticated copies of original records.

4. Each Party shall ensure that its competent authority for the purposes specified in Article 1 of this Agreement, has the authority to obtain and provide upon request:

- (a) information held by banks, other financial institutions, and any person acting in an agency or fiduciary capacity including nominees and trustees;



2. Pour l'application du présent accord à un moment donné par une partie, tout terme ou toute expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cette partie, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal applicable de cette partie prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cette partie.

## **ARTICLE 5**

### **Échange de renseignements sur demande**

1. L'autorité compétente de la partie requise fournit les renseignements sur demande aux fins visées à l'article 1. Ces renseignements doivent être échangés, que l'acte faisant l'objet de l'enquête aurait constitué, ou non, une infraction pénale selon le droit de la partie requise s'il s'était produit sur le territoire de cette partie.

2. Si les renseignements en la possession de l'autorité compétente de la partie requise ne sont pas suffisants pour lui permettre de donner suite à la demande de renseignements, cette partie prend toutes les mesures adéquates de collecte de renseignements nécessaires pour fournir à la partie requérante les renseignements demandés, même si la partie requise n'a pas besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales.

3. Sur demande spécifique de l'autorité compétente de la partie requérante, l'autorité compétente de la partie requise fournit les renseignements visés au présent article, dans la mesure où son droit interne le lui permet, sous la forme de dépositions de témoins et de copies certifiées conformes aux documents originaux.

4. Chaque partie fait en sorte que son autorité compétente ait le droit, aux fins visées à l'article 1 du présent accord, d'obtenir et de fournir, sur demande :

- a) les renseignements détenus par les banques, les autres institutions financières et toute personne agissant en qualité de mandataire ou de fiduciaire;

- (b) information regarding the ownership of companies, partnerships, trusts, foundations, “Anstalten” and other persons, including, within the constraints of Article 2, ownership information on all such persons in an ownership chain; in the case of trusts, information on settlors, trustees, protectors, and beneficiaries; and in the case of foundations, information on founders, members of the foundation council and beneficiaries. This Agreement does not create an obligation on the Parties to obtain or provide ownership information with respect to publicly traded companies or public collective investment funds or schemes unless such information can be obtained without giving rise to disproportionate difficulties.

5. The competent authority of the applicant Party shall provide the following information to the competent authority of the requested Party when making a request for information under this Agreement to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- (a) the identity of the person under examination or investigation;
- (b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the applicant Party wishes to receive the information from the requested Party;
- (c) the tax purpose for which the information is sought;
- (d) grounds for believing that the information requested is held in the territory of the requested Party or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested Party;
- (e) to the extent known, the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- (f) a statement that the request is in conformity with the law and administrative practices of the applicant Party, that if the requested information was within the jurisdiction of the applicant Party then the competent authority of the applicant Party would be able to obtain the information under the laws of the applicant Party or in the normal course of administrative practice and that it is in conformity with this Agreement; and

- b) les renseignements concernant la propriété des sociétés, sociétés de personnes, fiducies, fondations, « Anstalten » et autres personnes, y compris, dans les limites de l'article 2, les renseignements en matière de propriété concernant toutes ces personnes lorsqu'elles font partie d'une chaîne de propriété; dans le cas d'une fiducie, les renseignements sur les constituants, les fiduciaires, les protecteurs et les bénéficiaires et, dans le cas d'une fondation, les renseignements sur les fondateurs, les membres du conseil de la fondation et les bénéficiaires. Le présent accord n'oblige pas les parties à obtenir ou à fournir des renseignements en matière de propriété concernant des sociétés cotées ou des fonds ou dispositifs de placement collectif publics, sauf s'ils peuvent être obtenus sans susciter des difficultés disproportionnées.

5. L'autorité compétente de la partie requérante fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de la partie requise lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu du présent accord, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés :

- a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
- b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle la partie requérante souhaite recevoir les renseignements de la partie requise;
- c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
- d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus sur le territoire de la partie requise ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de la partie requise;
- e) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
- f) une déclaration précisant que la demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux pratiques administratives de la partie requérante, que, si les renseignements demandés relevaient de la compétence de la partie requérante, l'autorité compétente de cette partie pourrait obtenir les renseignements en vertu de son droit ou dans le cadre normal de ses pratiques administratives et que la demande est conforme au présent accord;



- (g) a statement that the applicant Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

6. The competent authority of the requested Party shall immediately confirm receipt of a request in writing to the competent authority of the applicant Party and shall:

- (a) notify the competent authority of the applicant Party, within 60 days of receiving the request, of any deficiencies in the request;
- (b) notify the competent authority of the applicant Party, within 90 days of receiving the request, of the intention to refuse the request or of any obstacle preventing the requested Party from fulfilling the request;
- (c) inform the competent authority of the applicant Party of the grounds for the refusal of the request or the nature of the obstacles to processing the request;
- (d) provide the requested information within 90 days of receiving the request or, in the event that there is an obstacle to fulfilling the request, advise the competent authority of the applicant Party of the estimated additional time required to fulfill the request.

## ARTICLE 6

### Tax Examinations Abroad

1. A Party may allow representatives of the competent authority of the other Party to enter the territory of the first-mentioned Party to interview individuals and examine records with the written consent of the persons concerned. The competent authority of the second-mentioned Party shall notify the competent authority of the first-mentioned Party of the time and place of the meeting with the individuals concerned.
2. At the request of the competent authority of one Party, the competent authority of the other Party may allow representatives of the competent authority of the first-mentioned Party to be present at the appropriate part of a tax examination in the territory of the second-mentioned Party.

- g) une déclaration précisant que la partie requérante a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

6. L'autorité compétente de la partie requise accuse immédiatement réception de la demande par écrit auprès de l'autorité compétente de la partie requérante, et elle :

- a) avise l'autorité compétente de la partie requérante, dans les 60 jours à compter de la réception de la demande, des éventuelles lacunes de celle-ci;
- b) avise l'autorité compétente de la partie requérante, dans les 90 jours à compter de la réception de la demande, de l'intention de rejeter la demande ou de tout obstacle empêchant la partie requise de donner suite à la demande;
- c) informe l'autorité compétente de la partie requérante des motifs du rejet de la demande ou de la nature des obstacles empêchant le traitement de celle-ci;
- d) fournit les renseignements demandés dans les 90 jours à compter de la réception de la demande ou, si un obstacle empêche qu'il soit donné suite à la demande, informe l'autorité compétente de la partie requérante du temps supplémentaire dont on prévoit avoir besoin pour donner suite à la demande.

## ARTICLE 6

### Contrôles fiscaux à l'étranger

1. Une partie peut autoriser des représentants de l'autorité compétente de l'autre partie à entrer sur son territoire pour interroger des personnes physiques et examiner des documents, avec le consentement écrit des personnes concernées. L'autorité compétente de la deuxième partie fait connaître à l'autorité compétente de la première partie la date et le lieu de l'entretien avec les personnes physiques concernées.

2. À la demande de l'autorité compétente d'une partie, l'autorité compétente de l'autre partie peut autoriser des représentants de l'autorité compétente de la première partie à assister à la phase appropriée d'un contrôle fiscal sur le territoire de la deuxième partie.



3. If the request referred to in paragraph 2 is acceded to, the competent authority of the Party conducting the examination shall, as soon as possible, notify the competent authority of the other Party about the time and place of the examination, the authority or official designated to carry out the examination and the procedures and conditions required by the first-mentioned Party for the conduct of the examination. All decisions with respect to the conduct of the tax examination shall be made by the Party conducting the examination.

## ARTICLE 7

### Possibility of Declining a Request

1. The requested Party shall not be required to obtain or provide information that the applicant Party would not be able to obtain under its own laws for purposes of the administration or enforcement of its own tax laws. The competent authority of the requested Party may decline to assist where the request is not made in conformity with this Agreement.

2. The provisions of this Agreement shall not impose on a Party the obligation to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process. Notwithstanding the foregoing, information of the type referred to in Article 5, paragraph 4, shall not be treated as such a secret or trade process merely because it meets the criteria in that paragraph.

3. The provisions of this Agreement shall not impose on a Party the obligation to obtain or provide information, which would reveal confidential communications between a client and an attorney, solicitor or other admitted legal representative where such communications are produced for the purposes of:

- (a) seeking or providing legal advice, or
- (b) use in existing or contemplated legal proceedings.

4. The requested Party may decline a request for information if the disclosure of the information would be contrary to public policy (*ordre public*).

5. A request for information shall not be refused on the ground that the tax claim giving rise to the request is disputed by the person under examination or investigation.

6. The requested Party may decline a request for information if the information is requested by the applicant Party to administer or enforce a provision of the tax law of the applicant Party, or any requirement connected therewith, which discriminates against a national of the requested Party as compared with a national of the applicant Party in the same circumstances.

3. Si la demande visée au paragraphe 2 est acceptée, l'autorité compétente de la partie qui conduit le contrôle fait connaître aussitôt que possible à l'autorité compétente de l'autre partie la date et le lieu du contrôle, l'autorité ou le fonctionnaire désigné pour conduire le contrôle ainsi que les procédures et conditions exigées par la première partie pour la conduite du contrôle. Toute décision relative à la conduite du contrôle fiscal est prise par la partie qui conduit le contrôle.

## **ARTICLE 7**

### **Possibilité de rejeter une demande**

1. La partie requise n'est pas tenue d'obtenir ou de fournir des renseignements que la partie requérante ne pourrait pas obtenir en vertu de son propre droit pour l'administration ou l'application de sa propre législation fiscale. L'autorité compétente de la partie requise peut refuser l'assistance lorsque la demande n'est pas soumise en conformité avec le présent accord.

2. Le présent accord n'oblige pas une partie à fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial. Nonobstant ce qui précède, les renseignements du type visé au paragraphe 4 de l'article 5 ne sont pas traités comme un tel secret ou procédé commercial du simple fait qu'ils remplissent les critères prévus à ce paragraphe.

3. Le présent accord n'oblige pas une partie à obtenir ou à fournir des renseignements qui divulgueraient des communications confidentielles entre un client et un avocat ou un autre représentant juridique agréé, lorsque ces communications :

- a) ont pour but de demander ou de fournir un avis juridique; ou
- b) sont destinées à être utilisées dans une action en justice en cours ou envisagée.

4. La partie requise peut rejeter une demande de renseignements si la divulgation des renseignements est contraire à son ordre public.

5. Une demande de renseignements ne peut être rejetée au motif que la créance fiscale faisant l'objet de la demande est contestée.

6. La partie requise peut rejeter une demande de renseignements si les renseignements sont demandés par la partie requérante pour administrer ou appliquer une disposition de la législation fiscale de la partie requérante – ou toute obligation s'y rattachant – qui est discriminatoire à l'encontre d'un ressortissant de la partie requise par rapport à un ressortissant de la partie requérante se trouvant dans les mêmes circonstances.

## **ARTICLE 8**

### **Confidentiality**

Any information received by a Party under this Agreement shall be treated as confidential and may be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) in the jurisdiction of the Party concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, taxes in that jurisdiction. Such persons or authorities shall use such information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. The information may not otherwise be disclosed to any other person or entity or authority or any other jurisdiction.

## **ARTICLE 9**

### **Costs**

Incidence of costs incurred in providing assistance shall be agreed by the competent authorities of the Parties.

## **ARTICLE 10**

### **Implementation Legislation**

The Parties shall enact any legislation necessary to comply with, and give effect to, the terms of this Agreement.

## **ARTICLE 11**

### **Other International Agreements or Arrangements**

The possibilities of assistance provided by this Agreement do not limit, nor are they limited by, those contained in existing international agreements or other arrangements between the Parties which relate to co-operation in tax matters.



## **ARTICLE 8**

### **Confidentialité**

Tout renseignement reçu par une partie en vertu du présent accord est tenu confidentiel et ne peut être divulgué qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et les organes administratifs) relevant de la compétence de la partie qui sont concernées par l'établissement, la perception, le recouvrement ou l'exécution des impôts applicables sur le territoire de cette partie, ou par les poursuites ou les décisions en matière de recours se rapportant à ces impôts. Ces personnes ou autorités ne peuvent utiliser ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent en faire état lors d'audiences publiques de tribunaux ou dans des décisions judiciaires. Les renseignements ne peuvent être divulgués à toute autre personne, entité ou autorité ou à toute autre autorité étrangère.

## **ARTICLE 9**

### **Frais**

La répartition des frais exposés pour l'assistance est déterminée d'un commun accord par les autorités compétentes des parties.

## **ARTICLE 10**

### **Dispositions d'application**

Les parties adoptent toute législation nécessaire pour se conformer au présent accord et lui donner effet.

## **ARTICLE 11**

### **Autres accords et arrangements internationaux**

Les possibilités d'assistance prévues par le présent accord ne limitent pas et ne sont pas limitées par celles découlant de tous accords ou autres arrangements internationaux en vigueur entre les parties qui se rapportent à la coopération en matière fiscale.

## **ARTICLE 12**

### **Mutual Agreement Procedure**

1. Where difficulties or doubts arise between the Parties regarding the implementation or interpretation of this Agreement, the competent authorities shall endeavour to resolve the matter by mutual agreement.
2. In addition to the agreements referred to in paragraph 1, the competent authorities of the Parties may mutually agree on the procedures to be used under Articles 5, 6 and 9.
3. The competent authorities of the Parties may communicate with each other directly for purposes of reaching agreement under this Article.
4. The Parties may also agree on other forms of dispute resolution.

## **ARTICLE 13**

### **Entry into Force**

This Agreement shall enter into force on the date of the later notification by which each Party has notified the other of the completion of its necessary internal procedures for entry into force. Upon entry into force, it shall have effect:

- (a) for tax matters involving intentional conduct which is liable to prosecution under the criminal laws of the applicant Party (irrespective of whether contained in the tax laws, the criminal code or other statutes), on that date, and
- (b) for all other matters covered in Article 1, on that date, but only in respect of taxable periods beginning on or after that date, or where there is no taxable period, all charges to tax arising on or after that date.

## **ARTICLE 14**

### **Termination**

1. A Party may terminate this Agreement by serving a notice of termination through diplomatic channels to the other Party.



## **ARTICLE 12**

### **Procédure amiable**

1. En cas de difficultés ou de doutes entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent accord, les autorités compétentes s'efforcent de régler la question par voie d'accord amiable.
2. Outre les accords visés au paragraphe 1, les autorités compétentes des parties peuvent déterminer d'un commun accord les procédures à suivre pour l'application des articles 5, 6 et 9.
3. Les autorités compétentes des parties peuvent communiquer entre elles directement lorsqu'elles recherchent un accord en application du présent article.
4. Les parties peuvent également convenir d'autres formes de règlement des différends.

## **ARTICLE 13**

### **Entrée en vigueur**

Le présent accord entre en vigueur à la date de la dernière des notifications par lesquelles les parties se sont notifié l'accomplissement de leurs procédures internes régissant l'entrée en vigueur. À compter de la date de son entrée en vigueur, le présent accord prend effet :

- a) en ce qui concerne les questions fiscales mettant en cause une conduite intentionnelle pouvant faire l'objet de poursuites en vertu des lois pénales de la partie requérante (que les dispositions en cause soient prévues par la législation fiscale, le code criminel ou d'autres lois), à cette date;
- b) en ce qui concerne toutes les autres questions visées à l'article 1, à cette date, mais seulement pour les exercices fiscaux commençant à cette date ou par la suite ou, à défaut d'exercice fiscal, pour toutes les obligations fiscales prenant naissance à cette date ou par la suite.

## **ARTICLE 14**

### **Dénonciation**

1. Une partie peut dénoncer le présent accord en notifiant cette dénonciation par la voie diplomatique à l'autre partie.

2. Such termination shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of the notice of termination.

3. Where a Party terminates this Agreement, both Parties shall remain bound by the provisions of Article 8 with respect to any information obtained under this Agreement.

**IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned being duly authorised thereto, have signed this Agreement.

**DONE** in duplicate at Roseau, Dominica this 29<sup>th</sup> day of June 2010, in the English and French languages, each version being equally authentic.

**Ruth Archibald**

**Roosevelt Skerrit**

**FOR CANADA**

**FOR THE COMMONWEALTH  
OF DOMINICA**

2. Cette dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de dénonciation.
3. En cas de dénonciation, les deux parties restent liées par l'article 8 pour tous renseignements obtenus en application du présent accord.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

**FAIT** en double exemplaire à Roseau, ce 29<sup>e</sup> jour de juin 2010, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

**POUR LE CANADA**

**POUR LE COMMONWEALTH  
DE LA DOMINIQUE**

**Ruth Archibald**

**Roosevelt Skerrit**

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department  
of Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/3  
ISBN: 978-1-100-54386-4

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/3  
ISBN: 978-1-100-54386-4











A1  
A 10  
167

CANADA

TREATY SERIES 2012/4 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TAXATION

Agreement between the Government of Canada and the States of Guernsey, under Entrustment from the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, for the Exchange of Information on Tax Matters

Saint Peter Port, 19 January 2011

Entry into Force 18 January 2012

---

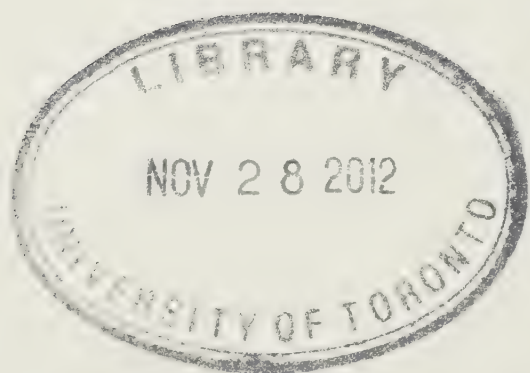
## IMPOSITION

Accord entre le gouvernement du Canada et les États de Guernesey, agissant en vertu d'un mandat du gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sur l'échange de renseignements en matière fiscale

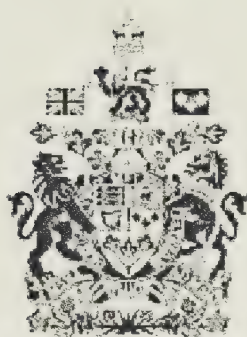
Saint Peter Port, le 19 janvier 2011

Entrée en vigueur le 18 janvier 2012

---







CANADA

TREATY SERIES 2012/4 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TAXATION

Agreement between the Government of Canada and the States of Guernsey, under Entrustment from the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, for the Exchange of Information on Tax Matters

Saint Peter Port, 19 January 2011

Entry into Force 18 January 2012

---

## IMPOSITION

Accord entre le gouvernement du Canada et les États de Guernesey, agissant en vertu d'un mandat du gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Saint Peter Port, le 19 janvier 2011

Entrée en vigueur le 18 janvier 2012

---

**AGREEMENT  
BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND  
THE STATES OF GUERNSEY,  
UNDER ENTRUSTMENT FROM THE GOVERNMENT  
OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND,  
FOR THE EXCHANGE OF INFORMATION ON TAX MATTERS**

**WHEREAS** the Government of the United Kingdom has issued a letter of entrustment to the States of Guernsey to negotiate, and conclude an agreement for the exchange of information on tax matters with the Government of Canada:

**NOW, THEREFORE, THE GOVERNMENT OF CANADA and THE STATES OF GUERNSEY** (“the Parties”) wishing to enhance and facilitate the terms and conditions governing the exchange of information relating to taxes, have agreed as follows:

**ARTICLE 1**

**Object and Scope of this Agreement**

The Parties shall provide assistance through exchange of information that is foreseeably relevant to the administration and enforcement of the domestic laws of the Parties concerning taxes covered by this Agreement, including information that is foreseeably relevant to the determination, assessment, enforcement and collection of tax with respect to persons subject to such taxes, the investigation of tax matters or the prosecution of tax matters in relation to such persons. A requested Party is not obliged to provide information which is neither held by its authorities nor in possession of nor obtainable by persons who are within its territorial jurisdiction. The rights and safeguards secured to persons by the laws or administrative practice of the requested Party remain applicable. The requested Party shall use its best endeavours to ensure that the effective exchange of information is not unduly prevented or delayed.

**ACCORD**  
**ENTRE**  
**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**ET**  
**LES ÉTATS DE GUERNESEY,**  
**AGISSANT EN VERTU D'UN MANDAT DU**  
**GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE**  
**ET D'IRLANDE DU NORD,**  
**SUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS EN MATIÈRE FISCALE**

**ATTENDU QUE** les États de Guernesey ont reçu du gouvernement du Royaume-Uni une lettre leur confiant le mandat de négocier et de conclure un accord sur l'échange de renseignements en matière fiscale avec le gouvernement du Canada :

**À CES CAUSES, LE GOUVERNEMENT DU CANADA et LES ÉTATS DE GUERNESEY** (les « parties ») souhaitant améliorer et faciliter l'application des modalités régissant l'échange de renseignements en matière fiscale sont convenus de ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER**

**Objet et champ d'application du présent accord**

Les parties s'accordent une assistance par l'échange de renseignements vraisemblablement pertinents pour l'administration et l'application de la législation interne des parties relative aux impôts visés par le présent accord, y compris les renseignements vraisemblablement pertinents pour la détermination, l'établissement, l'exécution et la perception de ces impôts à l'égard des personnes assujetties à ces impôts, ou pour les enquêtes ou les poursuites en matière fiscale à l'encontre de ces personnes. La partie requise n'est pas tenue de fournir des renseignements qui ne sont ni détenus par ses autorités ni en la possession de personnes relevant de sa compétence territoriale ou qui ne peuvent être obtenus de telles personnes. Les droits et protections dont bénéficient les personnes en vertu des dispositions législatives ou réglementaires ou des pratiques administratives de la partie requise restent applicables. La partie requise met tout en œuvre pour que l'échange effectif de renseignements ne soit pas entravé ou retardé indûment.

## ARTICLE 2

### Taxes Covered

1. This Agreement shall apply to the following taxes imposed by or on behalf of the Parties:

- (a) in the case of Canada, all taxes on income and on capital imposed or administered by the Government of Canada;
- (b) in the case of Guernsey:
  - (i) income tax;
  - (ii) dwellings profits tax.

2. This Agreement shall apply also to any identical taxes imposed after the date of signature of this Agreement in addition to or in place of the existing taxes, or any substantially similar taxes if the Parties so agree in an exchange of letters. The competent authority of each Party shall notify the other of substantial changes in laws which may affect the obligations of that Party pursuant to this Agreement.

## ARTICLE 3

### Definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless otherwise defined:

- (a) “Canada”, used in a geographical sense, means:
  - (i) the land territory, air space, internal waters and territorial sea of Canada;
  - (ii) the exclusive economic zone of Canada, as determined by its domestic law, consistent with Part V of the *United Nations Convention on the Law of the Sea* of 10 December 1982 (UNCLOS); and
  - (iii) the continental shelf of Canada, as determined by its domestic law, consistent with Part VI of UNCLOS;



## ARTICLE 2

### Impôts visés

1. Le présent accord s'applique aux impôts suivants établis par les parties ou pour leur compte :
  - a) dans le cas du Canada, tous les impôts sur le revenu et sur la fortune établis ou administrés par le gouvernement du Canada;
  - b) dans le cas de Guernesey :
    - i) l'impôt sur le revenu,
    - ii) l'impôt sur les bénéfices tirés de la vente d'une habitation.

2. Le présent accord s'applique aussi aux impôts identiques qui seraient établis après la date de signature du présent accord et qui s'ajouteraient aux impôts existants ou les remplaceraient ainsi qu'aux impôts analogues dont peuvent convenir les parties dans un échange de lettres. Les autorités compétentes des parties se notifient toute modification législative substantielle pouvant avoir une incidence sur les obligations des parties prévues par le présent accord.

## ARTICLE 3

### Définitions

1. Aux fins du présent accord, sauf définition contraire :
  - a) « Canada », employé dans un sens géographique, désigne :
    - i) le territoire terrestre, l'espace aérien, les eaux intérieures et la mer territoriale du Canada,
    - ii) la zone économique exclusive du Canada, déterminée selon son droit interne, en conformité avec la partie V de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* du 10 décembre 1982 (UNCLOS),
    - iii) le plateau continental du Canada, déterminé selon son droit interne, en conformité avec la partie VI de l'UNCLOS;



- (b) “Guernsey”, used in a geographical sense, means Guernsey, Alderney and Herm, including the territorial sea adjacent to those islands, in accordance with international law;
- (c) “collective investment fund or scheme” means any pooled investment vehicle, irrespective of legal form and the term “public collective investment fund or scheme” means any fund or scheme in which the purchase and sale, or the purchase and redemption, of shares or other interests is not implicitly or explicitly restricted to a limited group of investors;
- (d) “company” means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
- (e) “competent authority” means:
  - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or the Minister’s authorised representative;
  - (ii) in the case of Guernsey, the Director of Income Tax or the Director’s delegate;
- (f) “information” means any fact, statement, document or record in whatever form;
- (g) “information gathering measures” means laws and administrative or judicial procedures enabling a requested Party to obtain and provide the information requested;
- (h) “person” includes a natural person, a company, and any other body or group of persons;
- (i) “principal class of shares” means the class or classes of shares representing a majority of the voting power and value of the company;
- (j) “publicly traded company” means any company whose principal class of shares is listed on a recognised stock exchange provided that its listed shares can be readily purchased and sold by the public. Shares can be purchased or sold “by the public” if the purchase or sale of shares is not implicitly or explicitly restricted to a limited group of investors;

- b) « Guernesey », employé dans un sens géographique, désigne Guernesey, Aurigny et Herm, y compris la mer territoriale adjacente à ces îles, conformément au droit international;
- c) « fonds ou dispositif de placement collectif » signifie tout instrument de placement groupé, quelle que soit sa forme juridique, et l'expression « fonds ou dispositif de placement collectif public » signifie tout fonds ou dispositif dans le cadre duquel l'achat et la vente, ou l'achat et le rachat, d'actions ou d'autres participations n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs;
- d) « société » signifie toute personne morale ou toute entité considérée fiscalement comme une personne morale;
- e) « autorité compétente » signifie :
  - i) dans le cas du Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé,
  - ii) dans le cas de Guernesey, le directeur de l'impôt sur le revenu ou son délégué;
- f) « renseignement » désigne tout fait, énoncé ou document, quelle que soit sa forme;
- g) « mesures de collecte de renseignements » signifie les dispositions législatives et réglementaires ainsi que les procédures administratives ou judiciaires qui permettent à la partie requise d'obtenir et de fournir les renseignements demandés;
- h) « personne » inclut une personne physique, une société, toute autre entité et tout autre groupement de personnes;
- i) « catégorie principale d'actions » signifie la ou les catégories d'actions représentant la majorité des droits de vote et de la valeur de la société;
- j) « société cotée » signifie toute société dont la catégorie principale d'actions est cotée sur une bourse reconnue, les actions cotées de la société devant pouvoir être achetées et vendues facilement par le public. Les actions peuvent être achetées ou vendues « par le public » si l'achat ou la vente des actions n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs;

- (k) “recognised stock exchange” means any stock exchange agreed upon by the competent authorities of the Parties;
- (l) “requested Party” means the Party to this Agreement which is requested to provide information in response to a request;
- (m) “requesting Party” means the Party to this Agreement submitting a request for or having received information from the requested Party; and
- (n) “tax” means any tax covered by this Agreement.

2. As regards the application of this Agreement at any time by a Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

## **ARTICLE 4**

### **Exchange of Information upon Request**

1. The competent authority of the requested Party shall provide upon request by the requesting Party information for the purposes referred to in Article 1. Such information shall be exchanged without regard to whether the requested Party needs such information for its own tax purposes or the conduct being investigated would constitute a crime under the laws of the requested Party if it had occurred in the territory of the requested Party. The competent authority of the requesting Party shall only make a request for information pursuant to this Article when it has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

2. If the information in the possession of the competent authority of the requested Party is not sufficient to enable it to comply with the request for information, the requested Party shall use all appropriate information gathering measures necessary to provide the requesting Party with the information requested, notwithstanding that the requested Party may not need such information for its own tax purposes.

3. If specifically requested by the competent authority of the requesting Party, the competent authority of the requested Party shall provide information under this Article, to the extent allowable under its domestic laws, in the form of depositions of witnesses and authenticated copies of original records.



- k) « bourse reconnue » signifie toute bourse déterminée d'un commun accord par les autorités compétentes des parties;
- l) « partie requise » signifie la partie au présent accord à laquelle on demande de fournir des renseignements en réponse à une demande;
- m) « partie requérante » signifie la partie au présent accord qui demande des renseignements à la partie requise ou qui en reçoit de cette dernière;
- n) « impôt » signifie tout impôt visé par le présent accord.

2. Pour l'application du présent accord à un moment donné par une partie, tout terme ou toute expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cette partie, le sens attribué à ce terme ou à cette expression par le droit fiscal applicable de cette partie prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cette partie.

## **ARTICLE 4**

### **Échange de renseignements sur demande**

1. L'autorité compétente de la partie requise fournit, sur demande de la partie requérante, des renseignements aux fins visées à l'article 1. Ces renseignements doivent être échangés indépendamment du fait que la partie requise ait ou non besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales ou que l'acte faisant l'objet de l'enquête aurait constitué une infraction pénale selon le droit de la partie requise s'il s'était produit sur le territoire de cette partie. L'autorité compétente de la partie requérante ne présente une demande de renseignements conformément au présent article que si elle a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, sauf ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

2. Si les renseignements en la possession de l'autorité compétente de la partie requise ne sont pas suffisants pour lui permettre de donner suite à la demande de renseignements, cette partie prend toutes les mesures de collecte des renseignements adéquates qui sont nécessaires pour fournir à la partie requérante les renseignements demandés, même si la partie requise n'a pas besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales.

3. Sur demande spécifique de l'autorité compétente de la partie requérante, l'autorité compétente de la partie requise fournit les renseignements visés au présent article, dans la mesure où son droit interne le lui permet, sous la forme de dépositions de témoins et de copies certifiées conformes aux documents originaux.

4. Each Party shall ensure that it has the authority, for the purposes specified in Article 1, to obtain and provide, through its competent authority upon request:

- (a) information held by banks, other financial institutions, and any person, including nominees and trustees, acting in an agency or fiduciary capacity;
- (b)
  - (i) information regarding the legal and beneficial ownership of companies, partnerships, foundations, and other persons, including in the case of collective investment funds or schemes, information on shares, units and other interests;
  - (ii) in the case of trusts, information on settlors, trustees and beneficiaries;

provided that this Agreement does not create an obligation for a Party to obtain or provide ownership information with respect to publicly traded companies or public collective investment funds or schemes unless such information can be obtained without giving rise to disproportionate difficulties.

5. Any request for information shall be formulated with the greatest detail possible in specifying in writing:

- (a) the identity of the person under examination or investigation;
- (b) the period for which the information is requested;
- (c) the nature of the information requested and the form in which the requesting Party would prefer to receive it;
- (d) the tax purpose for which the information is sought;
- (e) the reasons for believing that the information is foreseeably relevant to tax administration and enforcement of the requesting Party, with respect to the person identified in subparagraph (a) of this paragraph;
- (f) grounds for believing that the information requested is present in the requested Party or is in the possession of or obtainable by a person within the jurisdiction of the requested Party;



4. Chaque partie fait en sorte que son autorité compétente ait le droit, aux fins visées à l'article 1, d'obtenir et de fournir, sur demande :

- a) les renseignements détenus par les banques, les autres institutions financières et toute personne agissant en qualité de mandataire ou de fiduciaire;
- b)
  - i) les renseignements concernant la propriété en common law et la propriété effective des sociétés, sociétés de personnes, fondations et autres personnes, y compris, dans le cas des fonds ou dispositifs de placement collectif, les renseignements sur les actions, parts et autres participations,
  - ii) dans le cas des fiducies, les renseignements sur les constituants, les fiduciaires et les bénéficiaires.

Le présent accord n'oblige pas les parties à obtenir ou à fournir les renseignements en matière de propriété concernant des sociétés cotées ou des fonds ou dispositifs de placement collectif publics si de tels renseignements ne peuvent être obtenus sans susciter des difficultés disproportionnées.

5. Toute demande de renseignements est formulée de la manière la plus détaillée possible et précise par écrit :

- a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
- b) la période sur laquelle porte la demande de renseignements;
- c) la nature des renseignements demandés et la forme sous laquelle la partie requérante souhaite les recevoir;
- d) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
- e) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont vraisemblablement pertinents pour l'administration et l'application des dispositions fiscales de la partie requérante en ce qui concerne la personne mentionnée à l'alinéa a) du présent paragraphe;
- f) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus sur le territoire de la partie requise, sont en la possession d'une personne relevant de sa compétence ou peuvent être obtenus par une telle personne;

- (g) to the extent known, the name and address of any person believed to be in possession of or able to obtain the information requested;
- (h) a statement that the request is in conformity with the laws and administrative practices of the requesting Party, that if the requested information was within the jurisdiction of the requesting Party then the competent authority of the requesting Party would be able to obtain the information under the laws of the requesting Party or in the normal course of administrative practice and that it is in conformity with this Agreement; and
- (i) a statement that the requesting Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

6. The competent authority of the requested Party shall acknowledge receipt of the request to the competent authority of the requesting Party and shall use its best endeavours to forward the requested information to the requesting Party with the least possible delay.

## **ARTICLE 5**

### **Tax Examinations Abroad**

1. With reasonable notice, the requesting Party may request that the requested Party allow representatives of the competent authority of the requesting Party to enter the territory of the requested Party, to the extent permitted under its domestic laws, to interview individuals and examine records with the prior written consent of the individuals or other persons concerned. The competent authority of the requesting Party shall notify the competent authority of the requested Party of the time and place of the intended meeting with the individuals concerned.
2. At the request of the competent authority of the requesting Party, the competent authority of the requested Party may permit representatives of the competent authority of the requesting Party to attend a tax examination in the territory of the requested Party.

- g) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle détient ou peut obtenir les renseignements demandés;
- h) une déclaration précisant que la demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux pratiques administratives de la partie requérante, que, si les renseignements demandés relevaient de la compétence de la partie requérante, l'autorité compétente de cette partie pourrait obtenir les renseignements en vertu du droit de cette partie ou dans le cadre normal de ses pratiques administratives et que la demande est conforme au présent accord;
- i) une déclaration précisant que la partie requérante a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, sauf ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

6. L'autorité compétente de la partie requise accuse réception de la demande auprès de l'autorité compétente de la partie requérante et met tout en œuvre pour transmettre à la partie requérante, dans les plus brefs délais, les renseignements demandés.

## ARTICLE 5

### Contrôles fiscaux à l'étranger

1. La partie requise peut, dans les limites autorisées par son droit interne, moyennant un préavis raisonnable par la partie requérante, autoriser des représentants de l'autorité compétente de la partie requérante à entrer sur son territoire pour interroger des personnes physiques et examiner des documents, avec le consentement écrit préalable des personnes concernées. L'autorité compétente de la partie requérante informe l'autorité compétente de la partie requise de la date et du lieu de l'entretien avec les personnes physiques concernées.

2. À la demande de l'autorité compétente de la partie requérante, l'autorité compétente de la partie requise peut autoriser des représentants de l'autorité compétente de la partie requérante à assister à un contrôle fiscal effectué sur le territoire de la partie requise.



3. If the request referred to in paragraph 2 is granted, the competent authority of the requested Party conducting the examination shall, as soon as possible, notify the competent authority of the requesting Party of the time and place of the examination, the authority or person authorised to carry out the examination and the procedures and conditions required by the requested Party for the conduct of the examination. All decisions regarding the conduct of the examination shall be made by the requested Party conducting the examination.

## ARTICLE 6

### Possibility of Declining a Request

1. The competent authority of the requested Party may decline to assist:
  - (a) where the request is not made in conformity with this Agreement;
  - (b) where the requesting Party has not pursued all means available in its own territory to obtain the information, except where recourse to such means would give rise to disproportionate difficulty; or
  - (c) where the disclosure of the information requested would be contrary to public policy.
2. This Agreement shall not impose on a requested Party any obligation to provide documents or records which are:
  - (a) in the case of Canada, subject to solicitor-client privilege, or, in the case of Guernsey, subject to legal privilege;
  - (b) subject to any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, provided that information described in Article 4, paragraph 4, shall not by reason of that fact alone be treated as such a secret or trade process.
3. A request for information shall not be refused on the ground that the tax claim giving rise to the request is disputed.

3. Si la demande visée au paragraphe 2 est acceptée, l'autorité compétente de la partie requise qui conduit le contrôle fait connaître aussitôt que possible à l'autorité compétente de la partie requérante la date et le lieu du contrôle, l'autorité ou la personne autorisée à effectuer le contrôle ainsi que les procédures et conditions exigées par la partie requise pour la conduite du contrôle. Toute décision relative à la conduite du contrôle fiscal est prise par la partie requise qui conduit le contrôle.

## ARTICLE 6

### Possibilité de rejeter une demande

1. L'autorité compétente de la partie requise peut refuser l'assistance dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) si la demande n'est pas soumise en conformité avec le présent accord;
- b) si la partie requérante n'a pas utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, sauf ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées;
- c) si la communication des renseignements demandés serait contraire à son ordre public.

2. Le présent accord n'oblige pas la partie requise à fournir des documents qui :

- a) dans le cas de Guernesey, sont protégés par le privilège juridique, ou, dans le cas du Canada, sont protégés par le secret professionnel de l'avocat;
- b) révéleraient un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial, étant entendu que les renseignements visés au paragraphe 4 de l'article 4 ne peuvent pas, pour ce seul motif, être considérés comme un secret ou procédé commercial.

3. Une demande de renseignements ne peut être rejetée au motif que la créance fiscale faisant l'objet de la demande est contestée.



4. The requested Party shall not be required to obtain and provide information which if the requested information was within the jurisdiction of the requesting Party the competent authority of the requesting Party would not be able to obtain under the laws or in the normal course of administrative practice.

5. The requested Party may decline a request for information if the information is requested by the requesting Party to administer or enforce a provision of the tax law of the requesting Party, or any requirement connected therewith, which discriminates against a national or citizen of the requested Party as compared with a national or citizen of the requesting Party in the same circumstances.

## **ARTICLE 7**

### **Confidentiality**

1. All information provided or received by the competent authorities of the Parties shall be treated as confidential.

2. Such information shall be disclosed only to persons or authorities, including courts and administrative bodies, concerned with the purposes specified in Article 1, and used by such persons or authorities only for such purposes, including the determination of any appeal. For these purposes, information may be disclosed in public court proceedings or in judicial decisions.

3. Such information may not be used for any purpose other than for the purposes stated in Article 1 without the express written consent of the competent authority of the requested Party.

4. Information provided to a requesting Party under this Agreement may not be disclosed to any other jurisdiction.

4. La partie requise n'est pas tenue d'obtenir et de fournir des renseignements que l'autorité compétente de la partie requérante ne pourrait obtenir en vertu du droit de cette partie ou dans le cours normal de ses pratiques administratives si les renseignements demandés se trouvaient sur le territoire de cette partie.

5. La partie requise peut rejeter une demande de renseignements si les renseignements sont demandés par la partie requérante pour administrer ou appliquer une disposition de la législation fiscale de la partie requérante – ou toute obligation s'y rattachant – qui est discriminatoire à l'encontre d'un ressortissant ou d'un citoyen de la partie requise par rapport à un ressortissant ou un citoyen de la partie requérante se trouvant dans les mêmes circonstances.

## **ARTICLE 7**

### **Confidentialité**

1. Tous les renseignements fournis ou reçus par les autorités compétentes des parties sont tenus confidentiels.

2. Ces renseignements ne peuvent être divulgués qu'aux personnes ou autorités, y compris les tribunaux et les organes administratifs, concernées par les fins prévues à l'article 1 et ils ne peuvent être utilisés par ces personnes ou autorités qu'à ces fins, y compris les décisions en matière de recours. À ces mêmes fins, les renseignements peuvent être divulgués lors d'audiences publiques de tribunaux ou dans des décisions judiciaires.

3. Les renseignements ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles prévues à l'article 1 sans l'autorisation écrite expresse de l'autorité compétente de la partie requise.

4. Les renseignements fournis à la partie requérante en vertu du présent accord ne peuvent être communiqués à aucune autre juridiction.

## **ARTICLE 8**

### **Costs**

Unless the competent authorities of the Parties otherwise agree, ordinary costs incurred in providing assistance shall be borne by the requested Party, and extraordinary costs incurred in providing assistance, including costs of engaging external advisors in connection with litigation or otherwise, shall be borne by the requesting Party. The respective competent authorities shall consult from time to time with regard to this Article, and in particular the competent authority of the requested Party shall consult with the competent authority of the requesting Party in advance if the costs of providing information with respect to a specific request are expected to be significant.

## **ARTICLE 9**

### **Implementation Legislation**

The Parties shall enact any legislation necessary to comply with, and give effect to, the terms of this Agreement.

## **ARTICLE 10**

### **Mutual Agreement Procedure**

1. Where difficulties or doubts arise between the Parties regarding the implementation or interpretation of this Agreement, the respective competent authorities shall endeavour to resolve the matter by mutual agreement.
2. In addition to the agreements referred to in paragraph 1, the competent authorities of the Parties may mutually agree on the procedures to be used under Articles 4, 5 and 8.
3. The competent authorities of the Parties may communicate with each other directly for purposes of reaching agreement under this Article.

## **ARTICLE 8**

### **Frais**

Sauf accord contraire entre les autorités compétentes des parties, les frais ordinaires engagés pour fournir l'assistance sont supportés par la partie requise, et les frais extraordinaires engagés à cette fin, y compris les frais engagés pour retenir les services de conseillers externes relativement à des litiges ou d'autres questions, sont supportés par la partie requérante. Les autorités compétentes se consultent au besoin au sujet du présent article et, notamment, l'autorité compétente de la partie requise consulte l'autorité compétente de la partie requérante à l'avance si elle s'attend à ce que les frais liés à la fourniture de renseignements concernant une demande en particulier soient importants.

## **ARTICLE 9**

### **Dispositions d'application**

Les parties adoptent toute législation nécessaire pour se conformer au présent accord et lui donner effet.

## **ARTICLE 10**

### **Procédure amiable**

1. En cas de difficultés ou de doutes entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent accord, les autorités compétentes s'efforcent de régler la question par voie d'accord amiable.
2. Outre les accords visés au paragraphe 1, les autorités compétentes des parties peuvent déterminer d'un commun accord les procédures à suivre en application des articles 4, 5 et 8.
3. Les autorités compétentes des parties peuvent communiquer entre elles directement en vue d'en arriver à un accord en application du présent article.



## **ARTICLE 11**

### **Entry into Force**

This Agreement shall enter into force 30 days after the date of the later of the written notifications by the Parties of the completion of all formalities required for entry into force. Upon the date of entry into force, it shall have effect:

- (a) for tax matters involving intentional conduct which is liable to prosecution under the criminal laws of the requesting Party (irrespective of whether contained in the tax laws, the criminal code or other statutes), on that date, and
- (b) for all other matters covered in Article 1, on that date, but only in respect of taxable periods beginning on or after that date, or where there is no taxable period, all charges to tax arising on or after that date.

## **ARTICLE 12**

### **Termination**

1. This Agreement shall remain in force until terminated by a Party.
2. A Party may terminate this Agreement by giving notice of termination in writing. Such termination shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of the notice of termination. All requests received up to the effective date of termination shall be dealt with in accordance with the terms of this Agreement.



## **ARTICLE 11**

### **Entrée en vigueur**

Le présent accord entre en vigueur trente jours après la date de la dernière des notifications écrites par lesquelles les parties se sont notifiées l'accomplissement des formalités juridiques requises pour l'entrée en vigueur. À compter de la date de son entrée en vigueur, le présent accord prend effet :

- a) en ce qui concerne les questions fiscales mettant en cause une conduite intentionnelle pouvant faire l'objet de poursuites en vertu des lois pénales de la partie requérante (que les dispositions en cause soient prévues par la législation fiscale, le code criminel ou d'autres lois), à cette date;
- b) en ce qui concerne toutes les autres questions visées à l'article 1, à cette date, mais seulement à l'égard d'exercices fiscaux commençant à cette date ou par la suite, ou à défaut d'exercice fiscal, pour toutes les obligations prenant naissance à cette date ou par la suite.

## **ARTICLE 12**

### **Dénonciation**

1. Le présent accord demeure en vigueur jusqu'à sa dénonciation par une partie.
2. Une partie peut dénoncer le présent accord en donnant une notification de dénonciation par écrit. La dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de dénonciation. Toutes les demandes reçues jusqu'à la date de prise d'effet de la dénonciation sont traitées conformément aux modalités du présent accord.

3. If this Agreement is terminated, the Parties shall remain bound by the provisions of Article 7 with respect to any information obtained under this Agreement.

**IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned, being duly authorised thereto by the respective Parties, have signed this Agreement.

**DONE** in duplicate at Guernsey, this 19<sup>th</sup> day of January 2011, in the English and French languages, each version being equally authentic.

**James Wright**

**Lyndon Trott**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA**

**FOR THE STATES  
OF GUERNSEY**

3. En cas de dénonciation du présent accord, les parties restent liées par l'article 7 pour tous renseignements obtenus en application du présent accord.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par les parties, ont signé le présent accord.

**SIGNÉ** en double exemplaire à Guernsey, ce 19<sup>e</sup> jour de janvier 2011, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

**POUR LES ÉTATS  
DE GUERNESEY**

**James Wright**

**Lyndon Trott**

## **PROTOCOL**

At the time of signing of this Agreement between the Government of Canada and the States of Guernsey, under Entrustment from the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, for the Exchange of Information on Tax Matters, the undersigned have agreed upon the following provisions which shall be an integral part of this Agreement.

It is understood that the term “person” for the purposes of this Agreement shall be interpreted in accordance with the Commentary to the OECD Model Agreement on Exchange of Information on Tax Matters.

**IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned, being duly authorised thereto by the respective Parties, have signed this Protocol.

**DONE** in duplicate at Guernsey, this 19<sup>th</sup> day of January 2011, in the English and French languages, each version being equally authentic.

**James Wright**

**Lyndon Trott**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA**

**FOR THE STATES  
OF GUERNSEY**

## **PROTOCOLE**

Au moment de la signature du présent accord entre le gouvernement du Canada et les États de Guernesey, agissant en vertu d'un mandat du gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sur l'échange de renseignements en matière fiscale, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui font partie intégrante du présent accord.

Il est entendu que le terme « personne », pour l'application du présent accord, est interprété conformément au commentaire annexé au modèle d'Accord sur l'échange de renseignements en matière fiscale de l'OCDE.

**EN FOI** de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par les parties, ont signé le présent protocole.

**FAIT** en double exemplaire à Guernsey, ce 19<sup>e</sup> jour de janvier 2011, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

**POUR LES ÉTATS  
DE GUERNESEY**

**James Wright**

**Lyndon Trott**



© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department  
of Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/4  
ISBN: 978-1-100-54387-1

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/4  
ISBN: 978-1-100-54387-1











A1  
A 10  
67

Gov. Pub.



CANADA

TREATY SERIES 2012/5 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## INVESTMENT PROTECTION

Agreement between Canada and the Czech Republic for the Promotion  
and Protection of Investments

Prague, 6 May 2009

Entry into Force 22 January 2012

---

## PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Canada et la République tchèque concernant la  
promotion et la protection des investissements

Prague, le 6 mai 2009

Entrée en vigueur le 22 janvier 2012

---





CANADA

TREATY SERIES 2012/5 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## INVESTMENT PROTECTION

Agreement between Canada and the Czech Republic for the Promotion  
and Protection of Investments

Prague, 6 May 2009

Entry into Force 22 January 2012

---

## PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Canada et la République tchèque concernant la  
promotion et la protection des investissements

Prague, le 6 mai 2009

Entrée en vigueur le 22 janvier 2012

---

**AGREEMENT**  
**BETWEEN**  
**CANADA**  
**AND**  
**THE CZECH REPUBLIC**  
**FOR THE PROMOTION AND PROTECTION**  
**OF INVESTMENTS**

**CANADA** and **THE CZECH REPUBLIC**, hereinafter referred to as the  
“Contracting Parties”,

**RECOGNIZING** that the promotion and the protection of investments of  
investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party  
will be conducive to the stimulation of business initiative and to the  
development of economic cooperation between them;

**HAVE AGREED** as follows:

**ARTICLE I**

**Definitions**

For the purpose of this Agreement:

- (a) a juridical person is “**affiliated**” with another person when it controls, or is controlled by, that other person; or when it and the other person are both controlled by the same person;
- (b) the term “**confidential information**” means confidential business information and information that is privileged or otherwise protected from disclosure according to the laws and regulations of either Contracting Party;
- (c) the term “**financial institution**” means any financial intermediary or other enterprise that is authorized to do business and regulated or supervised as a financial institution under the law of the Contracting Party in whose territory it is located;

**ACCORD**  
**ENTRE**  
**LE CANADA**  
**ET**  
**LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**  
**CONCERNANT LA PROMOTION ET LA PROTECTION**  
**DES INVESTISSEMENTS**

**LE CANADA** et **LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**, ci-après désignés les  
« Parties contractantes »,

**RECONNAISSANT** que la promotion et la protection des investissements effectués par les investisseurs d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante sont propres à stimuler les initiatives commerciales et à favoriser le développement de la coopération économique entre elles;

**SONT CONVENUS** de ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER**

**Définitions**

Aux fins du présent accord :

- a) une personne morale est « **affiliée** » à une autre personne lorsqu'elle contrôle cette autre personne ou lorsqu'elle est contrôlée par cette autre personne, ou lorsqu'elle-même et l'autre personne sont toutes deux contrôlées par la même personne;
- b) l'expression « **renseignements confidentiels** » s'entend de tout renseignement commercial confidentiel et de tout renseignement privilégié ou par ailleurs protégé contre toute divulgation, conformément aux lois et règlements de l'une ou l'autre des Parties contractantes;
- c) le terme « **institution financière** » s'entend d'un intermédiaire financier, ou autre entreprise, qui est autorisé à exercer des activités commerciales et qui est réglementé ou supervisé à titre d'institution financière en vertu de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il est situé;



- (d) the term “**investment**” means any kind of asset held or invested either directly, or indirectly through an investor of a third state, by an investor of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party in accordance with the latter’s laws and, in particular, though not exclusively, includes:
- (i) movable and immovable property and any related property rights, such as mortgages, liens or pledges,
  - (ii) shares, stock, bonds and debentures or any other form of participation in a company, business enterprise or joint venture,
  - (iii) claims to money, and claims to performance under contract having a financial value,
  - (iv) intellectual property rights, including rights with respect to copyrights, patents, trademarks as well as trade names, industrial designs, good will, trade secrets and know-how,
  - (v) rights, conferred by law or under contract, to undertake any economic and commercial activity, including any rights to search for, cultivate, extract or exploit natural resources;

Any change in the form of an investment does not affect its character as an investment;

- (e) the term “**investor**” means:
- (i) any natural person possessing the citizenship of or permanently residing in a Contracting Party in accordance with its laws, or

- d) le terme « **investissement** » s'entend des avoirs de toute nature possédés ou investis soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un investisseur d'un État tiers, par un investisseur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, en conformité avec les lois de cette dernière Partie, et comprend plus particulièrement mais non exclusivement :
- i) les biens meubles et immeubles et tous droits connexes de propriété, comme les hypothèques, privilèges ou nantissements,
  - ii) les actions, titres, obligations et obligations non garanties ou toutes autres formes de participation à une société, à une entreprise commerciale ou à une coentreprise,
  - iii) les créances et les droits à l'exécution d'obligations contractuelles ayant valeur financière,
  - iv) les droits de propriété intellectuelle, ce qui comprend les droits d'auteur et les droits concernant les brevets, les marques et noms déposés, les dessins industriels, l'achalandage, les secrets commerciaux ainsi que le savoir-faire,
  - v) les droits ayant valeur financière, accordés par la loi ou en vertu d'un contrat, nécessaires pour entreprendre toute activité économique et commerciale, et relatifs notamment à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles;

La modification de la forme d'un investissement ne fait pas perdre à celui-ci son caractère d'investissement;

- e) le terme « **investisseur** » s'entend :
- i) de toute personne physique possédant la citoyenneté ou résidant en permanence sur le territoire de l'une des Parties contractantes conformément aux lois de cette Partie contractante, ou

- (ii) any corporation, partnership, trust, joint venture, organization, association or enterprise incorporated or duly constituted in accordance with the applicable laws of that Contracting Party,

provided that such investor has the right, in accordance with the laws of the Contracting Party, to invest in the territory of the other Contracting Party;

- (f) the term “**measure**” includes any law, regulation, procedure, requirement, or practice;
- (g) the term “**public entity**” means a central bank or monetary authority of a Contracting Party, or of a monetary union of which it is a member, or of any financial institution owned or controlled by a Contracting Party;
- (h) the term “**returns**” means all amounts yielded by an investment and in particular, though not exclusively, includes profits, interest, capital gains, dividends, royalties, fees, returns in kind or other current income; and
- (i) the term “**territory**” means:
  - (i) in respect of Canada, the territory of Canada, as well as those maritime areas, including the seabed and subsoil adjacent to the outer limit of the territorial sea, over which Canada exercises, in accordance with international law, sovereign rights for the purpose of exploration and exploitation of the natural resources of such areas,
  - (ii) in respect of the Czech Republic, the territory of the Czech Republic.

## ARTICLE II

### Promotion of Investment

1. Each Contracting Party shall encourage the creation of favourable conditions for investors of the other Contracting Party to make investments in its territory.

- ii) de toute société par actions, société en nom collectif, société de fiducie, coentreprise, organisation, association ou entreprise enregistrée ou dûment constituée conformément aux lois applicables de cette Partie contractante,

à condition que cet investisseur ait, conformément aux lois de la Partie contractante, le droit d'effectuer des investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante;

- f) le terme « **mesure** » comprend toute législation, réglementation, procédure, prescription ou pratique;
- g) l'expression « **entité publique** » s'entend d'une banque centrale ou d'une autorité monétaire d'une Partie contractante ou d'une union monétaire dont elle est membre, ou de toute institution financière qui appartient à ou est contrôlée par une Partie contractante;
- h) le terme « **revenus** » s'entend de toutes les sommes produites par un investissement et comprend, en particulier mais non exclusivement, les bénéfices, les intérêts, les gains en capital, les dividendes, les redevances, les droits, les bénéfices en nature ou les autres recettes d'exercice;
- i) le terme « **territoire** » s'entend :
  - i) en ce qui concerne le Canada, du territoire du Canada, ainsi que des zones maritimes, y compris les fonds marins et le sous-sol adjacents à la limite extérieure de la mer territoriale, sur lesquelles le Canada exerce des droits souverains, en conformité avec le droit international, aux fins de prospection et d'exploitation des ressources naturelles présentes dans ces zones,
  - ii) en ce qui concerne la République tchèque, du territoire de la République tchèque.

## ARTICLE II

### Promotion des investissements

1. Chaque Partie contractante encourage la création de conditions favorables permettant aux investisseurs de l'autre Partie contractante de faire des investissements sur son territoire.



2. Subject to its laws and regulations, each Contracting Party shall admit investments of investors of the other Contracting Party.

3. This Agreement shall not preclude either Contracting Party from prescribing laws and regulations in connection with the establishment of a new business enterprise or the acquisition or sale of a business enterprise in its territory, provided that such laws and regulations are applied equally to all foreign investors. Decisions taken in conformity with such laws and regulations shall not be subject to the provisions of Articles X (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party) or XII (Disputes between the Contracting Parties) of this Agreement.

4. The Contracting Parties recognize that it is inappropriate to encourage investment by relaxing domestic health, safety or environmental measures. Accordingly, a Contracting Party should not waive or otherwise derogate from, or offer to waive or otherwise derogate from, such measures as an encouragement for the establishment, acquisition, expansion or retention in its territory of an investment of an investor. If a Contracting Party considers that the other Contracting Party has offered such an encouragement, it may request consultations with the other Contracting Party and the two Contracting Parties shall consult with a view to avoiding any such encouragement.

### ARTICLE III

#### Protection of Investment<sup>1</sup>

1. (a) Investments or returns of investors of either Contracting Party shall at all times be accorded treatment in accordance with the customary international law minimum standard of treatment of aliens, including fair and equitable treatment and full protection and security.
- (b) The concepts of “fair and equitable treatment” and “full protection and security” in subparagraph (a) do not require treatment in addition to or beyond that which is required by the customary international law minimum standard of treatment of aliens.

---

<sup>1</sup> For greater certainty, the treatment accorded by a Contracting Party under paragraphs 2, 3 and 4 of this Article means, with respect to a sub-national government, treatment accorded, in like circumstances, by that sub-national government to investors, and to investments of investors, of a third state, or of a Contracting Party, as the case may be.



2. Sous réserve de ses lois et règlements, chaque Partie contractante admet les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie contractante.

3. Le présent accord n'empêche aucune des Parties contractantes de prescrire des lois et des règlements concernant l'établissement d'une nouvelle entreprise commerciale, l'acquisition ou la vente d'une entreprise commerciale sur son territoire, à condition que ces lois et règlements soient appliqués également à tous les investisseurs étrangers. Les décisions prises en conformité avec ces lois et règlements ne sont pas assujetties aux dispositions des articles X (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte) et XII (Différends entre les Parties contractantes) du présent accord.

4. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'encourager l'investissement en assouplissant les mesures nationales qui se rapportent à la santé, à la sécurité ou à l'environnement. En conséquence, une Partie contractante ne devrait pas renoncer ni déroger, ou offrir de renoncer ou de déroger, à de telles mesures dans le dessein d'encourager l'établissement, l'acquisition, l'expansion ou le maintien sur son territoire d'un investissement effectué par un investisseur. La Partie contractante qui estime que l'autre Partie contractante a offert un tel encouragement peut demander la tenue de consultations, et les deux Parties contractantes se consultent en vue d'éviter qu'un tel encouragement ne soit donné.

### ARTICLE III

#### Protection des investissements<sup>1</sup>

1. a) Les investissements ou revenus des investisseurs de l'une des Parties contractantes bénéficient en tout temps d'un traitement conforme à la norme minimale de traitement des étrangers en droit international coutumier, y compris un traitement juste et équitable, ainsi qu'une protection et une sécurité intégrales.
- b) Les principes de « traitement juste et équitable » et de « protection et sécurité intégrales » visés au sous-paragraphe a) n'exigent pas un traitement supplémentaire ou supérieur à celui qu'exige la norme minimale de traitement des étrangers en droit international coutumier.

---

<sup>1</sup> Il est entendu que le traitement accordé par une Partie contractante en vertu des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article s'entend, en ce qui concerne un gouvernement infranational, du traitement accordé par celui-ci, dans des circonstances similaires, aux investisseurs, et aux investissements effectués par des investisseurs, d'un État tiers ou d'une Partie contractante, selon le cas.

- (c) A determination that there has been a breach of another provision of this Agreement, or of a separate international agreement, does not establish that there has been a breach of this paragraph.

2. Each Contracting Party shall grant to investments or returns of investors of the other Contracting Party in its own territory treatment no less favourable than that which it grants, in like circumstances, to investments or returns of investors of any third state.

3. Each Contracting Party shall grant investors of the other Contracting Party, as regards their management, use, enjoyment or disposal of their investments or returns in its territory, treatment no less favourable than that which it grants, in like circumstances, to investors of any third state.

4. Each Contracting Party shall, to the extent possible and in accordance with its laws and regulations, grant to investments or returns of investors of the other Contracting Party a treatment no less favourable than that which it grants, in like circumstances, to investments or returns of its own investors.

## ARTICLE IV

### Exceptions

1. Paragraphs 2 and 3 of Article III (Protection of Investment) do not apply to:

- (a)
  - (i) any existing non-conforming measures maintained within the territory of a Contracting Party, and
  - (ii) any measure maintained or adopted after the date of entry into force of this Agreement that, at the time of sale or other disposition of a government's equity interests in, or the assets of, an existing state enterprise or an existing governmental entity, prohibits or imposes limitations on the ownership of equity interests or assets or imposes nationality requirements relating to senior management or members of the board of directors;

- c) La constatation d'un manquement à une autre disposition du présent accord ou à une disposition d'un autre accord international ne démontre pas qu'il y eu un manquement au présent paragraphe.

2. Chaque Partie contractante accorde, sur son territoire, aux investissements ou revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements ou revenus des investisseurs de tout État tiers.

3. Chaque Partie contractante accorde aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la gestion, l'utilisation, la jouissance ou la disposition de leurs investissements ou revenus sur son territoire, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investisseurs de tout État tiers.

4. Chaque Partie contractante accorde, autant que possible et en conformité avec ses lois et règlements, aux investissements ou revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements ou revenus de ses propres investisseurs.

## **ARTICLE IV**

### **Exceptions**

1. Les paragraphes 2 et 3 de l'article III (Protection des investissements) ne s'appliquent pas :

- a)
  - i) à toute mesure non conforme existante maintenue sur le territoire d'une Partie contractante, et
  - ii) à toute mesure maintenue ou adoptée après la date d'entrée en vigueur du présent accord qui, au moment de la vente, ou de l'aliénation sous une autre forme, des titres de participation détenus par un gouvernement dans une entreprise d'État existante ou dans une entité gouvernementale existante, ou des actifs d'une telle entreprise ou entité gouvernementale, interdit d'acquérir la propriété des titres de participation ou des actifs, en limite l'acquisition ou impose des conditions touchant la nationalité des dirigeants ou des membres du conseil d'administration;



- (b) the continuation or prompt renewal of any non-conforming measure referred to in subparagraph (a);
- (c) an amendment to any non-conforming measure referred to in subparagraph (a), to the extent that the amendment does not decrease the conformity of the measure, as it existed immediately before the amendment, with paragraphs 2 and 3 of Article III (Protection of Investment).

2. The National Treatment and Most-Favoured-Nation Treatment provisions of this Agreement shall not apply to advantages accorded by a Contracting Party pursuant to its obligations as a member of a customs, economic or monetary union, a common market or a free trade area. In addition, the National Treatment and Most-Favoured-Nation Treatment provisions of this Agreement shall not apply to subsidies or grants provided by a Contracting Party or a state enterprise, including government-supported loans, guarantees and insurance.

3. The Contracting Parties understand the obligations of a Contracting Party as a member of a customs, economic or monetary union, a common market or a free trade area to include obligations arising out of an international agreement or reciprocity arrangement of that customs, economic or monetary union, common market or free trade area.

4. The provisions of this Agreement shall not be construed so as to oblige one Contracting Party to extend to the investors of the other Contracting Party, or to the investments or returns of such investors, the benefits of any treatment, preference or privilege resulting from participation in:

- (a) any multilateral agreement for mutual economic assistance, integration or cooperation to which either of the Contracting Parties is or may become a party;
- (b) any bilateral convention, including any customs agreement, in force on the date of entry into force of this Agreement which contains provisions similar to those contained in subparagraph (a); or
- (c) any existing or future convention relating to taxation.

- b) au maintien ou au prompt renouvellement de toute mesure non conforme visée au sous-paragraphe a);
- c) à la modification d'une mesure non conforme visée au sous-paragraphe a), pour autant que la modification ne diminue pas la conformité de la mesure avec les paragraphes 2 et 3 de l'article III (Protection des investissements), telle qu'elle était avant la modification.

2. Les dispositions du présent accord qui concernent le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas aux avantages accordés par une Partie contractante conformément à ses obligations en tant que membre d'une union douanière, économique ou monétaire, d'un marché commun ou d'une zone de libre-échange. En outre, les dispositions du présent accord qui concernent le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas aux subventions ou dons versés par une Partie contractante ou par une entreprise d'État, notamment aux emprunts, aux garanties ou aux assurances bénéficiant du soutien de l'État.

3. Les Parties contractantes comprennent que les obligations d'une Partie contractante en tant que membre d'une union douanière, économique ou monétaire, d'un marché commun ou d'une zone de libre-échange englobent les obligations découlant d'un accord international ou d'un arrangement de réciprocité de cette union douanière, économique ou monétaire, de ce marché commun ou de cette zone de libre-échange.

4. Les dispositions du présent accord n'ont pas pour effet d'obliger une Partie contractante à accorder aux investisseurs de l'autre Partie contractante, ou aux investissements ou revenus de tels investisseurs, les avantages de tout traitement, de toute préférence ou de tout privilège résultant d'une participation à :

- a) un accord multilatéral d'assistance économique mutuelle, d'intégration ou de coopération, auquel l'une ou l'autre des Parties contractantes est ou peut devenir partie;
- b) une convention bilatérale, y compris tout accord douanier, en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent accord et qui accorde des avantages équivalant pour l'essentiel aux accords énoncés au sous-paragraphe a);
- c) une convention existante ou future relative à l'imposition.



## ARTICLE V

### Compensation for Losses

Investors of one Contracting Party who suffer losses because their investments or returns in the territory of the other Contracting Party are affected by an armed conflict, a national emergency or civil disturbance in that territory, shall be accorded by such latter Contracting Party in respect of restitution, indemnification, compensation or other settlement, treatment no less favourable than that which it accords to its own investors or to investors of any third state. Any payment made under this Article shall be adequate, effective and made without delay.

## ARTICLE VI

### Expropriation<sup>2</sup>

Investments or returns of investors of either Contracting Party shall not be nationalized, expropriated or subjected to measures having an effect equivalent to nationalization or expropriation (hereinafter referred to as “expropriation”) in the territory of the other Contracting Party, except for a public purpose, under due process of law, in a non-discriminatory manner and provided that such expropriation is accompanied by prompt, adequate and effective compensation. Such compensation shall be based on the real value of the investment at the time of the expropriation, shall be payable from the date of expropriation at a normal commercial rate of interest, shall be paid without delay and shall be effectively realizable and freely transferable. The investor affected shall have a right, under the law of the Contracting Party making the expropriation, to prompt review, by a judicial or other independent authority of that Contracting Party, of its case and of the valuation of its investment in accordance with the principles set out in this Article.

---

<sup>2</sup> Annex A (Clarification of Indirect Expropriation) shall apply to this Article.

## ARTICLE V

### Indemnisation des pertes

La Partie contractante, qui a accueilli sur son territoire un investisseur de l'autre Partie contractante dont les investissements ou revenus ont diminué en raison d'un conflit armé, d'un état d'urgence nationale ou des troubles publics survenus sur son territoire, accorde, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation ou autre règlement, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout État tiers. Cette Partie contractante effectue les versements faits au titre du présent article de façon adéquate, effective et prompte.

## ARTICLE VI

### Expropriation<sup>2</sup>

Une Partie contractante ne peut prendre des mesures de nationalisation ou d'expropriation ni toutes autres mesures d'effets équivalents aux mesures de nationalisation ou d'expropriation (ci-après désignées « expropriation ») contre les investissements ou revenus d'investisseurs de l'autre Partie contractante établis sur son territoire, si ce n'est pour une raison d'intérêt public et à condition que cette expropriation soit conforme à l'application régulière de la loi, qu'elle soit appliquée d'une manière non discriminatoire et qu'elle s'accompagne du versement d'une indemnité prompte, adéquate et effective dont le montant doit correspondre à la valeur réelle de l'investissement au moment de l'expropriation. Cette indemnité, pleinement réalisable et librement transférable, est payable sans retard à compter de la date d'expropriation à un taux d'intérêt commercial raisonnable. La Partie contractante qui procède à l'expropriation s'assure que l'investisseur concerné a droit, conformément à sa législation, à une prompte révision de son cas par une autorité judiciaire ou autre autorité indépendante de cette Partie contractante, ainsi qu'à l'évaluation de son investissement conformément aux principes énoncés dans le présent article.

---

<sup>2</sup> L'annexe A (Clarification de l'expropriation indirecte) s'applique au présent article.

## ARTICLE VII

### Transfer of Funds

1. Each Contracting Party shall guarantee to an investor of the other Contracting Party the unrestricted transfer of investments and returns. Without limiting the generality of the foregoing, each Contracting Party shall also guarantee to the investor the unrestricted transfer of:

- (a) funds in repayment of loans related to an investment;
- (b) the proceeds of the total or partial liquidation of any investment;
- (c) wages and other remuneration accruing to a citizen of the other Contracting Party who was permitted to work in connection with an investment in its territory; and
- (d) any compensation owed to an investor by virtue of Articles V (Compensation for Losses) or VI (Expropriation) of this Agreement.

2. Transfers shall be effected without delay in the convertible currency in which the capital was originally invested or in any other convertible currency agreed by the investor and the Contracting Party concerned. Unless otherwise agreed by the investor, transfers shall be made at the rate of the exchange applicable on the date of transfer.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, a Contracting Party may prevent a transfer through the equitable, non-discriminatory and good faith application of its laws relating to:

- (a) bankruptcy, insolvency or the protection of the rights of creditors;
- (b) issuing, trading or dealing in securities;
- (c) criminal or penal offences;
- (d) reports of transfers of currency or other monetary instruments;  
or
- (e) ensuring the satisfaction of judgments in adjudicatory proceedings.

## ARTICLE VII

### Transfert de fonds

1. Chaque Partie contractante garantit à un investisseur de l'autre Partie contractante le libre transfert de ses investissements et de ses revenus. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, chaque Partie contractante garantit également à l'investisseur le libre transfert :

- a) des sommes destinées au remboursement d'emprunts se rapportant à un investissement;
- b) du produit de la liquidation totale ou partielle de tout investissement;
- c) des salaires et autres rémunérations revenant à un citoyen de l'autre Partie contractante qui a été autorisé à travailler sur le territoire de cette Partie contractante relativement à un investissement;
- d) de toute indemnité due à un investisseur en vertu des articles V (Indemnisation des pertes) ou VI (Expropriation) du présent accord.

2. Les transferts sont effectués sans retard dans la monnaie convertible utilisée à l'origine pour l'investissement du capital ou dans toute autre monnaie convertible dont conviennent l'investisseur et la Partie contractante concernée. À moins que l'investisseur n'en décide autrement, les transferts sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, une Partie contractante peut empêcher un transfert par l'application équitable, non discriminatoire et de bonne foi de ses lois concernant :

- a) la faillite, l'insolvabilité ou la protection des droits des créanciers;
- b) l'émission, le négoce ou le commerce de valeurs mobilières;
- c) les infractions criminelles ou pénales;
- d) les rapports sur les transferts de devises ou d'autres instruments monétaires;
- e) l'exécution des jugements rendus dans des instances judiciaires ou similaires.



4. Neither Contracting Party may require its investors to transfer, or penalize its investors that fail to transfer, the income, earnings, profits or other amounts derived from, or attributable to investments in the territory of the other Contracting Party.

5. Paragraph 4 shall not be construed to prevent a Contracting Party from imposing any measure through the equitable, non-discriminatory and good faith application of its laws relating to the matters set out in subparagraphs 3(a) through 3(e).

6. Notwithstanding the provisions of this Article, without limiting the applicability of paragraph 5, and further to subparagraph 2(b) of Article IX (General Exceptions), a Contracting Party may prevent or limit transfers by a financial institution to, or for the benefit of, an affiliate of or person related to such institution, through the equitable, non-discriminatory and good faith application of measures relating to maintenance of the safety, soundness, integrity or financial responsibility of financial institutions.

7. Notwithstanding paragraph 1, a Contracting Party may restrict transfers of returns in kind in circumstances where it could otherwise restrict such transfers under the *Marrakesh Agreement Establishing the World Trade Organization* (hereinafter referred to as the “WTO Agreement”), including as set out in paragraph 3.

## ARTICLE VIII

### Subrogation

1. If a Contracting Party or any agency thereof makes a payment to any of its investors under a guarantee or a contract of insurance it has entered into in respect of an investment, the other Contracting Party shall recognize the validity of the subrogation in favour of such Contracting Party or agency thereof to any right or title held by the investor.

2. A Contracting Party or any agency thereof, which is subrogated to the rights of an investor in accordance with paragraph 1 of this Article, shall be entitled in all circumstances to the same rights as those of the investor in respect of the investment concerned and its related returns. Such rights may be exercised by the Contracting Party or any agency thereof or by the investor if the Contracting Party or any agency thereof so authorizes.



4. Aucune des Parties contractantes ne peut obliger ses investisseurs à transférer, ni pénaliser ses investisseurs qui omettent de transférer, les recettes, les gains, les bénéfices ou autres sommes provenant d'investissements effectués sur le territoire de l'autre Partie contractante ou attribuables à de tels investissements.

5. Le paragraphe 4 n'a pas pour effet d'empêcher une Partie contractante d'imposer une mesure au moyen de l'application équitable, non discriminatoire et de bonne foi de ses lois concernant les sujets énumérés aux sous-paragraphes 3a) à 3e).

6. Nonobstant les dispositions du présent article, sans que soit limitée l'applicabilité du paragraphe 5, et compte tenu du sous-paragraphe 2b) de l'article IX (Exceptions générales), une Partie contractante peut empêcher ou restreindre les transferts effectués par une institution financière à une filiale de cette institution ou à une personne liée à cette institution, ou pour leur compte, au moyen de l'application équitable, non discriminatoire et de bonne foi de mesures relatives au maintien de la sécurité, de la solidité, de l'intégrité et de la responsabilité financière des institutions financières.

7. Nonobstant le paragraphe 1, une Partie contractante peut restreindre les transferts des bénéfices en nature dans les cas où elle pourrait par ailleurs restreindre de tels transferts aux termes de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (ci-après désigné l'« Accord sur l'OMC ») et selon les dispositions du paragraphe 3.

## ARTICLE VIII

### Subrogation

1. Si une Partie contractante ou l'un de ses organismes effectue un paiement à l'un de ses investisseurs en vertu d'une garantie ou d'un contrat d'assurance consentis relativement à un investissement, l'autre Partie contractante reconnaît la validité de la subrogation de la première Partie contractante ou de son organisme à l'égard de tout droit ou titre de l'investisseur.

2. Une Partie contractante ou l'un de ses organismes qui est subrogé aux droits d'un investisseur conformément au paragraphe 1 du présent article jouit en toutes circonstances des mêmes droits que l'investisseur en ce qui concerne l'investissement visé et les revenus qui en découlent. Les droits en question peuvent être exercés par la Partie contractante ou son organisme, ou par l'investisseur si la Partie contractante ou son organisme l'y autorise.

## ARTICLE IX

### General Exceptions

1. Subject to the requirement that such measures are not applied in a manner that would constitute arbitrary or unjustifiable discrimination between investments or between investors, or a disguised restriction on international trade<sup>3</sup> or investment, nothing in this Agreement shall be construed to prevent a Contracting Party from adopting or enforcing measures necessary:
  - (a) to protect human, animal or plant life or health;
  - (b) to ensure compliance with laws and regulations that are not inconsistent with the provisions of this Agreement; or
  - (c) for the conservation of living or non-living exhaustible natural resources.
2. Nothing in this Agreement shall be construed to prevent a Contracting Party from adopting or maintaining reasonable measures for prudential reasons, such as:
  - (a) the protection of investors, depositors, financial market participants, policy-holders, policy-claimants, or persons to whom a fiduciary duty is owed by a financial institution;
  - (b) the maintenance of the safety, soundness, integrity or financial responsibility of financial institutions; and
  - (c) ensuring the integrity and stability of a Contracting Party's financial system.
3. (a) Nothing in this Agreement shall be construed to prevent a Contracting Party from adopting or maintaining measures that restrict transfers where the Contracting Party experiences serious balance of payments difficulties, or the threat thereof, and such restrictions are consistent with subparagraph (b).

---

<sup>3</sup> For greater clarity the Contracting Parties confirm that insofar as this Agreement is concerned, any exceptions pertain to the investment obligations in this Agreement.

## ARTICLE IX

### Exceptions générales

1. À condition qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer une discrimination arbitraire ou injustifiable entre investissements ou investisseurs, ou une restriction déguisée au commerce international<sup>3</sup> ou à l'investissement international, le présent accord n'a pas pour effet d'empêcher les Parties contractantes d'adopter ou d'exécuter des mesures nécessaires :

- a) à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux;
- b) à l'exécution de lois et règlements compatibles avec les dispositions du présent accord;
- c) à la conservation des ressources naturelles épuisables, biologiques ou non biologiques.

2. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet d'interdire à une Partie contractante d'adopter ou de maintenir en place des mesures raisonnables, pour des raisons de prudence telles que :

- a) la protection des investisseurs, des déposants, des participants aux marchés financiers, des titulaires de police, des auteurs d'une demande de règlement fondée sur une police ou des personnes envers lesquelles une institution financière a des obligations fiduciaires;
- b) le maintien de la sécurité, de la solidité, de l'intégrité ou de la responsabilité financière des institutions financières;
- c) la préservation de l'intégrité et de la stabilité du système financier de cette Partie contractante.

3. a) Le présent accord n'a pas pour effet d'empêcher une Partie contractante d'adopter ou de maintenir des mesures qui limitent les transferts lorsque la Partie contractante connaît un grave déséquilibre ou une menace de grave déséquilibre de sa balance des paiements, dans la mesure où telles limites sont conformes au sous-paragraphe b).

---

<sup>3</sup> Pour plus de certitude, les Parties contractantes confirment que, pour les fins du présent accord, les exceptions se rapportent aux obligations en matière d'investissement prévues par le présent accord.



- (b) Measures referred to in subparagraph (a) shall be equitable, neither arbitrary nor unjustifiably discriminatory, in good faith, of limited duration and may not go beyond what is necessary to remedy the balance of payments situation. A Contracting Party that imposes measures under this Article shall inform the other Contracting Party forthwith and present as soon as possible a time schedule for their removal. Such measures shall be taken in accordance with other international obligations of the Contracting Party concerned, including those under the WTO Agreement and the *Articles of Agreement of the International Monetary Fund*.

4. Nothing in this Agreement shall prejudice measures of general application, that are neither arbitrary nor unjustifiably discriminatory, taken by any public entity in pursuit of monetary and related credit policies or exchange rate policies. This paragraph shall not affect a Contracting Party's obligations under Article VII (Transfer of Funds).

5. Nothing in this Agreement shall be construed:

- (a) to require any Contracting Party to furnish or allow access to any information the disclosure of which it determines to be contrary to its essential security interests;
- (b) to prevent any Contracting Party from taking any actions that it considers necessary for the protection of its essential security interests:
  - (i) relating to the traffic in arms, ammunition and implements of war and to such traffic and transactions in other goods, materials, services and technology undertaken directly or indirectly for the purpose of supplying a military or other security establishment,
  - (ii) taken in time of war or other emergency in international relations, or
  - (iii) relating to the implementation of national policies or international agreements respecting the non-proliferation of nuclear weapons or other nuclear explosive devices; or

- b) Les mesures mentionnées au sous-paragraphe a) sont équitables, elles ne sont pas arbitraires, ni discriminatoires d'une manière injustifiable, elles sont adoptées de bonne foi, elles sont d'une durée limitée et elles ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour corriger le déséquilibre de la balance des paiements. Une Partie contractante qui impose des mesures en vertu du présent article en informe immédiatement l'autre Partie contractante et lui présente dès que possible un calendrier prévoyant leur suppression. Lesdites mesures sont adoptées en conformité avec les autres obligations internationales de la Partie contractante concernée, notamment les obligations prévues par l'Accord sur l'OMC et par les *Statuts du Fonds monétaire international*.

4. Le présent accord n'a pas pour effet de porter atteinte aux mesures d'application générale, qui ne sont ni arbitraires ni discriminatoires d'une manière injustifiable, prises par une entité publique aux fins de politiques relatives à la monnaie, au crédit ou au taux de change. Le présent paragraphe ne modifie en rien les obligations d'une Partie contractante aux termes de l'article VII (Transfert de fonds).

5. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet :

- a) d'imposer à une Partie contractante l'obligation de fournir des renseignements ou de donner accès à des renseignements dont la divulgation serait, à son avis, contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) d'empêcher une Partie contractante de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité :
  - i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, ou se rapportant au trafic ou au commerce d'autres articles, matériels, services et technologies destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées ou autres forces de sécurité,
  - ii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale,
  - iii) se rapportant à la mise en œuvre de politiques nationales ou d'accords internationaux concernant la non-prolifération des armes nucléaires ou d'autres engins nucléaires explosifs;



- (c) to prevent any Contracting Party from taking action in pursuance of its obligations under the *Charter of the United Nations* for the maintenance of international peace and security.

6. Nothing in this Agreement shall be construed to require a Contracting Party to furnish or allow access to information the disclosure of which would impede law enforcement or would be contrary to the Contracting Party's law protecting Cabinet confidences, personal privacy or the confidentiality of the financial affairs and accounts of individual customers of financial institutions.

7. Investments in cultural industries are exempt from the provisions of this Agreement. "Cultural industries" means natural persons or enterprises engaged in any of the following activities:

- (a) the publication, distribution, or sale of books, magazines, periodicals or newspapers in print or machine readable form but not including the sole activity of printing or typesetting any of the foregoing;
- (b) the production, distribution, sale or exhibition of film or video recordings;
- (c) the production, distribution, sale or exhibition of audio or video music recordings;
- (d) the publication, distribution, sale or exhibition of music in print or machine readable form; or
- (e) radiocommunications in which the transmissions are intended for direct reception by the general public, and all radio, television or cable broadcasting undertakings and all satellite programming and broadcast network services.

8. Any measure adopted by a Contracting Party in conformity with a decision adopted, extended or modified by the World Trade Organization pursuant to Articles IX:3 or IX:4 of the WTO Agreement shall be deemed to be also in conformity with this Agreement. An investor purporting to act pursuant to Article X (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party) of this Agreement may not claim that such a conforming measure is in breach of this Agreement.

- c) d'empêcher une Partie contractante de prendre des mesures en application de ses engagements au titre de la *Charte des Nations Unies*, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

6. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet d'exiger d'une Partie contractante qu'elle fournisse des renseignements ou qu'elle donne accès à des renseignements dont la divulgation ferait obstacle à l'exécution de ses lois ou enfreindrait ses lois protégeant les renseignements confidentiels du Cabinet, la vie privée ou la confidentialité des affaires financières et des comptes de clients, pris individuellement, d'institutions financières.

7. Les investissements dans les industries culturelles sont soustraits aux dispositions du présent accord. L'expression « industries culturelles » désigne les personnes physiques ou les entreprises qui se livrent à l'une quelconque des activités suivantes :

- a) la publication, la distribution ou la vente de livres, de revues, de périodiques ou de journaux, sous forme imprimée ou exploitable par machine, à l'exclusion toutefois de la seule impression ou composition de ces publications;
- b) la production, la distribution, la vente ou la présentation de films ou d'enregistrements vidéo;
- c) la production, la distribution, la vente ou la présentation d'enregistrements de musique audio ou vidéo;
- d) l'édition, la distribution, la vente ou la présentation de compositions musicales sous forme imprimée ou exploitable par machine;
- e) les radiocommunications dont les transmissions sont destinées à être captées directement par le grand public, toutes les activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de câblodistribution et tous les services des réseaux de programmation et de diffusion par satellite.

8. Toute mesure adoptée par une Partie contractante en conformité avec une décision prise, prorogée ou modifiée par l'Organisation mondiale du commerce, conformément aux articles IX:3 ou IX:4 de l'Accord sur l'OMC est aussi réputée conforme au présent accord. Tout investisseur prétendant agir aux termes de l'article X (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte) du présent accord ne peut affirmer qu'une telle mesure enfreint les dispositions du présent accord.

## ARTICLE X

### Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party<sup>4</sup>

1. Any dispute between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party relating to the effects of a measure or series of measures taken by the former Contracting Party on the management, use, enjoyment or disposal of an investment made by the investor, and in particular, but not exclusively, relating to expropriation referred to in Article VI (Expropriation) of this Agreement or to the transfer of funds referred to in Article VII (Transfer of Funds) of this Agreement, shall, to the extent possible, be settled amicably between them.
2. If the dispute has not been settled amicably within a period of six months from the date on which the dispute was initiated, it may be submitted by the investor to arbitration.
3. In that case, the dispute shall then be settled in conformity with either:
  - (a) the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL), as adopted in Resolution 31/98 of the United Nations General Assembly on 15 December 1976;
  - (b) the rules of the *Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States*, done at Washington on 18 March 1965 (hereinafter referred to as the “ICSID Convention”), when both Contracting Parties are bound by it; or
  - (c) the *Rules Governing the Additional Facility for the Administration of Proceedings by the Secretariat of the International Centre for Settlement of Investment Disputes* (hereinafter referred to as the “Additional Facility Rules of ICSID”), provided that either the disputing Contracting Party or the Contracting Party of the investor, but not both, is a party to the ICSID Convention.
4. With respect to:
  - (a) financial institutions of a Contracting Party; and

---

<sup>4</sup> Annex B (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party) shall apply to proceedings under this Article.



## ARTICLE X

### Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte<sup>4</sup>

1. Tout différend entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante relatif aux effets d'une mesure ou d'un train de mesures prises par la première Partie contractante en ce qui a trait à la gestion, à l'utilisation, à la jouissance ou à la disposition d'un investissement effectué par cet investisseur, et notamment mais non exclusivement, relatif à l'expropriation à laquelle il est fait référence dans l'article VI (Expropriation) du présent accord ou au transfert de fonds visé à l'article VII (Transfert de fonds) du présent accord est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

2. Si un tel différend n'a pu être réglé à l'amiable dans un délai de six mois à compter du moment où la procédure a été enclenchée, il peut être soumis par l'investisseur à l'arbitrage.

3. Dans un tel cas, le différend est alors réglé conformément à l'un ou l'autre des instruments suivants :

- a) les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), adoptées dans la Résolution 31/98 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1976;
- b) les règles de la *Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États*, faite à Washington le 18 mars 1965 (ci-après désignée la « Convention du CIRDI »), lorsque les deux Parties contractantes sont parties à la Convention du CIRDI;
- c) le *Règlement régissant le mécanisme supplémentaire pour l'administration de procédures par le Secrétariat du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements* (ci-après désigné le « Règlement du mécanisme supplémentaire du CIRDI »), à condition que la Partie contractante défenderesse ou la Partie contractante dont relève l'investisseur, mais non les deux, soit partie à la Convention du CIRDI.

4. En ce qui concerne :

- a) les institutions financières d'une Partie contractante; et

---

<sup>4</sup> L'annexe B (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte) s'applique aux procédures visées dans le présent article.

- (b) investors of a Contracting Party, and investments of such investors, in financial institutions in the other Contracting Party's territory,

this Article applies only in respect of claims that the other Contracting Party has breached an obligation under Article VI (Expropriation), Article VII (Transfer of Funds), or paragraph 1 or 2 of Article XV (Final Provisions).

5.
  - (a) An investor may submit a claim under this Article to arbitration only if the investor and, where the claim is for loss or damage to an interest in an enterprise that is a juridical person which the investor owns or controls directly or indirectly, the enterprise, waive their right to initiate or continue before any administrative tribunal or court under the law of any Contracting Party, or other dispute settlement procedures, any proceedings with respect to the measure of the disputing Contracting Party that is alleged to be a breach referred to in paragraph 1 of this Article, except for procedures for injunctive, declaratory or other extraordinary relief, not involving the payment of damages, before an administrative tribunal or court under the law of the disputing Contracting Party.
  - (b) If an investment is held indirectly through an investor of a third state by an investor of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party, the investor of a Contracting Party may not initiate or continue a proceeding under this Article if the investor of the third state submits or has submitted a claim with respect to the same measure or series of measures under any agreement between the other Contracting Party and the third state.
  - (c) A disputing investor may submit a claim to arbitration under this Article only if:
    - (i) not more than three years have elapsed from the date on which the investor first acquired, or should have first acquired, knowledge of the alleged breach and knowledge that the investor has incurred loss or damage thereby, or



- b) les investisseurs d'une Partie contractante, et les investissements de ces investisseurs, dans les institutions financières sur le territoire de l'autre Partie contractante,

le présent article ne s'applique qu'à l'égard des plaintes de manquement par l'autre Partie contractante à l'une des obligations prévues à l'article VI (Expropriation), à l'article VII (Transfert de fonds), ou au paragraphe 1 ou 2 de l'article XV (Dispositions finales et entrée en vigueur).

5.
  - a) Un investisseur peut soumettre une plainte à l'arbitrage en vertu du présent article uniquement si lui-même et, dans les cas où la plainte porte sur une perte ou un dommage causé à ses avoirs dans une entreprise qui est une personne morale qui appartient à l'investisseur ou qu'il contrôle directement ou indirectement, l'entreprise renoncent à leur droit d'engager ou de poursuivre, devant un tribunal judiciaire ou administratif relevant de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ou devant d'autres instances de règlement des différends, des procédures se rapportant à la mesure de la Partie contractante défenderesse dont il est allégué qu'elle constitue un manquement auquel il est fait référence au paragraphe 1 du présent article, à l'exception d'une procédure d'injonction, d'une procédure déclaratoire ou d'un autre recours extraordinaire ne comportant pas le paiement de dommage-intérêts, entrepris devant un tribunal administratif ou judiciaire relevant de la Partie contractante défenderesse.
  - b) Si un investissement est détenu indirectement, par l'intermédiaire d'un investisseur d'un État tiers, par un investisseur d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'investisseur de la Partie contractante ne peut pas introduire ou poursuivre une instance selon le présent article si l'investisseur de l'État tiers présente ou a présenté une réclamation se rapportant à la même mesure ou série de mesures en vertu d'un accord conclu entre l'autre Partie contractante et l'État tiers.
  - c) L'investisseur contestant peut soumettre une plainte à l'arbitrage en vertu du présent article uniquement si :
    - i) pas plus de trois ans se sont écoulés depuis la date à laquelle l'investisseur a eu ou aurait dû avoir connaissance pour la première fois du manquement allégué et de la perte ou du dommage subi, ou

- (ii) where the claim is on behalf of an investment, not more than three years have elapsed from the date on which the investment first acquired, or should have first acquired, knowledge of the alleged breach and knowledge that the investment has incurred loss or damage thereby.

6. An interpretation of this Agreement agreed between the Contracting Parties shall be binding on a Tribunal established under this Article.

7. Each Contracting Party consents to the submission of a claim to arbitration in accordance with the procedures set out in this Agreement. Failure to meet any of the conditions provided for in paragraphs 2 and 5 shall nullify that consent.

## ARTICLE XI

### Consultations and Exchange of Information

1. Upon request by either Contracting Party, the other Contracting Party shall agree promptly to consultations on the interpretation or application of this Agreement. Upon request by either Contracting Party, information shall be exchanged on the impact that the laws, regulations, decisions, administrative practices or procedures, or policies of the other Contracting Party may have on investments covered by this Agreement.

2. The consultations provided for by this Article shall include consultations concerning any steps that a Contracting Party may consider are necessary to ensure compatibility between this Agreement and the *Treaty Establishing the European Community*.

## ARTICLE XII

### Disputes between the Contracting Parties

1. Any dispute between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall, whenever possible, be settled amicably through consultations.

2. If the dispute cannot be settled through consultations, it shall, at the request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal for decision.

- ii) si la plainte est faite au nom d'un investissement, pas plus de trois ans se sont écoulés depuis la date à laquelle l'investissement a eu ou aurait dû avoir connaissance pour la première fois du manquement allégué et de la perte ou du dommage subi.

6. Une interprétation du présent accord qui est arrêtée par les Parties contractantes lie un tribunal constitué en vertu du présent article.

7. Chacune des Parties contractantes consent à ce qu'une plainte soit soumise à l'arbitrage conformément aux procédures établies dans le présent accord. L'omission de remplir l'une ou l'autre des conditions prévues aux paragraphes 2 et 5 annule ce consentement.

## ARTICLE XI

### Consultations et échange de renseignements

1. À la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante consent promptement à des consultations portant sur l'interprétation ou l'application du présent accord. À la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante fournit des renseignements quant aux effets que ses lois, règlements, décisions, pratiques ou procédures administratives, ou politiques peuvent avoir sur les investissements visés par le présent accord.

2. Les consultations prévues par le présent article comprennent les consultations se rapportant à des mesures qu'une Partie contractante peut juger nécessaires pour assurer la compatibilité du présent accord avec le *Traité instituant la Communauté européenne*.

## ARTICLE XII

### Différends entre les Parties contractantes

1. Tout différend entre les Parties contractantes se rapportant à l'interprétation ou à l'application du présent accord est, dans la mesure du possible, réglé à l'amiable par la tenue de consultations.

2. Si le différend ne peut être réglé par la tenue de consultations, il est, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, soumis à un tribunal d'arbitrage.



3. An arbitral tribunal shall be constituted for each dispute. Within two months after receipt through diplomatic channels of the request for arbitration, each Contracting Party shall appoint one member to the arbitral tribunal. The two members shall then select a national of a third state who, upon approval by the two Contracting Parties, shall be appointed Chairman of the arbitral tribunal. The Chairman shall be appointed within two months from the date of appointment of the other two members of the arbitral tribunal.
4. If within the periods specified in paragraph 3 of this Article the necessary appointments have not been made, either Contracting Party may, in the absence of any other agreement, invite the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President is a national of either Contracting Party or is otherwise prevented from discharging the said function, the Vice-President shall be invited to make the necessary appointments. If the Vice-President is a national of either Contracting Party or is prevented from discharging the said function, the Member of the International Court of Justice next in seniority, who is not a national of either Contracting Party, shall be invited to make the necessary appointments.
5. The arbitral tribunal shall determine its own procedure. The arbitral tribunal shall reach its decision by a majority of votes. Such decision shall be binding on both Contracting Parties. Unless otherwise agreed, the decision of the arbitral tribunal shall be rendered within six months of the appointment of the Chairman in accordance with paragraph 3 or 4 of this Article.
6. Each Contracting Party shall bear the costs of its own member of the arbitral tribunal and its representation in the arbitral proceedings; the costs related to the Chairman and any remaining costs shall be borne equally by the Contracting Parties. The arbitral tribunal may, however, in its decision direct that a higher proportion of costs be borne by one of the two Contracting Parties, and this award shall be binding on both Contracting Parties.

## **ARTICLE XIII**

### **Other International Agreements**

When a matter is covered both by the provisions of this Agreement and any other international agreement to which both Contracting Parties are bound, subject to paragraph 8 of Article IX (General Exceptions), nothing in this Agreement shall prevent an investor of one Contracting Party that has investments in the territory of the other Contracting Party from benefiting from the most favourable regime.

3. Un tribunal d'arbitrage est constitué pour chaque différend. Chaque Partie contractante nomme un membre du tribunal d'arbitrage dans un délai de deux mois à compter de la réception par voie diplomatique de la demande d'arbitrage. Les deux membres choisissent ensuite un ressortissant d'un État tiers qui, sur approbation des deux Parties contractantes, est nommé président du tribunal d'arbitrage. Le président est nommé dans les deux mois de la date de nomination des deux autres membres du tribunal d'arbitrage.

4. Si, dans les délais prévus au paragraphe 3 du présent article, les nominations requises n'ont pas été faites, l'une ou l'autre des Parties contractantes peut, en l'absence de toute autre entente, inviter le président de la Cour internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires. Si le président est un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ou si, pour quelque autre raison, il ne peut s'acquitter de cette fonction, le vice-président est invité à procéder auxdites nominations. Si le vice-président est un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ou s'il ne peut s'acquitter de cette fonction, le juge de la Cour internationale de Justice qui a rang après lui qui n'est pas un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes est invité à procéder à ces nominations.

5. Le tribunal d'arbitrage est maître de sa propre procédure. Il rend sa décision à la majorité des voix. Cette décision lie les deux Parties contractantes. À moins qu'il n'en soit convenu autrement, la décision du tribunal d'arbitrage est rendue dans les six mois de la nomination du président conformément au paragraphe 3 ou 4 du présent article.

6. Chaque Partie contractante assume les frais du membre du tribunal d'arbitrage qu'elle nomme, ainsi que les frais de sa représentation dans l'instance arbitrale. Les Parties contractantes se partagent par moitié les frais relatifs au président et tous les autres frais engagés. Le tribunal d'arbitrage peut toutefois disposer dans sa décision qu'une proportion plus élevée des frais soit supportée par l'une des deux Parties contractantes, et cette décision lie les deux Parties contractantes.

## **ARTICLE XIII**

### **Autres accords internationaux**

Lorsqu'une question est visée à la fois par les dispositions du présent accord et de tout autre accord international liant les deux Parties contractantes, sous réserve du paragraphe 8 de l'article IX (Exceptions générales), rien dans le présent accord n'empêche un investisseur d'une Partie contractante qui a des investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante de bénéficier du régime qui lui est le plus favorable.



## **ARTICLE XIV**

### **Application**

This Agreement shall apply to any investment made by an investor of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party on or after January 1, 1955.

## **ARTICLE XV**

### **Final Provisions and Entry into Force**

1. A Contracting Party may deny the benefits of this Agreement to an investor of the other Contracting Party that is an enterprise of such Contracting Party and to investments of such investor if investors of a third state own or control the enterprise and the denying Contracting Party adopts or maintains measures with respect to the third state that prohibit transactions with the enterprise or that would be violated or circumvented if the benefits of this Agreement were accorded to the enterprises or to its investments.
2. Subject to prior notification and consultation in accordance with this Agreement, a Contracting Party may deny the benefits of this Agreement to an investor of the other Contracting Party that is an enterprise of such Contracting Party and to investments of such investors if investors of a third state own or control the enterprise and the enterprise has no substantial business activities in the territory of the Contracting Party under whose law it is constituted.
3. All references in this Agreement to measures of a Contracting Party shall include measures applicable in accordance with European Union law in the territory of that Contracting Party pursuant to its membership in the European Union. References to “serious balance of payments difficulties, or the threat thereof,” shall include serious balance of payments difficulties, or the threat thereof, in the economic or monetary union of which a Contracting Party is a member.
4. A Contracting Party’s essential security interests may include interests deriving from its membership in a customs, economic or monetary union, a common market or a free trade area.

## **ARTICLE XIV**

### **Application**

Le présent accord s'applique à tout investissement effectué par un investisseur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante le 1<sup>er</sup> janvier 1955 ou après cette date.

## **ARTICLE XV**

### **Dispositions finales et entrée en vigueur**

1. Une Partie contractante peut refuser d'accorder les avantages du présent accord à un investisseur de l'autre Partie contractante qui est une entreprise de celle-ci et aux investissements de cet investisseur si cette entreprise appartient à ou est contrôlée par des investisseurs d'un État tiers et que la Partie contractante qui refuse d'accorder les avantages adopte ou maintient, à l'égard de l'État tiers, des mesures qui interdisent les transactions avec ladite entreprise ou qui seraient enfreintes ou contournées si les avantages du présent accord étaient accordés à cette entreprise ou à ses investissements.
2. Sous réserve d'une notification et d'une consultation préalables en conformité avec le présent accord, une Partie contractante peut refuser d'accorder les avantages du présent accord à un investisseur de l'autre Partie contractante qui est une entreprise de celle-ci et aux investissements de cet investisseur si cette entreprise appartient à ou est contrôlée par des investisseurs d'un État tiers et que l'entreprise n'exerce aucune activité commerciale importante sur le territoire de la Partie contractante où elle est légalement constituée.
3. Toute référence dans le présent accord à des mesures d'une Partie contractante comprend les mesures applicables, conformément au droit de l'Union européenne, sur le territoire de cette Partie contractante de par sa qualité de membre de l'Union européenne. L'expression « un grave déséquilibre ou une menace de grave déséquilibre de la balance des paiements » comprend un grave déséquilibre, ou une menace de grave déséquilibre, de la balance des paiements au sein de l'union économique ou monétaire dont une Partie contractante est membre.
4. Les intérêts essentiels de la sécurité d'une Partie contractante peuvent comprendre les intérêts découlant de son appartenance à une union douanière, économique ou monétaire, à un marché commun ou à une zone de libre-échange.

5. The Contracting Parties agree that the issue of whether a measure of a Contracting Party is consistent with this Agreement is a matter to be resolved exclusively under the dispute settlement procedures of this Agreement.
6. All annexes and footnotes shall form an integral part of this Agreement.
7. Each Contracting Party shall notify the other in writing of the completion of the procedures required in its territory for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force on the sixtieth day after the latter of the two notifications. Upon the entry into force of this Agreement, the *Agreement between the Government of Canada and the Government of the Czech and Slovak Federal Republic for the Promotion and Protection of Investments*, done at Prague on 15 November 1990, insofar as it is now an Agreement between Canada and the Czech Republic, shall be terminated except that its provisions shall continue to apply to any dispute between either Contracting Party and an investor of the other Contracting Party that has been submitted to arbitration pursuant to that Agreement by the investor prior to the date that this Agreement enters into force. Apart from any such dispute, this Agreement shall apply retroactively, in particular the procedures outlined in Article X (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party).

5. Les Parties contractantes reconnaissent que le point de savoir si une mesure d'une Partie contractante est conforme au présent accord est un sujet qui relève exclusivement de la procédure de règlement des différends prévue dans le présent accord.

6. Toutes les annexes et les notes en bas de page font partie intégrante du présent accord.

7. Chaque Partie contractante notifie par écrit à l'autre Partie contractante l'accomplissement des formalités requises sur son territoire pour l'entrée en vigueur du présent accord. Le présent accord entre en vigueur soixante jours après la dernière des deux notifications. Dès l'entrée en vigueur du présent accord, l'*Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection des investissements*, fait à Prague le 15 novembre 1990, dans la mesure où il s'agit maintenant d'un accord entre le Canada et la République tchèque, est éteint, sauf que ses dispositions continuent de s'appliquer à tout différend entre l'une des deux Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante qui aura été soumis à l'arbitrage conformément audit Accord par l'investisseur avant la date d'entrée en vigueur du présent accord. Abstraction faite d'un tel différend, le présent accord s'applique rétroactivement, en particulier les procédures décrites dans l'article X (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte).



8. This Agreement shall remain in force unless either Contracting Party notifies in writing the other Contracting Party of its intention to terminate it. The termination of this Agreement shall become effective one year after notice of termination has been received by the other Contracting Party. In respect of investments made prior to the date when the termination of this Agreement becomes effective, the provisions of Articles I to XIV inclusive of this Agreement shall remain in force for a period of 15 years.

**IN WITNESS WHEREOF** the undersigned, duly authorized, have signed this Agreement.

**DONE** in duplicate at Prague, this 6<sup>th</sup> day of May 2009, in the English, French and Czech languages, each version being equally authentic.

**Stockwell Day**

**Miroslav Kalousek**

**FOR CANADA**

**FOR THE CZECH REPUBLIC**



8. Le présent accord demeure en vigueur à moins que l'une ou l'autre des Parties contractantes ne notifie par écrit à l'autre Partie contractante son intention de le dénoncer. L'extinction du présent accord prend effet un an après la réception de l'avis de dénonciation par l'autre Partie contractante. En ce qui concerne les investissements antérieurs à la date à laquelle le présent accord est éteint, les dispositions des articles I à XIV inclusivement du présent accord demeurent en vigueur pendant une période de 15 ans.

**EN FOI DE QUOI** les soussignés, dûment autorisés à cette fin par leur gouvernement respectif, ont signé le présent accord.

**FAIT** en double exemplaire à Prague, ce 6<sup>e</sup> jour de mai 2009, en langues française, anglaise et tchèque, chaque version faisant également foi.

**POUR LE CANADA**

**POUR LA RÉPUBLIQUE  
TCHÈQUE**

**Stockwell Day**

**Miroslav Kalousek**

## ANNEX A

### Clarification of Indirect Expropriation

Article VI (Expropriation) of this Agreement states that:

Investments or returns of investors of either Contracting Party shall not be nationalized, expropriated or subjected to measures having an effect equivalent to nationalization or expropriation (hereinafter referred to as “expropriation”) in the territory of the other Contracting Party, except for a public purpose, under due process of law, in a non-discriminatory manner and provided that such expropriation is accompanied by prompt, adequate and effective compensation. ...

The Contracting Parties confirm their shared understanding that:

- (a) The concept of “measures having an effect equivalent to nationalization or expropriation” can also be termed “indirect expropriation.” Indirect expropriation results from a measure or series of measures of a Contracting Party that have an effect equivalent to direct expropriation without formal transfer of title or outright seizure;
- (b) The determination of whether a measure or series of measures of a Contracting Party constitute an indirect expropriation requires a case-by-case, fact-based inquiry that considers, among other factors:
  - (i) the economic impact of the measure or series of measures, although the sole fact that a measure or series of measures of a Contracting Party have an adverse effect on the economic value of an investment does not establish that an indirect expropriation has occurred,
  - (ii) the extent to which the measure or series of measures interfere with distinct, reasonable, investment-backed expectations, and
  - (iii) the character of the measure or series of measures; and

## ANNEXE A

### Clarification de l'expropriation indirecte

L'article VI (Expropriation) de l'accord prévoit ce qui suit :

Une Partie contractante ne peut prendre des mesures de nationalisation ou d'expropriation ni toutes autres mesures d'effets équivalents aux mesures de nationalisation ou d'expropriation (ci-après désignées « expropriation ») contre les investissements ou revenus d'investisseurs de l'autre Partie contractante établis sur son territoire, si ce n'est pour une raison d'intérêt public et à condition que cette expropriation soit conforme à l'application régulière de la loi, qu'elle soit appliquée d'une manière non discriminatoire et qu'elle s'accompagne du versement d'une indemnité prompte, adéquate et effective...

Les Parties contractantes confirment qu'elles partagent l'opinion suivante :

- a) La notion de « mesures d'effets équivalents aux mesures de nationalisation ou d'expropriation » peut aussi être appelée « expropriation indirecte ». L'expropriation indirecte résulte d'une mesure ou d'un train de mesures d'une Partie contractante qui a un effet équivalent à l'expropriation directe sans transfert formel de titre ou confiscation pure et simple;
- b) Pour établir si une mesure ou un train de mesures d'une Partie contractante constitue une expropriation indirecte, il faut examiner chaque espèce et procéder à une enquête sur les faits où les facteurs suivants, entre autres, sont pris en considération :
  - i) les effets économiques de la mesure ou du train de mesures, bien que l'effet défavorable de la mesure ou du train de mesures de la Partie contractante sur la valeur économique d'un investissement ne suffise pas à lui seul à établir qu'il y a eu expropriation indirecte,
  - ii) la mesure dans laquelle la mesure ou le train de mesures porte atteinte aux attentes définies et raisonnables fondées sur l'investissement,
  - iii) la nature de la mesure ou du train de mesures;

- (c) Except in rare circumstances, such as when a measure or series of measures are so severe in the light of their purpose that they cannot be reasonably viewed as having been adopted and applied in good faith, non-discriminatory measures of a Contracting Party that are designed and applied to protect legitimate public welfare objectives, such as health, safety and the environment, do not constitute indirect expropriation.

- c) Sauf dans de rares cas, par exemple lorsque la mesure ou le train de mesures est si rigoureux au regard de son objet qu'on ne peut raisonnablement penser qu'il a été adopté et appliqué de bonne foi, ne constituent pas une expropriation indirecte les mesures non discriminatoires d'une Partie contractante qui sont conçues et appliquées dans un but légitime de protection du bien-être public, par exemple en matière de santé, de sécurité et d'environnement.



## ANNEX B

### Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party

#### I. Public Access to Hearings and Documents

1. Where, after consulting with a disputing investor, a disputing Contracting Party determines that it is in the public interest to do so and notifies the Tribunal of that determination, hearings held under Article X (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party) shall be open to the public. In that case, to the extent necessary to ensure the protection of confidential information, the Tribunal shall hold portions of the hearings *in camera*. The Tribunal shall seek to ensure that public access to the proceedings will not result in undue delay to the proceedings.
2. The Tribunal shall establish procedures for the protection of confidential information and appropriate logistical arrangements for open hearings, in consultation with the disputing parties.
3. Any Tribunal award under this Agreement shall be publicly available, subject to the redaction of confidential information. All other documents submitted to, or issued by, the Tribunal shall be publicly available, unless the disputing parties otherwise agree, subject to the redaction of confidential information.
4. A disputing party may disclose to other persons in connection with the arbitral proceedings such unredacted documents as it considers necessary for the preparation of its case, but it shall ensure that those persons protect the confidential information in such documents.
5. The Contracting Parties may share with officials of their respective sub-national governments all relevant unredacted documents in the course of dispute settlement under this Agreement, but they shall ensure that those persons protect any confidential information in such documents.
6. To the extent that a Tribunal's confidentiality order designates information as confidential and a Contracting Party's law on access to information requires public access to that information, the Contracting Party's law on access to information shall prevail. However, a Contracting Party should endeavour to apply its law on access to information so as to protect information designated confidential by the Tribunal.

## ANNEXE B

### Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte

#### I. Accès du public aux audiences et aux documents

1. Lorsque, après avoir consulté l'investisseur contestant, une Partie contractante défenderesse décide qu'il est dans l'intérêt public de le faire et qu'elle notifie cette décision au tribunal, les audiences tenues en vertu de l'article X (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte) sont publiques. Dans ce cas, dans la mesure où il est nécessaire d'assurer la protection de renseignements confidentiels, le tribunal tient des audiences à huis clos. Le tribunal veille à ce que l'accès du public aux audiences n'entraîne pas un retard excessif dans le déroulement de la procédure.

2. Le tribunal établit, en collaboration avec les parties au différend, des procédures destinées à assurer la protection des renseignements confidentiels et des arrangements logistiques appropriés pour les audiences publiques.

3. Toute sentence rendue par le tribunal en vertu du présent accord est mise à la disposition du public, sous réserve de la suppression des renseignements confidentiels. À moins que les parties au différend n'en décident autrement, tous les autres documents soumis au tribunal ou délivrés par celui-ci sont mis à la disposition du public, sous réserve de la suppression des renseignements confidentiels.

4. Une partie au différend peut communiquer à d'autres personnes, dans le cadre de la procédure arbitrale, les versions non expurgées des documents qu'elle estime nécessaires pour la préparation de sa cause, à condition de faire en sorte que ces personnes protègent les renseignements confidentiels que contiennent ces documents.

5. Les Parties contractantes peuvent communiquer aux représentants de leurs gouvernements infranationaux respectifs toutes les versions non expurgées des documents pertinents dans le cadre du règlement de différends aux termes du présent accord, à condition de faire en sorte que ces représentants protègent les renseignements confidentiels que contiennent ces documents.

6. La loi d'une Partie contractante en matière d'accès à l'information qui prévoit l'accès du public à des renseignements l'emporte sur l'ordonnance de confidentialité d'un tribunal qui désigne ces renseignements confidentiels. Cependant, chaque Partie contractante s'efforce d'appliquer sa loi en matière d'accès à l'information de manière à protéger les renseignements désignés confidentiels par le tribunal.

## **II. Submissions by Non-Disputing Parties**

1. Upon the request of the Tribunal or both disputing parties, the non-disputing Contracting Party may make written submissions to the Tribunal, but only on a question of interpretation of this Agreement. All pleadings submitted to the Tribunal shall be made available to the non-disputing Contracting Party provided that it makes such a submission to the Tribunal. The non-disputing Contracting Party receiving information under this paragraph shall treat the information as if it were a disputing Contracting Party.
2. Any non-disputing party that is a person of a Contracting Party that wishes to file a written submission with the Tribunal (the “applicant”) shall apply for leave from the Tribunal to file such a submission, in accordance with the applicable Guidelines set out in Part III of this Annex. The applicant shall attach the submission to the application.
3. The applicant shall serve the application for leave to file a non-disputing party submission and the submission on all disputing parties and the Tribunal.
4. The Tribunal shall set an appropriate date for the disputing parties to comment on the application for leave to file a non-disputing party submission.
5. In determining whether to grant leave to file a non-disputing party submission, the Tribunal shall consider, among other things, the extent to which:
  - (a) the non-disputing party submission would assist the Tribunal in the determination of a factual or legal issue related to the arbitration by bringing a perspective, particular knowledge or insight that is substantially different from that of the disputing parties and up to then had not been known by the Tribunal;
  - (b) the non-disputing party submission would address a matter within the scope of the dispute;
  - (c) the non-disputing party has a significant interest in the arbitration; and
  - (d) there is a public interest in the subject-matter of the arbitration.



## II. Observations présentées par un tiers

1. À la demande du tribunal ou des deux parties au différend, la Partie contractante qui n'est pas partie au différend peut présenter des observations écrites au tribunal, mais seulement en ce qui concerne l'interprétation du présent accord. Tous les actes de procédure soumis au tribunal sont mis à la disposition de la Partie contractante qui n'est pas partie au différend si elle en fait la demande au tribunal. La Partie contractante qui n'est pas partie au différend qui reçoit des renseignements en vertu du présent paragraphe traite ces renseignements comme si elle était une Partie contractante défenderesse.

2. Tout tiers qui est une personne d'une Partie contractante et qui désire présenter une observation écrite au tribunal (la « demanderesse ») fait une demande en ce sens au tribunal, conformément aux directives applicables figurant dans la Partie III de la présente annexe. La demanderesse joint l'observation à la demande.

3. La demanderesse signifie la demande d'autorisation de présentation d'une observation par un tiers ainsi que l'observation elle-même à toutes les parties au différend et au tribunal.

4. Le tribunal fixe une date limite appropriée à laquelle les parties au différend peuvent faire des commentaires sur la demande d'autorisation de présentation d'une observation par un tiers.

5. Pour déterminer s'il y a lieu d'accorder à un tiers l'autorisation de présenter une observation, le tribunal tient compte, entre autres, de la mesure dans laquelle :

- a) l'observation présentée par le tiers est susceptible d'aider le tribunal à trancher une question de fait ou de droit liée à l'arbitrage en apportant un point de vue, une connaissance ou un éclairage particuliers qui diffèrent sensiblement de ceux des parties au différend et qui, jusqu'à présent, étaient inconnus du tribunal;
- b) l'observation présentée par le tiers porte sur une question qui s'inscrit dans le cadre du différend;
- c) le tiers a un intérêt substantiel dans l'arbitrage;
- d) l'arbitrage soulève une question d'intérêt public.

6. The Tribunal shall ensure that:

- (a) any non-disputing party submission avoids disrupting the proceedings; and
- (b) neither disputing party is unduly burdened or unfairly prejudiced by such submissions.

7. The Tribunal shall decide whether to grant leave to file a non-disputing party submission. If leave to file a non-disputing party submission is granted, the Tribunal shall set an appropriate date for the disputing parties to respond in writing to the non-disputing party submission. By that date, the non-disputing Contracting Party may, pursuant to the provisions in paragraph 1, address any issues of interpretation of this Agreement presented in the non-disputing party submission.

8. A Tribunal that grants leave to file a non-disputing party submission is not required to address the submission at any point in the arbitration, nor is the non-disputing party that files the submission entitled to make further submissions in the arbitration.

9. Access to hearings and documents by non-disputing parties that file applications under these procedures shall be governed by the provisions of Part I of this Annex (*Public Access to Hearings and Documents*).

### **III. Guidelines for Submissions by a Non-Disputing Party**

1. The application for leave to file a non-disputing party submission shall:

- (a) be made in writing, dated and signed by the person filing the application, and include the address and other contact details of the applicant;
- (b) be no longer than five typed pages;
- (c) describe the applicant, including, where relevant, its membership and legal status (e.g., company, trade association or other non-governmental organization), its general objectives, the nature of its activities, and any parent organization (including any organization that directly or indirectly controls the applicant);



6. Le tribunal veille à ce que :

- a) l'observation présentée par le tiers ne perturbe pas la procédure d'arbitrage; et
- b) cette observation n'impose pas un fardeau trop lourd ni ne cause un préjudice indu à l'une ou l'autre des parties au différend.

7. Le tribunal décide s'il y a lieu d'accorder à un tiers l'autorisation de présenter une observation. Si une telle autorisation est accordée, le tribunal fixe une date limite appropriée à laquelle les parties au différend peuvent répondre par écrit à l'observation présentée par le tiers. À cette date, la Partie contractante qui n'est pas partie au différend peut, conformément aux dispositions du paragraphe 1, aborder toute question d'interprétation du présent accord soulevée dans l'observation présentée par le tiers.

8. Le tribunal qui a accordé à un tiers l'autorisation de présenter une observation n'est pas tenu d'examiner cette observation au cours de l'arbitrage, pas plus que le tiers qui a présenté l'observation n'est autorisé à présenter d'autres observations au cours de l'arbitrage.

9. L'accès aux audiences et aux documents produits par les tiers qui présentent des demandes au moyen de la présente procédure est régi par les dispositions de la Partie I de la présente annexe (*Accès du public aux audiences et aux documents*).

### **III. Directives applicables aux observations présentées par un tiers**

1. La demande d'autorisation de présentation d'une observation par un tiers :

- a) est faite par écrit, datée et signée par la personne qui la présente, et indique l'adresse de la demanderesse et les autres renseignements permettant de la contacter;
- b) ne dépasse pas cinq pages dactylographiées;
- c) décrit la demanderesse, y compris, le cas échéant, sa composition et son statut juridique (p. ex. une compagnie, une association commerciale ou autre organisation non gouvernementale), ses objectifs généraux, la nature de ses activités et le nom de toute organisation mère (y compris toute organisation qui contrôle directement ou indirectement la demanderesse);

- (d) disclose whether or not the applicant has any affiliation, direct or indirect, with any disputing party;
- (e) identify any government, person or organization that has provided any financial or other assistance in preparing the submission;
- (f) specify the nature of the interest that the applicant has in the arbitration;
- (g) identify the specific issues of fact or law in the arbitration that the applicant has addressed in its written submission;
- (h) explain, by reference to the factors specified in paragraph 5 of Part II of this Annex (*Submissions by Non-Disputing Parties*), why the Tribunal should accept the submission; and
- (i) be made in a language of the arbitration.

2. The submission filed by a non-disputing party shall:

- (a) be dated and signed by the person filing the submission;
- (b) be concise, and in no case longer than 20 typed pages, including any appendices;
- (c) set out a precise statement supporting the applicant's position on the issues; and
- (d) only address matters within the scope of the dispute.

- d) indique si la demanderesse est affiliée ou non, directement ou indirectement, à une partie contestante;
- e) nomme tout gouvernement et toute personne ou organisation qui a contribué financièrement ou autrement à la préparation de la demande;
- f) précise la nature de l'intérêt de la demanderesse dans l'arbitrage;
- g) énonce les questions spécifiques de fait ou de droit en litige dans l'arbitrage que la demanderesse a abordées dans son observation écrite;
- h) explique, en se référant aux facteurs mentionnés au paragraphe 5 de la Partie II de la présente annexe (*Observations présentées par un tiers*), pourquoi le tribunal devrait accepter l'observation;
- i) est rédigée dans une langue employée dans l'arbitrage.

2. L'observation présentée par un tiers :

- a) est datée et signée par la personne qui présente l'observation;
- b) est concise et ne dépasse en aucun cas 20 pages dactylographiées, y compris les appendices;
- c) contient un énoncé précis de la position de la demanderesse sur les questions en litige;
- d) n'aborde que les questions visées par le différend.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department  
of Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/5  
ISBN: 978-1-100-54388-8

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques depositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/5  
ISBN : 978-1-100-54388-8







2A1  
EA 10  
T67

Goy Rub



## CANADA

TREATY SERIES 2012/6 RECUEIL DES TRAITÉS

---

### COOPERATION

Agreement on Bilateral Cooperation in Industrial Research and  
Development between the Government of Canada and the Government  
of the State of Israel

Jerusalem, 10 July 2011

Entry into Force 21 February 2012

---

### COOPÉRATION

Accord sur la coopération bilatérale en recherche et développement  
industriels entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de  
l'État d'Israël

Jérusalem, le 10 juillet 2011

Entrée en vigueur le 21 février 2012

---





CANADA

TREATY SERIES 2012/6 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## COOPERATION

Agreement on Bilateral Cooperation in Industrial Research and  
Development between the Government of Canada and the Government  
of the State of Israel

Jerusalem, 10 July 2011

Entry into Force 21 February 2012

---

## COOPÉRATION

Accord sur la coopération bilatérale en recherche et développement  
industriels entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de  
l'État d'Israël

Jérusalem, le 10 juillet 2011

Entrée en vigueur le 21 février 2012

---

**AGREEMENT  
ON BILATERAL COOPERATION  
IN INDUSTRIAL RESEARCH AND DEVELOPMENT  
BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND  
THE GOVERNMENT OF THE STATE OF ISRAEL**

**THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE STATE OF ISRAEL**, hereinafter together referred to as the “Parties”;

**ANIMATED** by a desire on the part of both Parties to nurture and strengthen economic and commercial cooperation for peaceful purposes between Canada and the State of Israel;

**RECALLING** the *Memorandum of Understanding on Economic Cooperation between the Government of Canada and the Government of Israel of 31 March 1992*, the *Memorandum of Understanding on Bilateral Cooperation in Private Sector Industrial Research and Development Entered Into by the Government of Canada and the Government of Israel of 16 August 1994* and the *Agreement on Bilateral Cooperation in Industrial Research and Development between the Government of Canada and the Government of the State of Israel of 27 March 2006* (the “Previous Agreement”);

**RECOGNIZING** that industrial sector initiatives have been the mainstay of the conduct of business between Canada and the State of Israel in the pursuit of new export opportunities;

**RECALLING** the Parties’ rights and obligations pursuant to international treaties and conventions relating to intellectual property to which both Canada and the State of Israel are party, in particular the *Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works* (Paris Act, 1971), the *Paris Convention for the Protection of Industrial Property* (Stockholm Act, 1967), and the *Agreement on Trade Related Aspects of Intellectual Property Rights* (TRIPS);

**RESOLVING** to maintain the ongoing effort to identify and facilitate the establishment of joint industrial research and development projects between Canadian and Israeli corporations,

**HAVE REACHED** the following Agreement:



**ACCORD**  
**SUR LA COOPÉRATION BILATÉRALE**  
**EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELS**  
**ENTRE**  
**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT D'ISRAËL**

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT D'ISRAËL**, ci-après collectivement appelés les « Parties »,

**ANIMÉS** par la même volonté de nourrir et de renforcer la coopération économique et commerciale à des fins pacifiques entre le Canada et l'État d'Israël;

**RAPPELANT** le *Protocole d'entente sur la coopération économique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement d'Israël du 31 mars 1992*, le *Protocole d'entente sur la coopération bilatérale en recherche et développement industriels dans le secteur privé entre le gouvernement du Canada et le gouvernement d'Israël du 16 août 1994* et l'*Accord sur la coopération bilatérale en recherche et développement industriels entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'État d'Israël du 27 mars 2006* (l'« ancien Accord »);

**RECONNAISSANT** que les initiatives du secteur industriel sont les piliers de la conduite des affaires entre le Canada et l'État d'Israël dans la recherche de nouveaux débouchés à l'exportation;

**RAPPELANT** les droits et obligations des Parties en vertu des conventions et traités internationaux en matière de propriété intellectuelle auxquels le Canada et l'État d'Israël sont parties, notamment la *Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques* (Acte de Paris, 1971), la *Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle* (Acte de Stockholm, 1967) et l'*Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce* (Accord sur les ADPIC);

**RÉSOLUS** à maintenir l'effort soutenu déployé pour recenser et faciliter l'établissement de projets conjoints de recherche et de développement industriels entre les sociétés canadiennes et israéliennes,

**SONT CONVENUS** de ce qui suit :

## **ARTICLE I**

### **Objectives**

1. The Parties determine that the objectives of this Agreement are to strengthen bilateral cooperation in industrial research and development activities for peaceful purposes including the following:

- (a) Promoting the activities of their respective industrial sectors to increase the level of bilateral industrial research and development (R&D) joint venture cooperation;
- (b) Facilitating the identification of specific projects or partnerships between Canadian and Israeli corporations that could lead to industrial R&D cooperation; and
- (c) Coordination and focusing suitable government resources and programmes to support closer commercial relations and industrial cooperation, including support for a joint industrial R&D cooperation initiative.

2. The Parties continue to support this initiative by maintaining the Canada-Israel Industrial R&D Programme (hereinafter referred to as “CIIRD Programme”).

3. The Parties shall implement the CIIRD Programme through the Canada-Israel Industrial Research and Development Foundation (hereinafter referred to as “CIIRDF”).

## **ARTICLE II**

### **Industrial R&D Cooperation**

The Parties shall, in order to implement the CIIRD Programme, promote and enhance all forms of industrial sector cooperation in accordance with their respective legislation, as well as their respective economic and development policies and priorities by encouraging, supporting and facilitating:

- (a) The maintenance of a database on Canadian and Israeli corporations' capabilities as prospective industrial R&D partners;

## **ARTICLE PREMIER**

### **Objectifs**

1. Les Parties déterminent que les objectifs du présent Accord consistent à renforcer la coopération bilatérale dans les activités de recherche et de développement industriels à des fins pacifiques, et notamment à :

- a) promouvoir les activités de leur secteur industriel respectif pour accroître le niveau de coopération bilatérale en matière de recherche et développement (R-D) industriels;
- b) faciliter le recensement de projets ou partenariats particuliers entre des sociétés canadiennes et israéliennes qui pourraient se traduire par une coopération en matière de R-D industriels;
- c) coordonner et consacrer suffisamment de ressources et de programmes gouvernementaux en faveur du maintien de relations commerciales plus étroites et d'une meilleure coopération industrielle, notamment par l'appui d'une initiative conjointe de coopération en matière de R-D industriels.

2. Les Parties continuent d'appuyer la présente initiative en maintenant le Programme de R-D industriels Canada-Israël (ci-après appelé le « Programme RDICI »).

3. Les Parties mettent sur pied le Programme RDICI par l'intermédiaire de la Fondation pour la recherche et le développement industriels Canada-Israël (ci-après appelée la « FRDICI »).

## **ARTICLE II**

### **Coopération en matière de R-D industriels**

En vue de la mise sur pied du Programme RDICI, les Parties favorisent et renforcent toute forme de coopération du secteur industriel conformément à leur législation respective ainsi qu'à leurs politiques et priorités respectives au chapitre de l'économie et du développement en encourageant, en appuyant et en facilitant :

- a) la tenue d'une base de données sur les capacités des sociétés canadiennes et israéliennes à titre d'éventuels partenaires de R-D industriels;

- (b) The exchange of information on technologies and know-how, licensing arrangements and industrial consultancy;
- (c) The contact between respective industrial R&D and technological communities;
- (d) The exchange of views on the formulation and application of industrial R&D and technology policies;
- (e) The Canadian and Israeli corporations in establishing joint industrial R&D ventures and assisting in the creation of collaboration between them;
- (f) The transfer of technology through industrial R&D programmes in order to promote the application, adaptation and improvement of existing and new technological products and processes.

### **ARTICLE III**

#### **Institutional Structure and Financing**

1. Subject to the availability of appropriated funds, the Parties shall provide an equal amount of funding of up to \$1 million CDN per year to the CIIRD Programme for use by the CIIRDF to cover R&D project support and administration costs. The Parties shall limit the administration costs to at most 15% of the annual funding provided by them.
2. The joint Board of Directors established by the CIIRDF Articles of Incorporation shall be responsible for overall management of the CIIRD Programme.
3. The Parties shall consult regularly on the implementation of this Agreement.
4. The Parties shall endeavour to facilitate the work of the CIIRD Programme, in accordance with their respective legislation.



- b) la mise en commun de renseignements sur les technologies et le savoir-faire, les accords de licence et les services-conseils industriels;
- c) les contacts entre leurs communautés respectives de R-D industriels et de technologie;
- d) les échanges de vues sur l'élaboration et l'application de politiques en matière de R-D industriels et de technologie;
- e) l'établissement de coentreprises de R-D industriels et l'aide à la création de collaboration entre les sociétés canadiennes et israéliennes;
- f) le transfert de technologie par l'intermédiaire de programmes de R-D industriels afin de promouvoir l'application, l'adaptation et l'amélioration des produits et processus technologiques actuels et nouveaux.

### **ARTICLE III**

#### **Structure institutionnelle et financement**

1. Sous réserve de la disponibilité des fonds alloués, les Parties financent le Programme RDICI à parts égales à raison d'une contribution maximale de 1 million de dollars canadiens par année, laquelle contribution est versée à la FRDICI pour financer les projets de R-D et prendre en charge les frais d'administration. Les Parties limitent les frais d'administration à au plus 15 % de leur contribution annuelle.
2. Le conseil d'administration conjoint établi selon les statuts constitutifs de la FRDICI est chargé de la gestion globale du Programme RDICI.
3. Les Parties se consultent régulièrement au sujet de la mise en œuvre du présent Accord.
4. Les Parties s'efforcent de faciliter les activités du Programme RDICI, dans les limites de leur législation respective.



## **ARTICLE IV**

### **Fair and Equitable Treatment**

Subject to its laws, regulations and policies, each Party shall accord fair and equitable treatment to the individuals, corporations, government agencies and other entities of the other Party engaged in the pursuit of activities under this Agreement.

## **ARTICLE V**

### **Dispute Settlement**

The Parties shall endeavour, in good faith, to amicably resolve any dispute between them arising from the interpretation or implementation of this Agreement, through consultations.

## **ARTICLE VI**

### **Final Provisions**

1. This Agreement shall enter into force on the date of the last diplomatic note by which one Party informs the other of the completion of its internal procedures, and the provisions of this Agreement shall have effect from 1<sup>st</sup> April 2011.
2. Either Party may terminate this Agreement at any time with six months' advance notification in writing to the other Party, through diplomatic channels.
3. This Agreement shall remain in force for a period of five years, unless denounced by either Party, and it shall be automatically renewable for periods of five years. A Party that does not wish to renew this Agreement shall notify the other Party by giving six months' written notification, through diplomatic channels.
4. This Agreement may be amended, in writing, by agreement of the Parties. Any such amendment shall enter into force on the date of the last diplomatic note by which one Party informs the other of the completion of its internal procedures.
5. The amendment or termination of this Agreement shall not affect the validity of arrangements and contracts already concluded under the Previous Agreement and under this Agreement.

## **ARTICLE IV**

### **Traitement juste et équitable**

Sous réserve de ses lois, règlements et politiques, chacune des Parties accorde un traitement juste et équitable aux particuliers, sociétés, organismes gouvernementaux et autres entités de l'autre Partie exerçant des activités dans le cadre du présent Accord.

## **ARTICLE V**

### **Règlement des différends**

Les Parties s'efforcent, de bonne foi, de régler à l'amiable, au moyen de consultations, tout différend les opposant et découlant de l'interprétation ou de la mise en œuvre du présent Accord.

## **ARTICLE VI**

### **Dispositions finales**

1. Le présent Accord entre en vigueur à la date de la dernière note diplomatique par laquelle une des Parties informe l'autre Partie de l'accomplissement de ses procédures internes, et les dispositions du présent Accord sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2011.
2. L'une ou l'autre des Parties peut mettre fin au présent Accord en tout temps en donnant un préavis écrit de six mois à l'autre Partie par la voie diplomatique.
3. Le présent Accord demeure en vigueur pendant une période de cinq ans, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une ou l'autre des Parties, et il est reconduit automatiquement pour des périodes de cinq ans. La Partie qui ne souhaite pas la reconduction du présent Accord notifie son intention à l'autre Partie au moyen d'un avis écrit de six mois par la voie diplomatique.
4. Le présent Accord peut être amendé par accord écrit des Parties. Tout amendement ainsi convenu entre en vigueur à la date de la dernière note diplomatique par laquelle une Partie informe l'autre Partie de l'accomplissement de ses procédures internes.
5. L'amendement ou l'extinction du présent Accord n'a aucune incidence sur la validité des arrangements et contrats déjà conclus en vertu de l'ancien Accord et du présent Accord.

6. This Agreement shall not affect the rights or obligations of the Parties under other international agreements and treaties to which they are party.

**IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

**DONE** in two originals at Jerusalem, on this 10<sup>th</sup> day of July 2011, corresponding to the 8<sup>th</sup> day of Tamuz 5771, in the Hebrew calendar, in the English, French and Hebrew languages, each version being equally authentic.

**Paul Hunt**

**Avigdor Lieberman**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF THE STATE OF ISRAEL**

6. Le présent Accord n'a aucune incidence sur les droits ou obligations des Parties en vertu d'autres accords et traités internationaux auxquels elles sont parties.

**EN FOI DE QUOI** les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Accord.

**FAIT** en deux originaux à Jérusalem, ce 10<sup>e</sup> jour de juillet 2011, correspondant au 8<sup>e</sup> jour de Tamuz 5771 du calendrier hébreu, en langues française, anglaise et hébraïque, chaque version faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

**Paul Hunt**

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DE L'ÉTAT D'ISRAËL**

**Avigdor Lieberman**

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department  
of Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/6  
ISBN: 978-1-100-54389-5

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N°de catalogue : FR4-2012/6  
ISBN : 978-1-100-54389-5







C A1  
EA 10  
T67

Gov Rep



CANADA

TREATY SERIES 2012/7 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## INVESTMENT PROTECTION

Agreement between Canada and the Slovak Republic for the Promotion and Protection of Investments

Bratislava, 20 July 2010

Entry into Force 14 March 2012

---

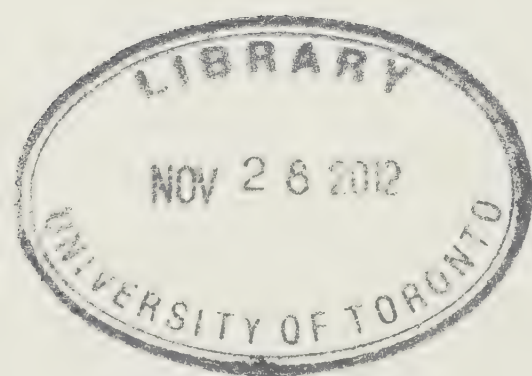
## PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

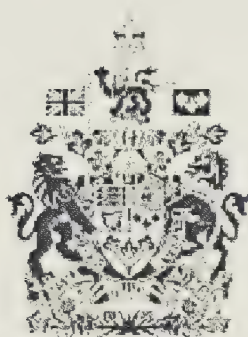
Accord entre le Canada et la République slovaque concernant la promotion et la protection des investissements

Bratislava, le 20 juillet 2010

Entrée en vigueur le 14 mars 2012

---





CANADA

TREATY SERIES 2012/7 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## INVESTMENT PROTECTION

Agreement between Canada and the Slovak Republic for the Promotion  
and Protection of Investments

Bratislava, 20 July 2010

Entry into Force 14 March 2012

---

## PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le Canada et la République slovaque concernant la  
promotion et la protection des investissements

Bratislava, le 20 juillet 2010

Entrée en vigueur le 14 mars 2012

---



**AGREEMENT  
BETWEEN  
CANADA  
AND  
THE SLOVAK REPUBLIC  
FOR THE PROMOTION  
AND PROTECTION OF INVESTMENTS**

**CANADA AND THE SLOVAK REPUBLIC**, hereinafter referred to as the  
“Contracting Parties”,

**RECOGNIZING** that the promotion and the protection of investments of  
investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party  
will be conducive to the stimulation of business initiative and to the  
development of economic cooperation between them,

**HAVE AGREED** as follows:

**ARTICLE I**

**Definitions**

For the purpose of this Agreement:

- (a) a juridical person is “**affiliated**” with another person when it controls, or is controlled by, that other person; or when it and the other person are both controlled by the same person;
- (b) the term “**confidential information**” means confidential business information and information that is privileged or otherwise protected from disclosure according to the laws and regulations of each Contracting Party;
- (c) the term “**financial institution**” means any financial intermediary or other enterprise that is authorized to do business and regulated or supervised as a financial institution under the law of the Contracting Party in whose territory it is located;

**ACCORD**  
**ENTRE**  
**LE CANADA**  
**ET**  
**LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE**  
**CONCERNANT LA PROMOTION**  
**ET LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS**

**LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE**, ci-après désignés les  
« Parties contractantes »,

**RECONNAISSANT** que la promotion et la protection des investissements effectués par les investisseurs d'une Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante sont propres à stimuler les initiatives commerciales et à favoriser le développement de la coopération économique entre elles,

**SONT CONVENUS** de ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER**

**Définitions**

Aux fins du présent accord :

- a) une personne morale est « **affiliée** » à une autre personne lorsqu'elle contrôle cette autre personne ou lorsqu'elle est contrôlée par cette autre personne, ou lorsqu'elle-même et l'autre personne sont toutes deux contrôlées par la même personne;
- b) l'expression « **renseignements confidentiels** » s'entend de tout renseignement commercial confidentiel et de tout renseignement privilégié ou par ailleurs protégé contre toute divulgation, conformément aux lois et règlements de chaque Partie contractante;
- c) le terme « **institution financière** » s'entend d'un intermédiaire financier, ou autre entreprise, qui est autorisé à exercer des activités commerciales et qui est réglementé ou supervisé à titre d'institution financière en vertu de la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle il est situé;

- (d) the term “**investment**” means any kind of asset held or invested either directly or indirectly by an investor of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party in accordance with the latter’s laws and, in particular, though not exclusively, includes:
- (i) movable and immovable property and any related property rights, such as mortgages, liens or pledges,
  - (ii) shares, stock, bonds, and debentures or any other form of participation in a company, business enterprise or joint venture,
  - (iii) claims to money, and claims to performance under a contract having a financial value,
  - (iv) intellectual property rights, including rights with respect to copyrights, patents, trademarks as well as trade names, industrial designs, good will, trade secrets and know-how,
  - (v) rights, conferred by law or under contract, to undertake any economic and commercial activity, including any rights to search for, cultivate, extract or exploit natural resources;

Any change in the form of an investment does not affect its character as an investment;

- (e) the term “**investor**” means:
- (i) any natural person possessing the citizenship of or permanently residing in a Contracting Party in accordance with its laws, or

- d) le terme « **investissement** » s'entend des avoirs de toute nature possédés ou investis directement ou indirectement par un investisseur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, en conformité avec les lois de cette dernière Partie, et comprend plus particulièrement mais non exclusivement :
- i) les biens meubles et immeubles et tous droits connexes de propriété, comme les hypothèques, privilèges ou nantissements,
  - ii) les actions, titres, obligations et obligations non garanties ou toutes autres formes de participation à une société, à une entreprise commerciale ou à une coentreprise,
  - iii) les créances et les droits à l'exécution d'obligations contractuelles ayant valeur financière,
  - iv) les droits de propriété intellectuelle, ce qui comprend les droits d'auteur et les droits concernant les brevets, les marques et noms déposés, les dessins industriels, l'achalandage, les secrets commerciaux ainsi que le savoir-faire,
  - v) les droits ayant valeur financière, accordés par la loi ou en vertu d'un contrat, nécessaires pour entreprendre toute activité économique et commerciale, et relatifs notamment à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles;

La modification de la forme d'un investissement ne fait pas perdre à celui-ci son caractère d'investissement;

- e) le terme « **investisseur** » s'entend :
- i) de toute personne physique possédant la citoyenneté ou résidant en permanence sur le territoire de l'une des Parties contractantes conformément aux lois de cette Partie contractante, ou



- (ii) any corporation, partnership, trust, joint venture, organization, association or enterprise incorporated or duly constituted in accordance with the applicable laws of that Contracting Party,

provided that such investor has the right, in accordance with the laws of the Contracting Party, to invest in the territory of the other Contracting Party;

- (f) the term “**measure**” includes any law, regulation, procedure, requirement, or practice of each Contracting Party;
- (g) the term “**public entity**” means a central bank or monetary authority of a Contracting Party, or of a monetary union of which it is a member, or of any financial institution owned or controlled by a Contracting Party;
- (h) the term “**returns**” means all amounts yielded by an investment and in particular, though not exclusively, includes profits, interest, capital gains, dividends, royalties, fees or other current income; and
- (i) the term “**territory**” means:
  - (i) in respect of Canada, the territory of Canada, as well as those maritime areas, including the seabed and subsoil adjacent to the outer limit of the territorial sea, over which Canada exercises, in accordance with international law, sovereign rights for the purpose of exploration and exploitation of the natural resources of such areas,
  - (ii) in respect of the Slovak Republic, the territory of the Slovak Republic.

## ARTICLE II

### Promotion of Investment

1. Each Contracting Party shall encourage the creation of favourable conditions for investors of the other Contracting Party to make investments in its territory.



- ii) de toute société par actions, société en nom collectif, société de fiducie, coentreprise, organisation, association ou entreprise, enregistrée ou dûment constituée en vertu des lois applicables de cette Partie contractante,

à condition que cet investisseur ait, conformément aux lois de la Partie contractante, le droit d'effectuer des investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante;

- f) le terme « **mesure** » comprend toute législation, réglementation, procédure, une prescription ou pratique de chaque Partie contractante;
- g) l'expression « **entité publique** » s'entend d'une banque centrale ou d'une autorité monétaire d'une Partie contractante ou d'une union monétaire dont elle est membre, ou de toute institution financière qui appartient à une Partie contractante ou qui est contrôlée par elle;
- h) le terme « **revenus** » s'entend de toutes les sommes produites par un investissement et comprend, en particulier mais non exclusivement, les bénéfices, les intérêts, les gains en capital, les dividendes, les redevances, les droits ou les autres recettes d'exercice;
- i) le terme « **territoire** » s'entend :
  - i) en ce qui concerne le Canada, du territoire du Canada, ainsi que des zones maritimes, y compris les fonds marins et le sous-sol adjacents à la limite extérieure de la mer territoriale, sur lesquelles le Canada exerce des droits souverains, en conformité avec le droit international, aux fins de prospection et d'exploitation des ressources naturelles présentes dans ces zones,
  - ii) en ce qui concerne la République slovaque, du territoire de la République slovaque.

## ARTICLE II

### Promotion des investissements

1. Chaque Partie contractante encourage la création de conditions favorables permettant aux investisseurs de l'autre Partie contractante de faire des investissements sur son territoire.

2. Subject to its laws and regulations, each Contracting Party shall admit investments of investors of the other Contracting Party.
3. This Agreement shall not preclude either Contracting Party from prescribing laws and regulations in connection with the establishment of a new business enterprise or the acquisition or sale of a business enterprise in its territory, provided that such laws and regulations are applied equally to all foreign investors. Decisions taken in conformity with such laws and regulations shall not be subject to the provisions of Articles X (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party) or XII (Disputes between the Contracting Parties) of this Agreement.
4. The Contracting Parties recognize that it is inappropriate to encourage investment by relaxing domestic health, safety or environmental measures. Accordingly, a Contracting Party should not waive or otherwise derogate from, or offer to waive or otherwise derogate from, such measures as an encouragement for the establishment, acquisition, expansion or retention in its territory of an investment of an investor. If a Contracting Party considers that the other Contracting Party has offered such encouragement, it may request consultations with the other Contracting Party and the two Contracting Parties shall consult with a view to avoiding any such encouragement.

### ARTICLE III

#### Protection of Investment<sup>1</sup>

1. (a) Investments or returns of investors of either Contracting Party shall at all times be accorded treatment in accordance with the customary international law minimum standard of treatment of aliens, including fair and equitable treatment and full protection and security.
- (b) The concepts of “fair and equitable treatment” and “full protection and security” in subparagraph (a) do not require treatment in addition to or beyond that which is required by the customary international law minimum standard of treatment of aliens.

---

<sup>1</sup> For greater certainty, the treatment accorded by a Contracting Party under paragraphs 2, 3 and 4 of this Article means, with respect to a sub-national government, treatment accorded, in like circumstances, by that sub-national government to investors, and to investments of investors, of a third state, or of a Contracting Party, as the case may be.

2. Sous réserve de ses lois et règlements, chaque Partie contractante admet les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie contractante.

3. Le présent accord n'empêche aucune des Parties contractantes de prescrire des lois et des règlements concernant l'établissement d'une nouvelle entreprise commerciale, l'acquisition ou la vente d'une entreprise commerciale sur son territoire, à condition que ces lois et règlements soient appliqués également à tous les investisseurs étrangers. Les décisions prises en conformité avec ces lois et règlements ne sont pas assujetties aux dispositions des articles X (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte) et XII (Différends entre les Parties contractantes) du présent accord.

4. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'encourager l'investissement en assouplissant les mesures nationales qui se rapportent à la santé, à la sécurité ou à l'environnement. En conséquence, une Partie contractante ne devrait renoncer ni déroger, ou offrir de renoncer ou de déroger, à de telles mesures dans le dessein d'encourager l'établissement, l'acquisition, l'expansion ou le maintien sur son territoire d'un investissement effectué par un investisseur. La Partie contractante qui estime que l'autre Partie contractante a offert un tel encouragement peut demander la tenue de consultations, et les deux Parties contractantes se consultent en vue d'éviter qu'un tel encouragement ne soit donné.

### ARTICLE III

#### Protection des investissements<sup>1</sup>

1. a) Les investissements ou revenus des investisseurs de l'une des Parties contractantes bénéficient en tout temps d'un traitement conforme à la norme minimale de traitement des étrangers en droit international coutumier, y compris un traitement juste et équitable, ainsi que la protection et sécurité intégrales.
- b) Les principes de « traitement juste et équitable » et de « protection et sécurité intégrales » visés au sous-paragraphe a) n'exigent pas un traitement supplémentaire ou supérieur à celui qu'exige la norme minimale de traitement des étrangers en droit international coutumier.

---

<sup>1</sup> Il est entendu que le traitement accordé par une Partie contractante en vertu des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article s'entend, en ce qui concerne un gouvernement infranational, du traitement accordé par celui-ci, dans des circonstances similaires, aux investisseurs, et aux investissements effectués par des investisseurs, d'un État tiers ou d'une Partie contractante, selon le cas.



- (c) A determination that there has been a breach of another provision of this Agreement, or of a separate international agreement, does not establish that there has been a breach of this paragraph.

2. Each Contracting Party shall grant to investments or returns of investors of the other Contracting Party in its own territory treatment no less favourable than that which it grants, in like circumstances, to investments or returns of investors of any third state.

3. Each Contracting Party shall grant investors of the other Contracting Party, as regards their management, use, enjoyment or disposal of their investments or returns in its territory, treatment no less favourable than that which it grants, in like circumstances, to investors of any third state.

4. Each Contracting Party shall, to the extent possible and in accordance with its laws and regulations, grant to investments or returns of investors of the other Contracting Party treatment no less favourable than that which it grants, in like circumstances, to investments or returns of its own investors.

## ARTICLE IV

### Exceptions

1. Paragraphs 2 and 3 of Article III (Protection of Investment) do not apply to:

- (a)
  - (i) any existing non-conforming measures maintained within the territory of a Contracting Party, and
  - (ii) any measure maintained or adopted after the date of entry into force of this Agreement that, at the time of sale or other disposition of a government's equity interests in, or the assets of, an existing state enterprise or an existing governmental entity, prohibits or imposes limitations on the ownership of equity interests or assets or imposes nationality requirements relating to senior management or members of the board of directors;

- c) La constatation d'un manquement à une autre disposition du présent accord ou à une disposition d'un autre accord international ne démontre pas qu'il y eu un manquement au présent paragraphe.

2. Chaque Partie contractante accorde, sur son territoire, aux investissements ou aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements ou aux revenus des investisseurs de tout État tiers.

3. Chaque Partie contractante accorde aux investisseurs de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne la gestion, l'utilisation, la jouissance ou la disposition de leurs investissements ou revenus sur son territoire, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investisseurs de tout État tiers.

4. Chaque Partie contractante accorde, autant que possible et en conformité avec ses lois et règlements, aux investissements ou aux revenus des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances similaires, aux investissements ou aux revenus de ses propres investisseurs.

## ARTICLE IV

### Exceptions

1. Les paragraphes 2 et 3 de l'article III (Protection des investissements) ne s'appliquent pas :

- a)
  - i) à toute mesure non conforme existante maintenue sur le territoire d'une Partie contractante,
  - ii) à toute mesure maintenue ou adoptée après la date d'entrée en vigueur du présent accord qui, au moment de la vente, ou de l'aliénation sous une autre forme, des titres de participation détenus par un gouvernement dans une entreprise d'État existante ou dans une entité gouvernementale existante, ou des actifs d'une telle entreprise ou entité gouvernementale, interdit d'acquérir la propriété des titres de participation ou des actifs, en limite l'acquisition ou impose des conditions touchant la nationalité des dirigeants ou des membres du conseil d'administration;



- (b) the continuation or prompt renewal of any non-conforming measure referred to in subparagraph (a);
- (c) an amendment to any non-conforming measure referred to in subparagraph (a), to the extent that the amendment does not decrease the conformity of the measure, as it existed immediately before the amendment, with paragraphs 2 and 3 of Article III (Protection of Investment).

2. The National Treatment and Most-Favoured-Nation Treatment provisions of this Agreement shall not apply to advantages accorded by a Contracting Party pursuant to its obligations as a member of a customs, economic or monetary union, a common market or a free trade area.

3. The Contracting Parties understand the obligations of a Contracting Party as a member of a customs, economic or monetary union, a common market or a free trade area to include obligations arising out of an international agreement or reciprocity arrangement of that customs, economic or monetary union, common market or free trade area.

4. The provisions of this Agreement shall not be construed so as to oblige one Contracting Party to extend to the investors of the other Contracting Party, or to the investments or returns of such investors, the benefits of any treatment, preference or privilege resulting from participation in:

- (a) any multilateral agreement for mutual economic assistance, integration or cooperation to which either of the Contracting Parties is or may become a party;
- (b) any bilateral convention, including any customs agreement, in force on the date of entry into force of this Agreement, which contains provisions similar to those contained in subparagraph (a); or
- (c) any existing or future convention relating to taxation.

- b) au maintien ou au prompt renouvellement de toute mesure non conforme visée au sous-paragraphe a);
- c) à la modification d'une mesure non conforme visée au sous-paragraphe a), pour autant que la modification ne diminue pas la conformité de la mesure avec les paragraphes 2 et 3 de l'article III (Protection des investissements), telle qu'elle était avant la modification.

2. Les dispositions du présent accord qui concernent le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas aux avantages accordés par une Partie contractante conformément à ses obligations en tant que membre d'une union douanière, économique ou monétaire, d'un marché commun ou d'une zone de libre-échange.

3. Les Parties contractantes comprennent que les obligations d'une Partie contractante en tant que membre d'une union douanière, économique ou monétaire, d'un marché commun ou d'une zone de libre-échange englobent les obligations découlant d'un accord international ou d'un arrangement de réciprocité de cette union douanière, économique ou monétaire, de ce marché commun ou de cette zone de libre-échange.

4. Les dispositions du présent accord n'ont pas pour effet d'obliger une Partie contractante à accorder aux investisseurs de l'autre Partie contractante, ou aux investissements ou aux revenus de tels investisseurs, les avantages de tout traitement, de toute préférence ou de tout privilège résultant d'une participation à :

- a) un accord multilatéral d'assistance économique mutuelle, d'intégration ou de coopération, auquel l'une ou l'autre des Parties contractantes est ou peut devenir partie;
- b) une convention bilatérale, y compris tout accord douanier, en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent accord et qui accorde des avantages équivalant pour l'essentiel aux accords énoncés au sous-paragraphe a);
- c) une convention existante ou future relative à l'imposition.

## ARTICLE V

### Compensation for Losses

Investors of one Contracting Party who suffer losses because their investments or returns in the territory of the other Contracting Party are affected by an armed conflict, a national emergency or civil disturbance in that territory, shall be accorded by such latter Contracting Party in respect of restitution, indemnification, compensation or other settlement, treatment no less favourable than that which it accords to its own investors or to investors of any third state. Any payment made under this Article shall be adequate, effective and made without delay.

## ARTICLE VI

### Expropriation<sup>2</sup>

1. Investments or returns of investors of either Contracting Party shall not be nationalized, expropriated or subjected to measures having an effect equivalent to nationalization or expropriation (hereinafter referred to as "expropriation") in the territory of the other Contracting Party, except for a public purpose, under due process of law, in a non-discriminatory manner and provided that such expropriation is accompanied by prompt, adequate and effective compensation. Such compensation shall be based on the real value of the investment at the time of the expropriation, shall be payable from the date of expropriation at a normal commercial rate of interest, shall be paid without delay and shall be effectively realizable and freely transferable.

2. The investor affected shall have a right, under the law of the Contracting Party making the expropriation, to prompt review, by a judicial or other independent authority of that Contracting Party, of its case and of the valuation of its investment in accordance with the principles set out in this Article.

---

<sup>2</sup> Annex A (Clarification of Indirect Expropriation) shall apply to this Article.



## ARTICLE V

### Indemnisation des pertes

La Partie contractante qui a accueilli sur son territoire un investisseur de l'autre Partie contractante dont les investissements ou revenus ont diminué en raison d'un conflit armé, d'un état d'urgence nationale ou des troubles publics survenus sur son territoire, accorde, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation ou autre règlement, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout État tiers. Cette Partie contractante effectue les versements faits au titre du présent article de façon adéquate, effective et prompte.

## ARTICLE VI

### Expropriation<sup>2</sup>

1. Une Partie contractante ne peut prendre des mesures de nationalisation ou d'expropriation ou toutes autres mesures d'effets équivalents aux mesures de nationalisation ou d'expropriation (ci-après désignées « expropriation ») contre les investissements ou revenus d'investisseurs de l'autre Partie contractante établis sur son territoire, si ce n'est pour une raison d'intérêt public et à condition que cette expropriation soit conforme à l'application régulière de la loi, qu'elle soit appliquée d'une manière non discriminatoire et qu'elle s'accompagne du versement d'une indemnité prompte, adéquate et effective dont le montant doit correspondre à la valeur réelle de l'investissement au moment de l'expropriation. Cette indemnité, pleinement réalisable et librement transférable, est payable sans retard à compter de la date d'expropriation à un taux d'intérêt commercial raisonnable.

2. La Partie contractante qui procède à l'expropriation s'assure que l'investisseur concerné a droit, conformément à sa législation, à une prompte révision de son cas par une autorité judiciaire ou autre autorité indépendante de cette Partie contractante, ainsi qu'à l'évaluation de son investissement conformément aux principes énoncés dans le présent article.

---

<sup>2</sup> L'annexe A (Clarification de l'expropriation indirecte) s'applique au présent article.

## ARTICLE VII

### Transfer of Funds

1. Each Contracting Party shall guarantee to an investor of the other Contracting Party the unrestricted transfer of investments and returns. Without limiting the generality of the foregoing, each Contracting Party shall also guarantee to the investor the unrestricted transfer of:

- (a) funds in repayment of loans related to an investment;
- (b) the proceeds of the total or partial liquidation of any investment;
- (c) wages and other remuneration accruing to a citizen of the other Contracting Party who was permitted to work in connection with an investment in its territory; and
- (d) any compensation owed to an investor by virtue of Articles V (Compensation for Losses) or VI (Expropriation) of this Agreement.

2. Transfers shall be effected without delay in the convertible currency in which the capital was originally invested or in any other convertible currency agreed by the investor and the Contracting Party concerned. Unless otherwise agreed by the investor, transfers shall be made at the rate of the exchange applicable on the date of transfer.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, a Contracting Party may prevent a transfer through the equitable, non-discriminatory and good faith application of its laws relating to:

- (a) bankruptcy, insolvency or the protection of the rights of creditors;
- (b) issuing, trading or dealing in securities;
- (c) criminal or penal offences;
- (d) reports of transfers of currency or other monetary instruments;  
or
- (e) ensuring the satisfaction of judgments in adjudicatory proceedings.



## ARTICLE VII

### Transfert de fonds

1. Chaque Partie contractante garantit à un investisseur de l'autre Partie contractante le libre transfert de ses investissements et de ses revenus. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, chaque Partie contractante garantit également à l'investisseur le libre transfert :

- a) des sommes destinées au remboursement d'emprunts se rapportant à un investissement;
- b) du produit de la liquidation totale ou partielle de tout investissement;
- c) des salaires et autres rémunérations revenant à un citoyen de l'autre Partie contractante qui a été autorisé à travailler sur le territoire de cette Partie contractante relativement à un investissement;
- d) de toute indemnité due à un investisseur en vertu des articles V (Indemnisation des pertes) ou VI (Expropriation) du présent accord.

2. Les transferts sont effectués sans retard dans la monnaie convertible utilisée à l'origine pour l'investissement du capital ou dans toute autre monnaie convertible dont conviennent l'investisseur et la Partie contractante concernée. À moins que l'investisseur n'en décide autrement, les transferts sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, une Partie contractante peut empêcher un transfert par l'application équitable, non discriminatoire et de bonne foi de ses lois concernant :

- a) la faillite, l'insolvabilité ou la protection des droits des créanciers;
- b) l'émission, le négoce ou le commerce de valeurs mobilières;
- c) les infractions criminelles ou pénales;
- d) les rapports sur les transferts de devises ou d'autres instruments monétaires;
- e) l'exécution des jugements rendus dans des instances judiciaires ou similaires.

4. Neither Contracting Party may require its investors to transfer, or penalize its investors that fail to transfer, the income, earnings, profits or other amounts derived from or attributable to investments in the territory of the other Contracting Party.

5. Paragraph 4 shall not be construed to prevent a Contracting Party from imposing any measure through the equitable, non-discriminatory and good faith application of its laws relating to the matters set out in subparagraphs 3(a) through 3(e).

6. Notwithstanding the provisions of this Article, without limiting the applicability of paragraph 5, and further to subparagraph 2(b) of Article IX (General Exceptions), a Contracting Party may prevent or limit transfers by a financial institution to, or for the benefit of, an affiliate of or person related to such institution, through the equitable, non-discriminatory and good faith application of measures relating to maintenance of the safety, soundness, integrity or financial responsibility of financial institutions.

7. Notwithstanding paragraph 1, a Contracting Party may restrict transfers of returns in kind in circumstances where it could otherwise restrict such transfers under the *Marrakesh Agreement Establishing the World Trade Organization* (hereinafter referred to as the "WTO Agreement") and as set out in paragraph 3.

## ARTICLE VIII

### Subrogation

1. If a Contracting Party or any agency thereof makes a payment to any of its investors under a guarantee or a contract of insurance it has entered into in respect of an investment, the other Contracting Party shall recognize the validity of the subrogation in favour of such Contracting Party or agency thereof to any right or title held by the investor.

2. A Contracting Party or any agency thereof, which is subrogated to the rights of an investor in accordance with paragraph 1 of this Article, shall be entitled in all circumstances to the same rights as those of the investor in respect of the investment concerned and its related returns. Such rights may be exercised by the Contracting Party or any agency thereof or by the investor if the Contracting Party or any agency thereof so authorizes.

4. Aucune des Parties contractantes ne peut obliger ses investisseurs à transférer, ni pénaliser ses investisseurs qui omettent de transférer, les recettes, les gains, les bénéfices ou autres sommes provenant d'investissements effectués sur le territoire de l'autre Partie contractante ou attribuables à de tels investissements.

5. Le paragraphe 4 n'a pas pour effet d'empêcher une Partie contractante d'imposer une mesure au moyen de l'application équitable, non discriminatoire et de bonne foi de ses lois concernant les sujets énumérés aux sous-paragraphe 3a) à 3e).

6. Nonobstant les dispositions du présent article, sans que soit limitée l'applicabilité du paragraphe 5, et compte tenu du sous-paragraphe 2b) de l'article IX (Exceptions générales), une Partie contractante peut empêcher ou restreindre les transferts effectués par une institution financière à une filiale de cette institution ou à une personne liée à cette institution, ou pour leur compte, au moyen de l'application équitable, non discriminatoire et de bonne foi de mesures relatives au maintien de la sécurité, de la solidité, de l'intégrité et de la responsabilité financière des institutions financières.

7. Nonobstant le paragraphe 1, une Partie contractante peut restreindre les transferts des bénéfices en nature dans les cas où elle pourrait par ailleurs restreindre de tels transferts aux termes de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (ci-après désigné l'« Accord sur l'OMC ») et selon les dispositions du paragraphe 3.

## ARTICLE VIII

### Subrogation

1. Si une Partie contractante ou l'un de ses organismes effectue un paiement à l'un de ses investisseurs en vertu d'une garantie ou d'un contrat d'assurance consentis relativement à un investissement, l'autre Partie contractante reconnaît la validité de la subrogation de la première Partie contractante ou de son organisme à l'égard de tout droit ou titre de l'investisseur.

2. Une Partie contractante ou l'un de ses organismes qui est subrogé aux droits d'un investisseur conformément au paragraphe 1 du présent article jouit en toutes circonstances des mêmes droits que l'investisseur en ce qui concerne l'investissement visé et les revenus qui en découlent. Les droits en question peuvent être exercés par la Partie contractante ou son organisme, ou par l'investisseur si la Partie contractante ou son organisme l'y autorise.



## ARTICLE IX

### General Exceptions

1. Subject to the requirement that such measures are not applied in a manner that would constitute arbitrary or unjustifiable discrimination between investments or between investors, or a disguised restriction on international trade or investment, nothing in this Agreement shall be construed to prevent a Contracting Party from adopting or enforcing measures necessary:
  - (a) to protect human, animal or plant life or health;
  - (b) to ensure compliance with laws and regulations that are not inconsistent with the provisions of this Agreement; or
  - (c) for the conservation of living or non-living exhaustible natural resources.
2. Nothing in this Agreement shall be construed to prevent a Contracting Party from adopting or maintaining reasonable measures for prudential reasons, such as:
  - (a) the protection of investors, depositors, financial market participants, policy-holders, policy-claimants, or persons to whom a fiduciary duty is owed by a financial institution;
  - (b) the maintenance of the safety, soundness, integrity or financial responsibility of financial institutions; and
  - (c) ensuring the integrity and stability of a Contracting Party's financial system.
3. (a) Nothing in this Agreement shall be construed to prevent a Contracting Party from adopting or maintaining measures that restrict transfers where the Contracting Party experiences serious balance of payments difficulties, or the threat thereof, and such restrictions are consistent with subparagraph (b).

## ARTICLE IX

### Exceptions générales

1. À condition qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer une discrimination arbitraire ou injustifiable entre investissements ou entre investisseurs, ou une restriction déguisée au commerce international ou à l'investissement international, le présent accord n'a pas pour effet d'empêcher les Parties contractantes d'adopter ou d'exécuter des mesures nécessaires :

- a) à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux et à la préservation des végétaux;
- b) à l'exécution de lois et règlements compatibles avec les dispositions du présent accord;
- c) à la conservation des ressources naturelles épuisables, biologiques ou non biologiques.

2. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet d'interdire à une Partie contractante d'adopter ou de maintenir en place des mesures raisonnables, pour des raisons de prudence telles que :

- a) la protection des investisseurs, des déposants, des participants aux marchés financiers, des titulaires de police, des auteurs d'une demande de règlement fondée sur une police ou des personnes envers lesquelles une institution financière a des obligations fiduciaires;
- b) le maintien de la sécurité, de la solidité, de l'intégrité ou de la responsabilité financière des institutions financières;
- c) la préservation de l'intégrité et de la stabilité du système financier d'une Partie contractante.

3. a) Le présent accord n'a pas pour effet d'empêcher une Partie contractante d'adopter ou d'appliquer des mesures qui limitent les transferts lorsque la Partie contractante connaît un grave déséquilibre ou une menace de grave déséquilibre de sa balance des paiements, dans la mesure où de telles limites sont conformes au sous-paragraphe b).



- (b) Measures referred to in subparagraph (a) shall be equitable, neither arbitrary nor unjustifiably discriminatory, in good faith, of limited duration and may not go beyond what is necessary to remedy the balance of payments situation. A Contracting Party that imposes measures under this Article shall inform the other Contracting Party forthwith and present as soon as possible a time schedule for their removal. Such measures shall be taken in accordance with other international obligations of the Contracting Party concerned, including those under the WTO Agreement and the *Articles of Agreement of the International Monetary Fund*.

4. Nothing in this Agreement shall prejudice measures of general application, that are neither arbitrary nor unjustifiably discriminatory, taken by any public entity in pursuit of monetary and related credit policies or exchange rate policies. This paragraph shall not affect a Contracting Party's obligations under Article VII (Transfer of Funds).

5. Nothing in this Agreement shall be construed:

- (a) to require any Contracting Party to furnish or allow access to any information the disclosure of which it determines to be contrary to its essential security interests;
- (b) to prevent any Contracting Party from taking any actions that it considers necessary for the protection of its essential security interests:
  - (i) relating to the traffic in arms, ammunition and implements of war and to such traffic and transactions in other goods, materials, services and technology undertaken directly or indirectly for the purpose of supplying a military or other security establishment,
  - (ii) taken in time of war or other emergency in international relations, or
  - (iii) relating to the implementation of national policies or international agreements respecting the non-proliferation of nuclear weapons or other nuclear explosive devices; or

- b) Les mesures mentionnées au sous-paragraphe a) sont équitables, elles ne sont pas arbitraires, ni discriminatoires d'une manière injustifiable, elles sont adoptées de bonne foi, elles sont d'une durée limitée et elles ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour corriger le déséquilibre de la balance des paiements. Une Partie contractante qui impose des mesures en vertu du présent article en informe immédiatement l'autre Partie contractante et lui présente dès que possible un calendrier prévoyant leur suppression. Lesdites mesures sont adoptées en conformité avec les autres obligations internationales de la Partie contractante concernée, notamment les obligations prévues par l'Accord sur l'OMC et par les *Statuts du Fonds monétaire international*.

4. Le présent accord n'a pas pour effet de porter atteinte aux mesures d'application générale, qui ne sont ni arbitraires ni discriminatoires d'une manière injustifiable, prises par une entité publique aux fins de politiques relatives à la monnaie, au crédit ou au taux de change. Le présent paragraphe ne modifie en rien les obligations d'une Partie contractante aux termes de l'article VII (Transfert de fonds).

5. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet :

- a) d'imposer à une Partie contractante l'obligation de fournir des renseignements ou de donner accès à des renseignements dont la divulgation serait, à son avis, contraire à ses intérêts essentiels en matière de sécurité;
- b) d'empêcher une Partie contractante de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité :
  - i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, ou se rapportant au trafic ou au commerce d'autres articles, matériels, services et technologies destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées ou autres forces de sécurité, ou
  - ii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale, ou
  - iii) se rapportant à la mise en œuvre de politiques nationales ou d'accords internationaux concernant la non-prolifération des armes nucléaires ou d'autres engins nucléaires explosifs;

- (c) to prevent any Contracting Party from taking action in pursuance of its obligations under the *Charter of the United Nations* for the maintenance of international peace and security.

6. Nothing in this Agreement shall be construed to require a Contracting Party to furnish or allow access to information the disclosure of which would impede law enforcement or would be contrary to the Contracting Party's law protecting Cabinet confidences, personal privacy or the confidentiality of the financial affairs and accounts of individual customers of financial institutions.

7. Investments in cultural industries are exempt from the provisions of this Agreement. "Cultural industries" means natural persons or enterprises engaged in any of the following activities:

- (a) the publication, distribution, or sale of books, magazines, periodicals or newspapers in print or machine readable form but not including the sole activity of printing or typesetting any of the foregoing;
- (b) the production, distribution, sale or exhibition of film or video recordings;
- (c) the production, distribution, sale or exhibition of audio or video music recordings;
- (d) the publication, distribution, sale or exhibition of music in print or machine readable form; or
- (e) radiocommunications in which the transmissions are intended for direct reception by the general public, and all radio, television or cable broadcasting undertakings and all satellite programming and broadcast network services.

8. Any measure adopted by a Contracting Party in conformity with a decision adopted, extended or modified by the World Trade Organization pursuant to Articles IX:3 or IX:4 of the WTO Agreement shall be deemed to be also in conformity with this Agreement. An investor purporting to act pursuant to Article X (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party) of this Agreement may not claim that such a conforming measure is in breach of this Agreement.



- c) d'empêcher une Partie contractante de prendre des mesures en application de ses engagements au titre de la *Charte des Nations Unies*, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

6. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet d'exiger d'une Partie contractante qu'elle fournisse des renseignements ou qu'elle donne accès à des renseignements dont la divulgation ferait obstacle à l'exécution de ses lois ou enfreindrait ses lois protégeant les renseignements confidentiels du Cabinet, la vie privée ou la confidentialité des affaires financières et des comptes de clients, pris individuellement, d'institutions financières.

7. Les investissements dans les industries culturelles sont soustraits aux dispositions du présent accord. L'expression « industries culturelles » désigne les personnes physiques ou les entreprises qui se livrent à l'une quelconque des activités suivantes :

- a) la publication, la distribution ou la vente de livres, de revues, de périodiques ou de journaux, sous forme imprimée ou exploitable par machine, à l'exclusion toutefois de la seule impression ou composition de ces publications;
- b) la production, la distribution, la vente ou la présentation de films ou d'enregistrements vidéo;
- c) la production, la distribution, la vente ou la présentation d'enregistrements de musique audio ou vidéo;
- d) l'édition, la distribution, la vente ou la présentation de compositions musicales sous forme imprimée ou exploitable par machine;
- e) les radiocommunications dont les transmissions sont destinées à être captées directement par le grand public, toutes les activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de câblodistribution et tous les services des réseaux de programmation et de diffusion par satellite.

8. Toute mesure adoptée par une Partie contractante en conformité avec une décision prise, prorogée ou modifiée par l'Organisation mondiale du commerce, conformément à l'article IX:3 ou IX:4 de l'Accord sur l'OMC, est réputée conforme au présent accord. Tout investisseur prétendant agir aux termes de l'article X (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte) du présent accord ne peut affirmer qu'une telle mesure enfreint les dispositions du présent accord.

## ARTICLE X

### Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party<sup>3</sup>

1. Any dispute between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party relating to the effects of a measure taken by the former Contracting Party on the management, use, enjoyment or disposal of an investment made by the investor, and in particular, but not exclusively, relating to expropriation referred to in Article VI (Expropriation) of this Agreement or to the transfer of funds referred to in Article VII (Transfer of Funds) of this Agreement, shall, to the extent possible, be settled amicably between them.
2. If the dispute has not been settled amicably within a period of six months from the date on which the dispute was initiated, it may be submitted by the investor to arbitration.
3. In that case, the dispute shall then be settled in conformity with either:
  - (a) the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL), as adopted in Resolution 31/98 of the United Nations General Assembly on 15 December 1976;
  - (b) the rules of the *Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States*, done at Washington on 18 March 1965 (hereinafter referred to as the "ICSID Convention"), when both Contracting Parties are bound by it; or
  - (c) the Additional Facility Rules of the International Centre for Settlement of Investment Disputes, provided that either the disputing Contracting Party or the Contracting Party of the investor, but not both, is a party to the ICSID Convention.

---

<sup>3</sup> Annex B (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party) shall apply to proceedings under this Article.



## ARTICLE X

### Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte<sup>3</sup>

1. Tout différend entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante relatif aux effets d'une mesure prise par la première Partie contractante en ce qui a trait à la gestion, à l'utilisation, à la jouissance ou à la disposition d'un investissement effectué par cet investisseur, et notamment mais non exclusivement, relatif à l'expropriation à laquelle il est fait référence dans l'article VI (Expropriation) du présent accord ou au transfert de fonds visé à l'article VII (Transfert de fonds) du présent accord est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.
2. Si un tel différend n'a pu être réglé à l'amiable dans un délai de six mois à compter du moment où la procédure a été enclenchée, il peut être soumis par l'investisseur à l'arbitrage.
3. Dans un tel cas, le différend est alors réglé conformément à l'un ou l'autre des instruments suivants :
  - a) les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), adoptées dans la Résolution 31/98 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1976;
  - b) les règles de la *Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États*, faite à Washington le 18 mars 1965 (ci-après désignée la « Convention du CIRDI »), lorsque les deux Parties contractantes sont parties à la Convention du CIRDI;
  - c) le Règlement du mécanisme supplémentaire du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, à condition que la Partie contractante défenderesse ou la Partie contractante dont relève l'investisseur, mais non les deux, soit partie à la Convention du CIRDI.

---

<sup>3</sup> L'annexe B (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte) s'applique aux procédures visées dans le présent article.

## 4. With respect to:

- (a) financial institutions of a Contracting Party; and
- (b) investors of a Contracting Party, and investments of such investors, in financial institutions in the other Contracting Party's territory,

this Article applies only in respect of claims that the other Contracting Party has breached an obligation under Article VI (Expropriation), Article VII (Transfer of Funds), or paragraph 1 or 2 of Article XV (Final Provisions and Entry into Force).

## 5. An investor may submit a dispute under this Article to arbitration only if:

- (a) the investor; and
- (b) where the claim is for loss or damage to an interest in an enterprise that is a juridical person which the investor owns or controls directly or indirectly, the enterprise,

waive their right to initiate or continue before any administrative tribunal or court under the law of any Contracting Party, or other dispute settlement procedures, any proceedings with respect to the measure of the disputing Contracting Party that is alleged to be a breach referred to in paragraph 1 of this Article, except for procedures for injunctive, declaratory or other extraordinary relief, not involving the payment of damages, before an administrative tribunal or court under the law of the disputing Contracting Party.

## 6. An interpretation of this Agreement agreed between the Contracting Parties shall be binding on a Tribunal established under this Article.

4. En ce qui concerne :

- a) les institutions financières d'une Partie contractante; et
- b) les investisseurs d'une Partie contractante, et les investissements de ces investisseurs, dans les institutions financières sur le territoire de l'autre Partie contractante,

le présent article ne s'applique qu'à l'égard des plaintes de manquement par l'autre Partie contractante à l'une des obligations prévues à l'article VI (Expropriation), à l'article VII (Transfert de fonds) ou au paragraphe 1 ou 2 de l'article XV (Dispositions finales et entrée en vigueur).

5. Un investisseur peut soumettre un différend selon les modalités du présent article à l'arbitrage à condition que :

- a) l'investisseur; et
- b) dans le cas où la réclamation porte sur une perte ou un dommage causé à ses avoirs dans une entreprise qui est une personne morale qui appartient à l'investisseur ou qu'il contrôle directement ou indirectement, l'entreprise,

renoncent à leur droit d'engager ou de poursuivre, devant une tribunal judiciaire ou administratif relevant de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ou devant d'autres instances de règlement des différends, des procédures se rapportant à la mesure de la Partie contractante défenderesse dont il est allégué qu'elle constitue un manquement auquel il est fait référence au paragraphe 1 du présent article, à l'exception d'une procédure d'injonction, d'une procédure déclaratoire ou d'un autre recours extraordinaire, ne comportant pas le paiement de dommages-intérêts, entrepris devant un tribunal administratif ou judiciaire relevant de la Partie contractante défenderesse.

6. Une interprétation du présent accord qui est arrêtée par les Parties contractantes lie un tribunal constitué en vertu du présent article.

## ARTICLE XI

### Consultations and Exchange of Information

1. Upon request by either Contracting Party, the other Contracting Party shall promptly accept to consult on the interpretation or application of this Agreement. Upon request by either Contracting Party, information shall be exchanged on the impact that the laws, regulations, decisions, administrative practices or procedures, or policies of the other Contracting Party may have on investments covered by this Agreement.
2. The consultations provided for by this Article shall include consultations concerning any steps that a Contracting Party may consider are necessary to ensure compatibility between this Agreement and the *Treaty on the Functioning of the European Union*.

## ARTICLE XII

### Disputes between the Contracting Parties

1. Any dispute between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall, whenever possible, be settled amicably through consultations.
2. If the dispute cannot be settled through consultations, it shall, at the request of either Contracting Party, be submitted to an arbitral tribunal for decision.
3. An arbitral tribunal shall be constituted for each dispute. Within two months after receipt through diplomatic channels of the request for arbitration, each Contracting Party shall appoint one member to the arbitral tribunal. The two members shall then select a national of a third state who, upon approval by the two Contracting Parties, shall be appointed Chairman of the arbitral tribunal. The Chairman shall be appointed within two months from the date of appointment of the other two members of the arbitral tribunal.



## ARTICLE XI

### Consultations et échange de renseignements

1. À la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante consent promptement à des consultations portant sur l'interprétation ou l'application du présent accord. À la demande de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie contractante fournit des renseignements quant aux effets que ses lois, règlements, décisions, pratiques administratives, procédures administratives ou politiques peuvent avoir sur les investissements visés par le présent accord.

2. Les consultations prévues par le présent article comprennent les consultations se rapportant à des mesures qu'une Partie contractante peut juger nécessaires pour assurer la compatibilité du présent accord avec le *Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne*.

## ARTICLE XII

### Différends entre les Parties contractantes

1. Tout différend entre les Parties contractantes se rapportant à l'interprétation ou à l'application du présent accord est, dans la mesure du possible, réglé à l'amiable par la tenue de consultations.

2. Si le différend ne peut être réglé par la tenue de consultations, il est, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, soumis à un tribunal d'arbitrage.

3. Un tribunal d'arbitrage est constitué pour chaque différend. Chaque Partie contractante nomme un membre du tribunal d'arbitrage dans un délai de deux mois à compter de la réception par voie diplomatique de la demande d'arbitrage. Les deux membres choisissent ensuite un ressortissant d'un État tiers qui, sur approbation des deux Parties contractantes, est nommé président du tribunal d'arbitrage. Le président est nommé dans les deux mois de la date de nomination des deux autres membres du tribunal d'arbitrage.



4. If within the periods specified in paragraph 3 of this Article the necessary appointments have not been made, either Contracting Party may, in the absence of any other agreement, invite the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President is a national of either Contracting Party or is otherwise prevented from discharging the said function, the Vice-President shall be invited to make the necessary appointments. If the Vice-President is a national of either Contracting Party or is prevented from discharging the said function, the Member of the International Court of Justice next in seniority, who is not a national of either Contracting Party, shall be invited to make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall determine its own procedure. The arbitral tribunal shall reach its decision by a majority of votes. Such decision shall be binding on both Contracting Parties. Unless otherwise agreed, the decision of the arbitral tribunal shall be rendered within six months of the appointment of the Chairman in accordance with paragraph 3 or 4 of this Article.

6. Each Contracting Party shall bear the costs of its own member of the arbitral tribunal and its representation in the arbitral proceedings; the costs related to the Chairman and any remaining costs shall be borne equally by the Contracting Parties. The arbitral tribunal may, however, in its decision direct that a higher proportion of costs be borne by one of the two Contracting Parties, and this award shall be binding on both Contracting Parties.

## **ARTICLE XIII**

### **Other International Agreements**

When a matter is covered both by the provisions of this Agreement and any other international agreement to which both Contracting Parties are bound, subject to paragraph 8 of Article IX (General Exceptions), nothing in this Agreement shall prevent an investor of one Contracting Party that has investments in the territory of the other Contracting Party from benefiting from the most favourable regime.

## **ARTICLE XIV**

### **Application**

This Agreement shall apply to any investment made by an investor of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party on or after 1 January 1955.

4. Si, dans les délais prévus au paragraphe 3 du présent article, les nominations requises n'ont pas été faites, l'une ou l'autre des Parties contractantes peut, en l'absence de toute autre entente, inviter le président de la Cour internationale de Justice à procéder aux nominations nécessaires. Si le président est un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ou si, pour quelque autre raison, il ne peut s'acquitter de cette fonction, le vice-président est invité à procéder aux nominations. Si le vice-président est un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ou s'il ne peut s'acquitter de cette fonction, le juge de la Cour internationale de Justice qui a rang après lui qui n'est pas un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties contractantes est invité à procéder aux nominations.

5. Le tribunal d'arbitrage est maître de sa propre procédure. Il rend sa décision à la majorité des voix. Cette décision lie les deux Parties contractantes. À moins qu'il n'en soit convenu autrement, la décision du tribunal d'arbitrage est rendue dans les six mois de la nomination du président conformément au paragraphe 3 ou 4 du présent article.

6. Chaque Partie contractante assume les frais du membre du tribunal d'arbitrage qu'elle nomme, ainsi que les frais de sa représentation dans l'instance arbitrale. Les Parties contractantes se partagent par moitié les frais relatifs au président et tous les frais engagés. Le tribunal d'arbitrage peut toutefois disposer dans sa décision qu'une proportion plus élevée des frais soit supportée par l'une des deux Parties contractantes, et cette décision lie les deux Parties contractantes.

## **ARTICLE XIII**

### **Autres accords internationaux**

Lorsqu'une question est visée à la fois par les dispositions du présent accord et de tout autre accord international liant les deux Parties contractantes, sous réserve du paragraphe 8 de l'article IX (Exceptions générales), rien dans le présent accord empêche un investisseur d'une Partie contractante qui a des investissements sur le territoire de l'autre Partie contractante de bénéficier du régime qui lui est le plus favorable.

## **ARTICLE XIV**

### **Application**

Le présent accord s'applique à tout investissement effectué par un investisseur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante effectué le 1<sup>er</sup> janvier 1955 ou après cette date.

## ARTICLE XV

### Final Provisions and Entry into Force

1. A Contracting Party may deny the benefits of this Agreement to an investor of the other Contracting Party that is an enterprise of such Contracting Party and to investments of such investor if investors of a third state own or control the enterprise and the denying Contracting Party adopts or maintains measures with respect to the third state that prohibit transactions with the enterprise or that would be violated or circumvented if the benefits of this Agreement were accorded to the enterprise or to its investments.
2. Subject to prior notification and consultation in accordance with this Agreement, a Contracting Party may deny the benefits of this Agreement to an investor of the other Contracting Party that is an enterprise of such Contracting Party and to investments of such investors if investors of a third state own or control the enterprise and the enterprise has no substantial business activities in the territory of the Contracting Party under whose law it is constituted.
3. All references in this Agreement to measures of a Contracting Party shall include measures applicable in accordance with European Union law in the territory of that Contracting Party pursuant to its membership in the European Union. References to “serious balance of payments difficulties, or the threat thereof,” shall include serious balance of payments difficulties, or the threat thereof, in the economic or monetary union of which a Contracting Party is a member.
4. A Contracting Party’s essential security interests may include interests deriving from its membership in a customs, economic or monetary union, a common market or a free trade area.
5. The Contracting Parties agree that the issue of whether a measure of a Contracting Party is consistent with this Agreement is a matter to be resolved exclusively under the dispute settlement procedures of this Agreement.



## ARTICLE XV

### Dispositions finales et entrée en vigueur

1. Une Partie contractante peut refuser d'accorder les avantages du présent accord à un investisseur de l'autre Partie contractante qui est une entreprise de celle-ci et aux investissements de cet investisseur si cette entreprise appartient à des investisseurs d'un État tiers, ou est contrôlée par eux, et que la Partie contractante qui refuse d'accorder les avantages adopte ou maintient, à l'égard de l'État tiers, des mesures qui interdisent les transactions avec ladite entreprise ou qui seraient enfreintes ou contournées si les avantages du présent accord étaient accordés à cette entreprise ou à ses investissements.
2. Sous réserve d'une notification et d'une consultation préalables en conformité avec le présent accord, une Partie contractante peut refuser d'accorder les avantages du présent accord à un investisseur de l'autre Partie contractante qui est une entreprise de celle-ci et aux investissements de cet investisseur si cette entreprise appartient à des investisseurs d'un État tiers, ou est contrôlée par eux, et que l'entreprise n'exerce aucune activité commerciale importante sur le territoire de la Partie contractante où elle est légalement constituée.
3. Toute référence, dans le présent accord, à des mesures d'une Partie contractante comprend les mesures applicables, conformément au droit de l'Union européenne, sur le territoire de cette Partie contractante de par sa qualité de membre de l'Union européenne. L'expression « un grave déséquilibre ou une menace de grave déséquilibre de la balance des paiements » comprend un grave déséquilibre, ou une menace de grave déséquilibre, de la balance des paiements au sein de l'union économique ou monétaire dont une Partie contractante est membre.
4. Les intérêts essentiels de la sécurité d'une Partie contractante peuvent comprendre les intérêts découlant de son appartenance à une union douanière, économique ou monétaire, à un marché commun ou à une zone de libre-échange.
5. Les Parties contractantes reconnaissent que le point de savoir si une mesure d'une Partie contractante est conforme au présent accord est un sujet qui relève exclusivement de la procédure de règlement des différends prévue dans le présent accord.

6. Each Contracting Party shall notify the other in writing of the completion of the procedures required in its territory for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force three months after the latter of the two notifications. Upon the entry into force of this Agreement, the *Agreement between the Government of Canada and the Government of the Czech and Slovak Federal Republic for the Promotion and Protection of Investments*, done at Prague on 15 of November 1990, shall be terminated except that its provisions shall continue to apply to any dispute between either Contracting Party and an investor of the other Contracting Party that has been submitted to arbitration pursuant to that Agreement by the investor prior to the date that this Agreement enters into force. Apart from any such dispute, this Agreement shall apply to any dispute which has arisen not more than three years prior to its entry into force.

7. This Agreement shall remain in force unless either Contracting Party notifies in writing the other Contracting Party of its intention to terminate it. The termination of this Agreement shall become effective one year after notice of termination has been received by the other Contracting Party. In respect of investments made prior to the date when the termination of this Agreement becomes effective, the provisions of Articles I to XIV inclusive of this Agreement shall remain in force for a period of fifteen years.

**IN WITNESS WHEREOF** the undersigned, duly authorized, have signed this Agreement.

**DONE** in duplicate at Bratislava, this 20<sup>th</sup> day of July 2010, in the English, French and Slovak languages, each version being equally authentic.

**Peter Van Loan**

**Ivana Mikloša**

**FOR CANADA**

**FOR THE SLOVAK  
REPUBLIC**



6. Chaque Partie contractante notifie par écrit à l'autre Partie contractante l'accomplissement des formalités requises sur son territoire pour l'entrée en vigueur du présent accord. Le présent accord entre en vigueur trois mois après la dernière des deux notifications. Dès l'entrée en vigueur du présent accord, *l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection des investissements*, fait à Prague le 15 novembre 1990, prend fin, sauf que ses dispositions continuent de s'appliquer à tout différend entre l'une des deux Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante qui aura été soumis à l'arbitrage conformément à cet accord par l'investisseur avant la date d'entrée en vigueur du présent accord. Abstraction faite d'un tel différend, le présent accord s'applique à tout différend qui aura pris naissance au cours des trois années antérieures à son entrée en vigueur.

7. Le présent accord demeure en vigueur à moins que l'une ou l'autre des Parties contractantes ne notifie par écrit à l'autre Partie contractante son intention de le dénoncer. L'extinction du présent accord prend effet un an après la réception de l'avis de dénonciation par l'autre Partie contractante. En ce qui concerne les investissements antérieurs à la date à laquelle le présent accord est éteint, les dispositions des articles I à XIV, inclusivement, du présent accord demeurent en vigueur pendant une période de quinze ans.

**EN FOI DE QUOI** les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent accord.

**FAIT** en double exemplaire à Bratislava, ce 20<sup>e</sup> jour de juillet 2010, en langues française, anglaise et slovaque, chaque version faisant également foi.

**POUR LE CANADA**

**POUR LA RÉPUBLIQUE  
SLOVAQUE**

**Peter Van Loan**

**Ivana Mikloša**

## ANNEX A

### Clarification of Indirect Expropriation

Article VI (Expropriation) of this Agreement states that:

“Investments or returns of investors of either Contracting Party shall not be nationalized, expropriated or subjected to measures having an effect equivalent to nationalization or expropriation (hereinafter referred to as “expropriation”) in the territory of the other Contracting Party, except for a public purpose, under due process of law, in a non-discriminatory manner and provided that such expropriation is accompanied by prompt, adequate and effective compensation.”

The Contracting Parties confirm their shared understanding that:

- (a) The concept of “measures having an effect equivalent to nationalization or expropriation” can also be termed “indirect expropriation.” Indirect expropriation results from a measure or series of measures of a Contracting Party that have an effect equivalent to direct expropriation without formal transfer of title or outright seizure;
- (b) The determination of whether a measure or series of measures of a Contracting Party constitute an indirect expropriation requires a case-by-case, fact-based inquiry that considers, among other factors:
  - (i) the economic impact of the measure or series of measures, although the sole fact that a measure or series of measures of a Contracting Party have an adverse effect on the economic value of an investment does not establish that an indirect expropriation has occurred,
  - (ii) the extent to which the measure or series of measures interfere with distinct, reasonable, investment-backed expectations, and
  - (iii) the character of the measure or series of measures, including their purpose and rationale; and

## ANNEXE A

### Clarification de l'expropriation indirecte

L'article VI (Expropriation) de l'accord prévoit ce qui suit :

« Une Partie contractante ne peut prendre des mesures de nationalisation ou d'expropriation ou toutes autres mesures d'effets équivalents aux mesures de nationalisation ou d'expropriation (ci-après désignées « expropriation ») contre les investissements ou revenus d'investisseurs de l'autre Partie contractante établis sur son territoire, si ce n'est pour une raison d'intérêt public et à condition que cette expropriation soit conforme à l'application régulière de la loi, qu'elle soit appliquée d'une manière non discriminatoire et qu'elle s'accompagne de versement d'une indemnité prompte, adéquate et effective (...). »

Les Parties contractantes confirment qu'elles partagent l'opinion suivante :

- a) La notion de « mesures d'effets équivalents aux mesures de nationalisation ou d'expropriation » peut aussi être appelée « expropriation indirecte ». L'expropriation indirecte résulte d'une mesure ou d'un train de mesures d'une Partie contractante qui a un effet équivalent à l'expropriation directe sans transfert formel de titre ou à la confiscation pure et simple.
- b) Pour établir si une mesure ou un train de mesures d'une Partie contractante constitue une expropriation indirecte, il faut examiner chaque espèce et procéder à une enquête sur les faits où les facteurs suivants, entre autres, sont pris en considération :
  - i) les effets économiques de la mesure ou du train de mesures, bien que l'effet défavorable de la mesure ou du train de mesures de la Partie contractante sur la valeur économique d'un investissement ne suffise pas à lui seul à établir qu'il y a eu expropriation indirecte,
  - ii) la mesure dans laquelle la mesure ou le train de mesures porte atteinte aux attentes définies et raisonnables fondées sur l'investissement,
  - iii) la nature de la mesure ou du train de mesures, y compris leur objet et leur raison d'être.

- (c) Except in rare circumstances, such as when a measure or series of measures are so severe in the light of their purpose that they cannot be reasonably viewed as having been adopted and applied in good faith, non-discriminatory measures of a Contracting Party that are designed and applied to protect legitimate public welfare objectives do not constitute indirect expropriation.



- c) Sauf dans de rares cas, par exemple lorsque la mesure ou le train de mesures est si rigoureux au regard de son objet qu'on ne peut raisonnablement penser qu'il a été adopté et appliqué de bonne foi, ne constituent pas une expropriation indirecte les mesures non discriminatoires d'une Partie contractante qui sont conçues et appliquées dans un but légitime de protection du bien-être public.

## **ANNEX B**

### **Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party**

#### **I. Public Access to Hearings and Documents**

1. Hearings held under Article X (Settlement of Disputes between an Investor and the Host Contracting Party) shall be open to the public. To the extent necessary to ensure the protection of confidential information, the Tribunal may hold portions of hearings in camera.
2. The Tribunal shall establish procedures for the protection of confidential information and appropriate logistical arrangements for open hearings, in consultation with the disputing parties.
3. All documents submitted to, or issued by, the Tribunal shall be publicly available, unless the disputing parties otherwise agree, subject to the redaction of confidential information.
4. Notwithstanding paragraph 3, any Tribunal award under this Agreement shall be publicly available, subject to the redaction of confidential information.
5. A disputing party may disclose to other persons in connection with the arbitral proceedings such unredacted documents as it considers necessary for the preparation of its case, but it shall ensure that those persons protect the confidential information in such documents.
6. The Contracting Parties may share with officials of their respective sub-national governments all relevant unredacted documents in the course of dispute settlement under this Agreement, but they shall ensure that those persons protect any confidential information in such documents.
7. The Tribunal shall not require a Contracting Party to furnish or allow access to information the disclosure of which would impede law enforcement or would be contrary to the Contracting Party's law protecting Cabinet confidences, personal privacy or the financial affairs and accounts of individual customers of financial institutions, or which it determines to be contrary to its essential security.

## **ANNEXE B**

### **Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte**

#### **I. Accès du public aux audiences et aux documents**

1. Les audiences tenues en vertu de l'article X (Règlement des différends entre un investisseur et la Partie contractante hôte) sont publiques. Dans la mesure où il est nécessaire d'assurer la protection de renseignements confidentiels, le tribunal peut tenir des audiences à huis clos.
2. Le tribunal établit, en collaboration avec les parties au différend, des procédures destinées à assurer la protection des renseignements confidentiels et des arrangements logistiques appropriés pour les audiences publiques.
3. À moins que les parties au différend n'en décident autrement, tous les documents soumis au tribunal ou délivrés par celui-ci sont mis à la disposition du public, sous réserve de la suppression des renseignements confidentiels.
4. Nonobstant le paragraphe 3, toute sentence rendue par le tribunal en vertu du présent accord est mise à la disposition du public, sous réserve de la suppression des renseignements confidentiels.
5. Une partie au différend peut communiquer à d'autres personnes, dans le cadre de la procédure arbitrale, les versions non expurgées des documents qu'elle estime nécessaires pour la préparation de sa cause, à condition de faire en sorte que ces personnes protègent les renseignements confidentiels que contiennent ces documents.
6. Les Parties contractantes peuvent communiquer aux représentants de leurs gouvernements infranationaux respectifs toutes les versions non expurgées des documents pertinents dans le cadre du règlement de différends aux termes du présent accord, à condition de faire en sorte que ces représentants protègent les renseignements confidentiels que contiennent ces documents.
7. Le tribunal n'exige pas d'une Partie contractante qu'elle communique des renseignements ou donne accès à des renseignements dont la divulgation ferait obstacle à l'exécution de ses lois ou enfreindrait ses lois protégeant les renseignements confidentiels du Cabinet, la vie privée ou les affaires financières et des comptes de clients, pris individuellement, d'institutions financières, ou qu'elle estime contraire à ses intérêts essentiels en matière de sécurité.

8. To the extent that a Tribunal's confidentiality order designates information as confidential and a Contracting Party's law on access to information requires public access to that information, the Contracting Party's law on access to information shall prevail. However, a Contracting Party should endeavour to apply its law on access to information so as to protect information designated confidential by the Tribunal.

## **II. Participation by the Non-Disputing Contracting Party**

1. The non-disputing Contracting Party shall be entitled, at its cost, to receive from the disputing Contracting Party a copy of:

- (a) the evidence that has been tendered to the Tribunal;
- (b) copies of all pleadings filed in the arbitration; and
- (c) the written argument of the disputing parties.

2. The non-disputing Contracting Party receiving information pursuant to paragraph 1 shall treat the information as if it were a disputing Contracting Party.

3. On written notice to the disputing parties, the non-disputing Contracting Party may make written submissions to a Tribunal on a question of interpretation of this Agreement.

4. The non-disputing Contracting Party shall have the right to attend any hearings held under this Agreement, whether or not it makes submissions to the Tribunal.

## **III. Submissions by a Non-Disputing Party**

1. Any non-disputing party that is a person of a Contracting Party, or has a significant presence in the territory of a Contracting Party, that wishes to file a written submission with the Tribunal (the "applicant") shall apply for leave from the Tribunal to file such a submission, in accordance with the applicable Guidelines set out in Part IV of this Annex. The applicant shall attach the submission to the application.

2. The applicant shall serve the application for leave to file a non-disputing party submission and the submission on all disputing parties and the Tribunal.



8. La loi d'une Partie contractante en matière d'accès à l'information qui prévoit l'accès du public à des renseignements l'emporte sur l'ordonnance de confidentialité d'un tribunal qui désigne ces renseignements confidentiels. Cependant, chaque Partie contractante s'efforce d'appliquer sa loi en matière d'accès à l'information de manière à protéger les renseignements désignés confidentiels par le tribunal.

## **II. Participation de la Partie contractante non partie au différend**

1. La Partie contractante qui n'est pas partie au différend a le droit de recevoir, à ses frais, de la Partie contractante défenderesse, une copie :

- a) de la preuve qui a été présentée au tribunal;
- b) de tous les actes de procédure produits dans le cadre de l'arbitrage;
- c) des exposés écrits des parties au différend.

2. La Partie contractante qui n'est pas partie au différend recevant des renseignements en vertu du paragraphe 1 traite ces renseignements comme si elle était une Partie contractante défenderesse.

3. Après notification écrite donnée aux parties au différend, la Partie contractante qui n'est pas partie au différend peut présenter des observations écrites au tribunal sur les questions d'interprétation du présent accord.

4. La Partie contractante qui n'est pas partie au différend a le droit d'assister à toute audience tenue en vertu du présent accord, qu'elle présente ou non des observations au tribunal.

## **III. Observations présentées par un tiers**

1. Tout tiers qui est une personne d'une Partie contractante, ou qui a une présence significative sur le territoire d'une Partie contractante, et qui désire présenter une observation écrite au tribunal (la « demanderesse »), fait une demande en ce sens au tribunal conformément aux directives applicables figurant dans la Partie IV de la présente annexe. La demanderesse joint l'observation à la demande.

2. La demanderesse signifie la demande d'autorisation de présentation d'une observation par un tiers ainsi que l'observation elle-même à toutes les parties au différend et au tribunal.

3. The Tribunal shall set an appropriate date for the disputing parties to comment on the application for leave to file a non-disputing party submission.
4. In determining whether to grant leave to file a non-disputing party submission, the Tribunal shall consider, among other things, the extent to which:
  - (a) the non-disputing party submission would assist the Tribunal in the determination of a factual or legal issue related to the arbitration by bringing a perspective, particular knowledge or insight that is different from that of the disputing parties;
  - (b) the non-disputing party submission would address a matter within the scope of the dispute;
  - (c) the non-disputing party has a significant interest in the arbitration; and
  - (d) there is a public interest in the subject-matter of the arbitration.
5. The Tribunal shall ensure that:
  - (a) any non-disputing party submission avoids disrupting the proceedings; and
  - (b) neither disputing party is unduly burdened or unfairly prejudiced by such submissions.
6. The Tribunal shall decide whether to grant leave to file a non-disputing party submission. If leave to file a non-disputing party submission is granted, the Tribunal shall set an appropriate date for the disputing parties to respond in writing to the non-disputing party submission. By that date, the non-disputing Contracting Party may, pursuant to the provisions of Part II of this Annex (*Participation by the Non-Disputing Contracting Party*), address any issues of interpretation of this Agreement presented in the non-disputing party submission.
7. A Tribunal that grants leave to file a non-disputing party submission is not required to address the submission at any point in the arbitration, nor is the non-disputing party that files the submission entitled to make further submissions in the arbitration.
8. Access to hearings and documents by non-disputing parties that file applications under these procedures shall be governed by the provisions of Part I of this Annex (*Public Access to Hearings and Documents*).

3. Le tribunal fixe une date limite appropriée à laquelle les parties au différend peuvent faire des commentaires sur la demande d'autorisation de présentation d'une observation par un tiers.

4. Pour déterminer s'il y a lieu d'accorder à un tiers l'autorisation de présenter une observation, le tribunal tient compte, entre autres, de la mesure dans laquelle :

- a) l'observation présentée par le tiers est susceptible d'aider le tribunal à trancher une question de fait ou de droit liée à l'arbitrage en apportant un point de vue, une connaissance ou un éclairage particuliers qui diffèrent de ceux des parties au différend;
- b) l'observation présentée par le tiers porte sur une question qui s'inscrit dans le cadre du différend;
- c) le tiers a un intérêt substantiel dans l'arbitrage;
- d) l'arbitrage soulève une question d'intérêt public.

5. Le tribunal veille à ce que :

- a) l'observation présentée par le tiers ne perturbe pas la procédure d'arbitrage; et
- b) cette observation n'impose pas un fardeau trop lourd ni ne cause un préjudice indu à l'une ou l'autre des parties au différend.

6. Le tribunal décide s'il y a lieu d'accorder à un tiers l'autorisation de présenter une observation. Si une telle autorisation est accordée, le tribunal fixe une date limite appropriée à laquelle les parties au différend peuvent répondre par écrit à l'observation présentée par le tiers. À cette date, la Partie contractante qui n'est pas partie au différend peut, conformément aux dispositions de la Partie II de la présente annexe (*Participation de la Partie contractante non partie au différend*), aborder toute question d'interprétation du présent accord soulevée dans l'observation présentée par le tiers.

7. Le tribunal qui a accordé à un tiers l'autorisation de présenter une observation n'est pas tenu d'examiner cette observation au cours de l'arbitrage, pas plus que le tiers qui a présenté l'observation n'est autorisé à présenter d'autres observations au cours de l'arbitrage.

8. L'accès aux audiences et aux documents produits par les tiers qui présentent des demandes au moyen de la présente procédure est régi par les dispositions de la Partie I de la présente annexe (*Accès du public aux audiences et aux documents*).



**IV. Guidelines for Submissions by a Non-Disputing Party**

1. The application for leave to file a non-disputing party submission shall:
  - (a) be made in writing, dated and signed by the person filing the application, and include the address and other contact details of the applicant;
  - (b) be no longer than five typed pages;
  - (c) describe the applicant, including, where relevant, its membership and legal status (e.g., company, trade association or other non-governmental organization), its general objectives, the nature of its activities, and any parent organization (including any organization that directly or indirectly controls the applicant);
  - (d) disclose whether or not the applicant has any affiliation, direct or indirect, with any disputing party;
  - (e) identify any government, person or organization that has provided any financial or other assistance in preparing the submission;
  - (f) specify the nature of the interest that the applicant has in the arbitration;
  - (g) identify the specific issues of fact or law in the arbitration that the applicant has addressed in its written submission;
  - (h) explain, by reference to the factors specified in paragraph 4 of Part III of this Annex (*Submissions by a Non-Disputing Party*), why the Tribunal should accept the submission; and
  - (i) be made in a language of the arbitration.



#### IV. Directives applicables aux observations présentées par un tiers

##### 1. La demande d'autorisation de présenter une observation par un tiers :

- a) est faite par écrit, datée et signée par la personne qui la présente, et indique l'adresse de la demanderesse et les autres renseignements permettant de la contacter;
- b) ne dépasse pas cinq pages dactylographiées;
- c) décrit la demanderesse en indiquant, notamment, lorsque cela est pertinent, sa composition et son statut juridique (p. ex. une compagnie, une association commerciale ou autre organisation non gouvernementale), ses objectifs généraux, la nature de ses activités, et le nom de toute organisation mère (y compris toute organisation qui contrôle directement ou indirectement la demanderesse);
- d) indique si la demanderesse est affiliée ou non, directement ou indirectement, à une partie au différend;
- e) nomme tout gouvernement et toute personne ou organisation qui a contribué financièrement ou autrement à la préparation de la demande;
- f) précise la nature de l'intérêt de la demanderesse dans l'arbitrage;
- g) énonce les questions spécifiques de fait ou de droit en litige dans l'arbitrage que la demanderesse a abordées dans son observation écrite;
- h) explique, en se référant aux facteurs mentionnés au paragraphe 4 de la Partie III de la présente annexe (*Observations présentées par un tiers*), pourquoi le tribunal devrait accepter l'observation;
- i) est rédigée dans une langue employée dans l'arbitrage.

2. The submission filed by a non-disputing party shall:
- (a) be dated and signed by the person filing the submission;
  - (b) be concise, and in no case longer than twenty typed pages, including any appendices;
  - (c) set out a precise statement supporting the applicant's position on the issues; and
  - (d) only address matters within the scope of the dispute.

2. L'observation présentée par un tiers :
- a) est datée et signée par la personne qui la présente;
  - b) est concise, et ne dépasse en aucun cas vingt pages dactylographiées, y compris les appendices;
  - c) contient un énoncé précis à l'appui de la position de la demanderesse sur les questions en litige;
  - d) n'aborde que les questions visées par le différend.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department of  
Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/7  
ISBN: 978-1-100-54390-1

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/7  
ISBN : 978-1-100-54390-1







A1  
EA 10  
TL7

Govtub



CANADA

TREATY SERIES 2012/8 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## SCIENCE

Cooperation Agreement between the Government of Canada and the  
European Space Agency

Paris, 15 December 2010

Entry into Force 28 March 2012

---

## SCIENCE

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et l'Agence  
spatiale européenne

Paris, le 15 décembre 2010

Entrée en vigueur le 28 mars 2012

---







CANADA

TREATY SERIES 2012/8 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## SCIENCE

Cooperation Agreement between the Government of Canada and the European Space Agency

Paris, 15 December 2010

Entry into Force 28 March 2012

---

## SCIENCE

Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne

Paris, le 15 décembre 2010

Entrée en vigueur le 28 mars 2012

---

**COOPERATION AGREEMENT**  
**BETWEEN**  
**THE GOVERNMENT OF CANADA**  
**AND**  
**THE EUROPEAN SPACE AGENCY**

**THE GOVERNMENT OF CANADA** (hereinafter referred to as “Canada”) and **THE EUROPEAN SPACE AGENCY** established by the Convention opened for signature in Paris on 30 May 1975 (hereinafter referred to as “the Agency”),

**HAVING REGARD** to the Cooperation Agreement between the Government of Canada and the European Space Agency signed in Paris on 21 June 2000 which provides for the close cooperation between Canada and the Agency for the period starting on 1 January 2000 and elapsing on 31 December 2009;

**CONSIDERING** that such agreement is inscribed in a long lasting cooperation for exclusively peaceful purposes, in the fields of space research and technology and their space applications, established between Canada and the Agency since 1979;

**CONSIDERING** the mutual benefits brought by such cooperation, which has been implemented by the participation of Canada, through the Canadian Space Agency, in several of the Agency’s activities and programmes;

**HAVING REGARD** to the Resolution on the European Space Policy adopted by the Council of the Agency on 22 May 2007 (ESA/C/CXCIV/Res. 1 (Final)) and to the Resolution “Taking forward the European Space Policy” adopted by the Council of the Agency on 26 September 2008 (ESA/C-M/CCII/Res. 1 (Final));

**DESIRING** to pursue and to strengthen further the close cooperation between Canada and the Agency;

**AGREE AS FOLLOWS:**

**ARTICLE I**

The purpose of this Agreement is to provide for the long-term continuing framework for close cooperation between Canada and the Agency for the new period specified in Article XIV.

**ACCORD DE COOPÉRATION**  
**ENTRE**  
**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**ET**  
**L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE**

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA** (ci-après dénommé « le Canada ») et **L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE**, créée par la Convention ouverte à la signature à Paris le 30 mai 1975 (ci-après dénommée « l'Agence »),

**VU** l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne signé à Paris le 21 juin 2000, qui prévoit une coopération étroite entre le Canada et l'Agence pour une période commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et s'achevant le 31 décembre 2009;

**CONSIDÉRANT** que cet Accord s'inscrit dans le cadre d'une coopération de longue durée, à des fins exclusivement pacifiques, dans les domaines de la recherche et de la technologie spatiales et de leurs applications spatiales, mise en place entre le Canada et l'Agence depuis 1979;

**CONSIDÉRANT** les bénéfices mutuels apportés par cette coopération, mise en œuvre par la participation du Canada, par l'intermédiaire de l'Agence spatiale canadienne, à plusieurs activités et programmes de l'Agence;

**VU** la Résolution relative à la politique spatiale européenne adoptée par le Conseil de l'Agence le 22 mai 2007 (ESA/C/CXCIV/Rés. 1 (Final)) et la Résolution « Faire progresser la politique spatiale européenne » adoptée par le Conseil de l'ASE le 26 septembre 2008 (ESA/C-M/CCII/Rés. 1 (Final));

**DÉSIREUX** de poursuivre et de renforcer encore cette étroite coopération entre le Canada et l'Agence;

**CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:**

**ARTICLE PREMIER**

Le présent Accord a pour objet de fournir le cadre pour la poursuite à long terme d'une étroite coopération entre le Canada et l'Agence pour la nouvelle période spécifiée à l'Article XIV.

## ARTICLE II

Canada shall benefit from all activities executed under the Agency's General Budget, except that Canada shall not participate in the basic technological research programme.

## ARTICLE III

Canada may also participate in other parts of the Agency's mandatory and optional activities and programmes or operational activities in accordance with detailed arrangements to be concluded in each case between Canada and the Agency subject to unanimous approval of the Member States participating in the activities and programmes in question.

## ARTICLE IV

1. Canada shall contribute annually to the Agency's General Budget expenditure (excluding the output "Technological research") in its initially approved version. This contribution shall represent 50% of its contribution scale calculated on the basis used for the Member States of the Agency and adopted in accordance with Article XIII.1 of the Agency's Convention.
2. Canada shall contribute to the expenditure of the activities and programmes in which it participates, in accordance with the provisions of the relevant detailed arrangements concluded pursuant to Article III.
3. Canada's contributions as provided for in this Article shall be updated and paid in conformity with the rules and procedures in force in the Agency for all Member States.

## ARTICLE V

Canada shall participate in the meetings of the Agency's delegate bodies in accordance with the following provisions:

- (a) Canada shall have the right to be represented at open meetings of the Council of the Agency by not more than two delegates, who may be accompanied by advisors. These delegates shall have the right to vote on questions relating to the activities and programmes in which Canada participates pursuant to Articles II and III above. Canada shall not have the right to vote in Council on the General Budget or on matters related to it, but shall have the right to state its opinion and to be heard on other questions.



## **ARTICLE II**

Le Canada bénéficie de l'ensemble des activités conduites au titre du Budget général de l'Agence, à l'exception du Programme de recherche technologique de base auquel il ne participe pas.

## **ARTICLE III**

Le Canada peut également participer à d'autres éléments des activités et programmes obligatoires et facultatifs ou à des activités opérationnelles de l'Agence conformément à des arrangements détaillés qui seront conclus dans chaque cas entre le Canada et l'Agence, sous réserve de l'approbation unanime des États membres participant aux activités et programmes en cause.

## **ARTICLE IV**

1. Le Canada contribue annuellement aux dépenses de l'Agence inscrites au Budget général (à l'exclusion de celles prévues au titre de la « Recherche technologique ») dans la première version approuvée du budget. La contribution du Canada représente 50 % de ce qu'elle aurait été si elle avait été calculée sur la base utilisée pour les États membres de l'Agence et adoptée conformément aux dispositions de l'Article XIII.1 de la Convention de l'Agence.
2. Le Canada contribue aux dépenses au titre des activités et programmes auxquels il participe, conformément aux dispositions des arrangements détaillés pertinents conclus en application de l'Article III.
3. Les contributions du Canada visées au présent Article sont actualisées et versées conformément aux règles et procédures en vigueur à l'Agence pour tous les États membres.

## **ARTICLE V**

Le Canada participe aux réunions des organes délibérants de l'Agence conformément aux dispositions suivantes :

- a) Le Canada a le droit d'être représenté aux sessions publiques du Conseil de l'Agence par deux délégués au plus qui peuvent être accompagnés de conseillers. Ces délégués disposent du droit de vote sur les questions relatives aux activités et programmes auxquels le Canada participe en application des Articles II et III ci-dessus. Le Canada n'a pas voix délibérative au Conseil pour le budget général ou pour toute question y afférente mais il a le droit de faire part de son opinion et il a voix consultative pour d'autres questions.

- (b) Canada shall have the right to be represented, by not more than two delegates who may be accompanied by advisors, at meetings of the subordinate and advisory bodies of the Agency, competent in any capacity to deal with the activities and programmes in which Canada participates. Canada shall also have the right to be similarly represented on the Programme Boards of the Agency concerned with those optional programmes in which Canada participates in accordance with the detailed arrangements referred to in Article III. Canada shall have the right to be heard at the above meetings and to vote on issues relating to those activities and programmes in which Canada participates.
- (c) Canada may request to be represented in an observer capacity at meetings of any subordinate body or Programme Board which is solely concerned with programmes in which Canada does not participate. Such request shall be accepted subject to the unanimous approval of the Agency Member States concerned.
- (d) Canada may attend Potential Participants' meetings in an observer capacity, in particular meetings dealing with the preparation of programmes related to programmes in which Canada participates, unless the Agency Member States concerned decide otherwise.
- (e) Canada shall not have the right to be represented at the meetings of the Council, of any subordinate bodies or Programme Boards which are held on a restricted basis in accordance with the relevant rules of procedure. However, Canada may be authorised by the body concerned, either at Canada's request or at the request of one or more delegations, to attend discussions on certain items on the agendas of such meetings, when they involve matters of interest to Canada and the Agency, in order to express its opinion.
- (f) Canada shall not have the right to vote on decisions affecting the rights and obligations of Member States, as outlined in particular in Article XI.5 of the Agency's Convention.

## ARTICLE VI

With respect to the geographical distribution of work relating to the activities and programmes in which Canada participates, the Agency shall:

- (a) ensure a fair industrial return to Canada for activities under the General Budget, excluding the technological research programme (TRP), and

- b) Le Canada a le droit d'être représenté par deux délégués au plus qui peuvent être accompagnés de conseillers aux réunions des organes subsidiaires et consultatifs de l'Agence compétents à un titre quelconque pour traiter des activités et programmes auxquels le Canada participe. Le Canada a également le droit d'être représenté de la même façon auprès des Conseils directeurs de programmes de l'Agence compétents pour ceux des programmes facultatifs de l'Agence auxquels le Canada participe selon les arrangements détaillés visés à l'Article III. Le Canada a voix consultative aux réunions susvisées et voix délibérative pour les questions se rapportant aux activités et programmes auxquels il participe.
- c) Le Canada peut demander à être représenté en qualité d'observateur aux réunions de tel ou tel organe subsidiaire ou Conseil directeur de programme traitant exclusivement de programmes auxquels il ne participe pas. Pour être acceptée, une telle demande doit recevoir l'approbation unanime des États membres de l'Agence concernés.
- d) Le Canada peut participer aux réunions de Participants potentiels et en particulier à celles traitant de la préparation de programmes auxquels il participe sauf si les États membres de l'Agence concernés en décident autrement.
- e) Le Canada n'a pas le droit d'être représenté aux réunions restreintes organisées par le Conseil, les organes subsidiaires ou les Conseils directeurs de programme conformément aux règlements intérieurs pertinents. Toutefois, pour exprimer son opinion, le Canada peut être autorisé par l'organe en cause, soit à sa demande soit à celle d'une ou de plusieurs délégations, à assister à l'examen de certains points de l'ordre du jour de ces réunions traitant de questions intéressant le Canada et l'Agence.
- f) Le Canada n'a pas voix délibérative pour des décisions affectant les droits et obligations des États membres décrits notamment à l'Article XI.5 de la Convention de l'Agence.

## ARTICLE VI

En ce qui concerne la répartition géographique des travaux relatifs aux activités et programmes de l'Agence auxquels le Canada participe, l'Agence :

- (a) garantit au Canada un retour industriel équitable sur les activités conduites au titre du Budget général, à l'exception du Programme de recherche technologique (TRP) et,



- (b) for optional activities and programmes, and consistent with the arrangements referred to in Article III above, implement for Canada the applicable rules developed for the various activities and programmes, to the same extent as for the other Participating States.

## ARTICLE VII

Canada shall have access, to the same extent as provided to Member States, to information, including contract reports, relating to the activities and programmes in which Canada participates.

## ARTICLE VIII

Canada shall endeavour, to the extent that it is consistent with its policy, to make use for its own purposes of the space facilities, services and products of the Agency and of its Member States, developed within the framework of the Agency, including launching means. On their side, the Agency and its Member States shall endeavour, to the extent that it is consistent with their policies, to make use for their own purposes of Canadian space facilities, services and products.

## ARTICLE IX

1. Canada and the Agency agree to keep each other regularly informed about, and consult together on, their space plans, programmes and projects, and to study problems of common interest. To this end Canada and the Agency shall exchange appropriate scientific and technical documents and general information, including for the purpose of promoting the development of space law, account being taken of their respective regulations, it being understood that documents containing information that is protected, or whose protection is being sought, cannot be communicated.
2. Canada and the Agency shall also consult together when they are represented at international conferences and meetings related to space activities, for the purpose of exchanging views on matters of mutual concern and they shall seek to harmonise, as appropriate, their positions on matters which are likely to have a bearing on implementation of their common space programmes and activities.



- (b) en ce qui concerne les activités et programmes facultatifs, et conformément aux arrangements visés à l'Article III ci-dessus, met en œuvre pour le Canada les règles applicables élaborées pour les différents programmes et activités, dans la même mesure que pour les autres États participants.

## ARTICLE VII

Le Canada a accès, dans la même mesure que les États membres, aux informations, y compris les rapports contractuels, qui ont trait aux activités et aux programmes auxquels il participe.

## ARTICLE VIII

Le Canada s'efforce, dans la mesure où cela est conforme à sa politique, d'utiliser pour ses propres fins les installations spatiales, les services et les produits de l'Agence et de ses États membres, développés dans le cadre de l'Agence, y compris les moyens de lancement. Pour leur part, l'Agence et ses États membres s'efforcent, dans la mesure où cela est conforme à leurs politiques, d'utiliser pour leurs propres fins les installations spatiales, les services et les produits du Canada.

## ARTICLE IX

1. Le Canada et l'Agence conviennent de se tenir régulièrement informés et de se consulter sur leurs plans, programmes et projets spatiaux et d'étudier les problèmes d'intérêt commun. À cet effet, le Canada et l'Agence échangent des documents scientifiques et techniques appropriés et des informations générales, y compris aux fins de promouvoir le développement du droit de l'espace, compte tenu de leurs réglementations respectives, étant entendu qu'il ne peut y avoir communication de documents contenant des informations protégées ou qui font l'objet d'une demande de protection.

2. Le Canada et l'Agence se consultent également lorsqu'ils sont représentés aux conférences et réunions internationales ayant trait aux activités spatiales, en vue de procéder à des échanges de vues sur des questions d'intérêt commun et s'efforcent d'harmoniser, le cas échéant, leurs positions en ce qui concerne les questions susceptibles d'influer sur le bon déroulement de leurs activités et programmes spatiaux communs.

## ARTICLE X

In addition to cooperation in the long-term continuing framework outlined above, Canada and the Agency may also develop arrangements for cooperating in individual bilateral projects in space activities pursued by both Parties and for the exchange of personnel. Approval of such arrangements, which shall not modify the rights and obligations of the Parties under the present Agreement, shall be subject to the Parties' relevant procedures.

## ARTICLE XI

1. The Agency shall have the legal capacity of a body corporate in Canada.
2. In accordance with section 7(a) and (b) and Section 8 of Article II of the Convention on Privileges and Immunities of the United Nations:
  - (a) The Agency shall be reimbursed in accordance with the procedure for customs duties and taxes pursuant to the laws and regulations in force in Canada on any purchase made by the Agency, or by a person acting on its behalf, from a supplier resident in Canada, of goods and services necessary for the performance of the Agency's official activities.
  - (b) The competent public authorities of Canada shall assist the Agency with a view to facilitating the reimbursement of the above-mentioned customs duties and taxes.
  - (c) The Agency, its property and income shall be exempt from all direct taxes in Canada.
  - (d) Canada and the Agency shall discuss appropriate procedures to be used for the export or import of goods related to the cooperation.
3. The property of the Agency in Canada shall enjoy immunity from every form of legal process except insofar as in any particular case the Agency has expressly waived its immunity.
4. The Agency may receive and hold in Canada any kind of funds, currency, cash or securities; it may dispose of them freely in Canada for any purpose provided for in the Convention and hold accounts in any currency for the purpose of receiving contributions owed to the Agency by Canada and of conducting the Agency's activities in Canada in general.

## ARTICLE X

Outre la poursuite de leur coopération à long terme dans le cadre exposé ci-dessus, le Canada et l'Agence peuvent également conclure des arrangements de coopération concernant des projets bilatéraux spécifiques relatifs à des activités spatiales conduites par les deux Parties, ou concernant l'échange de personnel. L'approbation de ce type d'arrangements, lesquels ne modifient ni les droits ni les obligations des Parties au titre du présent Accord, est subordonnée aux procédures appropriées des Parties.

## ARTICLE XI

1. L'Agence a, au Canada, la capacité juridique d'une personne morale.
2. Conformément à la section 7 a) et b) et à la section 8 de l'Article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies :
  - a) Conformément à la procédure prescrite, l'Agence est remboursée des droits de douane et des taxes qui peuvent être prélevés, au titre des lois et règlements en vigueur au Canada, sur toute acquisition effectuée par l'Agence ou par une personne agissant pour le compte de cette dernière, auprès d'un fournisseur ayant sa résidence au Canada, de biens et de services nécessaires à l'exécution des activités officielles de l'Agence.
  - b) Les organismes publics compétents du Canada s'efforcent de faciliter le remboursement à l'Agence desdits droits de douane et taxes.
  - c) L'Agence, ses biens et ses recettes sont exonérés de toutes taxes directes au Canada.
  - d) Le Canada et l'Agence recherchent quelle serait la procédure appropriée à utiliser pour l'exportation ou l'importation de biens relatifs à la coopération.
3. L'Agence, en ce qui a trait à ses biens au Canada, bénéficie de l'immunité de juridiction sous toutes ses formes sauf si, dans un cas particulier, elle a expressément renoncé à cette immunité.
4. L'Agence peut recevoir et détenir au Canada toute forme de fonds, devises, espèces ou titres; elle peut en disposer librement au Canada à toutes les fins prévues dans la Convention et détenir des comptes dans quelque devise que ce soit pour recevoir les contributions qui lui sont dues par le Canada et, de façon générale, pour mener ses activités au Canada.



5. Should the Agency wish to set up an Office or any facility in Canada for its activities and programmes, Canada and the Agency shall conclude a separate Protocol determining the privileges and immunities of such an office or facility and of their employees.

6. Officials of the Agency shall have, in Canada, to such an extent as may be required for the performance of their functions, the privileges set forth in section 18 of Article V of the Convention on privileges and immunities of the United Nations, except that paragraph (b) of section 18 of Article V of the said Convention shall not apply to Canadian citizens residing or ordinarily resident in Canada.

## **ARTICLE XII**

This Agreement may be amended by mutual consent. The Party wishing to amend a provision of this Agreement shall notify the other Party in writing. Any amendment shall enter into force when each Party has notified the other in writing of its acceptance of the said amendment in accordance with its own procedures.

## **ARTICLE XIII**

Where a dispute arises in relation to the application or interpretation of this Agreement which cannot be settled amicably between the Parties, it shall, at the request of either Party, be submitted to arbitration. The provisions of Article XVII of the Agency's Convention shall apply unless the Parties agree otherwise.

## **ARTICLE XIV**

1. Each Party shall notify the other Party in writing of the completion of its respective procedures for the entry into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force on the date of the second of these notifications and shall remain in force until December 31, 2019.

2. It may be terminated upon one year's written notice by either Party before the end of this period. Detailed arrangements concluded pursuant to Article III and in force at the time of termination of this Agreement shall remain in force until their completion. Taking into account any outstanding obligation incurred under Article III, Canada shall contribute to the part of the common investments and the part of the fixed support costs remaining to be borne by the General Budget at a rate to be mutually agreed.

3. During the fifth year following the entry into force of this Agreement, Canada and the Agency shall proceed to a formal review of their cooperation under this Agreement.



5. Si l'Agence souhaite établir au Canada un Bureau ou toute autre installation pour ses activités et programmes, le Canada et l'Agence concluent un Protocole distinct définissant les privilèges et immunités de ce Bureau ou de cette installation et de leurs employés.

6. Les fonctionnaires de l'Agence bénéficient au Canada, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions, des privilèges établis à la section 18 de l'Article V de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, le paragraphe b) de la section 18 de l'Article V de ladite Convention n'étant toutefois pas applicable aux citoyens canadiens résidents ou résidant habituellement au Canada.

## **ARTICLE XII**

Le présent Accord peut être amendé par accord mutuel. La Partie qui désire amender une disposition de l'Accord le notifie à l'autre Partie par écrit. Un amendement entre en vigueur lorsque chaque Partie a notifié à l'autre par écrit son acceptation dudit amendement en fonction de ses propres formalités de procédure.

## **ARTICLE XIII**

Tout différend né de l'application ou de l'interprétation du présent Accord qui ne peut être réglé à l'amiable entre les Parties est soumis à arbitrage à la requête de l'une ou l'autre Partie. Les dispositions de l'Article XVII de la Convention de l'Agence s'appliquent, sauf accord contraire des Parties.

## **ARTICLE XIV**

1. Chaque Partie notifie par écrit à l'autre Partie l'accomplissement de ses propres procédures nécessaires à l'entrée en vigueur du présent Accord. Le présent Accord entre en vigueur à la date de la deuxième de ces notifications et le demeure jusqu'au 31 décembre 2019.

2. Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre Partie moyennant préavis d'un an donné par écrit avant la fin de cette période. Les arrangements détaillés conclus en application des dispositions de l'Article III qui seront en vigueur à la date de dénonciation du présent Accord le resteront jusqu'à leur exécution complète. Compte tenu de toute obligation restant à remplir au titre de l'Article III, le Canada contribue à la part des investissements communs et à la part des frais de soutien fixes restant à la charge du budget général, à un taux qui sera fixé d'un commun accord.

3. Le Canada et l'Agence procèdent à une revue formelle de leur coopération au titre du présent Accord au cours de la cinquième année suivant son entrée en vigueur.

4. This Agreement may be renewed for further periods by mutual agreement. The present Agreement shall remain in force during the time necessary to complete the procedures for such renewal.

5. If the Agency is dissolved before the termination of this Agreement, the Agreement shall terminate on the date of the dissolution of the Agency, Canada's remaining rights and obligations shall be governed by the relevant provisions of Article XXV of the Agency's Convention.

**DONE** at Paris on December 15, 2010, in two originals, in the English, French and German languages, all three versions being equally authentic.

**Steve MacLean**

**Jean-Jacques Dordain**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA**

**FOR THE EUROPEAN  
SPACE AGENCY**

4. Le présent Accord peut être reconduit par accord mutuel pour de nouvelles périodes. Il reste en vigueur le temps nécessaire pour mener à bien la procédure de reconduction.

5. Si l'Agence est dissoute avant l'expiration du présent Accord, celui-ci est résilié à la date de dissolution de l'Agence. Les droits et obligations restant à remplir par le Canada sont régis par les dispositions pertinentes de l'Article XXV de la Convention de l'Agence.

**FAIT** à Paris le 15 décembre 2010, en deux originaux, dans les langues française, anglaise et allemande, les trois versions faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

**POUR L'AGENCE SPATIALE  
EUROPÉENNE**

**Steve MacLean**

**Jean-Jacques Dordain**

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department of  
Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/8  
ISBN: 978-1-100-54391-8

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/8  
ISBN : 978-1-100-54391-8

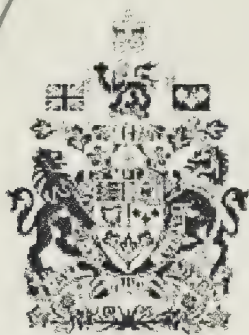






CA1  
EA 10  
-T67

Gouvernement



## CANADA

TREATY SERIES 2012/9 RECUEIL DES TRAITÉS

---

### COMMERCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America Extending the Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America

Washington, 23 January 2012

Entry into Force 20 April 2012

---

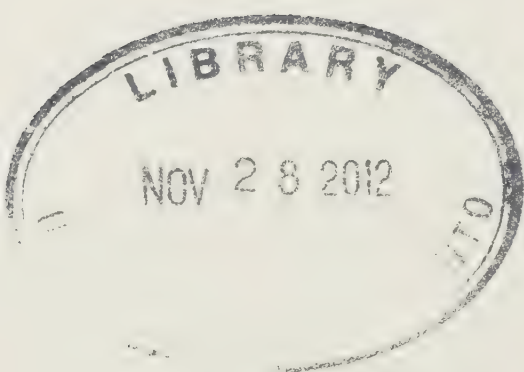
### COMMERCE

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique prolongeant l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa version amendée

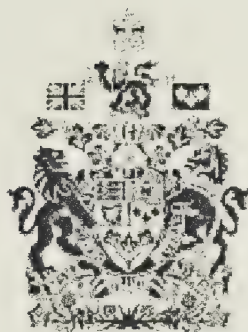
Washington, le 23 janvier 2012

Entrée en vigueur le 20 avril 2012

---







CANADA

TREATY SERIES 2012/9 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## COMMERCE

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America Extending the Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America

Washington, 23 January 2012

Entry into Force 20 April 2012

---

## COMMERCE

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique prolongeant l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, dans sa version amendée

Washington, le 23 janvier 2012

Entrée en vigueur le 20 avril 2012

---

**AGREEMENT  
BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND  
THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA  
EXTENDING THE SOFTWOOD LUMBER AGREEMENT BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT  
OF THE UNITED STATES OF AMERICA, AS AMENDED**

**THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA** (the “Parties”),

**WHEREAS** the *Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America*, done at Ottawa on 12 September 2006, as amended by the *Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Softwood Lumber Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America done at Ottawa on 12 September 2006*, done at Ottawa on 12 October 2006, entered into force on 12 October 2006 (the “SLA 2006”),

**WHEREAS** Article XVIII of the SLA 2006 provides that “[t]he SLA 2006 shall remain in force for 7 years after the Effective Date and may be extended by agreement of the Parties for an additional 2 years”,

**HAVE AGREED** as follows:

**ARTICLE 1**

**Extension of the SLA 2006**

The SLA 2006 is extended through 12 October 2015.

**ACCORD**  
**ENTRE**  
**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**  
**PROLONGEANT L'ACCORD SUR LE BOIS D'ŒUVRE RÉSINEUX**  
**ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,**  
**DANS SA VERSION AMENDÉE**

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** (les « Parties »),

*ATTENDU QUE l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, fait à Ottawa le 12 septembre 2006 et modifié par l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique amendant l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique fait à Ottawa le 12 septembre 2006, fait à Ottawa le 12 octobre 2006, est entré en vigueur le 12 octobre 2006 (« ABR de 2006 »);*

**ATTENDU QUE** l'article XVIII de l'ABR de 2006 prévoit que « [l]'ABR de 2006 demeure en vigueur pendant 7 ans à compter de la date de prise d'effet, et peut être prolongé par entente entre les Parties pour une période additionnelle de 2 ans »,

**ONT CONVENU** de ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER**

**Prolongation de l'ABR de 2006**

L'ABR de 2006 est prolongé jusqu'au 12 octobre 2015.

## **ARTICLE 2**

### **Entry into Force**

This Agreement shall enter into force on the date the Parties complete an exchange of written notifications that they have fulfilled all of their necessary internal procedures.

**IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

**DONE** in duplicate at Washington, D.C. this 23<sup>rd</sup> day of January 2012, in the English and French languages, each version being equally authentic.

**Edward Fast**

**Ronald Kirk**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF THE UNITED STATES  
OF AMERICA**



## **ARTICLE 2**

### **Entrée en vigueur**

Le présent accord entre en vigueur à la date à laquelle les Parties auront échangé des notifications écrites indiquant qu'elles ont accompli toutes les formalités internes requises.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

**FAIT** en double exemplaire à Washington, D.C. ce 23<sup>e</sup> jour de janvier 2012, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DES ÉTATS-UNIS  
D'AMÉRIQUE**

**Edward Fast**

**Ronald Kirk**

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department of  
Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/9  
ISBN: 978-1-100-54392-5

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques depositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/9  
ISBN : 978-1-100-54392-5











2A1  
EA 10  
T67



CANADA

TREATY SERIES 2012/10 RECUEIL DES TRAITÉS

---

AIR

Agreement between the Government of Canada and  
the Government of the Republic of Costa Rica on Air Transport

San Jose, 11 August 2011

Entry into Force 27 April 2012

---

AIR

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada  
et le gouvernement de la République du Costa Rica

San Jose, le 11 août 2011

Entrée en vigueur le 27 avril 2012

---







CANADA

TREATY SERIES 2012/10 RECUEIL DES TRAITÉS

---

AIR

Agreement between the Government of Canada and  
the Government of the Republic of Costa Rica on Air Transport

San Jose, 11 August 2011

Entry into Force 27 April 2012

---

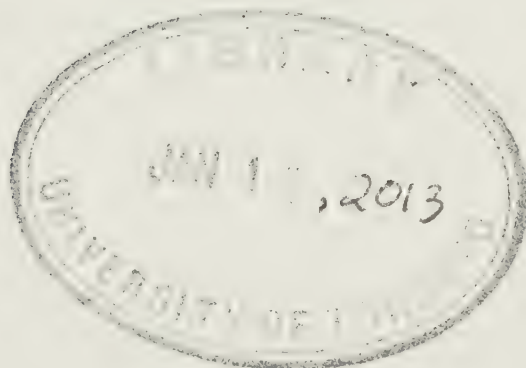
AIR

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada  
et le gouvernement de la République du Costa Rica

San Jose, le 11 août 2011

Entrée en vigueur le 27 avril 2012

---



**AGREEMENT  
BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND  
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA  
ON AIR TRANSPORT**

**THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF COSTA RICA**, hereinafter referred to as the “Contracting Parties”,

**BEING** parties to the *Convention on International Civil Aviation*, done at Chicago on 7 December 1944;

**DESIRING** to ensure the highest degree of safety and security in international air transportation;

**RECOGNIZING** the importance of international air transportation in promoting trade, tourism and investment;

**DESIRING** to promote their interests in respect of international air transportation; and

**DESIRING** to conclude an agreement on air transport, supplementary to the said Convention,

**HAVE AGREED** as follows:

**ARTICLE 1**

**Headings and Definitions**

1. Headings used in this Agreement are for reference purposes only.

**ACCORD**  
**SUR LE TRANSPORT AÉRIEN**  
**ENTRE**  
**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU COSTA RICA**

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU COSTA RICA**, ci-après désignés les « Parties contractantes »,

**ÉTANT** tous deux parties à la *Convention relative à l'aviation civile internationale*, faite à Chicago le 7 décembre 1944;

**DÉSIRANT** assurer le plus haut degré de sûreté et de sécurité dans le transport aérien international;

**RECONNAISSANT** l'importance du transport aérien international dans la promotion des échanges commerciaux, du tourisme et des investissements;

**DÉSIRANT** promouvoir leurs intérêts en matière de transport aérien international;

**DÉSIRANT** conclure un accord sur le transport aérien complétant la Convention précitée,

**SONT CONVENUS** de ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER**

**Titres et définitions**

1. Les titres utilisés dans le présent accord ne servent qu'à des fins de référence.

2. For the purpose of this Agreement, unless otherwise stated:

“aeronautical authorities” means, in the case of Canada, the Minister of Transport of Canada and the Canadian Transportation Agency, and, in the case of the Republic of Costa Rica, the Ministry of Public Works and Transport (*Ministerio de Obras Públicas y Transportes*), the Civil Aviation Technical Council (*Consejo Técnico de Aviación Civil*) and the Directorate General of Civil Aviation (*Dirección General de Aviación Civil*), or, in both cases, any other authority or person empowered to perform the functions exercised by the said authorities;

“agreed services” means scheduled air services on the routes specified in this Agreement for the transport of passengers and cargo, including mail, separately or in combination;

“Agreement” means this Agreement, any Annex attached thereto, and any amendment to this Agreement or to any Annex attached thereto;

“air service”, “international air service” and “airline” shall have the meanings respectively assigned to them in Article 96 of the Convention;

“Convention” means the *Convention on International Civil Aviation*, done at Chicago on 7 December 1944 and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention and any amendment of the Convention or of the Annexes under Articles 90 and 94 thereof so far as those Annexes and amendments have been adopted by both Contracting Parties;

“designated airline” means an airline which has been designated and authorized in accordance with Articles 3 and 4 of this Agreement;

“territory” means for each Contracting Party, its land areas (mainland and islands), internal waters and territorial sea as determined by its national law, and includes the air space above these areas.



2. Sauf disposition contraire, les définitions suivantes s'appliquent au présent accord :

« accord » s'entend du présent accord, de toute annexe qui y est jointe et de tout amendement au présent accord ou à l'une de ses annexes;

« autorités aéronautiques » s'entend, dans le cas du Canada, du ministre des Transports du Canada et de l'Office des transports du Canada et, dans le cas de la République du Costa Rica, du ministère des Travaux publics et des Transports (*Ministerio de Obras Públicas y Transportes*), du Conseil technique de l'aviation civile (*Consejo Técnico de Aviación Civil*) et de la Direction générale de l'aviation civile (*Dirección General de Aviación Civil*), ou, dans les deux cas, de toute autre autorité ou personne habilitée à exercer les fonctions desdites autorités;

« Convention » s'entend de la *Convention relative à l'aviation civile internationale*, faite à Chicago le 7 décembre 1944, ainsi que de toute annexe adoptée aux termes de l'article 90 de ladite Convention et de tout amendement apporté à la Convention ou à ses annexes conformément aux articles 90 et 94 de cette dernière, pourvu que ces annexes et amendements aient été adoptés par les deux Parties contractantes;

« entreprise de transport aérien désignée » s'entend d'une entreprise de transport aérien qui a été désignée et autorisée conformément aux articles 3 et 4 du présent accord;

« service aérien », « service aérien international » et « entreprise de transport aérien » ont le sens que leur attribue l'article 96 de la Convention;

« services convenus » s'entend des services aériens réguliers sur les routes spécifiées au présent accord pour le transport de passagers et de marchandises, y compris du courrier, de façon séparée ou combinée;

« territoire » s'entend, pour chaque Partie contractante, de ses régions terrestres (partie continentale et îles), de ses eaux intérieures et de sa mer territoriale telles qu'elles sont définies par son droit national, et comprend l'espace aérien surjacent.



## **ARTICLE 2**

### **Grant of Rights**

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party the following rights for the conduct of international air services by the airlines designated by that other Contracting Party:
  - (a) the right to fly across its territory without landing;
  - (b) the right to land in its territory for non-traffic purposes; and
  - (c) to the extent permitted in this Agreement, the right to make stops in its territory on the routes specified in this Agreement for the purpose of taking up and discharging international traffic in passengers and cargo, including mail, separately or in combination.
2. Each Contracting Party also grants the rights specified in subparagraphs 1(a) and (b) of this Article to airlines of the other Contracting Party, other than those designated under Article 3 of this Agreement.
3. Nothing in paragraph 1 of this Article shall be deemed to confer on a designated airline of one Contracting Party the right to take up, in the territory of the other Contracting Party, passengers and cargo, including mail, carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

## **ARTICLE 3**

### **Designation**

Each Contracting Party shall have the right to designate, by diplomatic note, an airline or airlines to operate the agreed services on the routes specified in this Agreement for that Contracting Party and to withdraw a designation or to substitute another airline for one previously designated.

## **ARTICLE 2**

### **Octroi des droits**

1. Chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante les droits suivants pour l'exploitation de services aériens internationaux par les entreprises de transport aérien désignées par cette autre Partie contractante :
  - a) le droit de survoler son territoire sans y atterrir;
  - b) le droit d'atterrir sur son territoire dans un but non commercial;
  - c) dans la mesure où le présent accord l'autorise, le droit de faire des escales sur son territoire, sur les routes spécifiées au présent accord, afin d'y embarquer et d'y débarquer du trafic international de passagers et de marchandises, y compris du courrier, de façon séparée ou combinée.
2. Chaque Partie contractante accorde aussi les droits prévus aux alinéas 1a) et 1b) du présent article aux entreprises de transport aérien de l'autre Partie contractante qui ne sont pas désignées conformément à l'article 3 du présent accord.
3. Le paragraphe 1 du présent article n'a pas pour effet de conférer à une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes le droit d'embarquer, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des passagers et des marchandises, y compris du courrier, pour les transporter, moyennant rémunération ou en exécution d'un contrat de location, à destination d'un autre point situé sur le territoire de cette autre Partie contractante.

## **ARTICLE 3**

### **Désignation**

Chaque Partie contractante a le droit de désigner, par note diplomatique, une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées au présent accord pour le compte de cette Partie contractante, et de retirer une désignation ou de substituer une autre entreprise de transport aérien à celle qui avait été désignée préalablement.

## **ARTICLE 4**

### **Authorization**

1. Following receipt of a notice of designation or of substitution pursuant to Article 3 of this Agreement, the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall, consistent with the laws and regulations of that Contracting Party, issue without delay to the airline so designated the required authorizations to operate the agreed services for which that airline has been designated.
2. The Contracting Parties confirm that, upon receipt of such authorization, the designated airline may begin at any time to operate the agreed services, in whole or in part, provided that the airline complies with the provisions of this Agreement.

## **ARTICLE 5**

### **Withholding, Revocation, Suspension and Conditioning of Authorization**

1. Notwithstanding paragraph 1 of Article 4, the Contracting Parties shall ensure that aeronautical authorities have the right to withhold the authorizations referred to in Article 4 of this Agreement with respect to an airline designated by the other Contracting Party, and to revoke, suspend or impose conditions on such authorizations, temporarily or permanently:
  - (a) in the event of failure by such airline to qualify under the laws and regulations normally applied by the aeronautical authorities of the Contracting Party granting the rights;
  - (b) in the event of failure by such airline to comply with the laws and regulations of the Contracting Party granting the rights;
  - (c) in the event that they are not satisfied, in the case of a designated airline of Canada, that substantial ownership and effective control of the airline are vested in nationals of Canada, and in the case of a designated airline of Costa Rica, that substantial ownership and effective control of the airline are vested in nationals of Costa Rica and/or El Salvador and/or Belize and/or Guatemala and/or Honduras and/or Nicaragua; and



## **ARTICLE 4**

### **Autorisation**

1. Sur réception d'un avis de désignation ou de substitution émis en vertu de l'article 3 du présent accord, les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante délivrent sans tarder, conformément aux lois et aux règlements de cette dernière, à toute entreprise de transport aérien ainsi désignée les autorisations nécessaires à l'exploitation des services convenus pour lesquels cette entreprise a été désignée.

2. Il est entendu que, sur réception de ces autorisations, l'entreprise de transport aérien désignée peut commencer à tout moment à exploiter les services convenus, en totalité ou en partie, pour autant que ladite entreprise se conforme aux dispositions du présent accord.

## **ARTICLE 5**

### **Refus, révocation, suspension et conditions des autorisations**

1. Malgré le paragraphe 1 de l'article 4, les Parties contractantes font en sorte que les autorités aéronautiques aient le droit de refuser les autorisations visées à l'article 4 du présent accord à une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante, ainsi que de révoquer ou de suspendre ces autorisations ou de les assortir de conditions, temporairement ou en permanence, si, selon le cas :

- a) l'entreprise en cause ne remplit pas les conditions requises en vertu des lois et des règlements normalement appliqués par les autorités aéronautiques de la Partie contractante accordant les droits;
- b) l'entreprise en cause ne se conforme pas aux lois et règlements de la Partie contractante accordant les droits;
- c) elles ne sont pas convaincues, dans le cas d'une entreprise de transport aérien désignée du Canada, qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise en cause appartiennent à des ressortissants du Canada, et, dans le cas d'une entreprise de transport aérien désignée du Costa Rica, qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de l'entreprise en cause appartiennent à des ressortissants du Costa Rica et/ou du Salvador et/ou du Belize et/ou du Guatemala et/ou du Honduras et/ou du Nicaragua;

- (d) in the event the airline otherwise fails to operate in a manner consistent with the conditions set out in this Agreement.

2. The rights enumerated in paragraph 1 of this Article shall be exercised only after consultations between the aeronautical authorities of the Contracting Parties in conformity with Article 20 of this Agreement, unless immediate action is essential to prevent infringement of the laws and regulations referred to above or unless action is required for safety or security purposes in accordance with the provisions of Articles 7 or 8 of this Agreement.

3. The rights enumerated in paragraph 1 c) have no effect on the right of each Contracting Party to establish laws and regulations with respect to foreign ownership of airlines.

## ARTICLE 6

### Application of Laws

1. Each Contracting Party shall require compliance with:
  - (a) its laws, regulations and procedures relating to the admission to, remaining in, or departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation, or to the operation and navigation of such aircraft, by the designated airlines of the other Contracting Party upon entrance into, departure from and while within the said territory; and
  - (b) its laws and regulations relating to the admission to, remaining in, or departure from its territory of passengers, crew members and cargo including mail (such as regulations relating to entry, clearance, transit, aviation security, immigration, passports, customs and quarantine) by the designated airlines of the other Contracting Party and by or on behalf of such passengers and crew members, and applicable to the cargo, including mail carried by the designated airlines of the other Contracting Party, upon transit of, admission to, departure from and while within the said territory.



- d) l'entreprise en cause, dans l'exploitation des services, enfreint de quelque autre manière les conditions énoncées dans le présent accord.

2. À moins qu'une mesure immédiate ne s'avère indispensable pour prévenir une infraction aux lois et règlements précités, ou que la sécurité ou la sûreté n'exige une action conformément aux dispositions des articles 7 et 8 du présent accord, les droits dont il est question au paragraphe 1 du présent article ne peuvent être exercés qu'après la tenue de consultations entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes en conformité avec l'article 20 du présent accord.

3. Les droits dont il est question au paragraphe 1 c) sont sans effet sur le droit de chacune des Parties contractantes d'élaborer des lois et règlements concernant la participation étrangère dans les entreprises de transport aérien.

## **ARTICLE 6**

### **Application des lois**

1. Chaque Partie contractante exige l'observation :
  - a) de ses lois, règlements et procédures régissant l'entrée ou le séjour sur son territoire, ou la sortie de son territoire, des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ainsi que l'exploitation et le pilotage de ces aéronefs, par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante, à l'entrée et à la sortie dudit territoire, et durant leur séjour sur ledit territoire;
  - b) de ses lois et règlements régissant l'entrée ou le séjour sur son territoire, ou la sortie de son territoire, de passagers, de membres d'équipage et de marchandises y compris le courrier (comme les règlements sur l'entrée, le congé, le transit, la sûreté de l'aviation, l'immigration, les passeports, les douanes et la quarantaine), par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante et par ou pour le compte desdits passagers et membres d'équipage et pour les marchandises, y compris le courrier, transportés par les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante, en transit sur ledit territoire, à l'entrée et à la sortie dudit territoire et durant leur séjour sur ledit territoire.

2. In the application of such laws and regulations, a Contracting Party shall, under similar circumstances, accord to the designated airlines of the other Contracting Party treatment no less favourable than that accorded to its own or any other airline engaged in similar international air services.

## **ARTICLE 7**

### **Safety Standards, Certificates and Licences**

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or rendered valid by the aeronautical authorities of one Contracting Party and still in force, shall be recognized as valid by the aeronautical authorities of the other Contracting Party for the purpose of operating the agreed services provided that such certificates or licences were issued or rendered valid pursuant to, and in conformity with, as a minimum, the standards established under the Convention. Each Contracting Party shall ensure that the aeronautical authorities reserve the right to refuse to recognize, for the purpose of flights above its own territory, certificates of competency and licences granted to its own nationals by the other Contracting Party.

2. If the privileges or conditions of the certificates or licences referred to in paragraph 1 above, issued by the aeronautical authorities of one Contracting Party to any person or designated airline or in respect of an aircraft used in the operation of the agreed services, should permit a difference from the minimum standards established under the Convention, and which difference has been filed with the International Civil Aviation Organization, the other Contracting Party may request consultations between the aeronautical authorities of the Contracting Parties in conformity with Article 20 of this Agreement with a view to clarifying the practice in question.

2. Dans l'application de ces lois et règlements, chaque Partie contractante accorde, dans des circonstances semblables, aux entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante un traitement non moins favorable que celui qui est accordé à ses propres entreprises de transport aérien ou à toute autre entreprise de ce genre assurant des services aériens internationaux semblables.

## **ARTICLE 7**

### **Normes de sécurité, certificats, brevets et licences**

1. Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou validés par les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes et toujours en vigueur sont reconnus comme valides par les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante pour l'exploitation des services convenus, à la condition que ces certificats, brevets ou licences aient été délivrés ou validés en conformité, au minimum, avec les normes établies en vertu de la Convention. Chaque Partie contractante fait en sorte que les autorités aéronautiques se réservent le droit de refuser de reconnaître, aux fins de vols effectués au-dessus de son propre territoire, la validité des brevets d'aptitude et des licences accordés à ses propres ressortissants par l'autre Partie contractante.

2. Si les privilèges ou conditions des brevets, certificats ou licences mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, qui ont été délivrés par les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes à toute personne ou entreprise de transport aérien désignée ou à l'égard d'un aéronef utilisé pour l'exploitation des services convenus, permettent d'appliquer des normes qui diffèrent des normes minimales établies en vertu de la Convention et que cette différence a été notifiée à l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'autre Partie contractante peut demander la tenue de consultations entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes, conformément à l'article 20 du présent accord, afin de clarifier la pratique en question.



3. Consultations concerning the safety standards and requirements maintained and administered by the aeronautical authorities of the other Contracting Party relating to aeronautical facilities, crew members, aircraft, and operation of the designated airlines shall be held within fifteen (15) days of receipt of a request from either Contracting Party, or such other period as may be mutually determined by the Contracting Parties. If, following such consultations, the aeronautical authorities of one Contracting Party find that the aeronautical authorities of the other Contracting Party do not effectively maintain and administer safety standards and requirements in these areas that are at least equal to the minimum standards established pursuant to the Convention, the aeronautical authorities of the other Contracting Party shall be notified of such findings and of the steps considered necessary to conform with these minimum standards. Failure to take appropriate corrective action within fifteen (15) days, or such other period as may be accepted by the aeronautical authorities of the Contracting Party that made the findings, shall constitute grounds for withholding, revoking, suspending or imposing conditions on the authorizations of the designated airlines of the other Contracting Party.

4. Pursuant to Article 16 of the Convention, each Contracting Party agrees that any aircraft operated by or, where approved, on behalf of, an airline of one Contracting Party, may, while within the territory of the other Contracting Party, be the subject of an examination by the aeronautical authorities of the other Contracting Party, on board and around the aircraft to verify the validity of the relevant aircraft documents and those of its crew members and the apparent condition of the aircraft and its equipment (in this Article called "ramp inspection"), provided such ramp inspection does not cause an unreasonable delay in the operation of the aircraft.

5. If the aeronautical authorities of one Contracting Party, after carrying out a ramp inspection, find that:

- (a) an aircraft or the operation of an aircraft does not comply with the minimum standards established at that time pursuant to the Convention; and/or

3. Les consultations relatives aux normes et aux exigences en matière de sécurité qui sont maintenues et appliquées par les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante en ce qui a trait aux installations aéronautiques, aux membres d'équipage, aux aéronefs et à l'exploitation des entreprises de transport aérien désignées sont tenues dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ou dans tout autre délai déterminé conjointement par ces dernières. Si, après de telles consultations, les autorités aéronautiques de l'une des Parties contractantes concluent que les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante n'assurent pas de manière effective le maintien et l'application des normes et exigences en matière de sécurité dans les domaines précités qui soient au moins équivalentes aux normes minimales établies en vertu de la Convention, elles en avisent les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante et les informent des mesures qu'elles jugent nécessaires afin que ces normes minimales soient respectées. L'omission de prendre des mesures correctives appropriées dans les quinze (15) jours, ou dans tout autre délai accepté par les autorités aéronautiques de la Partie contractante qui a formulé la conclusion, constitue un motif pour refuser, révoquer, suspendre ou assortir de conditions les autorisations accordées aux entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante.

4. Conformément à l'article 16 de la Convention, chaque Partie contractante accepte que tout aéronef exploité par une entreprise de transport aérien d'une Partie contractante ou, lorsque approuvé, pour son compte, puisse, lorsqu'il se trouve à l'intérieur du territoire de l'autre Partie contractante, faire l'objet d'un examen de la part des autorités aéronautiques de cette dernière, à bord et autour de l'aéronef, pour s'assurer de la validité des documents pertinents de l'aéronef et de ceux des membres de son équipage ainsi que de l'état apparent de l'aéronef et de ses équipements (désigné, au présent article, par l'expression « inspection au sol »), à la condition qu'une telle inspection au sol ne cause pas de retard déraisonnable dans l'exploitation de l'aéronef.

5. Si, après avoir procédé à une inspection au sol, les autorités aéronautiques d'une Partie contractante constatent, selon le cas :

- a) qu'un aéronef ou l'exploitation d'un aéronef n'est pas conforme aux normes minimales alors en vigueur en vertu de la Convention;



- (b) there is a lack of effective maintenance and administration of safety standards established at that time pursuant to the Convention,

the aeronautical authorities of that Contracting Party may, for the purposes of Article 33 of the Convention and at their discretion, determine that the requirements under which the certificates or licences in respect of that aircraft or its crew members had been issued or rendered valid, or that the requirements under which that aircraft is operated, are not equal to or above the minimum standards established pursuant to the Convention. This same determination may be made in the case of denial of access for ramp inspection.

6. Each Contracting Party shall ensure that the aeronautical authorities have the right, without consultation, to withhold, revoke, suspend or impose conditions on the authorizations of an airline of the other Contracting Party in the event the aeronautical authorities of the first Contracting Party conclude that immediate action is essential to the safety of airline operations.
7. Any action by the aeronautical authorities of one Contracting Party in accordance with paragraphs 3 or 6 above shall be discontinued once the basis for the taking of that action ceases to exist.

## ARTICLE 8

### Aviation Security

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm that their obligation to each other to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference forms an integral part of this Agreement.
2. Without limiting the generality of their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall act in conformity with the provisions of the *Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft*, done at Tokyo on 14 September 1963, the *Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft*, done at The Hague on 16 December 1970, the *Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Civil Aviation*, done at Montreal on 23 September 1971, the *Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation*, done at Montreal on 24 February 1988, and the *Convention on the Marking of Plastic Explosives for the Purpose of Detection*, done at Montreal on 1 March 1991 and any other multilateral agreement governing aviation security binding upon both Contracting Parties.

- b) que les normes de sécurité alors en vigueur en vertu de la Convention ne sont pas maintenues et appliquées de manière effective,

les autorités aéronautiques de cette Partie contractante peuvent, aux fins de l'article 33 de la Convention et à leur discrétion, conclure que les exigences qui ont régi la délivrance ou la validation des certificats, brevets ou licences à l'égard de cet aéronef ou de ses membres d'équipage, ou les exigences qui régissent l'exploitation de cet aéronef, ne sont pas équivalentes ou supérieures aux normes minimales établies en vertu de la Convention. Cette même conclusion peut être tirée dans le cas d'un refus d'accès à l'aéronef pour une inspection au sol.

6. Chaque Partie contractante fait en sorte que les autorités aéronautiques aient le droit, sans consultation, de refuser, de révoquer, de suspendre ou d'assortir de conditions les autorisations accordées à une entreprise de transport aérien de l'autre Partie contractante si les autorités aéronautiques de la première Partie contractante concluent que des mesures immédiates sont indispensables à la sécurité du transport aérien.

7. Toute mesure prise par les autorités aéronautiques d'une Partie contractante conformément aux paragraphes 3 ou 6 ci-dessus est levée dès que le motif pour lequel cette mesure a été prise n'existe plus.

## ARTICLE 8

### Sûreté de l'aviation

1. Conformément à leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties contractantes réaffirment que leur obligation mutuelle de protéger la sûreté de l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite fait partie intégrante du présent accord.

2. Sans limiter la portée générale de leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties contractantes agissent conformément aux dispositions de la *Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs*, faite à Tokyo le 14 septembre 1963, de la *Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs*, faite à La Haye le 16 décembre 1970, de la *Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile*, faite à Montréal le 23 septembre 1971, du *Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale*, fait à Montréal le 24 février 1988, de la *Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection*, faite à Montréal le 1<sup>er</sup> mars 1991, de même que de tout autre accord multilatéral régissant la sûreté de l'aviation et liant les deux Parties contractantes.



3. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew members, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.

4. The Contracting Parties shall act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organization and designated as Annexes to the Convention to the extent that such security provisions are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry, operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory, and the operators of airports located in their territory act in conformity with such aviation security provisions. Accordingly, each Contracting Party, upon request, shall provide the other Contracting Party notification of any difference between its national laws, regulations and practices and the aviation security standards of the Annexes referred to in this paragraph. Either Contracting Party may at any time request consultations, to be held without delay, with the other Contracting Party to discuss any such differences.

5. Each Contracting Party agrees that its operators of aircraft may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 4 above required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within the territory of that other Contracting Party. Each Contracting Party shall ensure that adequate measures are effectively applied within its territory to protect the aircraft and to inspect passengers, crew members, carry-on items, baggage, cargo, mail and aircraft stores prior to and during boarding and loading.

6. Each Contracting Party shall, as far as may be practicable, meet any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat. These special security measures shall remain in effect until alternative equivalent measures have been accepted by the Contracting Party requesting the measures.

3. Les Parties contractantes s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et membres d'équipage, des aéroports et des installations de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace pour la sûreté de l'aviation civile.

4. Dans la mesure où celles-ci s'appliquent à leur égard, les Parties contractantes se conforment aux dispositions relatives à la sûreté de l'aviation établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et désignées comme annexes à la Convention; les Parties contractantes exigent des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, des exploitants d'aéronefs qui ont leur siège principal d'exploitation ou leur résidence permanente sur leur territoire et des exploitants d'aéroports situés sur leur territoire qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sûreté de l'aviation. En conséquence, chaque Partie contractante informe, sur demande, l'autre Partie contractante de toute différence entre ses lois, sa réglementation et ses pratiques nationales et les normes se rapportant à la sûreté de l'aviation que contiennent les annexes dont il est question dans le présent paragraphe. Chaque Partie contractante peut, à tout moment, solliciter des consultations immédiates avec l'autre Partie contractante pour discuter de ces différences.

5. Chaque Partie contractante convient que ses exploitants d'aéronefs peuvent être tenus d'observer les dispositions relatives à la sûreté de l'aviation dont il est question au paragraphe 4 ci-dessus et qui sont prescrites par l'autre Partie contractante pour l'entrée ou le séjour sur son territoire, ou pour la sortie de celui-ci. Chaque Partie contractante fait en sorte que soient appliquées de manière effective sur son territoire des mesures adéquates pour assurer la protection des aéronefs et pour soumettre à des contrôles les passagers, les membres d'équipage, les bagages de cabine, les bagages de soute, les marchandises, le courrier et les provisions de bord, avant et durant l'embarquement et le chargement.

6. Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible, acquiesce à toute demande qui lui est adressée par l'autre Partie contractante pour que soient prises des mesures de sûreté spéciales et raisonnables visant à faire face à une menace particulière. Ces mesures de sûreté spéciales demeurent en vigueur jusqu'à ce que des mesures de rechange équivalentes soient acceptées par la Partie contractante qui demande les mesures.



7. Each Contracting Party shall have the right, within sixty (60) days following the serving of a notice, for its aeronautical authorities to conduct an assessment in the territory of the other Contracting Party of the security measures being carried out, or planned to be carried out, by aircraft operators in respect of flights arriving from, or departing to the territory of the first Contracting Party. The administrative arrangements, including the setting of specific dates for the conduct of such assessments, shall be mutually determined between the aeronautical authorities of both Contracting Parties and applied without delay so as to ensure that assessments will be conducted expeditiously.

8. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew members, airports or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and taking other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.

9. When a Contracting Party has reasonable grounds to believe that the other Contracting Party has departed from the provisions of this Article, it may request consultations. Such consultations shall start within fifteen (15) days of receipt of such a request. Failure to reach a satisfactory consensus within fifteen (15) days from the start of consultations shall constitute grounds for the Contracting Party that requested the consultations to withhold, revoke, suspend or impose conditions on the authorizations of the designated airlines of the other Contracting Party. When justified by an emergency, or to prevent further non-compliance with the provisions of this Article, the Contracting Party that believes that the other Contracting Party has departed from the provisions of this Article may take interim action at any time.



7. Chaque Partie contractante a le droit, avec un préavis de soixante (60) jours, à ce que ses autorités aéronautiques procèdent à une évaluation, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des mesures de sûreté prises, ou dont la prise est prévue, par les exploitants d'aéronefs en ce qui concerne les vols à destination ou en provenance du territoire de la première Partie contractante. Les arrangements administratifs, notamment la détermination de dates pour la réalisation de ces évaluations, sont décidés conjointement par les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes et mis en application sans délai, de sorte que les évaluations soient effectuées rapidement.

8. En cas d'incident ou de menace d'incident de capture illicite d'aéronefs civils ou de tout autre acte illicite dirigé contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et membres d'équipage, des aéroports ou des installations de navigation aérienne, les Parties contractantes se prêtent mutuellement assistance en facilitant les communications et en prenant d'autres mesures appropriées destinées à mettre fin, rapidement et sans danger, à cet incident ou menace d'incident.

9. Lorsqu'une Partie contractante a des motifs raisonnables de croire que l'autre Partie contractante a dérogé aux dispositions du présent article, elle peut demander la tenue de consultations. Ces consultations débutent dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une telle demande. L'incapacité de parvenir à un résultat satisfaisant dans les quinze (15) jours suivant le début des consultations constitue un motif valable pour la Partie contractante qui les a demandées de refuser, de révoquer, de suspendre ou d'assortir de conditions les autorisations des entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante. Lorsqu'un cas d'urgence le justifie, ou afin de prévenir d'autres inobservances des dispositions du présent article, la Partie contractante qui croit que l'autre Partie contractante a dérogé aux dispositions du présent article peut prendre des mesures provisoires en tout temps.

## ARTICLE 9

### Customs Duties and Other Charges

1. Each Contracting Party shall, to the fullest extent possible under its national laws and regulations on a basis of reciprocity, exempt the designated airlines of the other Contracting Party from import restrictions, customs duties, excise taxes, inspection fees and other national duties and charges on aircraft, fuel, lubricating oils, consumable technical supplies, spare parts including engines, regular aircraft equipment, aircraft stores (including liquor, tobacco and other products destined for sale to passengers in limited quantities during the flight) and other items intended for use or used solely in connection with the operation or servicing of aircraft of that airline as well as printed ticket stock, air waybills, any printed material which bears the insignia of the company printed thereon and usual publicity material distributed without charge by that airline.

2. The exemptions granted with respect to items listed in paragraph 1 of this Article shall apply when those items are:

- (a) introduced into the territory of one Contracting Party by or on behalf of a designated airline of the other Contracting Party;
- (b) retained on board aircraft of a designated airline of one Contracting Party upon arriving in or leaving the territory of the other Contracting Party; or
- (c) taken on board aircraft of a designated airline of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

whether or not such items are used or consumed wholly within the territory of the Contracting Party granting the exemption, provided such items are not alienated in the territory of the said Contracting Party.

3. The regular airborne equipment, as well as the materials and supplies normally retained on board the aircraft of a designated airline of either Contracting Party, may be unloaded in the territory of the other Contracting Party only with the approval of the Customs authorities of that territory. In such case, they may be placed under the supervision of the said authorities up to such time as they are re-exported or otherwise disposed of in accordance with the Customs regulations applicable in the territory of the other Contracting Party.

## ARTICLE 9

### Droits de douane et autres frais

1. Dans toute la mesure où sa législation et sa réglementation nationales le permettent et sur une base de réciprocité, chaque Partie contractante exempte les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante des restrictions à l'importation, des droits de douane, des taxes d'accise, des frais d'inspection et des autres taxes et droits nationaux sur les aéronefs, les carburants, les huiles lubrifiantes, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange, y compris les moteurs, l'équipement normal des aéronefs, les provisions de bord (y compris les alcools, le tabac et autres produits destinés à la vente en quantités limitées aux passagers durant le vol) et les autres articles que l'on prévoit d'utiliser ou que l'on utilise exclusivement pour l'exploitation ou l'entretien des aéronefs de ces entreprises, de même que sur les stocks de billets imprimés, les lettres de transport aérien, les imprimés portant le symbole d'entreprise et les documents publicitaires habituels distribués gratuitement par ces entreprises.

2. Les exemptions accordées relativement aux articles visés au paragraphe 1 du présent article s'appliquent lorsque ces articles sont, selon le cas :

- a) introduits sur le territoire de l'une des Parties contractantes par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante ou en son nom;
- b) conservés à bord des aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes au moment de l'arrivée sur le territoire de l'autre Partie contractante, ou au départ du territoire de cette dernière;
- c) pris à bord des aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

indépendamment du fait que ces articles soient ou non utilisés ou consommés entièrement sur le territoire de la Partie contractante qui accorde l'exemption, pourvu qu'ils ne soient pas aliénés sur son territoire.

3. L'équipement habituel des aéronefs ainsi que le matériel et les approvisionnements généralement conservés à bord des aéronefs d'une entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes ne peuvent être déchargés sur le territoire de l'autre Partie contractante qu'avec l'autorisation des autorités douanières de ce territoire. Dans un tel cas, ils peuvent être placés sous la surveillance desdites autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement conformément aux règlements douaniers applicables sur ledit territoire.



4. Baggage and cargo in direct transit across the territory of either Contracting Party shall be exempt from customs duties and other similar charges.

## **ARTICLE 10**

### **Statistics**

Each Contracting Party shall ensure that its aeronautical authorities provide, or shall cause their designated airlines to provide, the aeronautical authorities of the other Contracting Party, upon request, periodic or other statements of statistics as may be reasonably required for the purpose of reviewing the operation of the agreed services, including statistics showing the initial origins and final destinations of the traffic.

## **ARTICLE 11**

### **Tariffs**

1. For the purposes of this Article:
  - (a) “tariff” means a publication which includes all rates, fares, charges, conditions of carriage, classifications, rules, regulations, practices and services related thereto, for air transportation of passengers and their baggage and cargo but excludes remuneration and conditions for the carriage of mail;
  - (b) “price” means any fare, rate or charge contained in tariffs (including frequent flyer plans or other benefits provided in association with air transportation) for the carriage of passengers (including their baggage) and/or cargo (excluding mail) and the conditions directly governing the availability or applicability of such fare, rate or charge but excludes general terms and conditions of carriage;
  - (c) “general terms and conditions of carriage” means those terms and conditions contained in tariffs which are broadly applicable to the agreed services and not directly related to any price.



4. Les bagages et les marchandises en transit direct par le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes sont exemptés des droits de douane et autres frais semblables.

## **ARTICLE 10**

### **Statistiques**

Chaque Partie contractante fait en sorte que ses autorités aéronautiques fournissent, ou amènent leurs entreprises de transport aérien désignées à fournir, aux autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante, sur demande, les relevés statistiques périodiques ou autres pouvant être raisonnablement requis pour un examen de l'exploitation des services convenus, y compris les statistiques indiquant les points d'origine et les points de destination finale du trafic.

## **ARTICLE 11**

### **Tarifs**

1. Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :
- a) « tarifs » s'entend d'une publication qui indique tous les taux, frais, charges, conditions de transport, classifications, règles, règlements, pratiques et services connexes qui s'appliquent au transport aérien de passagers, de leurs bagages et des marchandises, à l'exclusion de la rémunération et des conditions de transport applicables au courrier;
  - b) « prix » s'entend de tous taux, frais ou charges contenus dans les tarifs (y compris les régimes pour grands voyageurs ou autres avantages offerts en liaison avec le transport aérien) qui s'appliquent au transport de passagers (et de leurs bagages) et/ou des marchandises (à l'exclusion du courrier), et des conditions régissant directement la disponibilité ou l'applicabilité de tels taux, frais ou charges; à l'exclusion des conditions générales de transport;
  - c) « conditions générales de transport » s'entend des conditions de transport spécifiées dans les tarifs qui s'appliquent de manière générale aux services convenus et qui ne sont pas directement liées aux prix.

2. The primary consideration in the establishment of prices for transportation on the agreed services is market forces. The Contracting Parties shall permit the tariffs referred to in this Article to be developed by the designated airlines individually or, at the option of the airlines, through coordination with each other or with other airlines. A designated airline shall be responsible only to its own aeronautical authorities for the justification of its prices.

3. Each Contracting Party may require prices for transportation on the agreed services to be filed with its aeronautical authorities in a manner and format acceptable to those aeronautical authorities. Such filing, if required, shall be received by the aeronautical authorities at least one day before the proposed effective date.

4. The Contracting Parties shall permit (tacitly or explicitly) prices for the agreed services to come into and remain in effect unless the aeronautical authorities of both Contracting Parties are dissatisfied. Except as provided for in Paragraph 5 of this Article, neither Contracting Party shall take action to prevent the inauguration or continuation of a price proposed to be charged or charged by an airline of either Contracting Party for transportation on the agreed services. The primary objectives of any intervention by the aeronautical authorities shall be:

- (a) prevention of unreasonably discriminatory prices or practices;
- (b) protection of consumers from prices that are unreasonably high or restrictive because of the abuse of a dominant position;
- (c) protection of airlines from prices to the extent that they are artificially low because of direct or indirect governmental subsidy or support; and
- (d) protection of airlines from prices that are artificially low, where evidence exists as to an intent of eliminating competition.

2. Les forces du marché sont le principal facteur considéré lors de l'établissement des prix du transport relatifs aux services convenus. Les Parties contractantes permettent aux entreprises de transport aérien désignées d'établir les tarifs dont il est question au présent article individuellement ou, au choix des entreprises de transport aérien, de manière coordonnée entre elles ou avec d'autres entreprises de transport aérien. Une entreprise de transport aérien désignée n'est tenue de justifier ses prix qu'auprès de ses propres autorités aéronautiques.

3. Chaque Partie contractante peut exiger que les prix du transport relatifs aux services convenus soient déposés auprès de ses autorités aéronautiques d'une manière et dans un format qui sont acceptables à ces autorités aéronautiques. Si un tel dépôt est exigé, les autorités aéronautiques reçoivent les prix au moins un jour avant la date de prise d'effet prévue.

4. Les Parties contractantes permettent (tacitement ou expressément) la prise d'effet et le maintien des prix relatifs aux services convenus à moins que les autorités aéronautiques des deux Parties contractantes soient insatisfaites. Sous réserve du paragraphe 5 du présent article, aucune des Parties contractantes ne prend des mesures pour empêcher la prise d'effet ou le maintien d'un prix qu'une entreprise de transport aérien de l'une ou l'autre des Parties contractantes charge ou se propose de charger pour un transport dans le cadre des services convenus. Toute intervention des autorités aéronautiques a comme principaux objectifs :

- a) d'empêcher les prix et les pratiques déraisonnablement discriminatoires;
- b) de protéger les consommateurs contre les prix déraisonnablement élevés ou restrictifs découlant d'un abus d'une position dominante;
- c) de protéger les entreprises de transport aérien contre les prix artificiellement bas découlant d'une subvention gouvernementale directe ou indirecte;
- d) de protéger les entreprises de transport aérien contre des prix artificiellement bas, lorsqu'il existe des éléments de preuve indiquant une intention d'éliminer la concurrence.



5. In the event that the aeronautical authorities of one Contracting Party are dissatisfied with an existing or proposed price, the Contracting Parties shall ensure that they notify the aeronautical authorities of the other Contracting Party and the airline concerned. The Contracting Parties shall also ensure that the aeronautical authorities receiving the notice of dissatisfaction acknowledge the notice, including an indication of their agreement or disagreement with it, within ten (10) working days of receipt of the notice. The Contracting Parties shall further ensure that their respective aeronautical authorities cooperate in securing information necessary for the consideration of a price on which a notice of dissatisfaction has been given. If the aeronautical authorities of the other Contracting Party have indicated their agreement with the notice of dissatisfaction, the Contracting Parties shall ensure that their aeronautical authorities take immediate action to ensure that the price is withdrawn and no longer charged.

6. The aeronautical authorities of either Contracting Party may request technical discussions on prices at any time. Unless otherwise agreed between aeronautical authorities, such discussions on prices shall take place no later than ten (10) working days following the receipt of a request.

7. The general terms and conditions of carriage shall be subject to each Contracting Party's national laws and regulations. Either Contracting Party may require notification to or filing with its aeronautical authorities of any such terms and conditions. If one Contracting Party takes action to disapprove any such term or condition of a designated airline, it shall inform the other Contracting Party promptly.

8. The Contracting Parties may require that the designated airlines make full information on prices and the general terms and conditions of carriage available to the general public.

## **ARTICLE 12**

### **Availability of Airports and Aviation Facilities and Services**

Each Contracting Party shall ensure that airports, airways, air traffic control and air navigation services, aviation security, and other related facilities and services that are provided in the territory of one Contracting Party shall be available for use by the airlines of the other Contracting Party on terms no less favourable than the most favourable terms available to any other airline at the time arrangements for use are made.



5. Si les autorités aéronautiques d'une Partie contractante sont insatisfaites d'un prix existant ou proposé, les Parties contractantes font en sorte qu'elles en avisent les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante ainsi que l'entreprise de transport aérien concernée. Les Parties contractantes font également en sorte que, dans les dix (10) jours ouvrables qui suivent la réception de l'avis d'insatisfaction, les autorités aéronautiques qui l'ont reçu en accusent réception et indiquent si elles y souscrivent ou non. De plus, les Parties contractantes font en sorte que leurs autorités aéronautiques respectives coopèrent pour obtenir les renseignements nécessaires à l'examen du prix visé par l'avis d'insatisfaction. Si les autorités aéronautiques de l'autre Partie contractante ont indiqué qu'elles souscrivaient à l'avis d'insatisfaction, les Parties contractantes font en sorte que leurs autorités aéronautiques prennent des mesures immédiates pour que le prix ne soit plus proposé ou exigé.

6. Les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre des Parties contractantes peuvent demander, en tout temps, la tenue de discussions techniques concernant les prix. À moins qu'il n'en soit autrement convenu entre les autorités aéronautiques, les discussions techniques commencent au plus tard dans les dix (10) jours ouvrables qui suivent la date de la réception de la demande de discussions techniques.

7. Les conditions générales de transport sont assujetties aux lois et règlements nationaux de chaque Partie contractante. Chaque Partie contractante peut exiger que ces conditions générales soient notifiées à ses autorités aéronautiques ou déposées auprès de ces dernières. Si une Partie contractante prend des mesures de désapprobation visant une condition générale de transport d'une entreprise de transport aérien désignée, elle en informe promptement l'autre Partie contractante.

8. Les Parties contractantes peuvent exiger que les entreprises de transport aérien désignées mettent à la disposition du grand public toute l'information concernant les prix et les conditions générales de transport.

## **ARTICLE 12**

### **Disponibilité des aéroports et des installations et services aéronautiques**

Chaque Partie contractante fait en sorte que les aéroports, les voies aériennes, les services de contrôle de la circulation aérienne, les services de navigation aérienne et les services de sûreté de l'aviation ainsi que tous autres installations et services connexes qui sont fournis sur le territoire d'une Partie contractante soient mis à la disposition des entreprises de transport aérien de l'autre Partie contractante à des conditions non moins favorables que les conditions les plus favorables accordées à toute autre entreprise de transport aérien au moment où sont pris les arrangements en vue de leur utilisation.

## ARTICLE 13

### Charges for Airports and Aviation Facilities and Services

1. For the purposes of this Article, “user charge” means a charge imposed on airlines for the provision of airport, air navigation, or aviation safety or security facilities or services including related services and facilities.
2. Each Contracting Party shall ensure that user charges that may be imposed by the competent charging authorities or bodies of each Contracting Party on the airlines of the other Contracting Party for the use of air navigation and air traffic control services shall be just, reasonable, and not unjustly discriminatory. In any event, any such user charges shall be assessed on the airlines of the other Contracting Party on terms not less favourable than the most favourable terms available to any other airline.
3. Each Contracting Party shall ensure that user charges that may be imposed by the competent charging authorities or bodies of each Contracting Party on the airlines of the other Contracting Party for the use of airport, aviation security and related facilities and services shall be just, reasonable, not unjustly discriminatory, and equitably apportioned among categories of users. In any event, any such user charges shall be assessed on the airlines of the other Contracting Party on terms not less favourable than the most favourable terms available to any other airline at the time the charges are assessed.
4. Each Contracting Party shall ensure that user charges imposed under paragraph 3 of this Article on the airlines of the other Contracting Party shall not exceed the full cost to the competent charging authorities or bodies of providing the appropriate airport, aviation security and related facilities and services at the airport or within the airport system. Such charges may include a reasonable return on assets, after depreciation. Facilities and services for which charges are made shall be provided on an efficient and economic basis.

## ARTICLE 13

### Frais relatifs aux aéroports et aux installations et services aéronautiques

1. Aux fins du présent article, « frais d'utilisation » s'entend des frais imposés aux entreprises de transport aérien pour la mise à leur disposition de services ou d'installations aéroportuaires, de navigation aérienne ou de sécurité ou de sûreté de l'aviation, y compris des installations et services connexes.
2. Chaque Partie contractante fait en sorte que les frais d'utilisation que les autorités ou les organismes compétents de chaque Partie contractante peuvent exiger des entreprises de transport aérien de l'autre Partie contractante pour l'utilisation des services de navigation aérienne et de contrôle de la circulation aérienne soient justes, raisonnables et ne soient pas injustement discriminatoires. Dans tous les cas, les frais de cette nature exigés des entreprises de transport aérien de l'autre Partie contractante sont établis à des conditions non moins favorables que les conditions les plus favorables accordées à toute autre entreprise de transport aérien.
3. Chaque Partie contractante fait en sorte que les frais d'utilisation que les autorités ou les organismes compétents de chaque Partie contractante peuvent exiger des entreprises de transport aérien de l'autre Partie contractante pour l'utilisation des services et des installations aéroportuaires, de sûreté de l'aviation et des services et installations connexes soient justes, raisonnables, ne soient pas injustement discriminatoires et soient répartis équitablement entre les différentes catégories d'usagers. Dans tous les cas, les frais d'utilisation de cette nature imposés aux entreprises de transport aérien de l'autre Partie contractante sont établis à des conditions non moins favorables que les conditions les plus favorables accordées à toute autre entreprise de transport aérien au moment où les frais en question sont imposés.
4. Chaque Partie contractante fait en sorte que les frais d'utilisation exigés des entreprises de transport aérien de l'autre Partie contractante en vertu du paragraphe 3 n'excèdent pas le coût total supporté par les autorités ou organismes compétents pour la fourniture des services et installations aéroportuaires, de sûreté de l'aviation et des services et installations connexes appropriés dans l'aéroport ou le réseau aéroportuaire concerné. Ces frais peuvent inclure un rendement raisonnable de l'actif, après amortissement. Les services et les installations à l'égard desquels des frais sont exigés sont fournis sur une base efficace et rentable.



5. Each Contracting Party shall encourage consultations between the competent charging authorities or bodies in its territory and the airlines or their representative bodies using the services and facilities, and shall encourage the competent charging authorities or bodies and the airlines or their representative bodies to exchange such information as may be necessary to permit an accurate review of the reasonableness of the charges in accordance with the principles of paragraphs 2, 3 and 4 of this Article. Each Contracting Party shall encourage the competent charging authorities to provide users with reasonable notice of any proposal for changes in user charges to enable users to express their views before changes are made.

6. Neither Contracting Party shall be held, in dispute resolution procedures pursuant to Article 22 of this Agreement, to be in breach of a provision of this Article, unless (a) it fails to undertake a review of the charge or practice that is the subject of complaint by the other Contracting Party within a reasonable amount of time; or (b) following such a review it fails to take all steps within its power to remedy any charge or practice that is inconsistent with this Article.

## ARTICLE 14

### Capacity

1. Each Contracting Party shall allow a fair and equal opportunity for the designated airlines of both Contracting Parties to provide the agreed services on the routes specified in this Agreement.

2. Each Contracting Party shall allow any designated airline of the other Contracting Party to determine the frequency and capacity of the agreed services it offers based on the airline's commercial considerations in the marketplace. Therefore, neither Contracting Party shall impose on the designated airline of the other Contracting Party any requirement with respect to capacity, frequency or traffic that would be inconsistent with the purposes of this Agreement. Neither Contracting Party shall unilaterally limit the volume of traffic, frequency or regularity of service, or of the aircraft type or types operated by the designated airline of the other Contracting Party, except as may be required for customs and other government inspection services, technical, or operational reasons under uniform conditions consistent with Article 15 of the Convention.



5. Chaque Partie contractante encourage les consultations entre les autorités ou organismes compétents situés sur son territoire et les entreprises de transport aérien ou les organismes représentant ces derniers qui utilisent les services et les installations, et encourage les autorités ou organismes compétents et les entreprises de transport aérien ou les organismes représentant ces derniers à échanger les informations qui pourraient être nécessaires pour permettre un examen rigoureux du caractère raisonnable des frais au regard des principes prévus aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article. Chaque Partie contractante encourage les autorités ou organismes compétents à donner aux usagers un préavis raisonnable de toute proposition de modifications des frais d'utilisation, afin de leur permettre de donner leur avis avant la mise en œuvre des modifications.

6. Aucune des Parties contractantes n'est considérée, dans le cadre des procédures de règlement des différends prévues à l'article 22 du présent accord, comme ayant enfreint une disposition du présent article, sauf : a) si elle n'examine pas, dans un délai raisonnable, les frais ou la pratique dont s'est plainte l'autre Partie contractante; ou b) si, au terme d'un tel examen, elle ne prend pas toutes les mesures qu'elle est habilitée à prendre pour remédier à la pratique ou aux frais incompatibles avec les dispositions du présent article.

## **ARTICLE 14**

### **Capacité**

1. Chaque Partie contractante offre aux entreprises de transport aérien désignées des deux Parties contractantes un accès égal et équitable à la fourniture des services convenus sur les routes spécifiées dans le présent accord.

2. Chaque Partie contractante permet à toute entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante de déterminer la fréquence et la capacité des services convenus qu'elle offre en fonction de ses considérations commerciales sur le marché. En conséquence, aucune des Parties contractantes n'impose à une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante d'exigences relatives à la capacité, à la fréquence ou au trafic qui seraient incompatibles avec les objectifs du présent accord. Aucune des Parties contractantes ne limite unilatéralement le volume de trafic, la fréquence ou la régularité de service, ou le ou les types d'aéronefs exploités par une entreprise de transport aérien désignée de l'autre Partie contractante, sauf dans la mesure où cette restriction est nécessaire aux fins des services douaniers et d'autres services d'inspection gouvernementaux, ou pour des motifs d'ordre technique ou opérationnel, et ceci dans des conditions uniformes conformes à l'article 15 de la Convention.

3. The Contracting Parties may require, for information purposes, the designated airlines to file schedules or timetables with their aeronautical authorities on ten (10) days notice, or such lesser period as those authorities may require, prior to the operation of new or revised services. If a Contracting Party requires filings for information purposes, it shall minimize the administrative burden of filing requirements and procedures on the designated airlines of the other Contracting Party.

## **ARTICLE 15**

### **Airline Representatives**

1. Each Contracting Party shall permit:
  - (a) the designated airlines of the other Contracting Party, on the basis of reciprocity, to bring into and to maintain in its territory their representatives and commercial, operational and technical staff as required in connection with the operation of the agreed services; and
  - (b) these staff requirements at the option of the designated airlines of the other Contracting Party, to be satisfied by their own personnel or, by using the services of any other organization, company or airline operating in its territory and authorized to perform such services for other airlines.
2. Each Contracting Party shall:
  - (a) with the minimum of delay and consistent with its laws and regulations, grant the necessary employment authorizations, visitor visas or other similar documents to the representatives and staff referred to in paragraph 1 of this Article; and
  - (b) facilitate and expedite the requirement of employment authorizations for personnel performing certain temporary duties not exceeding ninety (90) days.

3. Les Parties contractantes peuvent exiger, à des fins d'information, des entreprises de transport aérien qu'elles déposent les horaires ou les indicateurs auprès de leurs autorités aéronautiques avec un préavis de dix (10) jours, ou un préavis plus court que ces autorités déterminent, avant la prise d'effet de services nouveaux ou modifiés. Si une Partie contractante exige le dépôt à des fins d'information, elle réduit au maximum le fardeau administratif des exigences et des procédures en matière de dépôt pour les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante.

## **ARTICLE 15**

### **Représentants des entreprises de transport aérien**

1. Chaque Partie contractante permet :

- a) aux entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante, sur la base de la réciprocité, de faire venir et de maintenir sur son territoire les représentants et les employés des secteurs commercial, opérationnel et technique de ces entreprises, selon ce qui est requis pour l'exploitation des services convenus;
- b) aux entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante de combler ces besoins en personnel en recourant, à leur choix, soit à leur propre personnel, soit aux services de tout autre organisme, société ou entreprise de transport aérien exerçant ses activités sur son territoire et autorisé à assurer ces services pour le compte d'autres entreprises de transport aérien.

2. Chaque Partie contractante :

- a) accorde, dans les plus brefs délais et en conformité avec ses lois et règlements, les permis de travail, visas de visiteur ou autres documents analogues nécessaires aux représentants et employés visés au paragraphe 1 du présent article;
- b) facilite et accélère les procédures d'octroi des permis de travail aux employés qui exercent certaines fonctions provisoires dont la durée ne dépasse pas quatre-vingt-dix (90) jours.



## **ARTICLE 16**

### **Ground Handling**

1. Each Contracting Party shall permit the designated airlines of the other Contracting Party when operating in its territory, on the basis of reciprocity, to perform their own ground handling in its territory and, at their option, to have ground handling services provided in whole or in part by any agent authorized by its competent authorities to provide such services.
2. The exercise of the rights set forth in paragraph 1 of this Article shall be subject only to physical or operational constraints resulting from considerations of airport safety or security. Any such constraints shall be applied uniformly and on terms no less favourable than the most favourable terms available to any airline engaged in similar international air services at the time the constraints are imposed.

## **ARTICLE 17**

### **Sales and Transfer of Funds**

Each Contracting Party shall permit the designated airlines of the other Contracting Party:

- (a) to engage in the sale of air transportation in its territory directly or, at the discretion of the designated airlines, through their agents and to sell transportation in the currency of that territory or, at the discretion of the designated airlines, in freely convertible currencies of other countries, and any person shall be free to purchase such transportation in currencies accepted by those airlines;
- (b) to convert and remit abroad, on demand, funds obtained in the normal course of their operations. Such conversion and remittance shall be permitted without restrictions or delay at the foreign exchange market rates for current payments prevailing at the time of submission of the request for transfer, and shall not be subject to any charges except normal service charges collected by banks for such transactions; and
- (c) to pay local expenses, including purchases of fuel, in its territory in local currency, or at the discretion of the designated airlines, in freely convertible currencies.



## **ARTICLE 16**

### **Services au sol**

1. Chaque Partie contractante autorise, sur la base de la réciprocité, les entreprises de transport aérien de l'autre Partie contractante, lorsqu'elles exploitent leurs activités sur son territoire, à assurer leurs propres services au sol sur son territoire et, à leur choix, à faire assurer ces services, en totalité ou en partie, par tout agent autorisé par ses autorités compétentes à assurer de tels services.

2. L'exercice des droits prévus au paragraphe 1 du présent article est assujéti uniquement aux contraintes matérielles ou opérationnelles liées à des questions de sûreté ou de sécurité aéroportuaire. Toute contrainte de ce type est appliquée uniformément et à des conditions non moins favorables que les conditions les plus favorables accordées à toute autre entreprise de transport aérien affectée à des services aériens internationaux analogues au moment où la contrainte est imposée.

## **ARTICLE 17**

### **Ventes et transfert de fonds**

Chaque Partie contractante permet aux entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie contractante :

- a) de procéder directement ou, à leur gré, par l'entremise de leurs agents, à la vente de services de transport aérien sur son territoire, et de vendre de tels services de transport dans la devise de son territoire ou, à leur gré, dans toute devise librement convertible, toute personne étant libre d'acquérir ces services dans les devises acceptées par ces entreprises;
- b) de convertir et de transférer à l'étranger, sur demande, les fonds qu'elles obtiennent dans le cours normal de leurs activités. Cette conversion et ce transfert sont autorisés sans restriction ni délai, aux taux de change qui ont cours sur le marché des devises pour les paiements courants au moment de la présentation de la demande de transfert, et ne sont assujettis à aucuns frais, sauf ceux que les banques perçoivent normalement pour de telles transactions;
- c) de payer les dépenses locales engagées sur son territoire, notamment les achats de carburant, en devise locale ou, à leur gré, en devises librement convertibles.

## ARTICLE 18

### Taxation

1. For the purposes of this Article:

- (a) the term “profits or income” includes gross receipts and revenues derived directly from the operation of aircraft in international traffic, including:
  - (i) the charter or rental of aircraft;
  - (ii) the sale of air transportation, either for the airline itself or for any other airline; and
  - (iii) interest on sums generated directly from the operation of aircraft in international traffic provided that such interest is incidental to the operation;
- (b) the term “international traffic” means the transportation of persons and/or cargo, including mail, except where such transportation is principally between points in the territory of a Contracting Party; and
- (c) the term “airline of a Contracting Party” means, in the case of Canada, an airline resident in Canada for purposes of income taxation and, in the case of Costa Rica, an airline resident in Costa Rica for purposes of income taxation.

2. Profits or income from the operation of aircraft in international traffic derived by an airline of a Contracting Party, including participation in inter-airline commercial agreements or joint business ventures, shall be exempt from any tax on profits or income imposed by the Government of the other Contracting Party.

3. Capital and assets of an airline of a Contracting Party pertaining to the operation of aircraft in international traffic shall be exempt from any tax on capital and assets imposed by the Government of the other Contracting Party.

4. Gains from the alienation of aircraft operated in international traffic and movable property pertaining to the operation of such aircraft derived by an airline of a Contracting Party shall be exempt from any tax on gains imposed by the Government of the other Contracting Party.

## ARTICLE 18

### Taxation

1. Pour l'application du présent article :
  - a) l'expression « profits ou revenus » englobe les recettes brutes et les revenus tirés directement de l'exploitation d'un aéronef en trafic international, y compris :
    - i) l'affrètement ou la location d'un aéronef,
    - ii) la vente de services de transport aérien, que ce soit pour le compte de l'entreprise de transport aérien en cause ou de toute autre entreprise de transport aérien,
    - iii) les intérêts sur les revenus tirés directement de l'exploitation d'un aéronef en trafic international, pour autant que ces intérêts soient liés à cette exploitation;
  - b) l'expression « trafic international » désigne le transport de personnes et/ou de marchandises, y compris le courrier, sauf si le transport est effectué principalement entre des points situés sur le territoire d'une Partie contractante;
  - c) l'expression « entreprise de transport aérien d'une Partie contractante » désigne, dans le cas du Canada, une entreprise de transport aérien résidant au Canada aux fins de l'impôt sur le revenu et, dans le cas du Costa Rica, une entreprise de transport aérien résidant au Costa Rica aux fins de l'impôt sur le revenu.
2. Le gouvernement d'une Partie contractante n'impose pas de taxes sur les profits ou revenus tirés de l'exploitation d'un aéronef en trafic international par une entreprise de transport aérien d'une autre Partie contractante, notamment la participation à une entente commerciale avec une autre entreprise de transport aérien ou à une coentreprise.
3. Le gouvernement d'une Partie contractante n'impose pas de taxes sur le capital et les actifs d'une entreprise de transport aérien de l'autre Partie contractante liés à l'exploitation d'un aéronef en trafic international.
4. Le gouvernement d'une Partie contractante n'impose pas de taxes sur le produit de l'aliénation d'un aéronef exploité en trafic international et des biens meubles utilisés par une entreprise de transport aérien de l'autre Partie contractante pour l'exploitation d'un tel aéronef.



5. This Article shall not have effect when an agreement for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income is in effect between the two Contracting Parties.

## **ARTICLE 19**

### **Applicability to Charter/ Non-scheduled Flights**

1. The provisions set out in Articles 6 Application of Laws, 7 Safety Standards, Certificates and Licences, 8 Aviation Security, 9 Customs Duties and Other Charges, 10 Statistics, 12 Availability of Airports and Aviation Facilities and Services, 13 Charges for Airports and Aviation Facilities and Services, 15 Airline Representatives, 16 Ground Handling, 17 Sales and Transfer of Funds, 18 Taxation and 20 Consultations of this Agreement apply as well to charters and other non-scheduled flights operated by the air carriers of one Contracting Party into or from the territory of the other Contracting Party and to the air carriers operating such flights.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not affect national laws and regulations governing the authorization of charters or non-scheduled flights or the conduct of air carriers or other parties involved in the organization of such operations.

## **ARTICLE 20**

### **Consultations**

Either Contracting Party may at any time request through diplomatic channels consultations on the implementation, interpretation, application or amendment of this Agreement or compliance with this Agreement. Such consultations, which may be between aeronautical authorities of the Contracting Parties, shall begin within a period of sixty (60) days from the date the other Contracting Party receives a written request, unless otherwise mutually determined by the Contracting Parties or unless otherwise provided for in this Agreement.



5. Le présent article est sans effet lorsqu'une convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôt sur le revenu est en vigueur entre les deux Parties contractantes.

## **ARTICLE 19**

### **Applicabilité aux vols nolisés/ non réguliers**

1. Les dispositions prévues aux articles 6 (Application des lois), 7 (Normes de sécurité, certificats, brevets et licences), 8 (Sûreté de l'aviation), 9 (Droits de douane et autres frais), 10 (Statistiques), 12 (Disponibilité des aéroports et des installations et services aéronautiques), 13 (Frais relatifs aux aéroports et aux installations et services aéronautiques), 15 (Représentants des entreprises de transport aérien), 16 (Services au sol), 17 (Ventes et transfert de fonds), 18 (Taxation) et 20 (Consultations) du présent accord s'appliquent aussi aux vols nolisés et aux autres vols non réguliers exploités par un transporteur aérien d'une Partie contractante vers le territoire de l'autre Partie contractante ou à partir de celui-ci, ainsi qu'au transporteur aérien qui exploite ces vols.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne modifient en rien les lois et règlements nationaux régissant l'autorisation accordée aux transporteurs aériens d'assurer des vols nolisés ou non réguliers ou la conduite des transporteurs aériens ou d'autres parties qui participent à l'organisation de telles activités.

## **ARTICLE 20**

### **Consultations**

Chacune des Parties contractantes peut demander à tout moment, par la voie diplomatique, la tenue de consultations sur la mise en œuvre, l'interprétation, l'application, l'amendement ou l'observation du présent accord. Ces consultations, qui peuvent être tenues entre les autorités aéronautiques des Parties contractantes, commencent dans un délai de soixante (60) jours suivant la date à laquelle l'autre Partie contractante reçoit une demande écrite de consultations, à moins que les Parties contractantes en décident autrement ou que le présent accord en dispose autrement.

## **ARTICLE 21**

### **Amendment**

Any amendment to this Agreement mutually determined pursuant to consultations held in conformity with Article 20 of this Agreement shall come into force on the date of the last written notification, through diplomatic channels, by which the Contracting Parties shall have notified each other that all necessary internal procedures for entry into force of the amendment have been completed.

## **ARTICLE 22**

### **Settlement of Disputes**

1. If any dispute arises between the Contracting Parties relating to the interpretation or application of this Agreement, the Contracting Parties shall in the first place endeavour to settle it by consultations held in conformity with Article 20 of this Agreement.
2. If the dispute is not resolved within 60 days of the commencement of consultations pursuant to Article 20 of this Agreement, the Contracting Parties may agree to refer the dispute for decision to some person or body, or either Contracting Party may submit the dispute for decision to a Tribunal of three arbitrators, one to be nominated by each Contracting Party and the third to be appointed by the two arbitrators. Each of the Contracting Parties shall nominate an arbitrator within a period of sixty (60) days from the date of receipt by either Contracting Party from the other of a written notice through diplomatic channels requesting arbitration of the dispute and the third arbitrator shall be appointed within a further period of sixty (60) days. If either of the Contracting Parties fails to nominate an arbitrator within the period specified, or if the third arbitrator is not appointed within the period specified, the President of the Council of the International Civil Aviation Organization may be requested by either Contracting Party to appoint an arbitrator or arbitrators as the case requires. If the President is of the same nationality as one of the Contracting Parties, the most senior vice-president who is not disqualified on that ground, shall make the appointment. In all cases the third arbitrator shall be a national of a third State, shall act as President of the Tribunal and shall determine the place where arbitration will be held.
3. The Contracting Parties shall comply with any decision given under paragraph 2 of this Article.
4. The expenses of the Tribunal shall be shared equally between the Contracting Parties.

## **ARTICLE 21**

### **Amendement**

Tout amendement du présent accord arrêté conjointement à la suite de consultations tenues en conformité avec l'article 20 du présent accord entre en vigueur à la date de la dernière des notifications écrites, transmises par la voie diplomatique, par lesquelles les Parties contractantes se sont mutuellement informées de l'accomplissement de toutes les procédures internes requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement.

## **ARTICLE 22**

### **Règlement des différends**

1. En cas de différend entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord, les Parties contractantes s'efforcent d'abord de le régler par voie de consultations tenues conformément à l'article 20 du présent accord.
2. Si le différend n'est pas réglé dans les soixante (60) jours du début des consultations en vertu de l'article 20 du présent accord, les Parties contractantes peuvent convenir de soumettre le différend, en vue d'une décision, à une personne ou à un organisme, ou l'une ou l'autre des Parties contractantes peut soumettre le différend, en vue d'une décision, à un tribunal composé de trois arbitres, à savoir un arbitre nommé par chacune des Parties contractantes, et un troisième arbitre désigné par les deux premiers. Chacune des Parties contractantes nomme un arbitre dans un délai de soixante (60) jours suivant la date où l'une d'elles a reçu de l'autre Partie contractante, par la voie diplomatique, une demande écrite d'arbitrage visant le différend; le troisième arbitre est désigné dans un délai supplémentaire de soixante (60) jours. Si l'une ou l'autre des Parties contractantes ne nomme pas d'arbitre dans le délai prescrit, ou si le troisième arbitre n'est pas désigné dans le délai prescrit, l'une ou l'autre des Parties contractantes peut demander au président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale de désigner le ou les arbitres manquants, selon le cas. Si le président est ressortissant de l'une des Parties contractantes, le vice-président qui a le rang le plus élevé et qui n'est pas exclu pour le même motif procède à la désignation. Dans tous les cas, le troisième arbitre est un ressortissant d'un État tiers, il assume les fonctions de président du tribunal et il détermine le lieu de l'arbitrage.
3. Les Parties contractantes se conforment à toute décision rendue en vertu du paragraphe 2 du présent article.
4. Les Parties contractantes assument à parts égales les dépenses du tribunal.



5. If and so long as either Contracting Party fails to comply with any decision given under paragraph 2 of this Article, the other Contracting Party may limit, withhold or revoke any rights or privileges which it has granted by virtue of this Agreement to the Contracting Party in default or to the designated airline in default.

## **ARTICLE 23**

### **Termination**

Either Contracting Party may at any time from the entry into force of this Agreement give notice in writing through diplomatic channels to the other Contracting Party of its decision to terminate this Agreement. Such notice shall be communicated simultaneously to the International Civil Aviation Organization. This Agreement shall terminate one (1) year after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice to terminate is withdrawn by mutual consent before the expiry of this period. In the absence of an acknowledgement of receipt by the other Contracting Party, the notice shall be deemed to have been received fourteen (14) days after the receipt of the notice by the International Civil Aviation Organization.

## **ARTICLE 24**

### **Registration with ICAO**

This Agreement and any amendment thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

## **ARTICLE 25**

### **Multilateral Conventions**

If a multilateral convention comes into force in respect of both Contracting Parties, consultations may be held in accordance with Article 20 of this Agreement with a view to determining the extent to which this Agreement is affected by the provisions of the multilateral convention.



5. Tant et aussi longtemps que l'une ou l'autre des Parties contractantes ne se conforme pas à une décision rendue en vertu du paragraphe 2 du présent article, l'autre Partie contractante peut limiter, retenir ou révoquer tout droit ou privilège accordé par elle en vertu du présent accord à la Partie contractante défaillante ou à l'entreprise de transport aérien désignée défaillante.

## **ARTICLE 23**

### **Dénonciation**

Chaque Partie contractante peut, à tout moment à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, notifier par écrit à l'autre Partie contractante, par la voie diplomatique, sa décision de mettre fin au présent accord. Cette notification est transmise simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. Le présent accord prend fin un (1) an après la date de réception de la notification par l'autre Partie contractante, à moins que la notification ne soit retirée par consentement mutuel avant l'expiration de ce délai. En l'absence d'un accusé de réception de la part de l'autre Partie contractante, la notification est réputée avoir été reçue quatorze (14) jours après la date de sa réception par l'Organisation de l'aviation civile internationale.

## **ARTICLE 24**

### **Enregistrement auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale**

Le présent accord et tout amendement qui y est apporté sont enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

## **ARTICLE 25**

### **Conventions multilatérales**

Advenant l'entrée en vigueur d'une convention multilatérale qui lie les deux Parties contractantes, des consultations peuvent être tenues en conformité avec l'article 20 du présent accord afin de déterminer dans quelle mesure les dispositions de la convention multilatérale ont des incidences sur le présent accord.

**ARTICLE 26****Entry into Force**

This Agreement shall enter into force on the date of the last written notification, through diplomatic channels, by which the Contracting Parties shall have notified each other that all necessary internal procedures for entry into force of this Agreement have been completed.

**IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

**DONE** in duplicate at San José on this 11<sup>th</sup> day of August 2011, in the English, French and Spanish languages, each version being equally authentic.

**Edward Fast**

**Carlos Roverssi Rojas**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF THE REPUBLIC  
OF COSTA RICA**

**ARTICLE 26****Entrée en vigueur**

Le présent accord entre en vigueur à la date de la dernière des notifications écrites, transmises par la voie diplomatique, par lesquelles les Parties contractantes se sont mutuellement informées de l'accomplissement de toutes les procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord.

**EN FOI DE QUOI** les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement respectif, ont signé le présent accord.

**FAIT** en deux exemplaire à San José, ce 11<sup>e</sup> jour de août 2011, en langues française, anglaise et espagnole, chaque version faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DE LA RÉPUBLIQUE  
DU COSTA RICA**

**Edward Fast**

**Carlos Roverssi Rojas**

ANNEX

ROUTE SCHEDULE

The Contracting Parties agree that the designated airlines of each Contracting Party may operate the routes set out in the applicable section of this Annex, in accordance with the notes specified.

SECTION I

Airlines designated by the Government of Canada may operate scheduled passenger-combination air services and/or scheduled all-cargo air services in either or both directions between points on the following routes and in accordance with the following notes:

Points Behind Canada	Points in Canada	Intermediate Points	Points in Costa Rica	Points Beyond
Any point or points	Any point or points	Any point or points	Any point or points	Any point or points

Notes:

1. Traffic may be picked up at Points in Canada and set down at Points in Costa Rica and vice versa. Traffic may be picked up at Points Behind Canada, at Intermediate Points, and at Points Beyond and set down at Points in Costa Rica and vice versa.
2. Transit and own stopover rights shall be available at Points in Canada, at Intermediate Points, and at Points in Costa Rica.
3. Each designated airline may, on any or all flights and at its option:
  - (i) serve Points in Costa Rica separately or in combination,
  - (ii) omit any points on the route, provided that all services serve at least one of the Points in Canada, without directional or geographic limitation.



ANNEXE

AFFECTATION DES ROUTES

Les Parties contractantes conviennent que les entreprises de transport aérien désignées par chacune des Parties contractantes peuvent exploiter les routes spécifiées dans la section applicable de la présente annexe, conformément aux remarques qui y sont énoncées.

SECTION I

Les entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement du Canada peuvent exploiter les services aériens réguliers pour le transport combiné de passagers et de marchandises et/ou les services aériens réguliers de transport tout-cargo dans l’une ou l’autre direction, ou les deux, entre des points situés sur les routes suivantes, et conformément aux remarques qui suivent :

Points en deçà du Canada	Points au Canada	Points intermédiaires	Points au Costa Rica	Points au-delà
Tout point ou tous points	Tout point ou tous points	Tout point ou tous points	Tout point ou tous points	Tout point ou tous points

Remarques :

1. Le trafic peut être embarqué aux points au Canada et débarqué aux points au Costa Rica, et inversement. Le trafic peut être embarqué aux points en deçà du Canada, aux points intermédiaires et aux points au-delà, et débarqué aux points au Costa Rica, et inversement.
2. Des droits de transit et des droits propres d’escale sont disponibles aux points au Canada, aux points intermédiaires et aux points au Costa Rica.
3. Chaque entreprise de transport aérien désignée peut, à son gré et pour quelque vol que ce soit :

i)

desservir des points au Costa Rica, de façon séparée ou combinée,

ii)

omettre tout point situé sur la route, à la condition que tous les services desservent au moins un des points au Canada, sans restriction géographique ou de direction.

4. Different flight numbers may be combined within one aircraft operation. Points Behind Canada may be served with or without change of aircraft or flight number and the designated airlines of Canada may hold out and advertise such services to the public as through services.

5. The Contracting Parties require that the designated airlines of Canada notify the aeronautical authorities of the Republic of Costa Rica of air services to be operated between third countries and Points in Costa Rica ninety (90) days in advance or such lesser period as may be authorised by the aeronautical authorities of the Republic of Costa Rica and each of the points may be changed on ninety (90) days' notice to the aeronautical authorities of the Republic of Costa Rica or such lesser period as may be authorised by the aeronautical authorities of the Republic of Costa Rica.

6. (1) Subject to the regulatory requirements normally applied to such operations by the aeronautical authorities of the Republic of Costa Rica, each designated airline of Canada may, at its discretion, enter into cooperative arrangements for the purposes of:
- (a) holding-out the agreed services on the specified routes by code-sharing (i.e. selling transportation under its own code) on flights operated by any airline or airlines of Canada, of Costa Rica, and/or of any third country or third countries; and/or on any surface transportation providers, and/or
  - (b) carrying traffic under the code of any other airlines that have been authorized by the aeronautical authorities of the Republic of Costa Rica to sell transportation under their own codes on flights operated by the designated airline of Canada.
- (2) All airlines involved in code-sharing arrangements shall hold the appropriate underlying route authority.

4. Différents numéros de vol peuvent être combinés pour une même exploitation d'aéronef. Les points en deçà du Canada peuvent être desservis avec ou sans changement d'appareil ou de numéro de vol, et les entreprises de transport aérien désignées du Canada peuvent présenter et annoncer ces services au public comme étant des services directs.

5. Les Parties contractantes exigent que les entreprises de transport aérien désignées du Canada notifient aux autorités aéronautiques de la République du Costa Rica les services aériens qui seront exploités entre des pays tiers et des points au Costa Rica quatre-vingt-dix (90) jours à l'avance, ou dans un délai plus court si les autorités aéronautiques de la République du Costa Rica y consentent, chacun des points pouvant être modifié avec un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours donné aux autorités aéronautiques de la République du Costa Rica, ou avec un préavis plus court si ces autorités y consentent.

6. 1) Sous réserve des exigences réglementaires habituellement appliquées à de telles opérations par les autorités aéronautiques de la République du Costa Rica, chaque entreprise de transport aérien désignée du Canada peut, à sa discrétion, conclure des arrangements de coopération aux fins suivantes :

a) offrir les services convenus sur les routes spécifiées en vertu d'un partage de codes (c'est-à-dire vendre des services de transport sous son propre code) pour les vols exploités par toute entreprise de transport aérien du Canada, du Costa Rica et/ou de tout pays tiers, et/ou de tout transporteur terrestre;

b) acheminer du trafic sous le code de toute autre entreprise de transport aérien autorisée par les autorités aéronautiques de la République du Costa Rica à vendre des services de transport sous son propre code pour les vols exploités par l'entreprise de transport aérien désignée du Canada.

2) Toutes les entreprises de transport aérien participant à des arrangements de partage de codes détiennent les autorisations adéquates pour les routes concernées.



- (3) Code-sharing services by each designated airline of Canada involving transportation between the Points in Costa Rica shall be restricted to flights operated by airlines authorised by the aeronautical authorities of the Republic of Costa Rica to provide services between the Points in Costa Rica. All transportation between the Points in Costa Rica under the code of each designated airline of Canada shall only be available as part of an international journey.
- (4) The aeronautical authorities of the Republic of Costa Rica shall not withhold permission for code-sharing services identified in Note 6 paragraph (1)(a) by the designated airlines of Canada on the basis that the airlines operating the aircraft do not have the right from Costa Rica to carry traffic under the codes of the airlines designated by Canada.
- (5) All participants in such code-sharing arrangements shall ensure that passengers are fully informed of the identity of the operator and the mode of transportation for each segment of the journey.

7. The Contracting Parties permit each designated airline of Canada, at any points on the specified route and at its option, to transfer traffic between its own aircraft without any limitation as to type, size or number of aircraft, provided that, in the outbound direction, the transportation beyond such points is a continuation of the transportation from Canada and, in the inbound direction, the transportation to Canada is a continuation of the transportation from beyond such points and provided that all passenger and combination flights involved in the transfer originate or terminate in Canada. For the purpose of code-sharing services, airlines shall be permitted to transfer traffic between aircraft without limitation.



- 3) Les services en partage de codes exploités par chaque entreprise de transport aérien désignée du Canada comportant le transport entre des points au Costa Rica sont limités aux vols exploités par des entreprises de transport aérien autorisées par les autorités aéronautiques de la République du Costa Rica à fournir des services entre les points au Costa Rica. Les services de transport entre les points au Costa Rica sous le code de chaque entreprise de transport aérien désignée du Canada ne sont offerts que dans le cadre d'un itinéraire international.
- 4) Les autorités aéronautiques de la République du Costa Rica ne peuvent refuser d'autoriser les services de partage de codes visés à l'alinéa (1)a) de la remarque n° 6 offerts par les entreprises de transport aérien désignées du Canada au motif que les entreprises de transport aérien exploitant l'aéronef ne sont pas autorisées par le Costa Rica à acheminer du trafic sous les codes des entreprises de transport aérien désignées par le Canada.
- 5) Tous les participants à de tels arrangements de partage de codes font en sorte que les passagers soient pleinement informés de l'identité de l'exploitant et du mode de transport pour chaque segment du trajet.

7. Les Parties contractantes autorisent chaque entreprise de transport aérien désignée du Canada, en tous points situés sur la route spécifiée et à sa discrétion, à transférer du trafic entre des aéronefs lui appartenant, sans restriction quant au type, à la taille ou au nombre d'aéronefs, à la condition qu'à l'aller, le transport au-delà de ces points soit la continuation d'un vol en provenance du Canada et qu'au retour, le transport à destination du Canada soit la continuation d'un vol en provenance de points situés au-delà de ces points, et que tous les vols de passagers et les vols combinés de passagers et de marchandises touchés par le transfert aient le Canada pour origine ou destination finale. Aux fins des services en partage de codes, les entreprises de transport aérien peuvent effectuer des transferts de trafic entre aéronefs sans restriction.

8. The Contracting Parties permit the designated airlines of Canada, when operating in the territory of Costa Rica:

- (a) without restriction, to employ in connection with the agreed services any surface transportation for cargo to or from any points in the territories of the Contracting Parties or in third countries, including transport to and from all airports with customs facilities, and including, where applicable, the right to transport cargo in bond under applicable laws and regulations;
- (b) to have access to airport customs processing and facilities for cargo moving by surface or by air; and
- (c) to elect to perform their own surface transportation or to provide it through arrangements with surface carriers, subject to regulatory requirements, including surface transportation operated by other airlines.

Such intermodal cargo services may be offered at a single, through price for the air and surface transportation combined, provided that shippers are fully informed of the identity of the operator and the mode of transportation for each segment of the transportation.

8. Les Parties contractantes accordent aux entreprises de transport aérien désignées du Canada les autorisations suivantes lorsqu'elles exploitent leurs activités au Costa Rica :

- a) utiliser sans restriction, en rapport avec les services convenus, tout transport terrestre pour les marchandises en provenance ou à destination de tout point situé sur le territoire des Parties contractantes ou dans des pays tiers, y compris le transport en provenance ou à destination de tout aéroport disposant d'installations douanières, y compris, s'il y a lieu, le droit de transporter des marchandises sous douane conformément à la législation et à la réglementation applicables;
- b) avoir accès aux installations et aux services douaniers des aéroports pour les marchandises transportées par voie terrestre ou aérienne;
- c) choisir de procéder elles-mêmes au transport terrestre ou le fournir dans le cadre d'arrangements en concluant des ententes avec des transporteurs terrestres, sous réserve des exigences réglementaires, y compris recourir aux services de transport terrestre fournis par d'autres entreprises de transport aérien.

Ces services intermodaux de transport peuvent être offerts à un tarif unique de point à point pour le transport aérien et terrestre combiné, à la condition que les expéditeurs soient pleinement informés de l'identité du transporteur et du mode de transport pour chaque portion du trajet.

SECTION II

Airlines designated by the Government of the Republic of Costa Rica may operate scheduled passenger-combination air services and/or scheduled all-cargo air services in either or both directions between points on the following routes and in accordance with the following notes:

Points Behind Costa Rica	Points in Costa Rica	Intermediate Points	Points in Canada	Points Beyond
Any point or points	Any point or points	Any point or points	Any point or points	Any point or points

Notes:

1. Traffic may be picked up at Points in Costa Rica and set down at Points in Canada and vice versa. Traffic may be picked up at Points Behind Costa Rica, at Intermediate Points, and at Points Beyond and set down at Points in Canada and vice versa.
2. Transit and own stopover rights shall be available at Points in Costa Rica, at Intermediate Points, and at Points in Canada.
3. Each designated airline may, on any or all flights and at its option:
  - (i) serve Points in Canada separately or in combination,
  - (ii) omit any points on the route, provided that all services serve at least one of the Points in Costa Rica, without directional or geographic limitation.
4. Different flight numbers may be combined within one aircraft operation. Points Behind Costa Rica may be served with or without change of aircraft or flight number and the designated airline(s) of Costa Rica may hold out and advertise such services to the public as through services.



SECTION II

Les entreprises de transport aérien désignées par le Gouvernement de la République du Costa Rica peuvent exploiter les services aériens réguliers pour le transport combiné de passagers et de marchandises et/ou les services aériens réguliers de transport tout-cargo dans l’une ou l’autre direction, ou les deux, entre des points situés sur les routes suivantes, et conformément aux remarques qui suivent :

Points en deçà du Costa Rica	Points au Costa Rica	Points intermédiaires	Points au Canada	Points au-delà
Tout point ou tous points	Tout point ou tous points	Tout point ou tous points	Tout point ou tous points	Tout point ou tous points

Remarques :

1. Le trafic peut être embarqué aux points au Costa Rica et débarqué aux points au Canada, et inversement. Le trafic peut être embarqué aux points en deçà du Costa Rica, aux points intermédiaires et aux points au-delà, et débarqué aux points au Canada, et inversement.
2. Des droits de transit et des droits propres d’escale sont disponibles aux points au Costa Rica, aux points intermédiaires et aux points au Canada.
3. Chaque entreprise de transport aérien désignée peut, à son gré et pour quelque vol que ce soit :

i)

desservir des points au Canada, de façon séparée ou combinée,

ii)

omettre tout point situé sur la route, à la condition que tous les services desservent au moins un des points au Costa Rica, sans restriction géographique ou de direction.
4. Différents numéros de vol peuvent être combinés pour une même exploitation d’aéronef. Les points en deçà du Costa Rica peuvent être desservis avec ou sans changement d’appareil ou de numéro de vol, et les entreprises de transport aérien désignées du Costa Rica peuvent présenter et annoncer ces services au public comme étant des services directs.

5. The Contracting Parties require that the designated airline(s) of Costa Rica notify the aeronautical authorities of Canada of air services to be operated between third countries and Points in Canada ninety (90) days in advance or such lesser period as may be authorised by the aeronautical authorities of Canada and each of the points may be changed on ninety (90) days' notice to the aeronautical authorities of Canada or such lesser period as may be authorised by the aeronautical authorities of Canada.

6. (1) Subject to the regulatory requirements normally applied to such operations by the aeronautical authorities of Canada, each designated airline of Costa Rica may, at its discretion, enter into cooperative arrangements for the purposes of:
- (a) holding-out the agreed services on the specified routes by code-sharing (i.e. selling transportation under its own code) on flights operated by any airline or airlines of Costa Rica, of Canada, and/or of any third country or third countries; and/or on any surface transportation providers; and/or
  - (b) carrying traffic under the code of any other airlines that have been authorized by the aeronautical authorities of Canada to sell transportation under their own codes on flights operated by the designated airline of Costa Rica.
- (2) All airlines involved in code-sharing arrangements shall hold the appropriate underlying route authority.
- (3) Code-sharing services by each designated airline of Costa Rica involving transportation between the Points in Canada shall be restricted to flights operated by airlines authorised by the aeronautical authorities of Canada to provide services between the Points in Canada. All transportation between the Points in Canada under the code of each designated airline of Costa Rica shall only be available as part of an international journey.

5. Les Parties contractantes exigent que les entreprises de transport aérien désignées du Costa Rica notifient aux autorités aéronautiques du Canada les services aériens qui seront exploités entre des pays tiers et des points au Canada quatre-vingt-dix (90) jours à l'avance, ou dans un délai plus court si les autorités aéronautiques du Canada y consentent, chacun des points pouvant être modifié avec un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours donné aux autorités aéronautiques du Canada, ou avec un préavis plus court si ces autorités y consentent.

6. 1) Sous réserve des exigences réglementaires habituellement appliquées à de telles opérations par les autorités aéronautiques du Canada, chaque entreprise de transport aérien désignée du Costa Rica peut, à sa discrétion, conclure des arrangements de coopération aux fins suivantes :
- a) offrir les services convenus sur les routes spécifiées en vertu d'un partage de codes (c'est-à-dire vendre des services de transport sous son propre code) pour les vols exploités par toute entreprise de transport aérien du Costa Rica, du Canada et/ou de tout pays tiers, et/ou de tout transporteur terrestre;
  - b) acheminer du trafic sous le code de toute autre entreprise de transport aérien autorisée par les autorités aéronautiques du Canada à vendre des services de transport sous son propre code pour les vols exploités par l'entreprise de transport aérien désignée du Costa Rica.
- 2) Toutes les entreprises de transport aérien participant à des arrangements de partage de codes détiennent les autorisations adéquates pour les routes concernées.
- 3) Les services en partage de codes exploités par chaque entreprise de transport aérien désignée du Costa Rica comportant le transport entre des points au Canada sont limités aux vols exploités par des entreprises de transport aérien autorisées par les autorités aéronautiques du Canada à fournir des services entre les points au Canada. Les services de transport entre les points au Canada sous le code de chaque entreprise de transport aérien désignée du Costa Rica ne sont offerts que dans le cadre d'un itinéraire international.



- (4) The aeronautical authorities of Canada shall not withhold permission for code-sharing services identified in Note 6 paragraph (1)(a) by the designated airlines of Costa Rica on the basis that the airlines operating the aircraft do not have the right from Canada to carry traffic under the codes of the airlines designated by Costa Rica.
- (5) All participants in such code-sharing arrangements shall ensure that passengers are fully informed of the identity of the operator and the mode of transportation for each segment of the journey.

7. The Contracting Parties permit each designated airline of Costa Rica, at any points on the specified route and at its option, to transfer traffic between its own aircraft without any limitation as to type, size or number of aircraft, provided that, in the outbound direction, the transportation beyond such points is a continuation of the transportation from Costa Rica and, in the inbound direction, the transportation to Costa Rica is a continuation of the transportation from beyond such points and provided that all passenger and combination flights involved in the transfer originate or terminate in Costa Rica. For the purpose of code-sharing services, airlines shall be permitted to transfer traffic between aircraft without limitation.

8. The Contracting Parties permit the designated airlines of Costa Rica, when operating in the territory of Canada:

- (a) without restriction, to employ in connection with the agreed services any surface transportation for cargo to or from any points in the territories of the Contracting Parties or in third countries, including transport to and from all airports with customs facilities, and including, where applicable, the right to transport cargo in bond under applicable laws and regulations;
- (b) to have access to airport customs processing and facilities for cargo moving by surface or by air; and



- 4) Les autorités aéronautiques du Canada ne peuvent refuser d'autoriser les entreprises de transport aérien désignées du Costa Rica à fournir les services en partage de codes visés à l'alinéa (1)a) de la remarque n° 6 offerts par les entreprises de transport aérien désignées du Costa Rica au motif que les entreprises de transport aérien exploitant l'aéronef ne sont pas autorisées par le Canada à acheminer du trafic sous les codes des entreprises de transport aérien désignées par le Costa Rica.
- 5) Tous les participants à de tels arrangements de partage de codes font en sorte que les passagers soient pleinement informés de l'identité du transporteur et du mode de transport pour chaque segment du trajet.

7. Les Parties contractantes autorisent chaque entreprise de transport aérien désignée du Costa Rica, en tous points situés sur la route spécifiée et à sa discrétion, à transférer du trafic entre des aéronefs lui appartenant, sans restriction quant au type, à la taille ou au nombre d'aéronefs, à la condition qu'à l'aller, le transport au-delà de ces points soit la continuation d'un vol en provenance du Costa Rica et qu'au retour, le transport à destination du Costa Rica soit la continuation d'un vol en provenance de points situés au-delà de ces points, et que tous les vols de passagers et les vols combinés de passagers et de marchandises touchés par le transfert aient le Costa Rica pour origine ou destination finale. Aux fins des services de partage de codes, les entreprises de transport aérien peuvent effectuer des transferts de trafic entre aéronefs sans restriction.

8. Les Parties contractantes accordent aux entreprises de transport aérien désignées du Costa Rica les autorisations suivantes lorsqu'elles exploitent leurs activités au Canada :

- a) utiliser sans restriction, en rapport avec les services convenus, tout transport terrestre pour les marchandises en provenance ou à destination de tout point situé sur le territoire des Parties contractantes ou dans des pays tiers, y compris le transport en provenance ou à destination de tout aéroport disposant d'installations douanières, y compris, s'il y a lieu, le droit de transporter des marchandises sous douane conformément à la législation et à la réglementation applicables;
- b) avoir accès aux installations et aux services douaniers des aéroports pour les marchandises transportées par voie terrestre ou aérienne;

- (c) to elect to perform their own surface transportation or to provide it through arrangements with surface providers, subject to regulatory requirements, including surface transportation operated by other airlines.

Such intermodal cargo services may be offered at a single, through price for the air and surface transportation combined, provided that shippers are fully informed of the identity of the operator and the mode of transportation for each segment of the transportation.

- c) choisir de procéder elles-mêmes au transport terrestre ou le fournir en concluant des ententes avec des transporteurs terrestres, sous réserve des exigences réglementaires, y compris recourir aux services de transport terrestre fournis par d'autres entreprises de transport aérien.

Ces services de transport intermodaux peuvent être offerts à un tarif unique de point à point pour le transport aérien et terrestre combiné, à la condition que les expéditeurs soient pleinement informés de l'identité du transporteur et du mode de transport pour chaque portion du trajet.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department of  
Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/10  
ISBN: 978-1-100-54393-2

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/10  
ISBN : 978-1-100-54393-2







A1  
A 10  
167

Govt Hub



## CANADA

TREATY SERIES 2012/11 RECUEIL DES TRAITÉS

---

### PROPERTY

Agreement between Canada and Romania concerning Diplomatic Premises

Bucharest, 11 March 2011

Entry into Force 7 May 2012

---

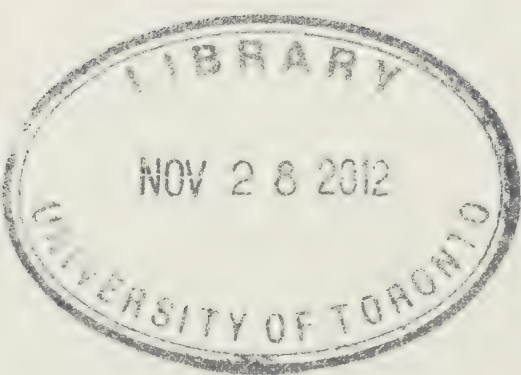
### BIENS

Accord entre le Canada et la Roumanie concernant les locaux diplomatiques

Bucarest, le 11 mars 2011

Entrée en vigueur le 7 mai 2012

---







CANADA

TREATY SERIES 2012/11 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## PROPERTY

Agreement between Canada and Romania concerning Diplomatic  
Premises

Bucharest, 11 March 2011

Entry into Force 7 May 2012

---

## BIENS

Accord entre le Canada et la Roumanie concernant les locaux  
diplomatiques

Bucarest, le 11 mars 2011

Entrée en vigueur le 7 mai 2012

---

**AGREEMENT  
BETWEEN  
CANADA  
AND  
ROMANIA  
CONCERNING DIPLOMATIC PREMISES**

**CANADA AND ROMANIA** (hereafter referred to as the “Parties”);

**HAVING REGARD** to the *Vienna Convention on Diplomatic Relations*, done at Vienna 18 April 1961 and in particular Article 21 and Article 23 of the Convention;

**HAVING REGARD** to the *Vienna Convention on Consular Relations*, done at Vienna 24 April 1963 and in particular Article 30 and Article 32 of the Convention;

**DESIRING** to ensure that each Party may maintain and acquire, in the territory of the other Party, ownership over land and buildings adequate to the functioning of their diplomatic missions and consular posts;

**HAVE AGREED** as follows:

**ARTICLE 1**

1. Each Party shall have the right to acquire, in the territory of the other party, private ownership over land and buildings for the premises of diplomatic missions and consular posts and as residences for the heads of those missions and posts.

2. Each Party shall have the right to sell, lease or dispose of the private ownership over land and buildings acquired for the diplomatic missions and consular posts and residences of the heads of those missions and posts.

**ACCORD**  
**ENTRE**  
**LE CANADA**  
**ET**  
**LA ROUMANIE**  
**CONCERNANT LES LOCAUX DIPLOMATIQUES**

**LE CANADA ET LA ROUMANIE** (ci-après appelés les « parties »);

**COMPTE TENU** de la *Convention de Vienne sur les relations diplomatiques*, faite à Vienne le 18 avril 1961, en particulier l'article 21 et l'article 23 de la Convention;

**COMPTE TENU** de la *Convention de Vienne sur les relations consulaires*, faite à Vienne le 24 avril 1963, en particulier l'article 30 et l'article 32 de la Convention;

**DÉSIRANT** s'assurer que chacune des parties peut conserver et acquérir, sur le territoire de l'autre partie, des droits de propriété sur les terrains et les bâtiments nécessaires au fonctionnement de ses missions diplomatiques et postes consulaires;

**SONT CONVENUS** de ce qui suit :

**ARTICLE 1**

1. Chacune des parties a le droit d'acquérir, sur le territoire de l'autre partie, des droits de propriété privés sur les terrains et les bâtiments devant servir à abriter les locaux des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que les résidences des chefs de ces missions et postes.

2. Chacune des parties a le droit de vendre, de louer ou d'aliéner les droits de propriété privés sur les terrains et les bâtiments acquis pour accueillir les missions diplomatiques et les postes consulaires ainsi que les résidences des chefs de ces missions et postes.

## **ARTICLE 2**

Each Party shall notify the other Party of its intention to acquire, lease, exchange, sell or dispose of private property over land and buildings for the premises of diplomatic missions and consular posts and residences for the heads of those missions and posts.

## **ARTICLE 3**

Each Party shall abide by all applicable development and building regulations when it develops land and buildings acquired in the territory of the other Party for diplomatic missions and consular posts and residences for the heads of those missions and posts.

## **ARTICLE 4**

Each Party and the heads of diplomatic missions and consular posts shall be exempt from all national, regional or municipal dues or taxes in respect of the premises acquired for diplomatic missions and consular posts and residences for the heads of those missions and posts, other than such as represent payment for specific services rendered.

## **ARTICLE 5**

The Parties agree that any differences arising from the interpretation of this Agreement shall be resolved through diplomatic consultations.

## **ARTICLE 6**

This Agreement may be amended in writing through an additional protocol. The protocol shall come into force in accordance with the provisions of Article 7.

## **ARTICLE 7**

1. Each Party shall notify the other Party in writing of the completion of the internal procedures for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the date of the latest of these notifications.



## **ARTICLE 2**

Chacune des parties notifie à l'autre partie son intention d'acquérir, de louer, de remplacer, de vendre ou d'aliéner des droits de propriété privés sur les terrains et les bâtiments devant servir à abriter les locaux des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que les résidences des chefs de ces missions et postes.

## **ARTICLE 3**

Chacune des parties respecte tous les règlements applicables en matière d'aménagement et de construction lorsqu'elle effectue des travaux sur les terrains et les bâtiments acquis sur le territoire de l'autre partie pour accueillir les missions diplomatiques et les postes consulaires ainsi que les résidences des chefs de ces missions et postes.

## **ARTICLE 4**

Chacune des parties et les chefs des missions diplomatiques et des postes consulaires sont exempts de tous impôts et taxes nationaux, régionaux ou communaux, au titre des immeubles acquis pour accueillir les missions diplomatiques et les postes consulaires ainsi que les résidences des chefs de ces missions et postes, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'impôts ou de taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus.

## **ARTICLE 5**

Les parties conviennent de résoudre par voie de consultations diplomatiques tout différend au sujet de l'interprétation du présent accord.

## **ARTICLE 6**

Le présent accord peut être amendé par écrit au moyen d'un protocole additionnel. Le protocole entre en vigueur conformément aux dispositions de l'article 7.

## **ARTICLE 7**

1. Chacune des parties notifie par écrit à l'autre partie l'accomplissement des formalités internes nécessaires à l'entrée en vigueur du présent accord. Celui-ci entre en vigueur à la date de la dernière de ces notifications.

2. Each Party may denounce this Agreement by way of written notification to the other Party through diplomatic channels. The Agreement shall terminate 90 days following the date of the receipt of the notice.

3. The denunciation of the Agreement shall not affect private ownership over land and buildings acquired prior to the termination of the Agreement.

**DONE** in duplicate at Bucharest, this 11<sup>th</sup> day of March 2011, in the English, French and Romanian languages, each version being equally authentic.

**Philippe Beaulne**

**Doru Costea**

**FOR CANADA**

**FOR ROMANIA**

2. L'une ou l'autre des parties peut dénoncer le présent accord au moyen d'une notification écrite à l'autre partie, par la voie diplomatique. Le présent accord prend fin 90 jours après la réception d'une telle notification.

3. La dénonciation du présent accord ne porte pas atteinte aux droits de propriété privés sur les terrains et les bâtiments acquis antérieurement à la dénonciation de l'accord.

**FAIT** en double exemplaire à Bucarest, ce 11<sup>e</sup> jour de mars 2011, en langues française, anglaise et roumaine, chaque version faisant également foi.

**POUR LE CANADA**

**POUR LA ROUMANIE**

**Philippe Beaulne**

**Doru Costea**

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department of  
Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/11  
ISBN: 978-1-100-54394-9

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/11  
ISBN : 978-1-100-54394-9







CANADA



TREATY SERIES 2012/12 RECUEIL DES TRAITÉS

---

TAXATION

Agreement between Canada and the Kingdom of the Netherlands in respect of Aruba for the Exchange of Information with respect to Tax Matters

Ottawa, 20 October 2011

Entry into Force 1 June 2012

---

IMPOSITION

Accord entre le Canada et le Royaume des Pays-Bas en ce qui concerne Aruba sur l'échange de renseignements en matière fiscale

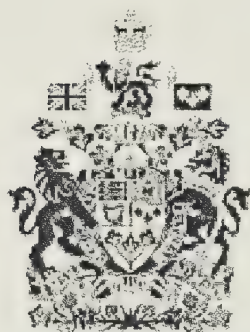
Ottawa, le 20 octobre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2012

---







CANADA

TREATY SERIES 2012/12 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## TAXATION

Agreement between Canada and the Kingdom of the Netherlands in respect of Aruba for the Exchange of Information with respect to Tax Matters

Ottawa, 20 October 2011

Entry into Force 1 June 2012

---

## IMPOSITION

Accord entre le Canada et le Royaume des Pays-Bas en ce qui concerne Aruba sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Ottawa, le 20 octobre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2012

---



**AGREEMENT  
BETWEEN  
CANADA  
AND  
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS IN RESPECT OF ARUBA  
FOR THE EXCHANGE OF INFORMATION  
WITH RESPECT TO TAX MATTERS**

**CANADA AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS, IN  
RESPECT OF ARUBA,**

**DESIRING** to facilitate the exchange of information with respect to taxes;

**HAVE AGREED** as follows:

**ARTICLE 1**

**Object and Scope of this Agreement**

1. The competent authorities of the Contracting Parties shall provide assistance through exchange of information that is foreseeably relevant to the administration and enforcement of the domestic laws of the Contracting Parties concerning taxes covered by this Agreement. Such information shall include information that is foreseeably relevant to the determination, assessment and collection of such taxes, the recovery and enforcement of tax claims, or the investigation or prosecution of tax matters. Information shall be exchanged in accordance with the provisions of this Agreement and shall be treated as confidential in the manner provided in Article 9.
2. The rights and safeguards secured to persons by the laws or administrative practice of the requested Party remain applicable to the extent that they do not unduly prevent or delay effective exchange of information.
3. As regards the Kingdom of the Netherlands, this Agreement shall apply only to Aruba.

**ACCORD  
ENTRE  
LE CANADA  
ET  
LE ROYAUME DES PAYS-BAS EN CE QUI CONCERNE ARUBA  
SUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS  
EN MATIÈRE FISCALE**

**LE CANADA ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS, EN CE QUI  
CONCERNE ARUBA,**

**SOUHAITANT** faciliter l'échange de renseignements en matière fiscale;

**SONT CONVENUS** des dispositions suivantes :

**ARTICLE PREMIER**

**Objet et champ d'application du présent accord**

1. Les autorités compétentes des parties contractantes s'accordent une assistance par l'échange de renseignements vraisemblablement pertinents pour l'administration et l'application de la législation interne des parties contractantes relative aux impôts visés par le présent accord. Ces renseignements sont ceux vraisemblablement pertinents pour la détermination, l'établissement et la perception de ces impôts, pour le recouvrement et l'exécution des créances fiscales ou pour les enquêtes ou poursuites en matière fiscale. Les renseignements sont échangés conformément au présent accord et traités comme confidentiels selon les modalités prévues à l'article 9.
2. Les droits et protections dont bénéficient les personnes en vertu des dispositions législatives ou réglementaires ou des pratiques administratives de la partie requise restent applicables dans la mesure où ils n'entravent pas ou ne retardent pas indûment un échange effectif de renseignements.
3. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent accord ne s'applique qu'à Aruba.

## **ARTICLE 2**

### **Jurisdiction**

A requested Party is not obligated to provide information which is neither held by its authorities nor in the possession or control of persons who are within its territorial jurisdiction.

## **ARTICLE 3**

### **Taxes Covered**

The taxes which are the subject of this Agreement are, in the case of Canada, all taxes imposed or administered by the Government of Canada and, in the case of the Kingdom of the Netherlands, in respect of Aruba, all taxes imposed or administered by Aruba, including any taxes imposed or administered after the date of signature of this Agreement.

## **ARTICLE 4**

### **Definitions**

1. For the purposes of this Agreement, unless otherwise defined:
  - (a) the term “Contracting Party” means Canada or the Kingdom of the Netherlands, in respect of Aruba, as the context requires;
  - (b) the term “competent authority” means:
    - (i) in the case of Canada, the Minister of National Revenue or the Minister’s authorised representative;
    - (ii) in the case of Aruba, the Minister in charge of Finance or an authorised representative of the Minister;
  - (c) the term “Canada”, used in a geographical sense, means:
    - (i) the land territory, air space, internal waters and territorial sea of Canada;



## **ARTICLE 2**

### **Compétence**

La partie requise n'a pas obligation de fournir des renseignements qui ne sont ni détenus par ses autorités ni en la possession ou sous le contrôle de personnes relevant de sa compétence territoriale.

## **ARTICLE 3**

### **Impôts visés**

Les impôts visés par le présent accord sont, dans le cas du Canada, tous les impôts établis ou administrés par le gouvernement du Canada et, dans le cas du Royaume des Pays-Bas, en ce qui concerne Aruba, tous les impôts établis ou administrés par Aruba, y compris tous impôts établis ou administrés après la date de signature du présent accord.

## **ARTICLE 4**

### **Définitions**

1. Aux fins du présent accord, sauf définition contraire :
  - a) l'expression « partie contractante » signifie, selon le contexte, le Canada ou le Royaume des Pays-Bas, en ce qui concerne Aruba;
  - b) l'expression « autorité compétente » signifie :
    - i) dans le cas du Canada, le ministre du Revenu national ou son représentant autorisé,
    - ii) dans le cas d'Aruba, le ministre responsable des Finances ou son représentant autorisé;
  - c) le terme « Canada », employé dans un sens géographique, désigne :
    - i) le territoire terrestre, l'espace aérien, les eaux intérieures et la mer territoriale du Canada,

- (ii) the exclusive economic zone of Canada, as determined by its domestic law, in accordance with Part V of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 (UNCLOS); and
  - (iii) the continental shelf of Canada, as determined by its domestic law, in accordance with Part VI of UNCLOS;
- (d) the term “Aruba”, used in a geographical sense, means that part of the Kingdom of the Netherlands that is situated in the Caribbean area and consisting of the Island of Aruba;
- (e) the term “person” includes an individual, a company, a trust, a partnership and any other body of persons;
- (f) the term “company” means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
- (g) the term “publicly traded company” means any company whose principal class of shares is listed on a recognised stock exchange provided that its listed shares can be readily purchased and sold by the public. Shares can be purchased or sold “by the public” if the purchase or sale of shares is not implicitly or explicitly restricted to a limited group of investors;
- (h) the term “principal class of shares” means the class or classes of shares representing a majority of the voting power and value of the company;
- (i) the term “recognised stock exchange” means any stock exchange agreed upon by the competent authorities of the Contracting Parties;

- ii) la zone économique exclusive du Canada, telle qu'elle est définie dans sa législation interne, en conformité avec la partie V de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* du 10 décembre 1982 (UNCLOS), et
- iii) le plateau continental du Canada, tel qu'il est défini dans sa législation interne, en conformité avec la partie VI de l'UNCLOS;
- d) le terme « Aruba », employé dans un sens géographique, désigne la partie du Royaume des Pays-Bas qui est située dans la région des Caraïbes et qui constitue l'île d'Aruba;
- e) le terme « personne » inclut une personne physique, une société, une fiducie ou une société de personnes et tout autre groupement de personnes;
- f) le terme « société » signifie toute personne morale ou toute entité considérée fiscalement comme étant une personne morale;
- g) le terme « société cotée » signifie toute société dont la catégorie principale d'actions est cotée sur une bourse reconnue, les actions cotées de la société devant pouvoir être achetées et vendues facilement par le public. Les actions peuvent être achetées ou vendues « par le public » si l'achat ou la vente des actions n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs;
- h) l'expression « catégorie principale d'actions » signifie la ou les catégories d'actions représentant la majorité des droits de vote et de la valeur de la société;
- i) l'expression « bourse reconnue » signifie toute bourse déterminée d'un commun accord par les autorités compétentes des parties contractantes;

- (j) the term “collective investment fund or scheme” means any pooled investment vehicle, irrespective of legal form. The term “public collective investment fund or scheme” means any collective investment fund or scheme provided the units, shares or other interests in the fund or scheme can be readily purchased and sold, or readily purchased and redeemed, by the public. Units, shares or other interests in the fund or scheme can be readily purchased, sold, or redeemed “by the public” if the purchase, sale or redemption is not implicitly or explicitly restricted to a limited group of investors;
- (k) the term “tax” means any tax to which this Agreement applies;
- (l) the term “applicant Party” means the Contracting Party requesting information;
- (m) the term “requested Party” means the Contracting Party requested to provide information;
- (n) the term “information gathering measures” means laws and administrative or judicial procedures that enable a Contracting Party to obtain and provide the requested information; and
- (o) the term “information” means any fact, statement or record in any form whatever.

2. As regards the application of this Agreement at any time by a Contracting Party, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that Party, any meaning under the applicable tax laws of that Party prevailing over a meaning given to the term under other laws of that Party.

## **ARTICLE 5**

### **Exchange of Information upon Request**

1. The competent authority of the requested Party shall provide upon request information for the purposes referred to in Article 1. Such information shall be exchanged without regard to whether the conduct being investigated would constitute a crime under the laws of the requested Party if such conduct occurred in the territory of the requested Party.



- j) l'expression « fonds ou dispositif de placement collectif » signifie tout instrument de placement groupé, quelle que soit sa forme juridique. L'expression « fonds ou dispositif de placement collectif public » signifie tout fonds ou dispositif de placement collectif dont les parts, actions ou autres participations peuvent être facilement achetées et vendues, ou facilement achetées et rachetées, par le public. Les parts, actions ou autres participations au fonds ou dispositif peuvent être facilement achetées, vendues ou rachetées « par le public » si l'achat, la vente ou le rachat n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs;
- k) le terme « impôt » signifie tout impôt auquel s'applique le présent accord;
- l) l'expression « partie requérante » signifie la partie contractante qui demande les renseignements;
- m) l'expression « partie requise » signifie la partie contractante à laquelle les renseignements sont demandés;
- n) l'expression « mesures de collecte de renseignements » signifie les dispositions législatives et réglementaires ainsi que les procédures administratives ou judiciaires qui permettent à une partie contractante d'obtenir et de fournir les renseignements demandés;
- o) le terme « renseignement » désigne tout fait, énoncé ou document, quelle que soit sa forme.

2. Pour l'application du présent accord à un moment donné par une partie contractante, tout terme ou toute expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cette partie, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal applicable de cette partie prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cette partie.

## **ARTICLE 5**

### **Échange de renseignements sur demande**

1. L'autorité compétente de la partie requise fournit les renseignements sur demande aux fins visées à l'article 1. Ces renseignements doivent être échangés, que l'acte faisant l'objet de l'enquête aurait constitué, ou non, une infraction pénale selon le droit de la partie requise s'il s'était produit sur le territoire de cette partie.

2. If the information in the possession of the competent authority of the requested Party is not sufficient to enable it to comply with the request for information, that Party shall use all relevant information gathering measures to provide the applicant Party with the information requested, notwithstanding that the requested Party may not need such information for its own tax purposes.

3. If specifically requested by the competent authority of the applicant Party, the competent authority of the requested Party shall provide information under this Article, to the extent allowable under its domestic laws, in the form of depositions of witnesses and authenticated copies of original records.

4. Each Contracting Party shall ensure that its competent authority for the purposes specified in Article 1 of this Agreement, has the authority to obtain and provide upon request:

- (a) information held by banks, other financial institutions, and any person acting in an agency or fiduciary capacity including nominees and trustees;
- (b) information regarding the ownership of companies, partnerships, trusts, foundations, "Anstalten" and other persons, including, within the constraints of Article 2, ownership information on all such persons in an ownership chain; in the case of trusts, information on settlors, trustees and beneficiaries; and in the case of foundations, information on founders, members of the foundation council and beneficiaries. This Agreement does not create an obligation on the Contracting Parties to obtain or provide ownership information with respect to publicly traded companies or public collective investment funds or schemes unless such information can be obtained without giving rise to disproportionate difficulties.

5. The competent authority of the applicant Party shall provide the following information to the competent authority of the requested Party when making a request for information under this Agreement to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- (a) the identity of the person under examination or investigation;

2. Si les renseignements en la possession de l'autorité compétente de la partie requise ne sont pas suffisants pour lui permettre de donner suite à la demande de renseignements, cette partie prend toutes les mesures de collecte de renseignements adéquates nécessaires pour fournir à la partie requérante les renseignements demandés, même si la partie requise n'a pas besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales.

3. Sur demande spécifique de l'autorité compétente de la partie requérante, l'autorité compétente de la partie requise fournit les renseignements visés au présent article, dans la mesure où son droit interne le lui permet, sous la forme de dépositions de témoins et de copies certifiées conformes aux documents originaux.

4. Chaque partie contractante fait en sorte que son autorité compétente ait le droit, aux fins visées à l'article 1 du présent accord, d'obtenir et de fournir, sur demande :

- a) les renseignements détenus par les banques, les autres institutions financières et toute personne agissant en qualité de mandataire ou de fiduciaire, y compris les représentants et les fiduciaires;
- b) les renseignements concernant la propriété des sociétés, sociétés de personnes, fiducies, fondations, « Anstalten » et autres personnes, y compris, dans les limites de l'article 2, les renseignements en matière de propriété concernant toutes ces personnes lorsqu'elles font partie d'une chaîne de propriété; dans le cas d'une fiducie, les renseignements sur les constituants, les fiduciaires et les bénéficiaires et, dans le cas d'une fondation, les renseignements sur les fondateurs, les membres du conseil de la fondation et les bénéficiaires. Le présent accord n'oblige pas les parties contractantes à obtenir ou à fournir les renseignements en matière de propriété concernant des sociétés cotées ou des fonds ou dispositifs de placement collectif publics, sauf si ces renseignements peuvent être obtenus sans susciter des difficultés disproportionnées.

5. L'autorité compétente de la partie requérante fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de la partie requise lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu du présent accord, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés :

- a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;



- (b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the applicant Party wishes to receive the information from the requested Party;
- (c) the tax purpose for which the information is sought;
- (d) the grounds for believing that the information requested is held in the territory of the requested Party or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested Party;
- (e) to the extent known, the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- (f) a statement that the request is in conformity with the law and administrative practices of the applicant Party, that if the requested information was within the jurisdiction of the applicant Party then the competent authority of the applicant Party would be able to obtain the information under the laws of the applicant Party or in the normal course of administrative practice and that it is in conformity with this Agreement; and
- (g) a statement that the applicant Party has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

6. The competent authority of the requested Party shall immediately confirm receipt of a request in writing to the competent authority of the applicant Party and shall:

- (a) notify the competent authority of the applicant Party, within 60 days of receiving the request, of any deficiencies in the request;



- b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle la partie requérante souhaite recevoir les renseignements de la partie requise;
- c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
- d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus sur le territoire de la partie requise ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de la partie requise;
- e) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
- f) une déclaration précisant que la demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux pratiques administratives de la partie requérante, que, si les renseignements demandés relevaient de la compétence de la partie requérante, l'autorité compétente de cette partie pourrait obtenir les renseignements en vertu de son droit ou dans le cadre normal de ses pratiques administratives et que la demande est conforme au présent accord;
- g) une déclaration précisant que la partie requérante a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

6. L'autorité compétente de la partie requise accuse immédiatement réception de la demande par écrit auprès de l'autorité compétente de la partie requérante, et elle :

- a) avise l'autorité compétente de la partie requérante, dans les 60 jours à compter de la réception de la demande, des éventuelles lacunes de celle-ci;

- (b) notify the competent authority of the applicant Party, within 90 days of receiving the request, of the intention to refuse the request or of any obstacle preventing the requested Party from fulfilling the request;
- (c) inform the competent authority of the applicant Party of the grounds for the refusal of the request or the nature of the obstacles to processing the request;
- (d) provide the requested information within 90 days of receiving the request or, in the event that there is an obstacle to fulfilling the request, advise the competent authority of the applicant Party of the estimated additional time required to fulfill the request.

## **ARTICLE 6**

### **Spontaneous Exchange of Information**

The competent authorities may forward to each other, without prior request, information of which they have knowledge that may be foreseeably relevant in accordance with Article 1.

## **ARTICLE 7**

### **Tax Examinations Abroad**

1. A Contracting Party may allow representatives of the competent authority of the other Contracting Party to enter the territory of the first-mentioned Party to interview individuals and examine records with the written consent of the persons concerned. The competent authority of the second-mentioned Party shall notify the competent authority of the first-mentioned Party of the time and place of the meeting with the individuals concerned.
2. At the request of the competent authority of one Contracting Party, the competent authority of the other Contracting Party may allow representatives of the competent authority of the first-mentioned Party to be present at the appropriate part of a tax examination in the territory of the second-mentioned Party.

- b) avise l'autorité compétente de la partie requérante, dans les 90 jours à compter de la réception de la demande, de l'intention de rejeter la demande ou de tout obstacle empêchant la partie requise de donner suite à la demande;
- c) informe l'autorité compétente de la partie requérante des motifs du rejet de la demande ou de la nature des obstacles empêchant le traitement de celle-ci;
- d) fournit les renseignements demandés dans les 90 jours à compter de la réception de la demande ou, si un obstacle empêche qu'il soit donné suite à la demande, informe l'autorité compétente de la partie requérante du temps supplémentaire dont on prévoit avoir besoin pour donner suite à la demande.

## **ARTICLE 6**

### **Échange spontané de renseignements**

Une autorité compétente peut envoyer à l'autre autorité compétente, sans demande préalable, des renseignements dont elle a connaissance et qui sont vraisemblablement pertinents aux termes de l'article 1.

## **ARTICLE 7**

### **Contrôles fiscaux à l'étranger**

1. Une partie contractante peut autoriser des représentants de l'autorité compétente de l'autre partie contractante à entrer sur son territoire pour interroger des personnes physiques et examiner des documents, avec le consentement écrit des personnes concernées. L'autorité compétente de la deuxième partie contractante fait connaître à l'autorité compétente de la première partie contractante la date et le lieu de l'entretien avec les personnes physiques concernées.

2. À la demande de l'autorité compétente d'une partie contractante, l'autorité compétente de l'autre partie contractante peut autoriser des représentants de l'autorité compétente de la première partie contractante à assister à la phase appropriée d'un contrôle fiscal effectué sur le territoire de la deuxième partie contractante.



3. If the request referred to in paragraph 2 is acceded to, the competent authority of the Contracting Party conducting the examination shall, as soon as possible, notify the competent authority of the other Party about the time and place of the examination, the authority or official designated to carry out the examination and the procedures and conditions required by the first-mentioned Party for the conduct of the examination. All decisions with respect to the conduct of the tax examination shall be made by the Party conducting the examination.

## **ARTICLE 8**

### **Possibility of Declining a Request**

1. The requested Party shall not be required to obtain or provide information that the applicant Party would not be able to obtain under its own laws for purposes of the administration or enforcement of its own tax laws. The competent authority of the requested Party may decline to assist where the request is not made in conformity with this Agreement.
2. The provisions of this Agreement shall not impose on a Contracting Party the obligation to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process. Notwithstanding the foregoing, information of the type referred to in Article 5, paragraph 4, shall not be treated as such a secret or trade process merely because it meets the criteria in that paragraph.
3. The provisions of this Agreement shall not impose on a Contracting Party the obligation to obtain or provide information, which would reveal confidential communications between a client and an attorney, solicitor or other admitted legal representative where such communications are produced for the purposes of:
  - (a) seeking or providing legal advice, or
  - (b) use in existing or contemplated legal proceedings.
4. The requested Party may decline a request for information if the disclosure of the information would be contrary to public policy (*ordre public*).
5. A request for information shall not be refused on the ground that the tax claim giving rise to the request is disputed.
6. The requested Party may decline a request for information if the information is requested by the applicant Party to administer or enforce a provision of the tax law of the applicant Party, or any requirement connected therewith, which discriminates against a national of the requested Party as compared with a national of the applicant Party in the same circumstances.



3. Si la demande visée au paragraphe 2 est acceptée, l'autorité compétente de la partie contractante qui conduit le contrôle fait connaître aussitôt que possible à l'autorité compétente de l'autre partie contractante la date et le lieu du contrôle, l'autorité ou le fonctionnaire désigné pour conduire le contrôle ainsi que les procédures et conditions exigées par la première partie contractante pour la conduite du contrôle. Toute décision relative à la conduite du contrôle fiscal est prise par la partie contractante qui conduit le contrôle.

## **ARTICLE 8**

### **Possibilité de rejeter une demande**

1. La partie requise n'est pas tenue d'obtenir ou de fournir des renseignements que la partie requérante ne pourrait pas obtenir en vertu de son propre droit pour l'exécution ou l'application de sa propre législation fiscale. L'autorité compétente de la partie requise peut refuser l'assistance lorsque la demande n'est pas soumise en conformité avec le présent accord.

2. Le présent accord n'oblige pas une partie contractante à fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial. Nonobstant ce qui précède, les renseignements du type visé au paragraphe 4 de l'article 5 ne sont pas traités comme un tel secret ou procédé commercial du simple fait qu'ils remplissent les critères prévus à ce paragraphe.

3. Le présent accord n'oblige pas une partie contractante à obtenir ou à fournir des renseignements qui divulgueraient des communications confidentielles entre un client et un avocat ou un autre représentant juridique agréé lorsque ces communications :

- a) ont pour but de demander ou de fournir un avis juridique, ou
- b) sont destinées à être utilisées dans une action en justice en cours ou envisagée.

4. La partie requise peut rejeter une demande de renseignements si la divulgation des renseignements est contraire à son ordre public.

5. Une demande de renseignements ne peut être rejetée au motif que la créance fiscale faisant l'objet de la demande est contestée.

6. La partie requise peut rejeter une demande de renseignements si les renseignements sont demandés par la partie requérante pour appliquer ou exécuter une disposition de la législation fiscale de la partie requérante – ou toute obligation s'y rattachant – qui est discriminatoire à l'encontre d'un ressortissant de la partie requise par rapport à un ressortissant de la partie requérante se trouvant dans les mêmes circonstances.

## **ARTICLE 9**

### **Confidentiality**

Any information received by a Contracting Party under this Agreement shall be treated as confidential and may be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) in the jurisdiction of the Contracting Party concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, taxes in that jurisdiction. Such persons or authorities shall use such information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. The information may not otherwise be disclosed to any other person or entity or authority or any other jurisdiction without the express written consent of the competent authority of the requested Party.

## **ARTICLE 10**

### **Costs**

Unless the competent authorities of the Contracting Parties otherwise agree, ordinary costs incurred in providing assistance shall be borne by the requested Party, and extraordinary costs incurred in providing assistance (including reasonable costs of engaging external advisors in connection with litigation or otherwise) shall be borne by the applicant Party. At the request of either Contracting Party, the competent authorities shall consult as necessary with regard to this Article, and in particular the competent authority of the requested Party shall consult with the competent authority of the applicant Party in advance if the costs of providing information with respect to a specific request are expected to be extraordinary.

## **ARTICLE 11**

### **Implementation Legislation**

The Contracting Parties shall enact any legislation necessary to comply with, and give effect to, the terms of this Agreement.

## **ARTICLE 9**

### **Confidentialité**

Tout renseignement reçu par une partie contractante en vertu du présent accord est tenu confidentiel et ne peut être divulgué qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et les organes administratifs) relevant de la compétence de la partie contractante qui sont concernées par l'établissement, la perception, le recouvrement ou l'exécution des impôts applicables sur le territoire de cette partie, ou par les poursuites ou les décisions en matière de recours se rapportant à ces impôts. Ces personnes ou autorités ne peuvent utiliser ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent en faire état lors d'audiences publiques de tribunaux ou dans des décisions judiciaires. Les renseignements ne peuvent être divulgués à toute autre personne, entité ou autorité ou à toute autre autorité étrangère sans l'autorisation écrite expresse de l'autorité compétente de la partie requise.

## **ARTICLE 10**

### **Frais**

Sauf accord contraire entre les autorités compétentes des parties contractantes, les frais ordinaires engagés pour fournir l'assistance sont assumés par la partie requise, et les frais extraordinaires engagés à cette fin (y compris les frais raisonnables engagés pour retenir les services de conseillers externes relativement à des litiges ou à d'autres questions) sont assumés par la partie requérante. À la demande de l'une ou l'autre des parties contractantes, les autorités compétentes se consultent au besoin au sujet du présent article et, notamment, l'autorité compétente de la partie requise consulte l'autorité compétente de la partie requérante à l'avance si elle s'attend à ce que les frais liés à la fourniture de renseignements concernant une demande en particulier soient extraordinaires.

## **ARTICLE 11**

### **Dispositions d'application**

Les parties contractantes adoptent toute législation nécessaire pour se conformer au présent accord et lui donner effet.



## **ARTICLE 12**

### **Other International Agreements or Arrangements**

The possibilities of assistance provided by this Agreement do not limit, nor are they limited by, those contained in existing international agreements or other arrangements between the Contracting Parties which relate to co-operation in tax matters.

## **ARTICLE 13**

### **Mutual Agreement Procedure**

1. Where difficulties or doubts arise between the Contracting Parties regarding the implementation or interpretation of this Agreement, the competent authorities shall endeavour to resolve the matter by mutual agreement.
2. In addition to the agreements referred to in paragraph 1, the competent authorities of the Contracting Parties may mutually agree on the procedures to be used under Articles 5, 6 and 7.
3. The competent authorities of the Contracting Parties may communicate with each other directly for purposes of reaching agreement under this Article.
4. The Contracting Parties may also agree on other forms of dispute resolution.

## **ARTICLE 14**

### **Entry into Force**

1. Each of the Contracting Parties shall notify the other in writing through diplomatic channels of the completion of the internal procedures for the entry into force of this Agreement.
2. This Agreement shall enter into force on the first day of the second month after the date of the later of the notifications referred to in paragraph 1. Upon entry into force, it shall have effect:
  - (a) for tax matters involving intentional conduct which is liable to prosecution under the criminal laws of the Applicant Party (irrespective of whether contained in the tax laws, the criminal code or other statutes), on that date; and



## **ARTICLE 12**

### **Autres accords et arrangements internationaux**

Les possibilités d'assistance prévues par le présent accord ne limitent pas et ne sont pas limitées par celles découlant de tous accords ou autres arrangements internationaux en vigueur entre les parties contractantes qui se rapportent à la coopération en matière fiscale.

## **ARTICLE 13**

### **Procédure amiable**

1. En cas de difficultés ou de doutes entre les parties contractantes au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent accord, les autorités compétentes s'efforcent de régler la question par voie d'accord amiable.
2. Outre les accords visés au paragraphe 1, les autorités compétentes des parties contractantes peuvent déterminer d'un commun accord les procédures à suivre en application des articles 5, 6 et 7.
3. Les autorités compétentes des parties contractantes peuvent communiquer entre elles directement en vue d'arriver à un accord en application du présent article.
4. Les parties contractantes peuvent également convenir d'autres formes de règlement des différends.

## **ARTICLE 14**

### **Entrée en vigueur**

1. Chacune des parties contractantes avise l'autre partie, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique, de l'accomplissement de ses procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord.
2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de la dernière des notifications visées au paragraphe 1. À compter de la date de son entrée en vigueur, le présent accord prend effet :
  - a) en ce qui concerne les questions fiscales mettant en cause une conduite intentionnelle pouvant faire l'objet de poursuites en vertu des lois pénales de la partie requérante (que les dispositions en cause soient prévues par la législation fiscale, le code criminel ou d'autres lois), à cette date;

- (b) for all other matters covered in Article 1, on that date, but only in respect of taxable periods beginning on or after that date, or where there is no taxable period, all charges to tax arising on or after that date.

## **ARTICLE 15**

### **Termination**

1. A Contracting Party may terminate this Agreement by serving a notice of termination through diplomatic channels to the other Contracting Party.
2. Such termination shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of the notice of termination.
3. Where a Contracting Party terminates this Agreement, both Contracting Parties shall remain bound by the provisions of Article 9 with respect to any information obtained under this Agreement.

**IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned being duly authorised thereto, have signed this Agreement.

**DONE** in duplicate at Ottawa, this 20<sup>th</sup> day of October 2011, in the English and French languages, each version being equally authentic.

**Morris Rosenberg**

**M. J. Hooyboer**

**FOR CANADA**

**FOR THE KINGDOM  
OF THE NETHERLANDS,  
IN RESPECT OF ARUBA**

- b) en ce qui concerne toutes les autres questions visées à l'article 1, à cette date, mais seulement pour les exercices fiscaux commençant à cette date ou par la suite ou, à défaut d'exercice fiscal, pour toutes les obligations fiscales prenant naissance à cette date ou par la suite.

## **ARTICLE 15**

### **Dénonciation**

1. Une partie contractante peut dénoncer le présent accord en transmettant une notification de dénonciation par la voie diplomatique à l'autre partie contractante.
2. Cette dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de la notification de dénonciation.
3. Lorsqu'une partie contractante dénonce le présent accord, les parties contractantes restent liées par les dispositions de l'article 9 pour tous renseignements obtenus en application du présent accord.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

**FAIT** en double exemplaire à Ottawa, ce 20<sup>e</sup> jour d'octobre 2011, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

**POUR LE CANADA**

**POUR LE ROYAUME  
DES PAYS-BAS EN CE QUI  
CONCERNE ARUBA**

**Morris Rosenberg**

**M. J. Hooyboer**

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department of  
Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No : FR4-2012/12  
ISBN: 978-1-100-54395-6

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/12  
ISBN : 978-1-100-54395-6







DA1  
EA 10  
T67

CANADA



TREATY SERIES 2012/13 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## CONFORMITY ASSESSMENT

Mutual Recognition Agreement between the Government of Canada  
and the Government of the United Mexican States for Conformity  
Assessment of Telecommunications Equipment

Honolulu, 12 November 2011

Entry into Force 1 June 2012

---

## ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

Accord de reconnaissance mutuelle entre le gouvernement du Canada  
et le gouvernement des États-Unis du Mexique concernant l'évaluation  
de la conformité de matériel de télécommunication

Honolulu, le 12 novembre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2012

---







CANADA

TREATY SERIES 2012/13 RECUEIL DES TRAITÉS

---

## CONFORMITY ASSESSMENT

Mutual Recognition Agreement between the Government of Canada  
and the Government of the United Mexican States for Conformity  
Assessment of Telecommunications Equipment

Honolulu, 12 November 2011

Entry into Force 1 June 2012

---

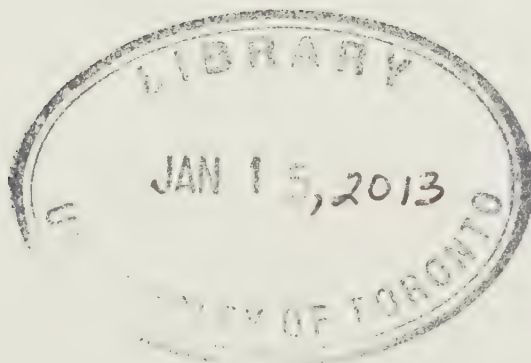
## ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

Accord de reconnaissance mutuelle entre le gouvernement du Canada  
et le gouvernement des États-Unis du Mexique concernant l'évaluation  
de la conformité de matériel de télécommunication

Honolulu, le 12 novembre 2011

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2012

---



**MUTUAL RECOGNITION  
AGREEMENT  
BETWEEN  
THE GOVERNMENT OF CANADA  
AND  
THE GOVERNMENT OF THE UNITED MEXICAN STATES  
FOR CONFORMITY ASSESSMENT  
OF TELECOMMUNICATIONS EQUIPMENT**

**THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED MEXICAN STATES** (referred to in this Agreement collectively as “Parties” and individually as “Party”);

**RECALLING** that Article 1304(6) of the *North American Free Trade Agreement between the Government of Canada, the Government of the United Mexican States and the Government of the United States of America* (“NAFTA”) requires each NAFTA Party to “adopt, as part of its conformity assessment procedures, provisions necessary to accept the test results from laboratories or testing facilities in the territory of another Party for tests performed in accordance with the accepting Party’s standards-related measures and procedures;”

**FURTHER RECALLING** that Article 908(6) of the NAFTA encourages NAFTA Parties to negotiate agreements for the mutual recognition of results of conformity assessment; and

**REAFFIRMING** the commitment the Parties made in Annex 913.5.a-2 of the NAFTA to work through the NAFTA Telecommunications Standards Subcommittee (“TSSC”) to develop a work program, including a timetable, for making compatible to the greatest extent practicable, the standards-related measures of the NAFTA Parties, including technical regulations and conformity assessment procedures, for authorized telecommunications equipment;

**HAVE AGREED** as follows:

**ACCORD**  
**DE RECONNAISSANCE MUTUELLE**  
**ENTRE**  
**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**  
**ET**  
**LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE**  
**CONCERNANT L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ**  
**DE MATÉRIEL DE TÉLÉCOMMUNICATION**

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE** (collectivement désignés dans le présent accord comme les « Parties », chacun constituant une « Partie »);

**RAPPELANT** que l'article 1304(6) de l'*Accord de libre-échange nord-américain entre le gouvernement du Canada, le gouvernement des États-Unis mexicains et le gouvernement des États-Unis d'Amérique* (« ALÉNA ») exige que chacune des Parties à l'ALÉNA « adoptera, dans le cadre de ses procédures d'évaluation de la conformité, les dispositions nécessaires pour accepter les résultats des essais effectués en conformité avec ses mesures et procédures normatives par des laboratoires ou des installations d'essai situés sur le territoire d'une autre Partie »;

**RAPPELANT DE PLUS** que l'article 908(6) de l'ALÉNA incite les Parties à l'ALÉNA à négocier des accords pour la reconnaissance mutuelle des résultats de leurs évaluations de la conformité;

**RECONNAISSANT** l'engagement des Parties pris à l'annexe 913.5.a-2 de l'ALÉNA de travailler par l'intermédiaire du sous-comité des normes de télécommunications de l'ALÉNA (« SCNT ») à établir un programme de travail ainsi qu'un calendrier en vue de rendre compatibles, dans toute la mesure où cela sera matériellement possible, les mesures normatives des Parties à l'ALÉNA, y compris les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité, concernant le matériel de télécommunication autorisé;

**SONT CONVENUS** des dispositions suivantes :

## ARTICLE 1

### Purpose of this Agreement

1. This Agreement is intended to streamline conformity assessment for a wide range of telecommunications and telecommunications-related equipment and thereby to facilitate trade between the Parties. This Agreement provides for the mutual recognition by the Parties of testing laboratories and mutual acceptance of the results of testing undertaken by recognized testing laboratories in assessing conformity of equipment to a Party's technical regulations.
2. For greater clarity, this Agreement shall not cover conformity assessment related to the electrical safety of telecommunications equipment.
3. This Agreement shall not cover homologation, which may be required by either Party outside of the context of the procedures set forth in this Agreement.

## ARTICLE 2

### Definitions

General terms associated with test reports and conformity assessment used in this Agreement shall have the meaning given to those terms in ISO/IEC 17000:2004, Conformity assessment – Vocabulary and general principles, of the International Organization for Standardization and the International Electrotechnical Commission. In addition, for the purpose of this Agreement, the following definitions shall apply:

*administrative arrangement* means any publicly available procedure or permission or legal or contractual agreement within a Party's jurisdiction that has an impact on conformity assessment of telecommunications equipment within the scope of this Agreement, as described in Article 3;

*designation* means the act by a designating authority of designating a testing laboratory to assess whether telecommunications equipment conforms to a Party's technical regulations;

*homologation* means permission for a product, process, or service to be marketed or used for stated purposes or under stated conditions;



## ARTICLE PREMIER

### Objet du présent accord

1. L'objet du présent accord est de rationaliser l'évaluation de la conformité d'un large éventail de matériel de télécommunication et de matériel connexe et d'ainsi faciliter les échanges commerciaux entre les Parties. Le présent accord prévoit la reconnaissance mutuelle par les Parties de laboratoires d'essais et l'acceptation mutuelle des résultats d'essais réalisés par des laboratoires d'essais reconnus dans le cadre de l'évaluation de la conformité du matériel avec les règlements techniques d'une Partie.
2. Il est entendu que le présent accord ne vise pas l'évaluation de la conformité concernant la sécurité électrique du matériel de télécommunication.
3. Le présent accord ne vise pas l'homologation qui peut être exigée par l'une ou l'autre des Parties hors du cadre des procédures énoncées dans le présent accord.

## ARTICLE 2

### Définitions

Les termes généraux liés aux rapports d'essai et à l'évaluation de la conformité, utilisés dans le présent accord, ont le sens attribué à ces termes dans la norme ISO/IEC 17000:2004, Évaluation de la conformité - Vocabulaire et principes généraux, de l'Organisation internationale de normalisation et de la Commission électrotechnique internationale. En outre, les définitions suivantes s'appliquent au présent accord :

***arrangement administratif*** signifie toute procédure à la disposition du public, toute autorisation, ou tout accord juridique ou contractuel applicables sur le territoire d'une Partie, qui a une incidence sur l'évaluation de la conformité du matériel de télécommunication visé par le présent accord, selon ce qui est décrit à l'article 3 ci-après;

***autorité de réglementation*** désigne un ministère ou une entité gouvernementale qui exerce le droit reconnu par la loi de contrôler l'utilisation ou la vente de matériel de télécommunication sur le territoire d'une Partie et à qui il est possible de prendre des mesures d'application pour s'assurer que des produits commercialisés sur le territoire d'une Partie respectent les prescriptions juridiques de cette Partie;

***désignation*** signifie l'action accomplie par une autorité de désignation qui vise à désigner un laboratoire d'essais pour évaluer la question de savoir si le matériel de télécommunication est conforme aux règlements techniques d'une Partie;

***public telecommunications network*** means public telecommunications infrastructure that permits telecommunications between defined network termination points;

***recognition*** means the act by a regulatory authority of recognizing that a testing laboratory is competent to perform conformity assessment and that test reports will be accepted from that testing laboratory;

***regulatory authority*** means a government agency or entity that exercises a legal right to control the use or sale of telecommunications equipment within a Party's territory and that may take enforcement action to ensure that products marketed within the Party's territory comply with the Party's legal requirements;

***technical regulations*** means those technical requirements, legislative and regulatory provisions, and administrative arrangements that a Party has specified in Annex I pertaining to the testing of equipment with respect to which compliance is mandatory. For greater clarity, the Parties do not intend this definition to apply for any purpose other than this Agreement. The listing by a Party of technical regulations in Annex I is without prejudice to the rights and obligations of the Party under any other agreement;

***testing laboratory*** means a laboratory that performs tests. In addition:

- ***first-party testing laboratory*** means a testing laboratory that performs first-party conformity assessment activity, as defined in ISO/IEC 17000:2004;
- ***second-party testing laboratory*** means a testing laboratory that performs second-party conformity assessment activity, as defined in ISO/IEC 17000:2004;
- ***third-party testing laboratory*** means a testing laboratory that performs third-party conformity assessment activity, as defined in ISO/IEC 17000:2004.

In the event of any inconsistency between a definition in ISO/IEC 17000:2004 and a definition in this Agreement, the definition in this Agreement shall prevail.

**homologation** signifie l'autorisation accordée pour pouvoir commercialiser ou utiliser un produit, un processus ou un service à des fins ou dans des conditions définies;

**laboratoire d'essais** s'entend d'un laboratoire qui réalise des essais. En outre :

- **laboratoire d'essais de première partie** s'entend d'un laboratoire qui réalise une activité d'évaluation de la conformité de première partie, telle qu'elle est définie dans la norme ISO/IEC 17000:2004;
- **laboratoire d'essais de seconde partie** s'entend d'un laboratoire qui réalise une activité d'évaluation de la conformité de seconde partie, telle qu'elle est définie dans la norme ISO/IEC 17000:2004;
- **laboratoire d'essais de tierce partie** s'entend d'un laboratoire qui réalise une activité d'évaluation de la conformité de tierce partie, telle qu'elle est définie dans la norme ISO/IEC 17000:2004;

**reconnaissance** s'entend de l'action accomplie par une autorité de réglementation qui vise à reconnaître qu'un laboratoire d'essais possède les compétences pour réaliser des évaluations de la conformité et que les rapports d'essai provenant de ce laboratoire d'essais seront acceptés;

**règlements techniques** signifie les exigences techniques, les dispositions législatives et réglementaires, ainsi que les arrangements administratifs qu'une Partie a précisés à l'annexe I en ce qui concerne l'essai du matériel pour lequel la conformité est obligatoire. Il est entendu que les Parties n'ont pas l'intention que la présente définition s'applique à d'autres fins que celles visées par le présent accord. L'énumération par une Partie de règlements techniques à l'annexe I est faite sous réserve des droits et obligations de cette Partie en vertu d'autres accords;

**réseau public de télécommunication** signifie une infrastructure publique de télécommunication permettant les télécommunications entre des points de terminaison définis d'un réseau.

En cas de contradiction entre une définition contenue dans la norme ISO/IEC 17000:2004 et une définition contenue dans le présent accord, c'est la définition contenue dans le présent accord qui prévaut.



## ARTICLE 3

### Scope

1. Technical Regulations: This Agreement applies to those technical regulations a Party lists in Annex I, namely the technical regulations for which the Party shall accept test reports from recognized testing laboratories designated by the other Party. The technical regulations that a Party lists shall address equipment that may be attached to a public telecommunications network or other equipment subject to telecommunications regulation, including wire and wireless equipment, and terrestrial and satellite equipment, whether or not connected to a public telecommunication network.
2. Equipment: This Agreement applies to conformity assessment of equipment that may be attached to a public telecommunications network and other equipment subject to telecommunications regulation, including wire and wireless equipment, and terrestrial and satellite equipment, whether or not connected to a public telecommunications network. Equipment which can only be connected behind devices providing adequate network protection for a public telecommunications network may be excluded by either Party from the scope of testing it applies to network terminal attachment.
3. This Agreement shall not be interpreted as acceptance by one Party of the standards or technical regulations of the other Party, or as mutual recognition of the equivalence of the Parties' standards or technical regulations.

## ARTICLE 4

### **Designating Authorities, Regulatory Authorities, and Accreditation Bodies**

1. Each Party shall ensure that its designating authorities have the authority and competence to designate, list, verify the compliance of, limit the designation of, and withdraw the designation of testing laboratories within their jurisdictions. Each Party also shall ensure that its regulatory authorities have the authority and competence to recognize testing laboratories that the other Party designates for recognition under this Agreement.
2. Each Party's designating authorities shall take such measures as necessary to ensure that testing laboratories they have designated maintain the required technical competence to perform the testing for which they have been designated.



## ARTICLE 3

### Portée

1. Règlements techniques : Le présent accord s'applique aux règlements techniques qu'une Partie énumère à l'annexe I, à savoir les règlements techniques à l'égard desquels une Partie accepte des rapports d'essai réalisés par des laboratoires d'essais reconnus désignés par l'autre Partie. Les règlements techniques qu'une Partie énumère concernent le matériel pouvant être relié à un réseau public de télécommunication ou d'autre matériel assujetti à la réglementation en matière de télécommunication, y compris le matériel câblé et le matériel sans fil, ainsi que le matériel terrestre et le matériel satellite, que ceux-ci soient ou non reliés à un réseau public de télécommunication.
2. Matériel : Le présent accord s'applique à l'évaluation de la conformité du matériel pouvant être relié à un réseau public de télécommunication et d'autre matériel assujetti à la réglementation en matière de télécommunication, y compris le matériel câblé et le matériel sans fil, ainsi que le matériel terrestre et le matériel satellite, que ceux-ci soient ou non reliés à un réseau public de télécommunication. L'une ou l'autre des Parties peut exclure de la portée des essais de connexions terminales de réseau le matériel qui ne peut qu'être connecté à des dispositifs destinés à fournir une protection adéquate des réseaux publics de télécommunication.
3. Le présent accord n'est pas interprété comme une acceptation par une Partie des normes ou règlements techniques de l'autre Partie, ou comme la reconnaissance mutuelle de l'équivalence des normes ou règlements techniques des Parties.

## ARTICLE 4

### Autorités de désignation, autorités de réglementation et organismes d'accréditation

1. Chacune des Parties s'assure que ses autorités de désignation ont le pouvoir et la compétence pour désigner les laboratoires d'essais sur son territoire, ainsi que pour les énumérer, vérifier qu'ils se conforment à la désignation, limiter cette désignation et la retirer. Chacune des Parties s'assure également que ses autorités de réglementation ont le pouvoir et la compétence pour reconnaître les laboratoires d'essais que l'autre Partie désigne en vue de la reconnaissance en vertu du présent accord.
2. Les autorités de désignation de chacune des Parties prennent les mesures nécessaires pour s'assurer que les laboratoires d'essais qu'elles ont désignés maintiennent la compétence technique voulue pour réaliser les essais pour lesquels ils ont été désignés.

3. Any designating authority of a Party also may appoint an accreditation body to accredit testing laboratories while maintaining full responsibility as a designating authority under this Agreement.
4. Each Party shall list, in Annex II, its designating authorities, regulatory authorities, and accreditation bodies.

## **ARTICLE 5**

### **Designation of Testing Laboratories**

1. Each designating authority listed in Annex II by a Party may designate testing laboratories to test whether equipment conforms to the other Party's technical regulations.
2. A designating authority of a Party may only designate testing laboratories able to demonstrate by means of accreditation, in accordance with the requirements and procedures set forth in Appendix A, that the testing laboratories have the experience and are competent to test whether equipment conforms to the other Party's technical regulations, including familiarity with interpretations and policies related to the other Party's technical regulations.
3. In making such a designation, a designating authority shall observe the procedures set forth in Appendix B.

## **ARTICLE 6**

### **Recognition of Testing Laboratories**

Each Party shall, in accordance with the procedures set forth in Appendix B, recognize testing laboratories designated by the designating authorities of the other Party.

## **ARTICLE 7**

### **Mutual Acceptance of Test Reports**

Each Party shall, in accordance with the procedures set forth in Appendix B, accept a test report provided by a recognized testing laboratory designated by the other Party under terms and conditions no less favorable than those it accords to test reports produced by testing laboratories in its territory, and without regard to the nationality of the supplier or manufacturer of the equipment, or the country of origin of the equipment for which a test report has been produced.

3. Toute autorité de désignation d'une Partie peut également nommer un organisme d'accréditation pour accréditer les laboratoires d'essais, tout en conservant l'entière responsabilité qui lui incombe en qualité d'autorité de désignation suivant le présent accord.

4. Chacune des Parties énumère à l'annexe II ses autorités de désignation, ses autorités de réglementation et ses organismes d'accréditation.

## **ARTICLE 5**

### **Désignation des laboratoires d'essais**

1. Chaque autorité de désignation énumérée à l'annexe II par une Partie peut désigner des laboratoires d'essais pour évaluer la conformité du matériel avec les règlements techniques de l'autre Partie.

2. Une autorité de désignation d'une Partie peut uniquement désigner des laboratoires d'essais ayant la capacité de démontrer au moyen de l'accréditation, conformément aux exigences et aux procédures énoncées à l'appendice A, qu'ils possèdent l'expérience et la compétence pour évaluer la conformité du matériel avec les règlements techniques de l'autre Partie, y compris une connaissance des interprétations et politiques liées aux règlements techniques de l'autre Partie.

3. Au moment d'effectuer une telle désignation, l'autorité de désignation observe les procédures énoncées à l'appendice B.

## **ARTICLE 6**

### **Reconnaissance des laboratoires d'essais**

Conformément aux procédures énoncées à l'appendice B, chacune des Parties reconnaît les laboratoires d'essais désignés par les autorités de désignation de l'autre Partie.

## **ARTICLE 7**

### **Acceptation mutuelle des rapports d'essai**

Conformément aux procédures énoncées à l'appendice B, chacune des Parties accepte le rapport d'essai fourni par un laboratoire d'essais reconnu désigné par l'autre Partie, selon des modalités non moins favorables que celles qu'elle applique aux rapports d'essai présentés par des laboratoires d'essais situés sur son territoire, et sans égard à la nationalité du fournisseur ou du fabricant du matériel, ou du pays d'origine du matériel, à l'égard duquel le rapport d'essai a été présenté.



## **ARTICLE 8**

### **Suspension of Recognition of Testing Laboratories or Acceptance of Test Reports**

1. A Party may, in accordance with the requirements and procedures set forth in paragraph 3, suspend its recognition of a designated testing laboratory.
2. A Party may, in accordance with the requirements and procedures set forth in paragraph 3, suspend its acceptance of test reports provided by a recognized testing laboratory.
3. A Party that intends to suspend recognition of a testing laboratory or acceptance of test reports shall provide written notice to the other Party 60 days before the suspension takes effect. The written notice shall provide the reasons for the suspension. Examples of reasons for suspension include the following:
  - (a) the suspending Party has lost confidence in a designating authority of the other Party or in the relevant testing laboratory;
  - (b) the suspending Party no longer perceives mutual benefits in terms of the facilitation of trade in the equipment within the scope of this Agreement; or
  - (c) the suspending Party is dissatisfied with the protection by the other Party of confidential information.
4. The suspending Party may resume recognition of a designated testing laboratory or acceptance of test reports at any time.

## **ARTICLE 9**

### **Reassessment and Surveillance of Testing Laboratories**

1. Each Party shall provide to the other Party the reassessment and surveillance plans designed, in accordance with Clause 7.11.3 of ISO/IEC 17011:2004, Conformity assessment – General requirements for accreditation bodies accrediting conformity assessment bodies, of the International Organization for Standardization and the International Electrotechnical Commission, by its designating authorities and accreditation bodies to ensure the continued technical competence of designated testing laboratories.



## **ARTICLE 8**

### **Suspension de la reconnaissance des laboratoires d'essais ou de l'acceptation des rapports d'essai**

1. Conformément aux exigences et aux procédures énoncées au paragraphe 3, une Partie peut suspendre sa reconnaissance d'un laboratoire d'essais désigné.
2. Conformément aux exigences et aux procédures énoncées au paragraphe 3, une Partie peut suspendre son acceptation des rapports d'essai fournis par un laboratoire d'essais reconnu.
3. La Partie qui a l'intention de suspendre la reconnaissance d'un laboratoire d'essais ou l'acceptation de rapports d'essai donne à l'autre Partie un préavis écrit de 60 jours avant la prise d'effet de la suspension. Le préavis écrit indique les motifs de la suspension. Voici des exemples de motifs de suspension :
  - a) la Partie qui décrète la suspension a perdu confiance en une autorité de désignation de l'autre Partie ou dans le laboratoire d'essais en cause;
  - b) la Partie qui décrète la suspension ne voit plus d'avantages mutuels à faciliter les échanges commerciaux de matériel visé par le présent accord;
  - c) la Partie qui décrète la suspension est insatisfaite de la protection accordée par l'autre Partie aux renseignements confidentiels.
4. La Partie qui décrète la suspension peut en tout temps recommencer à reconnaître un laboratoire d'essais désigné ou à accepter des rapports d'essai.

## **ARTICLE 9**

### **Réévaluation et surveillance des laboratoires d'essais**

1. Chacune des Parties fournit à l'autre Partie les plans de réévaluation et de surveillance élaborés par ses autorités de désignation et ses organismes d'accréditation de façon à assurer la continuité de la compétence technique des laboratoires d'essais désignés, conformément à la clause 7.11.3 de la norme ISO/IEC 17011:2004, Évaluation de la conformité – Exigences générales pour les organismes d'accréditation procédant à l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, de l'Organisation internationale de normalisation et de la Commission électrotechnique internationale.

2. Each Party shall inform the other Party of all measures taken by its designating authorities and accreditation bodies based on the results of reassessment and surveillance activities regarding the continuation or renewal of accreditation of recognized testing laboratories. Likewise, each Party shall inform the other Party of any measures taken by its accreditation bodies regarding suspension, withdrawal, or reduction of the relevant scope of accreditation of recognized testing laboratories.

3. On request, each Party shall provide to the other Party a valid scope and certificate of accreditation for a designated testing laboratory, as well as the documentation described in Appendix B, section I, paragraph 4. If, at any time, a Party fails to make available to the requesting Party a valid scope and certificate of accreditation for a testing laboratory that it has designated, the requesting Party may withdraw its recognition of that designated testing laboratory.

4. On request, each Party, through its own designating authorities or accreditation bodies, shall endeavor to facilitate the observation of the assessment of a testing laboratory by representatives of the other Party. All costs incurred for such activities shall be the responsibility of the Party requesting to witness the assessment.

## **ARTICLE 10**

### **Verification of Designated Testing Laboratories**

1. Each Party shall have the right to challenge the technical competence of a testing laboratory designated by the other Party and whether the testing laboratory meets the requirements for accreditation set forth in Appendix A. This right shall be exercised under exceptional circumstances only.

2. A Party may invoke its right under paragraph 1 by providing written notice to the testing laboratory concerned, the relevant designating authority and accreditation body, and the other Party. The notice shall include an objective and reasoned written description of the basis for the challenge, including a description of the available evidence and findings supporting the challenge. The Party shall provide the recipients of the notice no fewer than 60 days after the date on which the notice is provided to present information responding to or correcting any deficiencies that form the basis for the challenge.

2. Chacune des Parties informe l'autre Partie de toutes les mesures prises par ses autorités de désignation et ses organismes d'accréditation fondées sur les résultats des activités de réévaluation et de surveillance en ce qui a trait à la continuité ou au renouvellement de l'accréditation des laboratoires d'essais reconnus. De la même façon, chacune des Parties informe l'autre Partie des mesures prises par ses organismes d'accréditation en ce qui a trait à la suspension, au retrait ou à la réduction de la portée applicable de l'accréditation des laboratoires d'essais reconnus.

3. Sur demande, chacune des Parties fournit à l'autre Partie un certificat d'accréditation valide indiquant sa portée pour un laboratoire d'essais désigné, ainsi que les documents décrits au paragraphe 4, de la section I, de l'appendice B. À quelque moment que ce soit, si une Partie ne fournit pas à la Partie qui le demande un certificat d'accréditation valide indiquant sa portée pour un laboratoire d'essais qu'elle a désigné, la Partie qui en a fait la demande peut retirer sa reconnaissance de ce laboratoire d'essais désigné.

4. Sur demande, chacune des Parties, par l'intermédiaire de ses propres autorités de désignation ou organismes d'accréditation, s'efforce de faciliter l'observation par les représentants de l'autre Partie de l'évaluation d'un laboratoire d'essais. Les frais engagés pour des activités de ce type sont supportés par la Partie qui demande d'assister à l'évaluation.

## **ARTICLE 10**

### **Vérification des laboratoires d'essais désignés**

1. Chacune des Parties a le droit de contester la compétence technique d'un laboratoire d'essais désigné par l'autre Partie ainsi que la conformité d'un tel laboratoire d'essais avec les exigences pour l'accréditation énoncées à l'appendice A. Ce droit n'est exercé que dans des circonstances exceptionnelles.

2. Une Partie peut invoquer le droit prévu au paragraphe 1 au moyen d'un avis écrit transmis au laboratoire d'essais concerné, à l'autorité de désignation et à l'organisme d'accréditation en cause, ainsi qu'à l'autre Partie. L'avis comprend une description objective et détaillée des motifs de la contestation, y compris une description des pièces justificatives dont elle dispose et des conclusions au soutien de la contestation. La Partie accorde aux destinataires de l'avis au moins 60 jours à compter de l'avis pour donner des renseignements afin d'expliquer les déficiences sur lesquelles la contestation s'appuie ou pour corriger ces déficiences.



3. Where verification of a testing laboratory's technical competence or its conformity with the requirements for accreditation set forth in Appendix A is required to resolve the challenge, the verification shall be carried out in a timely manner jointly by the Parties with the participation of the relevant designating authority and accreditation body.
4. Each Party shall ensure that its testing laboratories are available for verification of their technical competence and their conformity with the requirements for accreditation set forth in Appendix A.
5. The Parties and the relevant designating authority shall jointly discuss with the relevant accreditation body and the testing laboratory concerned the results of any verification with a view to resolving the challenge as soon as possible. Where, after verification, the challenging Party finds that the testing laboratory does not meet the requirements for accreditation set forth in Appendix A, it shall give prompt notice to the testing laboratory concerned, to the relevant designating authority and accreditation body, and to the other Party. The challenging Party shall provide the recipients of the notice no fewer than 60 days after the date they receive the notice to present information responding to the findings of the verification or correcting any deficiencies identified as a result of the verification.
6. Where, as a result of a verification and taking into account any information provided by the testing laboratory concerned, the relevant designating authority and accreditation body, and the other Party, the challenging Party intends to withdraw or limit to certain technical regulations its recognition of the testing laboratory, the challenging Party shall provide 60 days advance notice of its intent, including a written explanation of its reasons, to the testing laboratory concerned, to the relevant designating authority and accreditation body, and to the other Party.
7. When a Party withdraws or limits to certain technical regulations its recognition of a testing laboratory, that Party shall continue to accept test reports provided by the testing laboratory prior to the withdrawal or limitation, unless that Party has good cause for not accepting such results, in which case the Party shall provide a written explanation of the reason for not accepting such results to the testing laboratory concerned, to the relevant designating authority and accreditation body, and to the other Party.
8. With the consent of both Parties and of the relevant designating authority and accreditation body, matters relating to the conformity of the testing laboratory with the requirements for accreditation set forth in Appendix A may be referred to a review process recognized by the Parties, or to a subcommittee of the Joint Committee for evaluation and assistance in resolution of technical issues.



3. Lorsqu'il est nécessaire de procéder à la vérification de la compétence technique d'un laboratoire d'essais ou de sa conformité avec les exigences pour l'accréditation énoncées à l'appendice A pour régler la contestation, la vérification est effectuée sans délai conjointement par les Parties avec la participation de l'autorité de désignation et de l'organisme d'accréditation en cause.
4. Chacune des Parties s'assure de la disponibilité de ses laboratoires d'essais en vue de la vérification de leurs compétences techniques et de leur conformité avec les exigences pour l'accréditation énoncées à l'appendice A.
5. Afin de régler la contestation le plus rapidement possible, les Parties et l'autorité de désignation en cause discutent des résultats de la vérification de concert avec l'organisme d'accréditation en cause et le laboratoire d'essais concerné. Lorsque, à la suite de la vérification, la Partie qui a initié la contestation conclut que le laboratoire d'essais ne respecte pas les exigences pour l'accréditation énoncées à l'appendice A, elle donne sans délai un avis au laboratoire d'essais concerné, à l'autorité de désignation et à l'organisme d'accréditation en cause, ainsi qu'à l'autre Partie. La Partie qui a initié la contestation accorde aux destinataires de l'avis au moins 60 jours à compter de la date de réception de l'avis pour donner des renseignements en réponse aux conclusions résultant de la vérification ou pour corriger les déficiences décelées lors de la vérification.
6. Lorsque, à la suite d'une vérification et de la prise en compte des renseignements fournis par le laboratoire d'essais concerné, par l'autorité de désignation et l'organisme d'accréditation en cause, ainsi que par l'autre Partie, la Partie qui a initié la contestation a l'intention de retirer sa reconnaissance du laboratoire d'essais ou de la restreindre à certains règlements techniques elle donne au laboratoire d'essais concerné, à l'autorité de désignation et à l'organisme d'accréditation en cause ainsi qu'à l'autre Partie un préavis écrit de 60 jours de son intention, y compris une explication de ses motifs.
7. Lorsqu'une Partie retire sa reconnaissance d'un laboratoire d'essais ou la restreint à certains règlements techniques, elle continue d'accepter les rapports d'essai fournis par le laboratoire d'essais avant le retrait ou la restriction d'accréditation, sauf si elle a une raison valable de ne pas accepter les résultats, auquel cas elle fournit au laboratoire d'essais concerné, à l'autorité de désignation et à l'organisme d'accréditation en cause ainsi qu'à l'autre Partie, une explication écrite quant au motif pour lequel elle n'accepte pas de tels résultats.
8. Avec le consentement des deux Parties, et celui de l'autorité de désignation et de l'organisme d'accréditation en cause, les questions concernant la conformité par le laboratoire d'essais avec les exigences pour l'accréditation énoncées à l'appendice A peuvent faire l'objet d'un processus d'examen reconnu par les Parties, ou être renvoyées à un sous-comité du comité mixte d'évaluation et d'assistance en matière de règlement de questions techniques.

9. A withdrawal or limitation of recognition shall remain in effect until the Parties jointly decide on the future status of the testing laboratory.

## **ARTICLE 11**

### **Information Exchange**

1. Each Party shall maintain in Annex I a list of its relevant telecommunications laws and technical regulations. If it is necessary to interpret a Party's relevant telecommunications laws and technical regulations, the interpreter shall use a version of the relevant telecommunications law or technical regulation that is in the official language or languages of the Party.
2. Within 60 days after a Party adopts a new relevant telecommunications law or technical regulation, or an amendment to an existing relevant telecommunications law or technical regulation, the Party shall amend its list in Annex I, as appropriate.
3. The Parties shall consult as necessary in order to maintain their confidence in the mutual recognition of testing results and to ensure that the Parties satisfactorily address any concerns either Party may have about the other Party's telecommunications laws or technical regulations.
4. Each Party shall promptly provide written notice to the other Party of any changes to its list of designating authorities, regulatory authorities, and accreditation bodies (Annex II), list of designated testing laboratories (Annex III), or list of recognized testing laboratories (Annex IV).
5. No later than 30 days from the date this Agreement enters into force, each Party shall notify the other Party in writing of the contact persons to be responsible for activities under this Agreement. Each Party shall inform the other Party whenever the contact persons responsible for activities under this Agreement may change.
6. Each Party shall provide the other Party, at its request, technical advice, information, and assistance on mutually accepted terms and conditions concerning the Party's technical regulations, standards, conformity assessment procedures, testing laboratories, accreditation, metrology, and any other subject within the scope of this Agreement.

9. Le retrait ou la restriction de reconnaissance demeure applicable tant que les Parties n'arrivent pas à une décision conjointe sur le futur statut du laboratoire d'essais.

## ARTICLE 11

### Échange de renseignements

1. Chacune des Parties tient à l'annexe I une liste de ses lois en matière de télécommunication et de ses règlements techniques applicables. S'il est nécessaire d'interpréter les lois en matière de télécommunication et règlements techniques applicables d'une Partie, la version rédigée dans la ou les langues officielles de cette Partie est utilisée pour leur interprétation.

2. Dans les 60 jours de l'adoption par une Partie d'une nouvelle loi en matière de télécommunication ou d'un nouveau règlement technique, ou d'une modification aux lois ou aux règlements techniques existants, la Partie modifie en conséquence sa liste figurant à l'annexe I.

3. Les Parties se consultent au besoin afin de maintenir leur confiance à l'égard de la reconnaissance mutuelle des résultats d'essai et de s'assurer qu'elles tiennent compte de façon satisfaisante des préoccupations que l'une ou l'autre d'entre elles peut entretenir à l'égard des lois en matière de télécommunication ou des règlements techniques de l'autre Partie.

4. Chacune des Parties transmet sans tarder à l'autre Partie un avis écrit de tout changement apporté à sa liste des autorités de désignation, des autorités de réglementation et des organismes d'accréditation (annexe II), à sa liste des laboratoires d'essais désignés (annexe III), ou à sa liste des laboratoires d'essais reconnus (annexe IV).

5. Au plus tard dans les 30 jours de l'entrée en vigueur du présent accord, chacune des Parties avise par écrit l'autre Partie de l'identité des personnes-ressources responsables des activités menées suivant le présent accord. Chacune des Parties informe l'autre Partie du changement éventuel des personnes-ressources responsables des activités menées suivant le présent accord.

6. Selon des modalités arrêtées en commun, chacune des Parties fournit à l'autre Partie qui en fait la demande des conseils techniques, des renseignements et de l'assistance en ce qui concerne ses règlements techniques, ses normes, ses procédures d'évaluation de la conformité, ses laboratoires d'essais, ses accréditations, sa métrologie, ainsi que sur les autres domaines visés par le présent accord.



## **ARTICLE 12**

### **Joint Committee**

1. The Parties hereby establish a Joint Committee, consisting of one or more representatives of each Party. The Joint Committee shall be co-chaired by a representative of each Party.
2. The Joint Committee shall determine its own rules of procedure. The Joint Committee shall take decisions by agreement of its co-chairs.
3. The Joint Committee shall convene at the request of either Party. The Joint Committee may convene in conjunction or in cooperation with the NAFTA TSSC.
4. The Joint Committee shall establish appropriate channels, including relevant contact persons, for the Parties to exchange information as provided in Article 11.
5. The Joint Committee may consider any matter related to the operation of this Agreement.
6. A Party may bring any question or concern it may have regarding the interpretation or application of this Agreement to the Joint Committee, which shall seek to answer the question or resolve the concern.
7. The Joint Committee shall periodically assess the need to update references in this Agreement to international standards and guides.

## **ARTICLE 13**

### **Additional Provisions**

1. Each Party shall endeavor to use international standards, or the relevant parts of international standards, as the basis for its technical regulations, where applicable international standards exist or when their completion is imminent, except when such international standards or relevant parts would be ineffective or inappropriate. International standards or their relevant parts may be ineffective or inappropriate, for example, in light of fundamental climatic or geographic considerations or fundamental technical problems.



## **ARTICLE 12**

### **Comité mixte**

1. Les Parties créent par le présent accord un comité mixte composé d'un ou de plusieurs représentants de chacune des Parties. Le comité mixte est coprésidé par un représentant de chacune des Parties.
2. Le comité mixte fixe ses propres règles de procédure. Les décisions du comité mixte sont prises en commun par les coprésidents.
3. Le comité mixte se réunit à la demande de l'une ou l'autre des Parties. Le comité mixte peut se réunir de concert avec le SCNT de l'ALÉNA ou en coopération avec ce sous-comité.
4. Le comité mixte établit les voies de communication, y compris les personnes-ressources appropriées, qui conviennent pour l'échange de renseignements entre les Parties, selon ce que prévoit l'article 11.
5. Le comité mixte peut examiner toute question se rapportant à l'exécution du présent accord.
6. Une Partie peut soumettre au comité mixte toute question ou préoccupation concernant l'interprétation ou l'application du présent accord, et le comité mixte tente de répondre à la question ou de dissiper la préoccupation.
7. Le comité mixte évalue périodiquement la nécessité de mettre à jour les références aux normes et aux guides internationaux faites dans le présent accord.

## **ARTICLE 13**

### **Dispositions additionnelles**

1. Chacune des Parties s'efforce d'utiliser des normes internationales, ou les parties pertinentes des normes internationales, comme fondement de ses règlements techniques, lorsque des normes internationales applicables existent ou sont sur le point d'être mises en forme finale, sauf si de telles normes ou leurs parties pertinentes seraient inefficaces ou inappropriées. Des normes internationales ou des parties pertinentes de ces normes peuvent être inefficaces ou inappropriées compte tenu, par exemple, de considérations fondamentales ayant trait au climat ou à la géographie, ou de problèmes techniques fondamentaux.

2. Each Party may specify the language in which test reports, equipment certifications, notices of designation and recognition, and other pertinent documents shall be submitted. Each Party may issue technical regulations in the language or languages of its choice.

3. The Parties shall endeavor to harmonize their designation and conformity assessment procedures. In order to do so, the Parties shall facilitate cooperation between their designating authorities and testing laboratories, including their participation in coordination meetings, mutual recognition agreements, and working group meetings.

## **ARTICLE 14**

### **Confidentiality**

1. Neither Party may require a designating authority, accreditation body, or testing laboratory of the other Party to disclose to it a supplier's proprietary information except where necessary to demonstrate conformity with the Party's technical regulations.

2. Each Party, in accordance with its applicable domestic laws, shall protect the confidentiality of any proprietary information disclosed to it by a designating authority, accreditation body, or testing laboratory of the other Party in connection with conformity assessment.

## **ARTICLE 15**

### **Preservation of Regulatory Authority**

1. Nothing in this Agreement shall be construed as limiting a Party's authority to interpret and implement its technical regulations governing equipment included within the scope of this Agreement.

2. Nothing in this Agreement shall be construed as limiting a Party's authority to determine the level of protection it considers appropriate with regard to safety, the protection of consumers, or other risks of concern to the Party.

2. Chacune des Parties peut préciser la langue dans laquelle sont présentés les rapports d'essai, les certifications de matériel, les avis de désignation et de reconnaissance ainsi que les autres documents pertinents. Chacune des Parties peut prendre des règlements techniques dans la ou les langues de son choix.

3. Les Parties s'efforcent d'harmoniser leurs procédures de désignation et d'évaluation de la conformité. Pour y parvenir, les Parties favorisent la coopération entre leurs autorités de désignation et laboratoires d'essais, y compris par leur participation aux réunions de coordination, aux accords de reconnaissance mutuelle et aux réunions de groupe de travail.

## **ARTICLE 14**

### **Confidentialité**

1. Une Partie ne peut demander à une autorité de désignation, à un organisme d'accréditation ou à un laboratoire d'essais de l'autre Partie de lui communiquer des renseignements exclusifs d'un fournisseur, sauf dans les cas où ces renseignements sont nécessaires pour établir leur conformité avec ses règlements techniques.

2. Chacune des Parties protège, conformément à ses lois internes applicables, la confidentialité de tout renseignement exclusif qui lui est communiqué par une autorité de désignation, un organisme d'accréditation ou un laboratoire d'essais de l'autre Partie dans le cadre d'une évaluation de la conformité.

## **ARTICLE 15**

### **Préservation de pouvoirs en matière de réglementation**

1. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet de limiter le pouvoir d'une Partie quant à l'interprétation et la mise en œuvre de ses règlements techniques régissant le matériel visé par le présent accord.

2. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet de limiter le pouvoir d'une Partie d'établir le niveau de protection qu'elle estime approprié en matière de sécurité, de protection des consommateurs ou à l'égard d'autres risques qui la préoccupent.



3. Nothing in this Agreement shall be construed as limiting a Party's authority to take all appropriate measures whenever it ascertains that equipment may not meet the Party's technical regulations. Such measures may include carrying out surveillance activities, prohibiting connection of the equipment to the public telecommunications network, withdrawing the equipment from the market, prohibiting placement of the equipment on the market, restricting free movement of the equipment, initiating an equipment recall, or taking other preventative measures, including through a prohibition on imports. If a Party takes such measures, it shall notify the other Party within 15 days of taking such measures, providing its reasons.

## **ARTICLE 16**

### **Fees**

Each Party shall ensure that any fee that its regulatory authorities impose on testing laboratories for determining compliance with the Party's requirements for recognition is transparent, reasonable, and applied to testing laboratories that the other Party has designated, if at all, on terms and conditions no less favorable than those it accords to testing laboratories in its territory.

## **ARTICLE 17**

### **Confidence Building Work Program and Transition Period**

1. The Parties recognize that accreditation of testing laboratories, based on ISO/IEC international standards and guides, and experience in the operation of this Agreement over an appropriate period will be fundamental to the building of trust and confidence in this Agreement.

2. Consequently, the Parties are committed to building trust and confidence in this Agreement by developing and implementing a cooperative work plan. The work plan may include activities such as:

- (a) joint meetings between designating authorities, regulatory authorities, and accreditation bodies from each Party to review technical requirements and implementation issues;



3. Aucune disposition du présent accord n'a pour effet de limiter le pouvoir d'une Partie de prendre des mesures appropriées lorsqu'elle constate qu'il se peut que le matériel ne respecte pas ses règlements techniques. Ces mesures peuvent comprendre l'exercice d'activités de surveillance, l'interdiction de la connexion du matériel au réseau public de télécommunication, le retrait du matériel du marché, l'interdiction de sa mise en marché, la limitation de son libre mouvement, le rappel du matériel, ou d'autres mesures de prévention, y compris l'interdiction des importations. Si une Partie prend de telles mesures, elle en avise l'autre Partie dans les 15 jours de la prise de ces mesures et elle lui fournit ses motifs.

## **ARTICLE 16**

### **Droits**

Chacune des Parties s'assure que les droits imposés aux laboratoires d'essais par ses autorités de réglementation dans le but de déterminer le respect des exigences de la Partie en matière de reconnaissance sont transparents, raisonnables et exigés du laboratoire d'essais désigné par l'autre Partie, le cas échéant, selon des modalités non moins favorables que celles qu'elle applique aux laboratoires d'essais situés sur son territoire.

## **ARTICLE 17**

### **Programme de travail de mise en confiance et période de transition**

1. Les Parties reconnaissent que l'accréditation des laboratoires d'essais fondée sur les normes et guides internationaux ISO/IEC, ainsi que l'expérience acquise pendant une période adéquate d'exécution du présent accord seront des éléments essentiels à l'établissement de la confiance recherchée dans le cadre du présent accord.

2. En conséquence, les Parties sont résolues à établir la confiance recherchée dans le cadre du présent accord par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de travail de coopération. Le plan de travail peut inclure, à titre d'exemples :

- a) des réunions conjointes entre les autorités de désignation, les autorités de réglementation et les organismes d'accréditation de chacune des Parties en vue d'examiner les exigences techniques et les enjeux relatifs à mise en œuvre;

- (b) facilitation of technical cooperation activities to help develop institutional structures, procedures, and processes for measurement, testing, and other conformity assessment skills;
  - (c) identification of joint training courses and seminars for testing laboratories, manufacturers, and accreditation bodies; and
  - (d) opportunities for a Party's technical assessors to observe a testing laboratory assessment conducted by a designating authority or accreditation body of the other Party.
- 3. No later than 60 days from the date this Agreement enters into force, the Joint Committee shall elaborate and decide on the work plan described in this Article.
- 4. The transition period shall last 18 months from the date this Agreement enters into force, and may be terminated sooner if the Parties concur to do so in writing.
- 5. During the transition period, a Party shall not be required to accept test reports from testing laboratories of the other Party.

## **ARTICLE 18**

### **Appendices and Annexes**

- 1. The following Appendices constitute integral parts of this Agreement:
  - (a) Appendix A, "Requirements for Accreditation of Testing Laboratories;"
  - (b) Appendix B, "Procedures for Designation and Recognition of Testing Laboratories and Mutual Acceptance of Test Reports."
- 2. The following Annexes do not constitute integral parts of this Agreement:
  - (a) Annex I, "List of Relevant Telecommunications Laws and Technical Regulations for Mexico and Canada;"

- b) l'appui à des activités de coopération technique pour faciliter la mise en place de structures institutionnelles, de procédures et de procédés de mesure, d'essais et d'autres compétences relatives à l'évaluation de la conformité;
- c) une sélection de cours de formation conjointe et de séminaires à l'intention des laboratoires d'essais, des fabricants et des organismes d'accréditation;
- d) l'appui aux occasions permettant aux évaluateurs techniques d'une Partie d'assister comme observateurs à l'évaluation d'un laboratoire d'essais effectuée par une autorité de désignation ou un organisme d'accréditation de l'autre Partie.

3. Au plus tard dans les 60 jours de la date d'entrée en vigueur du présent accord, le comité mixte élabore le plan de travail décrit au présent article et décide de ce plan.

4. La période de transition est de 18 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, mais elle peut être plus courte si les Parties s'entendent par écrit à cet effet.

5. Durant la période de transition, une Partie n'est pas tenue d'accepter des rapports d'essai réalisés par les laboratoires d'essais de l'autre Partie.

## **ARTICLE 18**

### **Appendices et annexes**

1. Les appendices suivants font partie intégrante du présent accord :
  - a) appendice A, « Exigences pour l'accréditation des laboratoires d'essais »;
  - b) appendice B, « Procédures pour la désignation et la reconnaissance des laboratoires d'essais et l'acceptation mutuelle des rapports d'essai ».
2. Les annexes suivantes ne font pas partie intégrante du présent accord :
  - a) annexe I, « Liste des lois en matière de télécommunication et des règlements techniques applicables » pour le Mexique et le Canada;

- (b) Annex II, "List of Designating Authorities, Regulatory Authorities, and Accreditation Bodies for Mexico and Canada;"
- (c) Annex III, "List of Testing Laboratories Designated by Mexico and Canada;" and
- (d) Annex IV, "List of Testing Laboratories Recognized by Mexico and Canada."

3. In the event of any inconsistency between a provision in an Article of this Agreement and a provision in an Appendix to this Agreement, the provision in the Appendix shall prevail, to the extent of the inconsistency.

## **ARTICLE 19**

### **Amendment and Modification**

1. This Agreement may be amended by written agreement of the Parties.
2. A Party may modify its lists of relevant telecommunications laws and technical regulations (Annex I), designating authorities, regulatory authorities, and accreditation bodies (Annex II), designated testing laboratories (Annex III), and recognized testing laboratories (Annex IV), as specified in Article 11, without the consent of the other Party.

## **ARTICLE 20**

### **Termination**

1. A Party may terminate this Agreement by providing written notice of termination to the other Party. The termination shall take effect on a date the Parties agree or, if the Parties cannot agree, 180 days after the date on which the notice of termination is received.
2. Following notice of termination of this Agreement by either Party under paragraph 1, a Party shall accept test reports that recognized testing laboratories provide before the date on which this Agreement terminates, unless the Party decides otherwise and so notifies the other Party in writing. For greater clarity, a Party may provide such notice in its notice of termination.



- b) annexe II, « Liste des autorités de désignation, des autorités de réglementation et des organismes d'accréditation » pour le Mexique et le Canada;
- c) annexe III, « Liste des laboratoires d'essais désignés » pour le Mexique et le Canada;
- d) annexe IV, « Liste des laboratoires d'essais reconnus » pour le Mexique et le Canada.

3. En cas de contradiction entre une disposition d'un article du présent accord et une disposition d'un appendice, la disposition de l'appendice prévaut quant à la contradiction.

## **ARTICLE 19**

### **Amendement et modification**

1. Les Parties peuvent amender le présent accord au moyen d'un accord écrit.
2. Une Partie peut, selon ce qui est prévu à l'article 11 et sans le consentement de l'autre Partie, modifier sa liste de lois en matière de télécommunication et de règlements techniques applicables (annexe I), sa liste d'autorités de désignation, d'autorités de réglementation et d'organismes d'accréditation (annexe II), sa liste de laboratoires d'essais désignés (annexe III) et sa liste de laboratoires d'essais reconnus (annexe IV).

## **ARTICLE 20**

### **Dénonciation**

1. Une Partie peut dénoncer le présent accord au moyen d'un avis de dénonciation écrit transmis à l'autre Partie. Le présent accord prend fin à la date convenue entre les Parties ou, si elles ne conviennent pas d'une date, 180 jours après la date de réception de l'avis de dénonciation.
2. À la suite de l'avis de dénonciation transmis par l'une ou l'autre des Parties en vertu du paragraphe 1, une Partie accepte les rapports d'essai fournis par les laboratoires d'essais reconnus avant la date de la fin du présent accord, sauf si elle en décide autrement et en avise l'autre Partie par écrit. Il est entendu qu'une Partie peut transmettre l'avis à cet égard dans son avis de dénonciation.

**ARTICLE 21**

**Entry into Force**

This Agreement shall enter into force on the first day of the month following the date of the last of the notifications by which each Party notifies the other that it has completed any domestic requirements necessary for this Agreement to enter into force.

**IN WITNESS WHEREOF** the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

**DONE** in duplicate at Honolulu, this 12<sup>th</sup> day of November 2011, in the English, French and Spanish languages, each version being equally authentic.

**Edward Fast**

**Bruno Ferrari García de Alba**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF CANADA**

**FOR THE GOVERNMENT  
OF THE UNITED MEXICAN  
STATES**

**ARTICLE 21****Entrée en vigueur**

Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de la dernière des notifications par lesquelles chacune des Parties avise l'autre Partie de l'accomplissement des exigences internes nécessaires pour l'entrée en vigueur du présent accord.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

**FAIT** en double exemplaire, à Honolulu, ce 12<sup>e</sup> jour de novembre 2011, en langues française, anglaise et espagnole, chaque version faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU CANADA**

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE**

**Edward Fast**

**Bruno Ferrari García de Alba**

## **APPENDIX A**

### **REQUIREMENTS FOR ACCREDITATION OF TESTING LABORATORIES**

This Appendix sets forth the general requirements and procedures for the accreditation of testing laboratories under this Agreement.

#### **I. Technical Competence**

1. The technical competence of a testing laboratory shall be demonstrated by means of accreditation, including in the following areas:
  - (a) Technological knowledge of the relevant equipment, processes and services;
  - (b) Understanding of the technical regulations and the general protection requirements for which designation is sought;
  - (c) The knowledge relevant to the applicable technical regulations;
  - (d) The practical capability to perform the relevant conformity assessment;
  - (e) An adequate management of the conformity assessment concerned; and
  - (f) Any other evidence necessary to give assurance that the conformity assessment will be adequately performed on a consistent basis.
2. To ensure consistency of the designation and accreditation processes, the relevant international standards and guides for conformity assessment shall be used in conjunction with the technical regulations of a Party to determine the technical competency of a testing laboratory. The following list of relevant ISO/IEC standards and guides shall be applied for the purpose of determining the technical competency of a testing laboratory:
  - (a) ISO/IEC 17011:2004 – Conformity assessment – General requirements for accreditation bodies accrediting conformity assessment bodies; and
  - (b) ISO/IEC 17025:2005 – General requirements for the competence of testing and calibration laboratories.



## APPENDICE A

### EXIGENCES POUR L'ACCREDITATION DES LABORATOIRES D'ESSAIS

Le présent appendice énonce les exigences et procédures générales pour l'accréditation des laboratoires d'essais en application du présent accord.

#### I. Compétence technique

1. La compétence technique des laboratoires d'essais est établie au moyen de l'accréditation et elle s'étend aux éléments suivants :

- a) connaissance technique du matériel, des processus et des services applicables;
- b) compréhension des règlements techniques et des exigences de protection générale pour lesquels la désignation est demandée;
- c) connaissance en rapport avec les règlements techniques pertinents;
- d) capacité pratique de réaliser l'évaluation de la conformité pertinente;
- e) gestion adéquate de l'évaluation de la conformité en cause;
- f) tout autre renseignement nécessaire pour donner l'assurance que l'évaluation de la conformité sera réalisée adéquatement et uniformément.

2. Pour assurer l'uniformité des processus de désignation et d'accréditation, les normes et guides internationaux applicables en matière d'évaluation de la conformité sont utilisés en conjonction avec les règlements techniques d'une Partie pour déterminer la compétence technique d'un laboratoire d'essais. La liste suivante des normes et guides ISO/IEC pertinents s'applique pour déterminer la compétence technique d'un laboratoire d'essais :

- a) ISO/IEC 17011:2004 – Évaluation de la conformité – Exigences générales pour les organismes d'accréditation procédant à l'accréditation d'organismes d'évaluation de la conformité
- b) ISO/IEC 17025:2005 – Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais.

## **II. Requirements, Conditions, and Procedures for Accreditation of Testing Laboratories**

1. Each Party may use one or more designating authorities or one or more accreditation bodies, or both designating authorities and accreditation bodies, to accredit testing laboratories as capable of testing whether equipment conforms to the other Party's technical regulations.

- (a) Any designating authority that is also an accreditation body listed by a Party in Annex II shall be capable of complying with the requirements and conditions of ISO/IEC 17011:2004 to the extent necessary to accredit testing laboratories.
- (b) Any accreditation body appointed by a designating authority shall meet the requirements and conditions of ISO/IEC 17011:2004.

2. Whether a testing laboratory is accredited by a designating authority or by an accreditation body, in either case:

- (a) the testing laboratory shall be accredited against ISO/IEC 17025:2005 in conjunction with the Party's technical regulations listed in Annex I; and
- (b) the testing laboratory shall have the technical expertise and capability for testing against the standards covered in the scope of the accreditation. Testing, if necessary, may be performed in accordance with the provisions for subcontracting in ISO/IEC 17025:2005. The testing laboratory also shall be familiar with the applicable technical regulations of the Party for the equipment under test.

## **II. Exigences, conditions et procédures d'accréditation des laboratoires d'essais**

1. Chacune des Parties peut utiliser une ou plusieurs autorités de désignation ou un ou plusieurs organismes d'accréditation, ou à la fois des autorités de désignation et des organismes d'accréditation, pour accréditer des laboratoires d'essais capable de déterminer par des essais si du matériel est conforme aux règlements techniques de l'autre Partie.

- a) Une autorité de désignation qui est aussi un organisme d'accréditation énumérée par une Partie à l'annexe II est capable de se conformer aux exigences et conditions de la norme ISO/IEC 17011:2004 dans toute la mesure nécessaire pour accréditer les laboratoires d'essais.
- b) Un organisme d'accréditation nommé par une autorité de désignation doit répondre aux exigences et conditions de la norme ISO/IEC 17011:2004.

2. Qu'un laboratoire d'essais soit accrédité par une autorité de désignation ou par un organisme d'accréditation, dans les deux cas :

- a) le laboratoire d'essais est accrédité pour répondre aux exigences de la norme ISO/IEC 17025:2005 de même qu'aux règlements techniques de la Partie énumérés à l'annexe I;
- b) le laboratoire d'essais a l'expertise et la capacité techniques d'effectuer des essais selon les normes couvertes par la portée de l'accréditation. Les essais, le cas échéant, peuvent être réalisés conformément aux dispositions concernant la sous-traitance établies à la norme ISO/IEC 17025:2005. Le laboratoire d'essais est également au fait des règlements techniques de la Partie qui s'appliquent au matériel soumis aux essais.

## **APPENDIX B**

### **PROCEDURES FOR THE DESIGNATION AND RECOGNITION OF TESTING LABORATORIES AND MUTUAL ACCEPTANCE OF TEST REPORTS**

This Appendix sets forth the procedures for the designation and recognition of testing laboratories, and for the mutual acceptance of test reports produced by recognized testing laboratories.

#### **I. Procedures for Designation of Testing Laboratories**

1. Each Party shall assign a unique six-character identifier, consisting of two letters identifying the Party followed by four additional alpha-numeric characters, to each designated testing laboratory.
2. Each Party shall notify the other Party in writing of any designation of a testing laboratory. This notification shall include: the testing laboratory's name, unique six-character identifier, physical address, and mailing address, the contact person for the testing laboratory, the contact person's telephone number and email address, and the scope of the testing laboratory's accreditation. This notification may be provided by a Designating Authority.
3. Each Party shall promptly update, as necessary, any designation it has notified to the other Party, for example, to revise the scope of a testing laboratory's accreditation.
4. When a Party first designates a testing laboratory, that Party shall provide the other Party the most recent assessment documentation for the designated testing laboratory, including, for example, the accreditation body assessment report, accreditation body deficiency/non-conformity report, report on corrective actions implemented, and scope and certificate of accreditation.
5. Each Party shall list in Annex III all the testing laboratories that it has designated.



## **APPENDICE B**

### **PROCÉDURES POUR LA DÉSIGNATION ET LA RECONNAISSANCE DES LABORATOIRES D'ESSAIS ET L'ACCEPTATION MUTUELLE DES RAPPORTS D'ESSAI**

Le présent appendice énonce les procédures en vue de la désignation et de la reconnaissance des laboratoires d'essais, et de l'acceptation mutuelle des rapports d'essai présentés par des laboratoires d'essais reconnus.

#### **I. Procédures pour la désignation des laboratoires d'essais**

1. Chacune des Parties assigne à chacun des laboratoires d'essais désignés un identificateur unique de six caractères composé de deux lettres identifiant la Partie suivies de quatre autres caractères alphanumériques.
2. Chacune des Parties avise par écrit l'autre Partie de la désignation d'un laboratoire d'essais. L'avis doit énoncer : le nom du laboratoire d'essais, l'identificateur unique à six caractères, l'adresse municipale, l'adresse postale, le nom de la personne-ressource du laboratoire d'essais, son numéro de téléphone, son numéro de télécopieur et son adresse électronique, et la portée de l'accréditation du laboratoire d'essais. Cet avis peut être transmis par une autorité de désignation.
3. Chacune des Parties met à jour, au besoin et sans délai, chaque désignation communiquée à l'autre Partie, par exemple afin de modifier la portée de l'accréditation d'un laboratoire d'essais.
4. Lorsqu'une Partie désigne pour la première fois un laboratoire d'essais, elle fournit à l'autre Partie les documents d'évaluation les plus récents pour le laboratoire d'essais désigné, y compris, par exemple, le rapport d'évaluation de l'organisme d'accréditation, le rapport de déficiences et de non-conformité de l'organisme d'accréditation, le rapport sur les mesures correctives mises en œuvre, ainsi que le certificat d'accréditation et sa portée.
5. Chacune des Parties énumère à l'annexe III tous les laboratoires d'essais qu'elle a désignés.

## **II. Procedures for the Recognition of Designated Testing Laboratories**

1. When a Party receives a notification of the designation of a testing laboratory, the Party shall evaluate and make a determination on recognizing the testing laboratory under terms and conditions no less favorable than those it accords to testing laboratories in its territory that apply for recognition. The Party shall make a determination on recognizing the testing laboratory within 60 days after the date on which the notification of designation is provided.
2. Each Party generally shall recognize a testing laboratory designated in accordance with the procedures of Part I of this Appendix. However, neither Party shall be required to recognize any first-party testing laboratory or second-party testing laboratory. If a Party recognizes first-party testing laboratories or second-party testing laboratories, the Party shall also recognize first-party testing laboratories or second-party testing laboratories designated by the other Party under terms and conditions no less favorable than those it accords to testing laboratories in its territory that apply for recognition.
3. If a Party determines not to recognize a designated testing laboratory, in whole or in part, the Party, within 60 days of the date on which the notification of the designation is provided, shall provide the designating authority, the designated testing laboratory, and the other Party a written explanation of the basis for its determination.
4. When a Party notifies its determination not to recognize a designated testing laboratory in accordance with paragraph 3, the Party shall provide the recipients of the notice no fewer than 60 days after the date on which the notice is provided to present information responding to or correcting any deficiencies that form the basis for the Party's determination to not recognize the testing laboratory.
5. If additional information is presented in accordance with paragraph 4, the Party that determined not to recognize the designated testing laboratory shall reevaluate its determination and make a further determination on recognizing the designated testing laboratory in light of the additional information presented, under terms and conditions no less favorable than those it accords the testing laboratories in the Party's territory that apply for recognition. Within 30 days of the date on which additional information is presented under paragraph 4, the Party shall notify the designating authority, the designated testing laboratory, and the other Party of its further determination.

## **II. Procédures pour la reconnaissance des laboratoires d'essais désignés**

1. Lorsqu'une Partie est avisée de la désignation d'un laboratoire d'essais, elle évalue la désignation et rend une décision quant à la reconnaissance du laboratoire d'essais selon des modalités non moins favorables que celles qu'elle applique aux laboratoires d'essais qui font une demande de reconnaissance sur son territoire. La Partie rend une décision quant à la reconnaissance du laboratoire d'essais dans les 60 jours de la date de transmission de l'avis de désignation.
2. De façon générale, chacune des Parties reconnaît un laboratoire d'essais désigné conformément aux procédures de la partie I du présent appendice. Une Partie n'est cependant pas tenue de reconnaître un laboratoire d'essais de première partie ou un laboratoire d'essais de seconde partie. La Partie qui reconnaît des laboratoires d'essais de première partie ou des laboratoires d'essais de seconde partie reconnaît également les laboratoires d'essais de première partie ou les laboratoires d'essais de seconde partie désignés par l'autre Partie, selon des modalités non moins favorables que celles qu'elle applique aux laboratoires d'essais sur son territoire qui font une demande de reconnaissance.
3. La Partie qui rend une décision de ne pas reconnaître un laboratoire d'essais désigné, ni en totalité ni en partie, fournit à l'autorité de désignation, au laboratoire d'essais désigné et à l'autre Partie, dans les 60 jours de la date de transmission de la désignation, une explication écrite énonçant les motifs de sa décision.
4. Lorsqu'une Partie transmet un avis de sa décision de ne pas reconnaître un laboratoire désigné conformément au paragraphe 3, elle accorde aux destinataires de l'avis un délai d'au moins 60 jours à compter de la date de transmission de l'avis pour fournir des renseignements en vue d'expliquer les déficiences ayant motivé la décision de la Partie de ne pas reconnaître le laboratoire d'essais ou de corriger ces déficiences.
5. Si des renseignements additionnels sont fournis conformément au paragraphe 4, la Partie ayant décidé de ne pas reconnaître le laboratoire d'essais désigné procède à une réévaluation de sa décision et rend une nouvelle décision quant à la reconnaissance du laboratoire d'essais désigné à la lumière des renseignements additionnels fournis, selon des modalités non moins favorables que celles qu'elle applique aux laboratoires d'essais sur son territoire qui font une demande de reconnaissance sur son territoire. Dans les 30 jours de la date à laquelle les renseignements additionnels ont été fournis conformément au paragraphe 4, la Partie avise l'autorité de désignation, le laboratoire d'essais désigné et l'autre Partie de sa nouvelle décision.



6. The Parties may jointly refer any matter relating to the designation of a testing laboratory to a review process the Parties consider appropriate, or to a subcommittee of the Joint Committee for evaluation and assistance in resolving relevant technical issues.

7. Each Party shall list in Annex IV each of the testing laboratories that it has recognized.

### **III. Procedures for the Mutual Acceptance of Test Reports**

1. After a Party has recognized a testing laboratory that the other Party has designated, the regulatory authorities of the Party shall accept test reports produced by the recognized testing laboratory in accordance with the procedures in Article 7 and this Appendix.

2. After receiving a test report, each Party's regulatory authorities shall:

- (a) examine the test report promptly to ensure that the data and documentation contained in the test report are complete;
- (b) inform the applicant in writing of any deficiency in the Test Report in a timely and precise manner;
- (c) limit any request for additional information from the testing laboratory to omissions, inconsistencies, and/or variances from the Party's technical regulations; and
- (d) avoid re-testing and duplicate testing, in particular where, for example, there is a change in commercial distribution agreements, logo, packaging, or a minor equipment change that does not affect compliance with technical regulations.

3. Each Party shall consider applications for equipment certification that are accompanied by test reports produced by recognized testing laboratories in the other Party's territory under transparent terms and conditions no less favorable than those it accords to applications for equipment certification that are accompanied by test reports produced by recognized testing laboratories in the Party's territory.

4. Each Party shall process and communicate decisions regarding applications for equipment certification that are accompanied by test reports produced by recognized testing laboratories in the other Party's territory at least as promptly as it processes and communicates decisions regarding applications for equipment certification that are accompanied by test reports produced by recognized testing laboratories in the Party's territory.



6. Les Parties peuvent conjointement soumettre à un processus d'examen qu'elles estiment approprié, ou à un sous-comité du comité mixte d'évaluation et d'assistance en matière de règlement de questions techniques, les questions relatives à la désignation d'un laboratoire d'essais.

7. Chacune des Parties énumère à l'annexe IV chacun des laboratoires d'essais qu'elle a reconnus.

### **III. Procédures pour l'acceptation mutuelle des rapports d'essai**

1. Après qu'une Partie a reconnu un laboratoire d'essais désigné par l'autre Partie, les autorités de réglementation de la Partie acceptent les rapports d'essai présentés par le laboratoire d'essais reconnu conformément aux procédures décrites à l'article 7 et au présent appendice.

2. À la suite de la réception d'un rapport d'essai, les autorités de réglementation de chacune des Parties :

- a) vérifient le rapport d'essai sans délai pour s'assurer qu'il est complet sur le plan des données et de la documentation;
- b) informent le demandeur, par écrit, dans des délais opportuns et de façon précise, des déficiences exposées dans le rapport d'essai;
- c) limitent les demandes de renseignements supplémentaires faites aux laboratoires d'essais aux omissions, incohérences ou écarts par rapport aux règlements techniques de la Partie;
- d) évitent les répétitions ou les dédoublements des essais, notamment à la suite d'un changement dans les accords commerciaux de distribution, relativement au logotype, à l'emballage ou au matériel secondaire n'ayant pas d'incidence sur le respect des règlements techniques.

3. Chacune des Parties examine les demandes de certification de matériel qui sont accompagnées des rapports d'essai présentés par des laboratoires d'essais reconnus sur le territoire de l'autre Partie, selon des modalités non moins favorables que celles qu'elle applique aux demandes de certification de matériel accompagnées des rapports d'essai présentés par des laboratoires d'essais reconnus sur son territoire.

4. Chacune des Parties traite les demandes de certification de matériel accompagnées des rapports d'essai présentés par des laboratoires d'essais reconnus sur le territoire de l'autre Partie et communique les décisions concernant ces demandes au moins aussi rapidement qu'elle le fait pour les demandes de certification de matériel accompagnées des rapports d'essai présentés par des laboratoires d'essais reconnus sur son territoire.

## ANNEX I

### LIST OF RELEVANT TELECOMMUNICATIONS LAWS AND TECHNICAL REGULATIONS

#### MEXICO

#### A. LIST OF RELEVANT TELECOMMUNICATIONS LAWS AND REGULATIONS

- Federal Telecommunications Law (PUBLISHED – June 7, 1995; AMMENDED – November 30, 2010)
- Federal Metrology and Standardization Law (PUBLISHED – July 1, 1992; AMMENDED – April 30, 2009)
- Telecommunications Regulations (PUBLISHED – October 29, 1990; AMMENDED – January 25, 2001)
- Conformity Assessment Procedures (PUBLISHED – August 11, 2005)

#### B. LIST OF TECHNICAL REGULATIONS

The technical regulations for which Mexico shall accept test reports from recognized testing laboratories designated by Canada are:

1. NOM-083-SCT1-2002, “Telecommunications – Radiocommunication – Technical specifications for transmitting equipment used in one way mobile radiolocation services.” (PUBLISHED – April 16, 2003).
2. NOM-084-SCT1-2002, “Telecommunications – Radiocommunication – Technical specifications of transmitting equipment used in specialized fleet radiocommunication mobile services.” (trunking) (PUBLISHED - April 17, 2003).
3. NOM-088/1-SCT1-2002, “Telecommunications – Radiocommunication – Microwave equipment for multi-channel systems in the fixed service point to point and point to multipoint – Part 1: Radio multiple access.” (PUBLISHED –April 18, 2003).
4. NOM-088/2-SCT1-2002, “Telecommunications – Radiocommunication – Microwave equipment for multi-channel systems in the fixed service point to point and point to multipoint – Part 2: Transport.” (PUBLISHED - April 21, 2003).

## ANNEXE I

### LISTE DES LOIS EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATION ET DES RÈGLEMENTS TECHNIQUES APPLICABLES

#### MEXIQUE

#### A. LISTE DES LOIS ET RÈGLEMENTS EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATION APPLICABLES

- Loi fédérale sur les télécommunications (Publiée – 7 juin 1995; modifiée-30 novembre 2010)
- Loi fédérale sur la métrologie et la normalisation (Publiée – 1<sup>er</sup> juillet 1992; modifiée – 30 avril 2009)
- Règlement sur les télécommunications (Publié – 29 octobre 1990; modifié – 25 janvier 2001)
- Procédures d'évaluation de la conformité (Publiées – 11 août 2005)

#### B. LISTE DES RÈGLEMENTS TECHNIQUES

Les règlements techniques suivants sont ceux pour lesquels le Mexique accepte les rapports d'essai réalisés par des laboratoires d'essais reconnus désignés par le Canada :

1. NOM-083-SCT1-2002, « Télécommunications – Radiocommunication – Spécifications techniques pour les équipements de transmission utilisés dans le service mobile d'une voie de radiolocalisation de personnes » (Publié le 16 avril 2003).
2. NOM-084-SCT1-2002, « Télécommunications – Radiocommunication – Spécifications techniques des équipements de transmission destinés au service mobile de radiocommunication spécialisé des flottilles » (partage) (Publié le 17 avril 2003).
3. NOM-088/1-SCT1-2002, « Télécommunications – Radiocommunication – Équipements de micro-ondes pour les systèmes du service fixe multicanal point à point et point à multipoint – Partie 1: Radio accès multiple » (Publié le 18 avril 2003).
4. NOM-088/2-SCT1-2002, « Télécommunications – Radiocommunication - Équipements de micro-ondes pour systèmes du service fixe multicanal point à point et point à multipoint – Partie 2 : Transport » (Publié le 21 avril 2003).



5. NOM-151-SCT1-1999, "Public network interface for terminal equipment." (PUBLISHED – September 20, 1999).
6. NOM-152-SCT1-1999, "Digital interface to public networks (2048 kbps digital interface)." (PUBLISHED – September 20, 1999).
7. NOM-121-SCT1-2009, "Telecommunications - Radiocommunication – Radiocommunication systems employing spread spectrum techniques – radiocommunication equipment with frequency hopping and digital modulation operating in the bands 902-928 MHz, 2400-2483.5 MHz and 5725-5850 MHz - specifications, limits and test methods." (PUBLISHED – June 21, 2010).

## CANADA

### A. LIST OF RELEVANT TELECOMMUNICATIONS LAWS AND REGULATIONS

- *Telecommunications Act*, S.C. 1993, c. 38.
- *Telecommunications Apparatus Regulations*, S.O.R./2001-532.

### B. LIST OF TECHNICAL REGULATIONS

The existing technical regulations for which Canada shall accept test reports from recognized testing laboratories designated by Mexico are:

1. Specifications:
  - CS-03 Compliance Specification for Terminal Equipment, Terminal Systems, Network Protection Devices, Connection Arrangements and Hearing Aids Compatibility. Available on the Internet.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> [http://www.ic.gc.ca/epic/site/smt-gst.nsf/eng/h\\_sf06131.html](http://www.ic.gc.ca/epic/site/smt-gst.nsf/eng/h_sf06131.html)



5. NOM-151-SCT1-1999, « Interface destinée aux réseaux publics pour équipements terminaux » (Publié le 20 septembre 1999).
6. NOM-152-SCT1-1999, « Interface numérique destinée aux réseaux publics » (Interface numérique à 2 048 kbits) (Publié le 20 septembre 1999).
7. NOM-121-SCT1-2009, « Télécommunications – Radiocommunication – Systèmes de radiocommunication utilisant la technique à spectre dispersé – Équipements de radiocommunication à saut de fréquence et à modulation numérique opérant sur les bandes 902-928 MHz, 2 400 - 2 483.5 MHz et 5 725 – 5 850 MHz – Spécifications, limites et méthodes de test » (Publié le 21 juin 2010).

## CANADA

### A. LISTE DES LOIS ET RÈGLEMENTS EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATION APPLICABLES

- *Loi sur les télécommunications*, L.C. 1993, ch. 38.
- *Règlement sur les appareils de télécommunication*, D.O.R.S./2001-532.

### B. LISTE DES RÈGLEMENTS TECHNIQUES

Les règlements techniques en vigueur suivants sont ceux pour lesquels le Canada accepte les rapports d'essai en provenance des laboratoires d'essais reconnus désignés par le Mexique :

1. Spécifications :
  - SC-03 – Spécification de conformité relative aux équipements terminaux, aux systèmes terminaux, aux dispositifs de protection de réseau, aux dispositifs de connexion et aux appareils téléphoniques à combiné qui permettent le couplage avec des prothèses auditives. Disponibles sur Internet<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> [http://www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/fra/h\\_sf06131.html](http://www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/fra/h_sf06131.html)

## 2. Procedures for Terminal Equipment:

- DC-01 Procedure for Declaration of Conformity and Registration of Terminal Equipment. Available on the Internet.<sup>2</sup>

## 3. Procedures for Conformity Assessment Bodies:

- These procedures are available on the Internet.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> <http://www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/eng/sf05610.html>

<sup>3</sup> [http://www.ic.gc.ca/epic/site/smt-gst.nsf/eng/h\\_sf06138.html](http://www.ic.gc.ca/epic/site/smt-gst.nsf/eng/h_sf06138.html)

2. Procédures pour du matériel terminal :
  - DC-01 Procédure de déclaration de conformité et d'enregistrement du matériel terminal. Disponibles sur Internet<sup>2</sup>.
3. Procédures à l'intention des organismes d'évaluation de la conformité :
  - Ces procédures sont disponibles sur Internet<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> <http://www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/fra/sf05610.html>

<sup>3</sup> [http://www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/fra/h\\_sf06138.html](http://www.ic.gc.ca/eic/site/smt-gst.nsf/fra/h_sf06138.html)

**ANNEX II****LIST OF DESIGNATING AUTHORITIES, REGULATORY  
AUTHORITIES, AND ACCREDITATION BODIES****MEXICO**Designating Authorities

Name of Designating Authority: Comisión Federal de Telecomunicaciones /  
Federal Telecommunications Commission  
Physical address: Bosque de Radiatas 44, Col. Bosques de las Lomas,  
C.P. 05120,  
Delegación Cuajimalpa, México, D.F.  
Mailing address: Bosque de Radiatas 44, Col. Bosques de las Lomas,  
C.P. 05120,  
Delegación Cuajimalpa, México, D.F.  
Home page address: <http://www.cft.gob.mx>  
Name/title of contact person: Mario Fromow  
Phone: +52-5550154005  
Fax: +52-5550154062  
E-mail address: [mario.fromow@cft.gob.mx](mailto:mario.fromow@cft.gob.mx)

Regulatory Authorities

Name of Regulatory Authority: Comisión Federal de Telecomunicaciones /  
Federal Telecommunications Commission  
Physical address: Bosque de Radiatas 44, Col. Bosques de las Lomas,  
C.P. 05120,  
Delegación Cuajimalpa, México, D.F.  
Mailing address: Bosque de Radiatas 44, Col. Bosques de las Lomas,  
C.P. 05120,  
Delegación Cuajimalpa, México, D.F.  
Home page address: <http://www.cft.gob.mx>  
Name/title of contact person: Mario Fromow  
Phone: +52-5550154005  
Fax: +52-5550154062  
E-mail address: [mario.fromow@cft.gob.mx](mailto:mario.fromow@cft.gob.mx)



## ANNEXE II

### LISTE DES AUTORITÉS DE DÉSIGNATION, DES AUTORITÉS DE RÉGLEMENTATION ET DES ORGANISMES D'ACCRÉDITATION

#### MEXIQUE

##### Autorités de désignation

Nom de l'autorité de désignation : Comisión Federal de Telecomunicaciones /  
Commission fédérale des télécommunications

Adresse municipale : Bosque de Radiatas 44, Col. Bosques de las Lomas,  
C.P. 05120,

Delegación Cuajimalpa, México, D.F.

Adresse postale : Bosque de Radiatas 44, Col. Bosques de las Lomas,  
C.P. 05120,

Delegación Cuajimalpa, México, D.F.

Adresse de la page d'accueil Internet : <http://www.cft.gob.mx>

Nom/titre de la personne-ressource : Mario Fromow

Numéro de téléphone : +52-5550154005

Numéro de télécopieur : +52-5550154062

Adresse électronique : [mario.fromow@cft.gob.mx](mailto:mario.fromow@cft.gob.mx)

##### Autorités de réglementation

Nom de l'autorité de réglementation : Comisión Federal de  
Telecomunicaciones / Commission fédérale des télécommunications

Adresse municipale : Bosque de Radiatas 44, Col. Bosques de las Lomas,  
C.P. 05120,

Delegación Cuajimalpa, México, D.F.

Adresse postale : Bosque de Radiatas 44, Col. Bosques de las Lomas,  
C.P. 05120,

Delegación Cuajimalpa, México, D.F.

Adresse de la page d'accueil Internet : <http://www.cft.gob.mx>

Nom/titre de la personne-ressource : Mario Fromow

Numéro de téléphone : +52-5550154005

Numéro de télécopieur : +52-5550154062

Adresse électronique : [mario.fromow@cft.gob.mx](mailto:mario.fromow@cft.gob.mx)

Accreditation Bodies

Name of Accreditation Body: Entidad Mexicana de Acreditación (EMA)  
Physical address: Manuel Ma. Contreras 133, 1er. Piso, Col. Cuauhtémoc,  
C.P. 06597,  
México D.F.  
Mailing address: Manuel Ma. Contreras 133, 1er. Piso, Col. Cuauhtémoc,  
C.P. 06597,  
México D.F.  
Home page address: <http://www.ema.org.mx>  
Name/title of contact person: Maribel López  
Phone: +52-5591484300  
Fax: +52-5555910529  
E-mail address: [maribel@ema.org.mx](mailto:maribel@ema.org.mx)

**CANADA**Designating Authorities

Name of Designating Authority: Industry Canada  
Physical address: 300 Slater Street, Ottawa, Ontario K1A 0C8, Canada  
Mailing address: 300 Slater Street, Ottawa, Ontario K1A 0C8, Canada  
Home page address: [www.ic.gc.ca](http://www.ic.gc.ca)  
Name/title of contact person: Peter Chau, Director of Technical Regulations and  
Conformance  
Phone: +1 (613) 990-4712  
Fax: + 1 (613) 957-8845  
E-mail address: [Peter.Chau@ic.gc.ca](mailto:Peter.Chau@ic.gc.ca)

Regulatory Authorities

Name of Regulatory Authority: Industry Canada  
Physical address: 300 Slater Street, Ottawa, Ontario K1A 0C8, Canada  
Mailing address: 300 Slater Street, Ottawa, Ontario K1A 0C8, Canada  
Home page address: [www.ic.gc.ca](http://www.ic.gc.ca)  
Name/title of contact person: Peter Chau, Director of Technical Regulations and  
Conformance  
Phone: +1 613 990-4712  
Fax: + 1 613 957-8845  
E-mail address: [Peter.Chau@ic.gc.ca](mailto:Peter.Chau@ic.gc.ca)

### Organismes d'accréditation

Nom de l'organisme d'accréditation : Entidad Mexicana de Acreditación (EMA)

Adresse municipale : Manuel Ma. Contreras 133, 1er. Piso, Col. Cuauhtémoc,  
C.P. 06597,  
México D.F.

Adresse postale : Manuel Ma. Contreras 133, 1er. Piso, Col. Cuauhtémoc,  
C.P. 06597,  
México D.F.

Adresse de la page d'accueil Internet : <http://www.ema.org.mx>

Nom/titre de la personne-ressource : Maribel López

Numéro de téléphone : +52-5591484300

Numéro de télécopieur : +52-5555910529

Adresse électronique : [maribel@ema.org.mx](mailto:maribel@ema.org.mx)

## **CANADA**

### Autorités de désignation

Nom de l'autorité de désignation : Industrie Canada

Adresse municipale : 300, rue Slater, Ottawa (Ontario) K1A 0C8, Canada

Adresse postale : 300, rue Slater, Ottawa (Ontario) K1A 0C8, Canada

Adresse de page d'accueil : [www.ic.gc.ca](http://www.ic.gc.ca)

Nom/titre de la personne-ressource : Peter Chau, Directeur, Réglementation  
technique et conformité

Téléphone : +1-613-990-4712

Télécopieur : +1-613-957-8845

Adresse électronique : [Peter.Chau@ic.gc.ca](mailto:Peter.Chau@ic.gc.ca)

### Autorités de réglementation

Nom de l'autorité de réglementation : Industrie Canada

Adresse municipale : 300, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0C8, Canada

Adresse postale : 300, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0C8, Canada

Adresse de page d'accueil : [www.ic.gc.ca](http://www.ic.gc.ca)

Nom/titre de la personne-ressource : Peter Chau, Directeur, Réglementation  
technique et conformité

Téléphone : +1-613-990-4712

Télécopieur : +1-613-957-8845

Adresse électronique : [Peter.Chau@ic.gc.ca](mailto:Peter.Chau@ic.gc.ca)

Accreditation Bodies

Name of Accreditation Body: Standards Council of Canada (SCC)

Physical address: 270 Albert Street, Suite 200, Ottawa,  
Ontario K1P 6N7, Canada

Mailing address: 270 Albert Street, Suite 200, Ottawa,  
Ontario K1P 6N7, Canada

Home page address: [www.scc-ccn.ca](http://www.scc-ccn.ca)

Name/title of contact person: André Beaudet, Manager, Laboratory  
Accreditation

Phone: +1 613 238-3222 ext. 436

Fax: +1 613 569-7808

E-mail address: [abeaudet@scc.ca](mailto:abeaudet@scc.ca)



### Organismes d'accréditation

Nom de l'organisme d'accréditation : Conseil canadien des normes (CCN)

Adresse municipale : 270, rue Albert, bureau 200,

Ottawa (Ontario) K1P 6N7, Canada

Adresse postale : 270, rue Albert, bureau 200,

Ottawa (Ontario) K1P 6N7, Canada

Adresse de page d'accueil : [www.scc-ccn.ca](http://www.scc-ccn.ca)

Nom/titre de la personne-ressource : André Beaudet, Responsable, Accréditation des laboratoires

Téléphone : +1-613-238-3222 poste 436

Télécopieur : +1-613-569-7808

Adresse électronique : [abeaudet@scc.ca](mailto:abeaudet@scc.ca)

**ANNEX III****LIST OF DESIGNATED TESTING LABORATORIES****MEXICO**

Name of Testing Laboratory:

Six-character identifier:

Physical address:

Mailing address:

Name/title of contact person:

Phone:

Fax:

E-mail address:

Technical regulations for which this Testing Laboratory has been designated:

**CANADA**

Name of Testing Laboratory:

Six-character identifier:

Physical address:

Mailing address:

Name/title of contact person:

Phone:

Fax:

E-mail address:

Technical regulations for which this Testing Laboratory has been designated:

**ANNEXE III****LISTE DES LABORATOIRES D'ESSAIS DÉSIGNÉS****MEXIQUE**

Nom du laboratoire d'essais :  
Identificateur à six caractères :  
Adresse municipale :  
Adresse postale :  
Nom/titre de la personne-ressource :  
Numéro de téléphone :  
Numéro de télécopieur :  
Adresse électronique :  
Règlement technique pour lequel ce laboratoire d'essais a été désigné :

**CANADA**

Nom du laboratoire d'essais :  
Identificateur à six caractères :  
Adresse municipale :  
Adresse postale :  
Nom/titre de la personne-ressource :  
Numéro de téléphone :  
Numéro de télécopieur :  
Adresse électronique :  
Règlement technique pour lequel ce laboratoire d'essais a été désigné :

**ANNEX IV****LIST OF RECOGNIZED TESTING LABORATORIES****MEXICO**

Name of Testing Laboratory:

Six-character identifier:

Physical address:

Mailing address:

Name/title of contact person:

Phone:

Fax:

E-mail address:

Technical regulations for which this Testing Laboratory has been recognized:

**CANADA**

Name of Testing Laboratory:

Six-character identifier:

Physical address:

Mailing address:

Name/title of contact person:

Phone:

Fax:

E-mail address:

Technical regulations for which this Testing Laboratory has been recognized:



**ANNEXE IV**

**LISTE DES LABORATOIRES D'ESSAIS RECONNUS**

**MEXIQUE**

Nom du laboratoire d'essais :  
Identificateur à six caractères :  
Adresse municipale :  
Adresse postale :  
Nom/titre de la personne-ressource :  
Numéro de téléphone :  
Numéro de télécopieur :  
Adresse électronique :  
Règlement technique pour lequel ce laboratoire d'essais a été reconnu :

**CANADA**

Nom du laboratoire d'essais :  
Identificateur à six caractères :  
Adresse municipale :  
Adresse postale :  
Nom/titre de la personne-ressource :  
Numéro de téléphone :  
Numéro de télécopieur :  
Adresse électronique :  
Règlement technique pour lequel ce laboratoire d'essais a été reconnu :

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, 2012

The Canada Treaty Series is published by  
the Treaty Law Division of the Department of  
Foreign Affairs and International Trade  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distributed to depository libraries by:  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Telephone: (613) 941-5995  
Fax: (613) 954-5779

Catalogue No: FR4-2012/13  
ISBN: 978-1-100-54396-3

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2012

Le Recueil des traités du Canada est publié par  
la Direction du droit des traités du ministère  
des Affaires étrangères et du Commerce  
[www.treaty-accord.gc.ca](http://www.treaty-accord.gc.ca)

Distribué aux bibliothèques dépositaires par :  
Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

Ottawa, Canada K1A 0S5  
Téléphone : (613) 941-5995  
Télécopieur : (613) 954-5779

N° de catalogue : FR4-2012/13  
ISBN : 978-1-100-54396-3























3 1761 11550257 7